AUXERRE

CONSEIL MUNICIPAL

VILLE D'AUXERRE

-

SÉANCE DU 17 AVRIL 2025

Ce dossier contient 231 feuillets.

Sommaire

NUMÉRO	INTITULÉ	RAPPORTEUR	PAGE
	Ordre du jour du Conseil Municipal du 17.04.2025		1
	Procès verbal de la séance précédente		5
2025-018	Finances-Décision Modificative n°2 budget principal - Approbation	Emmanuelle MIREDIN	62
	Annexe_Décision modificative n°2 - Budget principal		63
2025-019	Finances - Budget Principal - Autorisations de Programme et Crédits de Paiement. Modification	Emmanuelle MIREDIN	254
	Annexe_Etat des AP révisées - Budget principal		255
2025-020	Finances - Attribution des subventions 2025 aux associations et organismes	Emmanuelle MIREDIN	257
2025-021	Finances- Commerçants du marché de l'arquebuse - Remise gracieuse	Isabelle JOAQUINA	258
2025-022	Finances - Commerçants du centre ville touchés par les travaux de voirie- Indemnisation	Isabelle JOAQUINA	259
	Annexe_Modèle protocole d'accord transactionnel et relevé d'avis - Commission indemnisation Centre-ville		260
2025-023	Finances - Commerçants de la place Maréchal Leclerc- Indemnisation	Isabelle JOAQUINA	265
	Annexe_Modèle protocole d'accord transactionnel et relevé davis - Commission indemnisation Place Maréchal		266
2025-024	Formalisation du jury de concours pour la création d'une halle à l'Arquebuse	Nordine BOUCHROU	271
2025-025	Désaffectation et déclassement d'une emprise publique située au droit de la parcelle cadastrée section EV 120 sis 12, Rue Girard de Cailleux à Auxerre	Nordine BOUCHROU	274
	Annexe_Désaffectation et déclassement emprise publique		276
2025-026	NPNRU Quartier Sainte Geneviève - Acquisition d'un terrain constructible par la Ville d'Auxerre auprès de l'OAH dans le cadre de la convention NPNRU	Nordine BOUCHROU	279
	Annexe_NPNRU Quartier Sainte Geneviève		281
2025-027	NPNRU Quartier des Rosoirs - Acquisition d'espaces verts par la Ville d'Auxerre auprès de l'OAH dans le cadre de la convention NPNRU	Nordine BOUCHROU	285
	Annexe_NPNRU Quartier des Rosoirs		287
2025-028	Transfert de propriété des parcelles cadastrées section BD n°244 et BD n°221 de la Ville d'Auxerre au profit de la Région Bourgogne Franche Comté	Nordine BOUCHROU	292
	Annexe_Transfert de propriété au profit de la Région		293

Sommaire

NUMÉRO	INTITULÉ	RAPPORTEUR	PAGE
2025-029	Rétrocession des parcelles de voirie Rue Jeanne Herold de Domanys au profit de la Ville d'Auxerre	Nordine BOUCHROU	303
	Annexe_ Rétrocession parcelles de voirie Rue Jeanne Herold de Domanys		305
2025-030	Modificatif de l'état descriptif de division en volumes et cahier des charges de la volumétrie sise boulevard de Montois cadastrée section IO 229 (anciennement cadastrée section IO numéro 15)	Nordine BOUCHROU	316
	Annexe_ Modification état descriptif de division en volumes Bd Montois		318
2025-031	Confirmation de l'absence d'objet d'une convention conclue entre la société SAIGE et la Commune d'Auxerre	Nordine BOUCHROU	326
	Annexe_ Convention usage entretien 1998		327
2025-032	Convention de servitude de passage de canalisations sur les parcelles cadastrées section IK n°146 et HN n°308 à Auxerre, propriétés de la Ville d'Auxerre au profit de la SCI Auxerre Hôtellerie	Nordine BOUCHROU	334
	Annexe_Convention de servitude de passage de canalisations au profit de la SCI Auxerre Hôtellerie		335
2025-033	Stationnement - Convention de mandat pour la gestion des recettes de stationnement de la ville d'Auxerre	Nordine BOUCHROU	345
	Annexe_Stationnement - Convention de mandat		346
2025-034	Aide à l'amélioration des toitures et façades - Abrogation	Nordine BOUCHROU	356
2025-035	Adhésion 2024-2025 de la ville d'Auxerre à l'Union Française des Oeuvres Laïques d'Education Physique (UFOLEP)	Emmanuelle MIREDIN	357
2025-036	Chantiers jeunes organisés par les espaces d'accueil et d'animation - Récompense individuelle pour le 14/17 ans	Emmanuelle MIREDIN	358
2025-037	Chantiers jeunes organisés par les espaces d'accueil et d'animation - Récompense individuelle pour les 18/25 ans	Emmanuelle MIREDIN	359
2025-038	Programmation d'actions 2025 du Contrat de Ville 2024-2030 "Engagements Quartiers 2030"	Maryline SAINT ANTONIN	360
	Annexe_Tableau de la programmation d'actions 2025 du contrat de ville de l'Auxerrois		362
2025-039	Règlement financier de la ville d'Auxerre pour l'outil Contrat de ville – Avenant 3	Maryline SAINT ANTONIN	370
	Annexe_Règlement d'intervention de la Ville d'Auxerre 2025		372
2025-040	Lutte contre les déchets diffus - Avenant à la convention pour la période 2025-2029	Céline BÄHR	374
	Annexe_Avenant Convention Lutte contre les déchets diffus		375

Sommaire

NUMÉRO	INTITULÉ	RAPPORTEUR	PAGE
2025-041	Délégation de service public de la restauration collective - Avenant n° 3 au contrat	Crescent MARAULT	421
	Annexe_Avenant n° 3 - Contrat DSP Restauration collective		423
2025-042	Don de matériels informatiques	Patricia VOYE	427
	Annexe_Don matériel informatique		428
2025-043	Elus municipaux - Modification du nombre d'adjoints	Crescent MARAULT	429
2025-044	Association Patronage Laïque Paul Bert – Désignation des représentants du conseil municipal	Carole CRESSON GIRAUD	430
2025-045	Caisse des Ecoles - Désignation des représentants du Conseil municipal	Carole CRESSON GIRAUD	431
2025-046	Conseil des Ecoles - Désignation des représentants du Conseil Municipal	Carole CRESSON GIRAUD	432
2025-047	Délégation de service public de la restauration collective - Désignation membres de la commission	Carole CRESSON GIRAUD	433
2025-048	Adhésion à l'association Réseaux Électriques Intelligents Smartgrids France	Crescent MARAULT	434
2025-049	Personnel municipal - Actualisation du dispositif d'astreintes pour le service des centres de loisirs et accueil périscolaire	Carole CRESSON GIRAUD	435
2025-050	Personnel municipal - Actualisation du dispositif d'astreintes	Carole CRESSON GIRAUD	437
2025-051	Personnel municipal : effectif réglementaire	Carole CRESSON GIRAUD	439
	Annexe_ Effectifs Ville Avril 2025 et Contrats Ville Avril 2025		440
2025-052	Acte de gestion courante - Compte-Rendu	Crescent MARAULT	447

AUXERRE

ORDRE DU JOUR

-

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 17 AVRIL 2025

Approbation du procès-verbal de la séance précédente

Finances

N°2025-018 - Finances-Décision Modificative n°2 budget principal - Approbation
Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN

N°2025-019 - Finances - Budget Principal - Autorisations de Programme et Crédits de Paiement. Modification
Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN

N°2025-020 - Finances - Attribution des subventions 2025 aux associations et organismes
Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN

N°2025-021 - Finances- Commerçants du marché de l'arquebuse - Remise gracieuse
Rapporteur : Isabelle JOAQUINA

N°2025-022 - Finances - Commerçants du centre-ville touchés par les travaux de voirie-Indemnisation
Rapporteur : Isabelle JOAQUINA

N°2025-023 - Finances - Commerçants de la place Maréchal Leclerc- Indemnisation
Rapporteur : Isabelle JOAQUINA

Stratégie et aménagement du territoire

N°2025-024 - Formalisation du jury de concours pour la création d'une halle à l'Arquebuse
Rapporteur : Nordine BOUCHROU

N°2025-025 - Désaffectation et déclassement d'une emprise publique située au droit de la parcelle cadastrée section EV 120 sis 12, Rue Girard de Cailleux à Auxerre
Rapporteur : Nordine BOUCHROU

N°2025-026 - NPNRU Quartier Sainte Geneviève - Acquisition d'un terrain constructible par la Ville d'Auxerre auprès de l'OAH dans le cadre de la convention NPNRU
Rapporteur : Nordine BOUCHROU

N°2025-027 - NPNRU Quartier des Rosoirs - Acquisition d'espaces verts par la Ville d'Auxerre auprès de l'OAH dans le cadre de la convention NPNRU

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

N°2025-028 - Transfert de propriété des parcelles cadastrées section BD n°244 et BD n°221 de la Ville d'Auxerre au profit de la Région Bourgogne Franche Comté

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

N°2025-029 - Rétrocession des parcelles de voirie Rue Jeanne Herold de Domanys au profit de la Ville d'Auxerre

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

N°2025-030 - Modificatif de l'état descriptif de division en volumes et cahier des charges de la volumétrie sise boulevard de Montois cadastrée section IO 229 (anciennement cadastrée section IO numéro 15)

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

N°2025-031 - Confirmation de l'absence d'objet d'une convention conclue entre la société SAIGE et la Commune d'Auxerre

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

N°2025-032 - Convention de servitude de passage de canalisations sur les parcelles cadastrées section IK n°146 et HN n°308 à Auxerre, propriétés de la Ville d'Auxerre au profit de la SCI Auxerre Hôtellerie

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

N°2025-033 - Stationnement - Convention de mandat pour la gestion des recettes de stationnement de la ville d'Auxerre

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

N°2025-034 - Aide à l'amélioration des toitures et façades - Abrogation

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

Cohésion sociale

N°2025-035 - Adhésion 2024-2025 de la ville d'Auxerre à l'Union Française des Oeuvres Laïques d'Education Physique (UFOLEP)

Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN

N°2025-036 - Chantiers jeunes organisés par les espaces d'accueil et d'animation - Récompense individuelle pour le 14/17 ans

Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN

N°2025-037 - Chantiers jeunes organisés par les espaces d'accueil et d'animation - Récompense individuelle pour les 18/25 ans

Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN

N°2025-038 - Programmation d'actions 2025 du Contrat de Ville 2024-2030 "Engagements Quartiers 2030"

Rapporteur : Maryline SAINT ANTONIN

N°2025-039 - Règlement financier de la ville d'Auxerre pour l'outil Contrat de ville – Avenant 3

Rapporteur : Maryline SAINT ANTONIN

Développement durable

N°2025-040 - Lutte contre les déchets diffus - Avenant à la convention pour la période 2025-2029

Rapporteur : Céline BÄHR

Enfance

N°2025-041 - Délégation de service public de la restauration collective - Avenant n° 3 au contrat

Rapporteur : Crescent MARAULT

Administration générale

N°2025-042 - Don de matériels informatiques

Rapporteur : Patricia VOYE

N°2025-043 - Elus municipaux - Modification du nombre d'adjoints

Rapporteur : Crescent MARAULT

N°2025-044 - Association Patronage Laïque Paul Bert – Désignation des représentants du conseil municipal

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

N°2025-045 - Caisse des Ecoles - Désignation des représentants du Conseil municipal

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

N°2025-046 - Conseil des Ecoles - Désignation des représentants du Conseil Municipal

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

N°2025-047 - Délégation de service public de la restauration collective - Désignation membres de la commission

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

N°2025-048 - Adhésion à l'association Réseaux Électriques Intelligents Smartgrids France

Rapporteur : Crescent MARAULT

Ressources humaines

N°2025-049 - Personnel municipal - Actualisation du dispositif d'astreintes pour le service des centres de loisirs et accueil périscolaire

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

N°2025-050 - Personnel municipal - Actualisation du dispositif d'astreintes

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

AUXERRE

N°2025-051 - Personnel municipal : effectif réglementaire

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

Administration générale

N°2025-052 - Acte de gestion courante - Compte-Rendu

Rapporteur : Crescent MARAULT

AUXERRE

PROCES-VERBAL
DU CONSEIL MUNICIPAL
-
SÉANCE DU 20 FEVRIER 2025

Le conseil de la ville d'Auxerre, convoqué le 14 février 2025, s'est réuni le 20 février 2025 à 18 h 00 à la salle du Conseil Municipal, sous la présidence du Maire, Crescent MARAULT.

Nombre de membres
en exercice : 39
présents : 30
votants : 35 dont 5 pouvoirs

Etaient présents : Crescent MARAULT, Dominique AVRILLAUT, Céline BÄHR, Jean-Philippe BAILLY, Marie-Ange BAULU, Véronique BESNARD, Nordine BOUCHROU, Auria BOUROUBA, Mani CAMBEFORT, Carole CRESSON GIRAUD, Mathieu DEBAIN, Raymonde DELAGE, Sébastien DOLOZILEK, Denise DUFOUR, Hicham EL MEHDI, Sophie FEVRE, Margaux GRANDRUE, Pascal HENRIAT, Isabelle JOAQUINA, Julien JOUVET, Dominique JUVIGNY, Souleymane KONÉ, Florence LOURY, Bruno MARMAGNE, Dominique MARY, Emmanuelle MIREDIN, Abdeslam OUCHERIF, Denis ROYCOURT, Vincent VALLÉ, Patricia VOYE.

Pouvoirs : Christopher BLIN pouvoir à Julien JOUVET, Mostafa OUZMERKOU pouvoir à Florence LOURY, Isabelle POIFOL-FERREIRA pouvoir à Sophie FEVRE, Laurent PONROY pouvoir à Carole CRESSON GIRAUD, Maryline SAINT ANTONIN pouvoir à Patricia VOYE.

Absents non représentés : Maud NAVARRE, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA, Philippe RADET, Farah ZIANI.

Secrétaire de séance : Florence LOURY.

Adoption du Procès-Verbal de la séance du 19 décembre 2024 à l'unanimité.

AUXERRE

N° 2025-001
Objet : GARANTIE D'EMPRUNT - HABELLIS - OPERATION DE CONSTRUCTION DE 21 LOGEMENTS - AUXERRE

Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN

VU l'article L 2252-1 et suivants et D1511-30 et suivants du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'extrait du procès-verbal du conseil d'administration du 18 octobre 2023 de la SA d'HLM HABELLIS portant sur l'opération de construction de 21 logements rue Girard de Cailleux à Auxerre dont le financement est assuré par un prêt pour un montant total de 2 261 000 euros auprès de la Caisse des dépôts et consignations,
Vu le Contrat de Prêt 166559 annexé à la présente délibération entre la SA d'HLM HABELLIS ci-après dénommé l'emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations,
la SA d'HLM HABELLIS sollicite la ville d'Auxerre pour qu'elle se porte garante de cet emprunt à hauteur de 20 %.
La Communauté de l'auxerrois est également sollicitée à hauteur de 30 % et le Conseil départemental de l'Yonne à hauteur de 50% en complément de garantie de cet emprunt.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

Article 1 : La ville d'Auxerre accorde sa garantie à hauteur de **20,00%** pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 2 261 000 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt N° 166559.
La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 452 200 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.
Article 2 : Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

AUXERRE

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLS	PLS foncier
Enveloppe	-	-	PLSDD 2024	PLSDD 2024
Identifiant de la Ligne du Prêt	5630595	5630594	5630593	5630592
Montant de la Ligne du Prêt	336 817 €	202 498 €	320 864 €	119 752 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	190 €	70 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	2,6 %	3,42 %	4,11 %	3,42 %
TEG de la Ligne du Prêt	2,6 %	3,42 %	4,11 %	3,42 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	18 mois	18 mois	18 mois	18 mois
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index de préfinancement	- 0,4 %	0,42 %	1,11 %	0,42 %
Taux d'intérêt du préfinancement	2,6 %	3,42 %	4,11 %	3,42 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement
Mode de calcul des intérêts de préfinancement	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts de préfinancement	Exact / 365	Exact / 365	Exact / 365	Exact / 365
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	80 ans	40 ans	80 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,4 %	0,42 %	1,11 %	0,42 %
Taux d'intérêt[2]	2,6 %	3,42 %	4,11 %	3,42 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Phase d'amortissement (suite)				
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

AUXERRE

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLUS	PLUS foncier		
Enveloppe	-	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5630597	5630596		
Montant de la Ligne du Prêt	834 840 €	446 229 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	3,6 %	3,42 %		
TEG de la Ligne du Prêt	3,6 %	3,42 %		
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	18 mois	18 mois		
Index de préfinancement	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index de préfinancement	0,6 %	0,42 %		
Taux d'intérêt du préfinancement	3,6 %	3,42 %		
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement		
Mode de calcul des intérêts de préfinancement	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts de préfinancement	Exact / 365	Exact / 365		
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	80 ans		
Index[1]	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	0,6 %	0,42 %		
Taux d'intérêt[2]	3,6 %	3,42 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)		
Modalité de révision	DL	DL		
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %		
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

Article 3 : La garantie est apportée aux conditions suivantes : La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
Article 4 : Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.
Article 5: Le Garant accorde son cautionnement en faveur du Prêteur selon les termes de la présente délibération et autorise en conséquence son représentant habilité Monsieur Crescent Marault, Maire à signer la présente délibération ainsi que tout autre document nécessaire à son exécution.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 27
- voix contre : 0

AUXERRE

- abstentions : 8 Jean-Philippe BAILLY, Mani CAMBEFORT, Sophie FEVRE, Pascal HENRIAT, Florence LOURY, Mostafa OUZMERKOU, Isabelle POIFOL-FERREIRA, Denis ROYCOURT
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4 Maud NAVARRE, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA, Philippe RADET, Farah ZIANI.

N° 2025-002
Objet : Finances- Décision Modificative n°1 budget principal - Approbation

Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN

Le budget Primitif 2025 voté le 19 décembre 2024 par délibération n° 2024-154 doit être modifié comme suit :

en euros	Dépenses	Recettes
Investissement	126 414,53	126 414,53
Fonctionnement	126 414,53	126 414,53
Total	**252 829,06**	**252 829,06**

En dépenses de la section d'investissement 126 414.53 euros sont inscrits en crédit de paiement de l'APCP Boucle Locale Optique pour régler les dernières factures.

Cette inscription ne modifie pas le montant de l'autorisation de programme votée à hauteur de 549 750 euros et correspond aux crédits de paiement inscrits mais non consommés sur l'exercice 2024.

Sont également inscrits des modifications de Crédits de paiement sans modification d'AP :

20010 Auxerrexpo +40 000 euros

22006 Conservatoire de musique et de Danse + 300 000 euros

22021 Salle Vaulabelle + 140 000 euros

22022 Groupe Scolaire rive droite -480 000 euros

En Dépenses de la section de fonctionnement

Un transfert de crédits entre du chapitre 011 vers le chapitre 65 pour 26 100 euros afin de tenir compte du nouveau plan de compte 2025 et d'imputer les dépenses de droits Sacem, Spre etc.. à l'article 65818 au lieu du 637 en application du guide des imputations budgétaires de la DGCL.

En recettes de la section de fonctionnement est prévu 100 127.88 euros de FCTVA de fonctionnement non évalué lors du budget primitif et 26 286.65 euros de dotations diverses.

L'équilibre des deux sections se fait par un autofinancement complémentaire de 126 414.53 euros aux chapitre 021 et 023.

AUXERRE

Il est proposé au conseil municipal

- D'adopter la décision modificative n°1 du budget principal de la Ville d'Auxerre telle que présentée ci-dessus.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'adopter la décision modificative n°1 du budget principal de la ville d'Auxerre telle que présentée ci-dessus.

Vote du conseil municipal :
- voix pour : 27
- voix contre : 8 Jean-Philippe BAILLY, Mani CAMBEFORT, Mathieu DEBAIN, Sophie FEVRE, Florence LOURY, Mostafa OUZMERKOU, Isabelle POIFOL-FERREIRA, Denis ROYCOURT
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4 Maud NAVARRE, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA, Philippe RADET, Farah ZIANI.

Pascal HENRIAT indique qu'il y a une baisse de 480 000 euros concernant le groupe scolaire Rive droite. Il demande les raisons de cette baisse.

Emmanuelle MIREDIN précise qu'il s'agit de l'étalement du programme, et expose que tout n'a pas pu être dépensé en 2024.

Pascal HENRIAT se fait confirmer que cela correspond à un report des crédits d'investissement.

Mani CAMBEFORT indique qu'il votera contre cette décision modificative puisqu'il a voté contre le budget principal.

Bruno MARMAGNE indique que les travaux n'ont pas commencé.

Crescent MARAULT précise qu'il y a un permis de construire avec de nombreuses procédures administratives qui impliquent de longs délais, donc cela ne peut pas être modifié aussi facilement.

N° 2025-003
Objet : Avenant n°1 à la délégation de service public - CATALPA

Rapporteur : Céline BÄHR

Dans le cadre de la DSP signée entre la Ville d'Auxerre et l'association service compris, l'article 1 mentionne dans les missions du délégataire « la programmation et la mise en œuvre d'un événement majeur, de type festival ».

Pendant 10 éditions, le CATALPA a pu se tenir malgré les contraintes fortes qui ont pesé sur l'événement, notamment les hausses importantes de tous les postes de dépenses ces dernières années. Les études du ministère de la culture, des syndicats de musique actuelle, pointent actuellement la fragilité du modèle et l'arrêt programmé de plusieurs festivals dans les années à venir.

La non-tenue du festival en 2024 a permis de ne pas tomber dans un engrenage financier incontrôlable. De plus cela a permis de garantir l'activité à l'année du Silex, qui a pu ainsi amortir les différentes hausses des coûts de diffusion, techniques et d'énergie.

Le CATALPA reste cependant un événement attendu par les habitants, en début d'été, sur le parc de l'Arbre sec. Des milliers de personnes viennent écouter de la musique et profiter d'un espace convivial et familial. Ce festival fait partie de l'attractivité du territoire, un événement fort de la politique culturelle de l'auxerrois.

La Ville d'Auxerre et l'association Service compris s'entendent pour reprogrammer le CATALPA Festival, en toute connaissance des contraintes et aménagements nécessaires à faire pour le maintenir. Il en est de la responsabilité de l'association Service compris et des collectivités d'investir l'agent public en connaissance de cause et de s'assurer de la viabilité financière de l'événement, tout en garantissant une programmation qualitative et festive.

Le CATALPA festival aura lieu les vendredi 27 et samedi 28 juin 2025 au parc de l'Arbre sec et restera gratuit pour l'ensemble des festivaliers.

Afin de consolider la réalisation du festival, la compensation financière de l'association Service compris, établie pour les années 2025 et 2026 (fin de la DSP), est portée à 685 000 € TTC.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver les termes de l'avenant N°1 au contrat de DSP 2022 – 2026 entre l'association service compris et la Ville d'Auxerre ;

- D'approuver la modification de la compensation financière à hauteur de 685 000 € TTC ;

- D'autoriser le maire à signer l'avenant N°1 ;

- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 35
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4 Maud NAVARRE, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA, Philippe RADET, Farah ZIANI.

Mani CAMBEFORT souhaite revenir sur la suppression de CATALPA en 2024 et rappelle les conditions dans lesquelles cela a été fait. Il y a un an, lors du conseil municipal de février 2024, l'opposition avait interrogé sur le maintien ou non de ce festival, aucune réponse n'avait été apportée. Toutefois, il expose que juste après la tenue du conseil, un communiqué était sorti pour annoncer la suppression de CATALPA en 2024. Il trouve ce procédé très méprisant vis-à-vis du conseil municipal. Il continue de penser qu'il s'agissait d'une mauvaise décision. Le financement aurait été possible surtout au vu de certaines dépenses effectuées. Pour lui, l'annulation du CATALPA ne se justifiait absolument pas.
Le rétablissement de CATALPA pour 2025 est une bonne chose.
Il ajoute que cela est une question de qualité de vie et d'attractivité à Auxerre. La culture est une condition de l'unité de l'Homme. Il reprend les propos d'André Malraux pour qui la culture est ce qui a fait de l'Homme autre chose qu'un accident de l'univers. Il indique regretter que le festival se tienne

uniquement sur deux jours au lieu de trois. Il reprend les propos annoncés par l'adjointe à la culture à l'Yonne Républicaine le 21 février 2024 qui indiquait alors qu'il n'y avait aucun intérêt à organiser le festival sur deux jours au lieu de trois au regard des coûts techniques qui seraient les mêmes. Il partage cet avis. Sur les deux jours, les coûts d'installation et de démontage seront les mêmes, cependant, certaines recettes comme celles de la buvette vont diminuer.

Crescent MARAULT rappelle que le CATALPA a déjà été annulé à trois reprises dont une fois notamment pour des raisons budgétaires. Il précise qu'il avait été choisi l'annulation du CATALPA pour l'année 2024 en raison de la tenue des jeux olympiques et de l'inflation des concerts. Certains festivals avaient pris la même décision, d'autres ont rendu l'entrée payante. Cette tendance inflationniste continue, avec des cachets qui sont plafonnés. Il précise qu'il avait été fait ce choix avec l'année des JO. Le CATALPA aurait été impossible à supporter financièrement et n'aurait pas été de qualité. L'idée est d'inscrire le CATALPA dans la durée, il y a un effort significatif qui est fait avec un financement supplémentaire de 150 000 euros afin de pérenniser le CATALPA dans le temps d'où le choix de deux jours. Il est apparu primordial que ce dernier reste un festival populaire et donc gratuit. Il indique que cela est mieux que d'avoir quelque chose qui fonctionne au rabais. Il rappelle que c'est une délégation de service public avec un budget alloué de 650 000 euros.

Céline BAHR indique que la promesse a été tenue avec une pause en 2024 pour revenir avec un format renouvelé en 2025. Elle mentionne être attachée à l'ADN du festival, gratuit, populaire dans un lieu auquel les auxerrois sont attachés. Elle souhaite revenir sur l'édition 2023 qui a battu le record de fréquentation avec 52 000 spectateurs mais qui fait malgré cela un déficit de 40 000 euros. Elle ajoute que si le beau temps n'avait pas été au rendez-vous, le déficit aurait été encore plus important. Elle souligne que, concernant la délégation de service public du SILEX, le SILEX est seulement à l'équilibre, car la ville lui a laissé la subvention destinée au CATALPA ce qui lui a permis d'équilibrer les comptes. Elle précise que le milieu économique des lieux culturels est dans un état très précaire.

Crescent MARAULT ne pense pas avoir de leçon à recevoir sur la culture. Il indique qu'il a pris ses responsabilités notamment pour le conservatoire où un effort financier important d'environ 10 millions d'euros a été réalisé pour réhabiliter ce site. Il cite également comme exemple le musée de l'Abbaye Saint Germain. Il indique qu'il faut penser à l'infrastructure donc à l'investissement et pas uniquement au fonctionnement.

Mani CAMBEFORT indique que le mandat précédent a été consacré au sauvetage du conservatoire par la faillite de la gestion du Département.

Crescent MARAULT souhaite juste souligner que des fonds sont attribués à la culture puisque cela semble être reproché.

Mani CAMBEFORT indique que les propos sont déformés. Il rappelle avoir salué le fait que le CATALPA soit reprogrammé. Il déplore juste que cela soit remis sur deux jours au lieu de trois. Il termine en indiquant que la question de la météo est le lot de tous les festivals extérieurs. Il faut maintenir ce festival populaire et continuer à le développer.

Pascal HENRIAT souhaite rappeler que les gouvernements Valls et Hollande ont supprimé des dotations aux collectivités à hauteur de plusieurs milliards d'euros et pour la ville d'Auxerre il s'agissait de dix millions en moins sur le mandat précédent. Il rappelle donc que des choix ont dû être faits sous le précédent mandat. Il reconnait que l'été dernier la météo a été catastrophique et précise que cela aurait pu être difficile pour le CATALPA. Toutefois, il souligne que cela est le cas de tous les festivals de plein air qui sont tributaires de la météo. Il indique que cette décision a servi mais ne peut pas être renouvelée tous les ans.

AUXERRE

Florence LOURY indique que la reprogrammation de CATALPA est une bonne nouvelle pour l'auxerrois et sa jeunesse. La musique et la culture sont des outils positifs pour réunir la population autour d'événements conviviaux et festifs, mais aussi d'excellents signaux pour faire connaître Auxerre, redorer son image, attirer de nouveaux habitants ou de nouveaux projets dans l'auxerrois. C'est une petite pierre pour l'attractivité de la Ville. Aussi, il faut souhaiter que l'unanimité d'aujourd'hui pour relancer le festival dure car un festival met au moins cinq ans à se faire connaître et des annulations mêmes partielles rendent difficiles la reprise d'autant plus que la concurrence est importante entre les festivals et fait monter les cachets artistiques. Elle indique qu'à Auxerre, il y a la chance d'avoir une salle de spectacle qui attire les artistes et une équipe du festival CATALPA qui sait trouver une programmation adaptée à ces moyens. Elle indique qu'il faut faire confiance aux organisateurs du festival pour que cette dynamique persiste. Pour cela, il faut leur laisser le temps de travailler d'une année sur l'autre. Elle indique que cette délibération est positive.

Céline BAHR indique qu'avec l'avenant à la DSP, cela donne une visibilité avec l'attribution de sommes supplémentaires tous les ans jusqu'à la fin de la DSP.

N° 2025-004
Objet : Finances - Subventions 2025 aux associations et organismes _ Attributions

Rapporteur : Vincent VALLÉ

Un règlement d'intervention en matière de subventions aux associations et organismes a été adopté lors du conseil municipal du 19 décembre 2024.

Ce règlement permet :

- de donner un cadre commun aux relations entre les bénéficiaires de subvention et la collectivité ;
- de rappeler un certain nombre d'obligations législatives ;
- de clarifier les conditions d'attribution et de versement des subventions par la collectivité vis-à-vis des bénéficiaires ;
- de préciser les engagements de la collectivité et des bénéficiaires.

Conformément aux dispositions du règlement d'intervention, il est proposé d'attribuer l'ensemble des subventions figurant dans le tableau ci-annexé à divers organismes et associations locales.

Par politique publique, l'enveloppe des subventions attribuées (sur le budget de fonctionnement) se répartirait de la façon suivante :

Politiques publiques	Montants 2024	Montants 2025
RELATION CITOYENNE (CITO)	5 000,00 €	0,00 €
COMMUNICATION _ ASSEMBLEE (COEL)	200,00 €	1 000,00 €
COHESION SOCIALE (CS)	1 028 453,00 €	1 027 420,00 €
SPORT (SPOR)	677 049,00 €	625 410,00 €
CULTURE (CULT)	255 000,00 €	923 700,00 €
PETITE ENFANCE (PECR)	252 492,00 €	280 000,00 €
ENFANCE (ENF)	163 500,00 €	167 100,00 €

MOBILITE (MOBI)	0,00 €	0,00 €
VIE ECONOMIQUE (ECO)	0,00 €	0,00 €
PLAN CLIMAT (PCT)	0,00 €	0,00 €
SCOLAIRE (SCOL)	300,00 €	0,00 €
DSP - CULTURE (CULT)	1 329 000,00 €	685 000,00 €
DSP - VIE ECONOMIQUE (ECO)	443 640,00 €	408 000,00 €
DSP - TOURISME (TOUR)	0,00 €	0,00 €
Total général	**4 154 634,00 €**	**4 117 630,00 €**

(La colonne 2025 comprend les subventions 2025 attribuées par le conseil municipal de décembre 2024 et celles soumises pour approbation dans le tableau ci-joint).

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- d'attribuer les subventions selon le tableau ci-annexé ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2025 aux chapitres 65 pour les subventions de fonctionnement et 204 pour les subventions d'équipement ;
- d'autoriser le maire à signer tous les conventions et avenants nécessaires au versement de ces subventions.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 35
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4 Maud NAVARRE, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA, Philippe RADET, Farah ZIANI.

Pascal HENRIAT indique avoir été sollicité par les parents d'élèves du groupe scolaire Marie Noël qui avait demandé une subvention qui ne leur a pas été octroyée. Il demande des explications.

Emmanuelle MIREDIN indique avoir rencontré ces derniers afin de leur expliquer que cette demande étant nouvelle, cela ouvrait un débat d'équité entre toutes les autres associations de parents d'élèves. La municipalité travaille toujours à l'échelle du territoire et donc octroyer une subvention à une association de parents d'élèves sans donner aux autres ne paraît pas équitable. C'est une association qui veut se détacher du groupe scolaire. Elle a donc rencontré cette association et elle l'accompagne vers un autre projet d'association. L'année prochaine, cette association effectuera une demande afin d'animer le quartier.

Pascal HENRIAT remercie de ces informations.

Bruno MARMAGNE indique avoir échangé avec la présidente de l'association qui lui a indiqué ne pas vouloir se détacher de l'école. Une subvention peut très bien leur être attribuée en tant qu'association de parents d'élèves puisque les autres peuvent y prétendre également mais n'en demandent pas. Il ne comprend donc pas pourquoi cette association n'est pas éligible.

AUXERRE

Denis ROYCOURT précise qu'il n'y a aucune association qui concerne le développement durable ou de l'écologie.

N° 2025-005
Objet : Domaine public _ Droits de terrasse _ Remise gracieuse

Rapporteur : Isabelle JOAQUINA

La Ville d'Auxerre autorise des installations provisoires sur le domaine public, à usage de terrasses aux commerçants qui en font la demande. Ainsi, une autorisation d'occupation du domaine public à usage de terrasse a notamment été délivrée en 2024 au restaurant « LE SAINT PELERIN ».

Toutefois, des travaux de voiries ont été réalisés rue Saint-Pèlerin ne permettant pas à cette entreprise d'exploiter dans de bonnes conditions son droit de terrasse au cours de l'année 2024.

Il est donc proposé d'octroyer une remise gracieuse du montant de la redevance d'occupation du domaine public à usage de terrasses afférente à 2024 due par cette entreprise comme suit :

➔ raison sociale : CYRILLE ET FANNY (enseigne LE SAINT PELERIN), arrêté d'occupation du domaine public n° 2024-DSATM-019, pour un montant de 360,00 €.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- d'accorder la remise gracieuse présentée ci-dessus,
- d'autoriser le Maire à signer tous les actes s'y rapportant.

Vote du conseil municipal :
- voix pour : 35
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4 Maud NAVARRE, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA, Philippe RADET, Farah ZIANI.

Mathieu DEBAIN indique que ce restaurateur était embêté également en 2023 et souligne que ce commerce pourrait entrer dans le règlement d'indemnisation des commerçants.

Crescent MARAULT répond que cela sera examiné lors du vote de la délibération en question.

N° 2025-006
Objet : Chèques cadeaux séniors pour l'année 2025 - Complément

Rapporteur : Maryline SAINT ANTONIN

Depuis plusieurs années, la Ville d'Auxerre organise pour ses seniors de 70 ans et plus un repas de l'amitié avec des animations à l'occasion des vœux de la nouvelle année.

Pour l'année 2025, comme chaque année, les seniors ont pu : soit s'inscrire au repas, soit bénéficier d'un chèque cadeau d'une valeur de 25 € à dépenser auprès des commerçants locaux.

Pour rappel, ce système permet de concilier une démarche d'action sociale à destination des personnes âgées avec une mesure de relance économique des commerces de proximité. En effet, les franchises nationales et internationales ainsi que les grandes surfaces ne sont pas intégrées au projet pour favoriser les commerçants et artisans auxerrois indépendants.

La convention validée par délibération « N°2024-119 - Opération chèques cadeaux à destination des séniors » prévoit, le contenu des obligations principales du mandant et du mandataire, ainsi que les modalités générales d'exécution et de cessation de la convention. Le budget du projet était fixé à 60 610 € TTC, pour un montant de 55 000 € de chèques et 5610€ de frais de gestion.

Simplement, lors de la campagne d'inscription 2025, plus de 2 200 séniors se sont inscrits pour bénéficier d'une carte cadeau auprès de la Direction Déléguée de la Cohésion Sociale, de la Solidarité et du CCAS, dépassant ainsi le budget prévu initialement.

Pour permettre d'offrir une carte cadeaux à tous les séniors inscrits, Il s'agit d'augmenter le montant du budget de 100 cartes cadeaux pour un montant total de 3042.50€, correspondant à 2500,00 € de carte cadeaux et de 542.50€ € de frais de gestion.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'autoriser le Maire à attribuer 100 cartes cadeaux supplémentaires pour l'année 2025, pour un montant total de 3 042,50 € ;

- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 32
- voix contre : 0
- abstentions : 3 Mani CAMBEFORT, Sophie FEVRE, Isabelle POIFOL-FERREIRA
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4 Maud NAVARRE, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA, Philippe RADET, Farah ZIANI.

Mani CAMBEFORT informe qu'il s'abstiendra comme lors de la première délibération. Il est favorable au principe des chèques-cadeaux mais il remet en question les marges un peu élevées prises par les sociétés qui les gèrent ou lorsqu'elles font faillite et que cela a des conséquences financières pour la municipalité.

N° 2025-007

Objet : Acquisition par la Ville d'Auxerre auprès des consorts BOIVIN, d'une unité foncière sise Route de Vaux à Auxerre, cadastrée CM67 et CM68 et mise en place d'une servitude de passage sur les parcelles CM68 et CM69.

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

Afin d'assurer une maîtrise foncière dans le cadre du projet de la Plaine des Sports, il est proposé l'acquisition de deux parcelles situées en zone UE du Plan Local d'urbanisme cadastrées section :

- CM n°67 d'une surface de 2 929 m² appartenant à Madame Guenola ORRY née BOIVIN en qualité de nu-propriétaire, à Madame Edwige BOIVIN et Monsieur Jean-François BOIVIN en qualité d'usufruitiers ;
- CM n°68 d'une surface de 678 m² appartenant en pleine propriété à Madame Edwige BOIVIN et Monsieur Jean-François BOIVIN.



En accord avec l'ensemble des propriétaires, l'acquisition interviendra au prix de CINQ EUROS (5€) du m², soit un prix de vente de DIX HUIT MILLE TRENTE-CINQ EUROS (18 035€ HT).

Les parcelles, objet de l'acquisition, sont actuellement occupées par un exploitant agricole, M. Cédric DELOINCE.

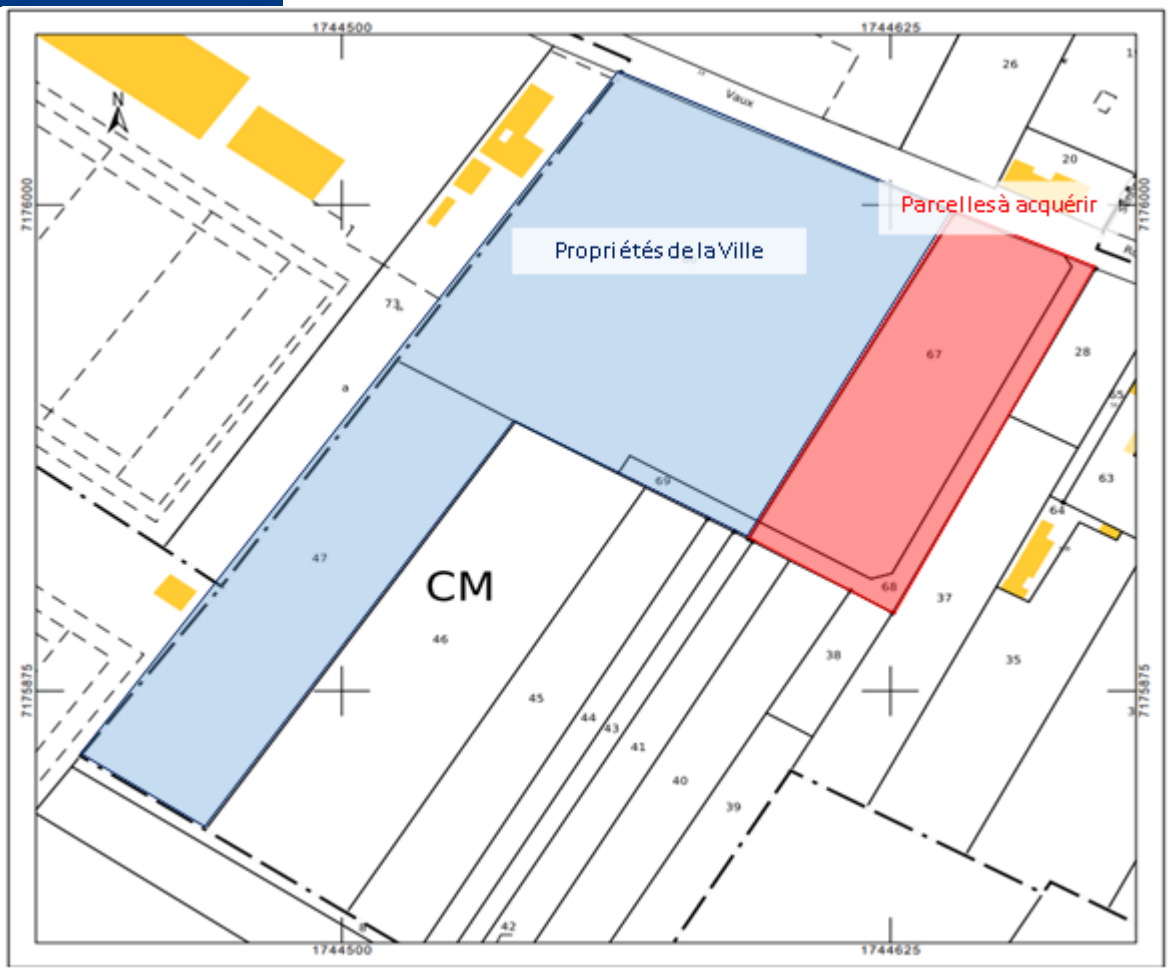
Il est prévu la résiliation du bail en cours, ce qui entraine le versement d'indemnité d'éviction d'un montant de 3 100€/ha, soit un montant total de 1118, 17€ (Mille cent dix-huit euros dix-sept cents en lettre).

Un bail précaire sera proposé à l'exploitant et fera l'objet d'une future délibération du conseil municipal.

M. DELOINCE exploite actuellement une parcelle voisine des terrains en cours d'acquisition, cadastrée CM46. Il accède à cette parcelle, via la parcelle CM 68, faisant objet de l'acquisition par la Ville d'Auxerre. Cependant, à ce jour, aucune servitude de passage n'est existante.

Ainsi, afin de ne pas enclaver la parcelle cadastrée CM46, il est proposé la mise en place d'une servitude de passage, sans indemnité, sur la parcelle cadastrée CM68 (en cours d'acquisition par la Ville d'Auxerre) et sur la parcelle CM69 (propriété de la Ville d'Auxerre), constituant le fonds servant, au profit de la parcelle CM46 (exploitée par M. DELOINCE), constituant le fonds dominant.

AUXERRE



Extrait cadastral – cadastre.gouv.fr

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver cette acquisition aux conditions financières indiquées ci-dessus et d'approuver la mise en place de la servitude de passage aux conditions indiquées ci-dessus.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver l'acquisition de l'unité foncière cadastrée comme suit :

Commune d'Auxerre sise Route de Vaux :

• CM n°67 d'une surface de 2 929 m² appartenant à Madame Guenola ORRY née BOIVIN ou toute personne physique ou morale substituée dans ses droits et obligations) en qualité de nu-propriétaire, à Madame Edwige BOIVIN et Monsieur Jean-François BOIVIN (ou toute personne physique ou morale substituée dans ses droits et obligations) en qualité d'usufruitiers ;

• CM n°68 d'une surface de 678 m² appartenant en pleine propriété à Madame Edwige BOIVIN et Monsieur Jean-François BOIVIN (ou toute personne physique ou morale substituée dans ses droits et obligations).

Moyennant le prix de DIX HUIT MILLE TRENTE CINQ EUROS (18 035€) taxes et droits éventuels en sus à la charge de l'acquéreur.

- D'autoriser la résiliation du bail actuel avec l'exploitant agricole M. Cédric DELOINCE (ou toute personne physique ou morale substituée dans ses droits et obligations), occupant actuellement les terrains objet de l'acquisition, avec le versement d'indemnité d'éviction d'un montant total de 1118, 17€ (Mille cent dix-huit euros dix-sept cents en lettre).

- D'autoriser la mise en place d'une servitude de passage, sans indemnité, sur la parcelle cadastrée CM68 (en cours d'acquisition par la Ville d'Auxerre) et sur la parcelle cadastrée CM69 (propriété de la Ville

d'Auxerre), constituant le fonds servant, au profit de la parcelle cadastrée CM46 (exploitée par M. DELOINCE), constituant le fonds dominant.

- D'autoriser le Maire, ou cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci d'un adjoint habilité, à signer les actes d'acquisition à intervenir et tout document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

L'imputation de la dépense nécessaire sera inscrite au budget de la Ville d'Auxerre de l'année au cours de laquelle se réalisera l'opération de l'acquisition par la Ville d'Auxerre.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 30
- voix contre : 0
- abstentions : 5 Jean-Philippe BAILLY, Mani CAMBEFORT, Mathieu DEBAIN, Sophie FEVRE, Isabelle POIFOL-FERREIRA
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4 Maud NAVARRE, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA, Philippe RADET, Farah ZIANI.

Florence LOURY demande où cela se situe.

Nordine BOUCHROU indique que cela se situe sur la Route de Vaux après le RCA.

Florence LOURY demande la vocation.

Nordine BOUCHROU indique que cela correspond à de la maitrise de foncier dans le cadre de l'aménagement de la plaine des sports. L'usage aujourd'hui n'est pas encore défini.

N° 2025-008

Objet : Cession par la Ville d'Auxerre à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois de terrains au sein de la Zone d'Activité AUX_H2 Parc à Auxerre, cadastrés section ZX 25-42-43-44p-45-46-47-51-54-56-58-57-55-59

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

Dans le cadre du développement d'activités liées à l'hydrogène sur le territoire de l'Auxerrois, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois (CA) a créé la zone d'activité AUX_H2 Parc sur la commune d'Auxerre, conformément à la délibération du Conseil Communautaire n°2023-246 en date du 21 décembre 2023.

En effet, Le territoire Auxerrois, idéalement situé entre Paris et Lyon, souhaite attirer les porteurs de projets et des entreprises sur l'ensemble des axes de la filière hydrogène (recherche, production, stockage, transport et distribution). Cette nouvelle attractivité sera pourvoyeur d'emplois pour le territoire, ce qui passe également par le développement des formations en lien avec les nouveaux métiers liés à l'hydrogène.

Par délibération n°2020-152 du conseil municipal du 10/12/2020, la ville d'Auxerre a affirmé cette volonté de s'engager dans un projet global de développement durable du territoire au côté de la Communauté de l'Auxerrois, autour de l'hydrogène avec une première application sur le réseau des bus de l'agglomération.
Par délibération n°2023-104 du conseil municipal du 28/09/2023, complété par la délibération n°2024-110 en date 03/10/2024, la ville d'Auxerre a autorisé l'implantation de la station hydrogène pour l'alimentation des rames Regiolis et d'établir un bail emphytéotique administratif.

Des terrains appartenant à la ville d'Auxerre sont situés dans le périmètre de cette zone d'activité.

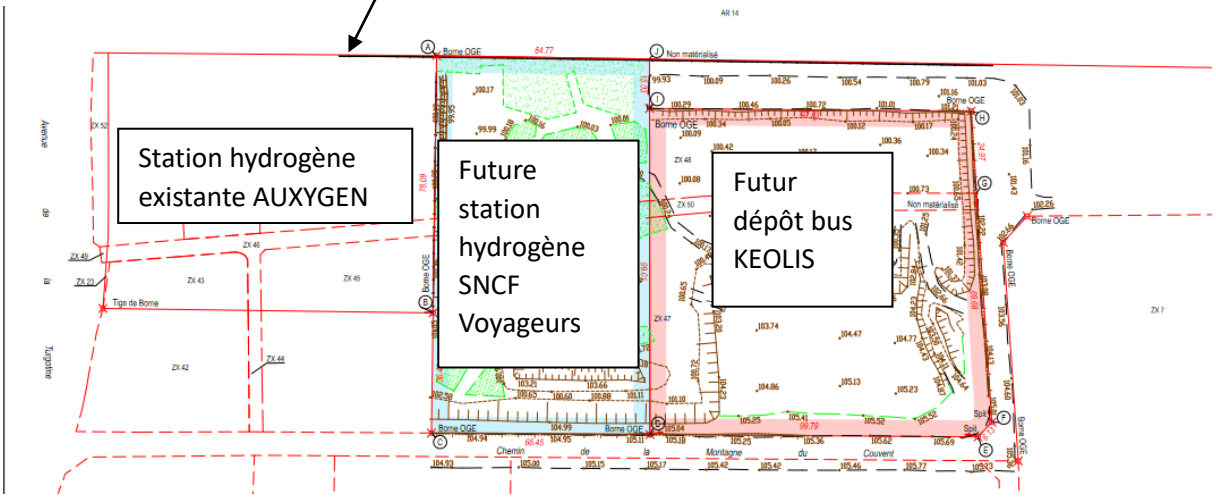
La compétence développement économique étant portée par la CA, il est donc nécessaire que ces terrains soient cédés par la Ville d'Auxerre.

Les parcelles à céder sur la Commune d'Auxerre sont :

- Lot 1 - station de station hydrogène existante AUXYGEN - constitué des parcelles cadastrées section ZX n°43-42-47-46-45-25-51-44p d'une superficie de 11 593m²,
- Lot 2 – station de production et de distribution d'hydrogène pour les futures rames de TER « Regiolis H2 » SNCF VOYAGEURS– constitué des parcelles cadastrées section ZX n°58-56-54 d'une superficie de 7 499m²,
- Lot 3 – Dépôt bus KEOLIS – constitué des parcelles cadastrées section ZX n° 59-57-55 d'une superficie 9 989 m²,



Vue aérienne

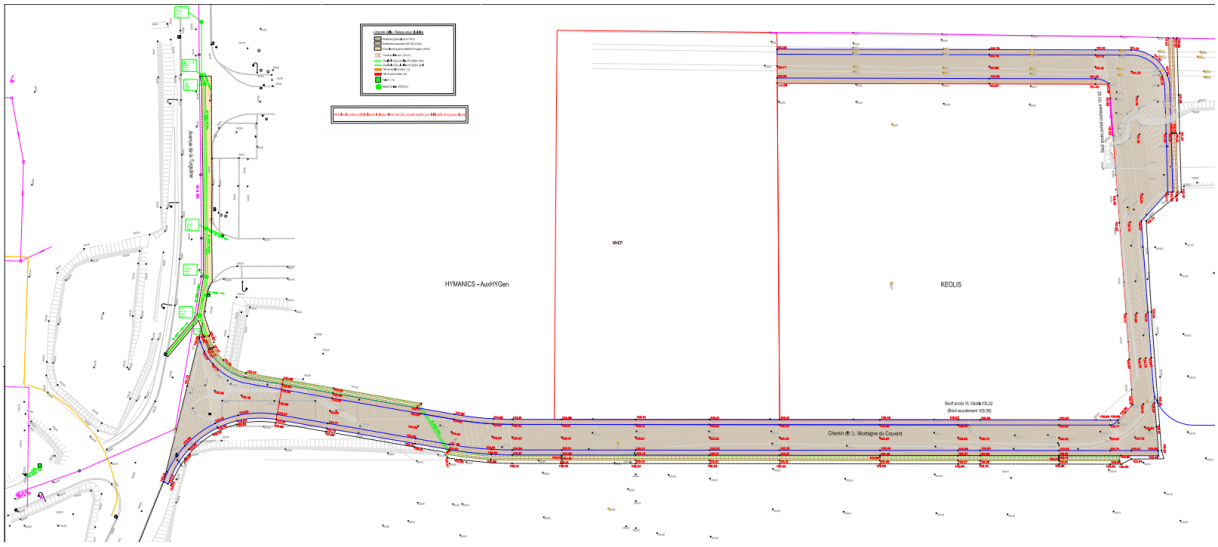


Extrait du Plan de Division

Les parcelles sont situées en zonage UAE du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Auxerre et concernées par l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) « OAP Développement économique : Les Mignottes ».

L'avis du pôle d'évaluation domaniale a été sollicité afin d'émettre une estimation vénale. Concernant le lot 3, le pôle d'évaluation domaniale a estimé en date du 10/12/2024, une valeur au prix de 21,5€/m².

Pour l'aménagement complet (études et ingénierie, voirie, réseaux, etc…) de la zone d'activité AUX_H2 Parc, la CA prend en charge le coût total estimé à 7 182 000 euros HT.



Extrait du plan d'aménagement

Dans ce cadre et afin de poursuivre la stratégie de développement d'un hydrogène vert, il est proposé au conseil municipal de céder les emprises foncières situées dans le périmètre de la zone d'activité AUX_H2 Parc :

- À l'euro symbolique (taxes et droits éventuels en sus à la charge de l'acquéreur) pour le lot 3, s'agissant du futur dépôt bus au regard du bénéfice pour la Ville d'Auxerre de l'offre de transport.
- Au montant de 200 000€ (taxes et droits éventuels en sus à la charge de l'acquéreur) pour les lots 1 et 2 au regard du prix d'acquisition le 21 juin 2012 par la Ville d'Auxerre de 245 000€ et au regard de l'ensemble des travaux d'aménagement pris en charge par la CA.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver la cession par la Ville d'Auxerre à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, de l'unité foncière comme suit :
  - Lot 3 – Dépôt bus KEOLIS – constitué des parcelles cadastrées section ZX n° 59-57-55 d'une superficie 9 989 m²,

  Moyennant un prix d'UN euro (1€) taxes et droits éventuels en sus à la charge de l'acquéreur.
  - Lot 1 - station de station hydrogène existante AUXYGEN - constitué des parcelles cadastrées section ZX n°43-42-47-46-45-25-51-44p d'une superficie de 11 593m²,
  - Lot 2 – station de production et de distribution d'hydrogène pour les futures rames de TER « Regiolis H2 » SNCF VOYAGEURS– constitué des parcelles cadastrées section ZX n°58-56-54 d'une superficie de 7 499m²,

Moyennant un prix de deux cent mille Euros (200 000€) taxes et droits éventuels en sus à la charge de l'acquéreur.

- D'autoriser le Maire, ou cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci d'un adjoint habilité, à signer les actes d'acquisition à intervenir et tout document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

L'imputation des nécessaires sera inscrite aux budgets de la Ville d'Auxerre de l'année au cours de laquelle se réalisera l'opération de l'acquisition par la Ville d'Auxerre, comme suit :

- Pour le lot 3 à l'euro symbolique au budget mobilité
- Pour les lots 1 et 2 au prix de 200 000€ au budget annexe AUX_H2 Parc

---

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 35
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4 Maud NAVARRE, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA, Philippe RADET, Farah ZIANI.

Denis ROYCOURT indique que cette délibération est intéressante et accompagne le développement des activités liées à l'hydrogène sur l'Auxerrois. C'est une continuité intéressante entre mandats et changement politique. Il indique qu'il ne faut pas oublier le premier vote du conseil communautaire en octobre 2017 qui a autorisé la mise en place du projet Eolbus au sein du métaprojet énergie porté et soutenu par le Conseil Régional Bourgogne Franche-Comté. Par cette délibération, l'auxerrois avait adopté l'hydrogène vert comme combustible pour son réseau de transports urbains.
Il ajoute que pour cette cession par la ville d'Auxerre à la communauté d'agglomération, il faut se féliciter de la continuité et du développement du projet hydrogène et la création d'un écosystème autour de l'hydrogène. Il espère que cette nouvelle attractivité bonne pour la décarbonisation des transports soit pourvoyeuse d'emplois sur le territoire.

Mani CAMBEFORT salue la continuité républicaine.

Mathieu DEBAIN indique que des réunions étaient tenues avec Christophe BONNEFOND où il était envisagé la vente des bus à hydrogène.

Crescent MARAULT indique qu'une commission générale a été organisée afin de voir les avantages et les inconvénients. Il indique qu'un vote a été réalisé à l'unanimité. Il avait été évoqué que si l'hydrogène était poursuivi, il faudrait créer un écosystème autour de cette technologie et ne pas s'arrêter uniquement aux bus urbains ce qui nécessitait des moyens financiers importants.

Mani CAMBEFORT indique que cela était envisagé dès le départ.

Crescent MARAULT indique que la principale ligne qui pose problème aujourd'hui est la ligne 1 où circule les bus à hydrogène. Il alerte sur le fait qu'il n'y ait plus d'entreprise de maintenance puisque celle-ci est en redressement judiciaire. Il précise que l'innovation et l'expérimentation entraînent des risques et des contraintes budgétaires. Il y a des surcoûts qui peuvent avoir lieu a posteriori. Il rappelle qu'il avait été bien mis l'accent sur la démarche engagée et la difficulté pour développer et accompagner le déploiement

d'une nouvelle technologie sur un territoire. Aujourd'hui, la collectivité est confrontée à l'une de ses conséquences qui est assez contraignante.

Mani CAMBEFORT doute que cela soit réglé rapidement.

Céline BAHR indique que le projet de trains à hydrogène de la région a pris du retard. Le vice-président au transport lui a indiqué pas avant 2029.

N° 2025-009
Objet : Cession d'un bien sis 4 rue du Lycée Jacques Amyot à Auxerre, parcelle cadastrée section BD 245

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

Par courrier en date du 14 novembre 2024, la Région Bourgogne Franche Comté a informé la commune d'Auxerre avoir recouvert la pleine propriété du bien situé au 4, rue du Lycée Jacques Amyot à Auxerre cadastrée section BD n°245.

Cette régularisation juridique et foncière a été menée entre les deux collectivités pour rétablir la situation patrimoniale conformément aux compétences respectives. Précisément, concernant le lycée Jacques Amyot, le conseil d'administration n'ayant plus d'intérêt de conserver le bâtiment L (ancienne maison du Directeur) relevant de la compétence régionale, il a été procédé à la désaffectation dudit bien par arrêté du Préfet n°24-160 en date du 26 juillet 2024.

Ainsi, au terme de ce processus :
- Cette désaffectation met fin à la mise à disposition du Conseil Régional de Bourgogne Franche-Comté et marque le retour en plein propriété dans le patrimoine de la Ville d'Auxerre sur ladite parcelle cadastrée BD 245 d'une contenance de 1 135m²
- Dans un deuxième temps, sera procédé à la régularisation par acte administratif du transfert à la Région de la nouvelle parcelle BD 244, d'une contenance de 17 383m² constituant l'emprise de l'établissement, conformément aux dispositions de l'article L 214-7 du Code de l'éducation.

AUXERRE



Le Conseil Municipal est appelé à se prononcer sur la cession de l'immeuble cadastré BD 245 au profit de la SCI 4JA ou toute autre société s'y substituant.

Ce promoteur immobilier a montré son intérêt pour développer un projet de réhabilitation du bâtiment situé sur ladite parcelle afin d'y développer des logements privés pour y accueillir notamment les futurs praticiens du cabinet médico-dentaire en cours d'aménagement au 42, rue de Paris.

Le pôle d'évaluation domaniale a estimé le 20/07/2023 et prorogé le 13/02/2025, le prix de vente de cet ensemble à 285 000€HT avec une marge d'appréciation à 15%.

Ce bien, situé dans le périmètre Cœur de Ville, est actuellement inoccupé depuis plusieurs années. Cette opération est donc une réelle opportunité pour la collectivité afin de mener à bien les objectifs de la convention cadre Action Cœur de Ville et la revitalisation du centre-ville.

Au vu des travaux importants de réhabilitation notamment la réfection de la toiture, il a été convenu que le montant total de la cession du bien immobilier, cadastré section BD 245, par la Ville d'Auxerre à toute société de la SCI 4JA, est de 240 000€ HT-frais en plus du prix à la charge de l'acquéreur.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver la cession, dans les conditions précitées, du bien sis 4, rue Lycée Jacques AMYOT, cadastré section BD 245, au prix de 240 000€HT - frais en plus du prix à la charge de l'acquéreur, au profit de SCI 4JA ou toute société ou personne morale venant s'y substituer,

- D'autoriser le Maire ou cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci d'un adjoint habilité, à signer l'acte de vente ainsi que tous les documents nécessaires à cette transaction les frais, taxes, droits et honoraires liés à rédaction de l'acte demeurant à la charge de l'acquéreur.

La recette en résultant sera inscrite au budget de la Ville d'Auxerre de l'année au cours de laquelle se réalisera l'opération de cession par la Ville d'Auxerre

---

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 26
- voix contre : 8 Jean-Philippe BAILLY, Mani CAMBEFORT, Mathieu DEBAIN, Sophie FEVRE, Florence LOURY, Mostafa OUZMERKOU, Isabelle POIFOL-FERREIRA, Denis ROYCOURT
- abstentions : 1 Pascal HENRIAT
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4 Maud NAVARRE, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA, Philippe RADET, Farah ZIANI.

Mathieu DEBAIN souligne que cette délibération pose des problèmes majeurs en raison d'imprécisions. Il ajoute que le bien cité est celui situé au 4 rue du lycée Jacques Amyot, alors que l'avis des domaines est lié au 8 rue du Lycée Jacques Amyot. De plus, il ajoute que c'est la parcelle BD245 qui est vendu alors que c'est la parcelle BD193 qui est concerné par l'avis des domaines.
Il précise que l'estimation des domaines n'est, par ailleurs, pas respectée lors des ventes et est revu à la baisse de 15%. Cette pratique interroge d'autant plus que dans ce cas précis l'estimation ne concerne pas le bon bien.
Il ajoute que la SCI 4JA qui souhaite acquérir le bien n'existe pas et remet en question la délibération qui stipule que la vente pourra se faire « au profit de SCI 4JA ou toute société ou personne morale venant s'y substituer ». Il indique que cela signifie que le bien est vendu à des structures qui n'existent pas. Il dénonce un manque de clarté. Il demande que la délibération soit retirée et présentée à un prochain conseil. Il indique que les élus doivent pouvoir voter en toute connaissance de cause.

Nordine BOUCHROU indique qu'il s'agit d'une rétrocession du conseil régional de Bourgogne Franche-Comté et confirme que le bien et les parcelles identifiés sont les bonnes.

Mathieu DEBAIN souhaite préciser que le bien situé au 8 rue du Lycée Jacques Amyot fait partie de l'emprise du lycée et revient à la collectivité. L'estimation a été faite sur ce bien alors qu'il est vendu le bien situé au numéro 4 sur cette estimation. Pourtant ce bien est beaucoup plus grand avec 1000 m² de terrain alors que le numéro 8 a un tout petit terrain. Ce n'est pas la même chose. Il ajoute qu'il est appliqué une réduction de 15% sur une estimation qui n'est pas la bonne.

Nordine BOUCHROU indique que la parcelle qui est identifiée est bien celle qui a fait l'objet de l'avis des domaines. Il précise que les moins 15% s'explique par l'état du bien.

Mathieu DEBAIN demande des informations concernant l'acheteur puisque la SCI n'est pas enregistrée au greffe.

Nordine BOUCHROU précise que qu'elle est en cours de constitution.

Crescent MARAULT précise que le service France Domaine a bien estimé la valeur de cette maison. Peut-être qu'il a commis une erreur dans l'adresse. Il peut lui être demandé de corriger l'adresse. Ce service s'est même rendu sur place pour visiter le bien visé par la délibération.
Par ailleurs, il ajoute que la délibération autorise la vente du bien à une société ou à une autre qui pourrait s'y substituer. Ce n'est pas la première fois que ce type de délibération est prise. Il est même arrivé de prendre des délibérations pour effectuer un changement de dénomination du vendeur.

Rien n'empêche de vendre à une société qui n'est pas encore créée puisque de toute façon l'acte définitif ne pourrait pas avoir lieu.

Mathieu DEBAIN indique que quand c'est flou il y a un loup.

Mani CAMBEFORT constate que le bien est vendu moins cher que l'avis des domaines. Il constate que la collectivité vend souvent en dessous du prix et qu'elle achète souvent au-dessus du prix. Il se questionne sur la stratégie en matière d'acquisitions foncières de la ville.

Crescent MARAULT indique qu'au moins des projets sont menés.

Mani CAMBEFORT partage l'avis de Mathieu DEBAIN et indique que le bâtiment numéro 8 n'est pas le même que le bâtiment numéro 4 et précise que la délibération ne peut pas être votée en l'état. Il ajoute ne pas apprécier le fait d'indiquer qu'une cession peut être faite avec une société qui peut être substituée, cela relève d'un manque de transparence.

Crescent MARAULT indique qu'il y a eu une avancée sur la transparence lors de cette municipalité.

Pascal HENRIAT indique que ce bâtiment est très beau mais dommage qu'il soit délabré. Il indique que cela fait mal au cœur de voir ces hôtels particuliers de charme s'abîmer. Lorsqu'un promoteur se manifeste et souhaite redonner vie à ces bâtiments, cela est plaisant. Il ajoute avoir écouté avec intérêt les propos tenus avant. Il revient sur le promoteur immobilier qui est cité dans la délibération et qui souhaite développer des logements privés pour y accueillir notamment les futurs praticiens du cabinet médico-dentaire. Il demande si c'est un lieu qui sera chargé d'accueillir ces futurs médecins. Il précise ne pas avoir été informé que des futurs médecins arrivaient. Il se questionne sur l'hypothèse où les médecins souhaiteraient habiter ailleurs, est-ce que cela voudrait dire que le projet n'aurait plus lieu.
Il indique être en cohérence avec la philosophie du projet mais indique que cela est très flou. Il souhaiterait avoir des explications sur cette délibération.

Crescent MARAULT indique avoir sauvé cette maison de la démolition car la région souhaitait qu'elle soit démolie. Le bien avait donc été repris dans le domaine de la collectivité afin qu'il soit utilisé. Il indique que des médecins vont venir à Auxerre. Il souligne que l'opérateur qui travaille sur le cabinet médical a fait la même chose à Epinal et que l'expérimentation d'Epinal va être dupliquée à Auxerre avec un cabinet médical en centre-ville ainsi que la réhabilitation de logements à proximité afin d'accueillir des familles décemment. Il précise que l'inauguration est prévue pour septembre et que des médecins ont été recrutés. C'est pour cela qu'il est important d'agir rapidement sur ce projet de logement afin de favoriser le logement de ces familles à proximité du cabinet médical. Il indique avoir sauvé un bâtiment qui aujourd'hui avait une valeur moindre.

Pascal HENRIAT indique avoir voté contre la subvention de 250 000 euros pour le ravalement de façade et indique ne pas avoir voté contre l'implantation d'un cabinet médical.

Crescent MARAULT indique que c'était la condition de l'implantation d'un tel cabinet.

Pascal HENRIAT demande le prix des loyers qui seront acquittés par ces praticiens.

Crescent MARAULT indique que cela relève du domaine privé.

Mathieu DEBAIN demande pourquoi le destinataire de la vente n'était pas écrit plus clairement dans la délibération.

AUXERRE

Crescent MARAULT indique que sera annexé au procès-verbal l'acte de cession.

N° 2025-010
Objet : Formalisation du jury de concours pour la cité scolaire à Sainte Geneviève. Modalité et règlement

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

Dans le cadre de la convention NPNRU (Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine) visant à améliorer et valoriser la position stratégique du quartier Sainte-Geneviève, la ville souhaite réaliser une cité scolaire.
Cette opération est composée d'une école maternelle, d'une école élémentaire, d'un restaurant scolaire, d'un centre de loisirs/périscolaire, d'un espace de lecture publique, d'un centre médico-scolaire et d'un gymnase de loisirs.
Le projet est estimé en coût de travaux à 13 538 000 € HT à compléter par les frais de maitrise d'œuvre, de bureau de contrôle, CSPS, … soit une estimation coût opération de 15 500 000 € HT
En lien avec le montant prévisionnel du marché de maîtrise d'œuvre et la spécificité portant sur la conception de l'ouvrage à réaliser, il est nécessaire d'organiser un concours en application des articles R.2162-15 à R.2162-26 du Code de la commande publique.
Cette technique d'achat permettra au pouvoir adjudicateur de choisir, après délibération du jury, désignant le ou les lauréats du concours, et un marché négocié, l'équipe de maitrise d'œuvre dont le projet est adapté aux besoins de la collectivité.

1- Description de l'opération

Le programme de l'opération porte sur la construction d'une cité scolaire dans le quartier Sainte-Geneviève d'Auxerre. Cette opération est composée :

- D'une école maternelle
- D'une école élémentaire
- D'un restaurant scolaire
- D'un centre de loisirs/périscolaire
- D'un espace de lecture publique
- D'un centre médico-scolaire
- D'un gymnase de loisirs

L'ensemble représentant une surface bâtie d'environ 5000 m^2.

Le calendrier prévisionnel de l'opération est le suivant :

➢ **Phase candidature :**

- Envoi de l'avis de concours et mise à disposition des documents de la consultation : 21/02/2025
- Date limite de réception des candidatures : 21/03/2025 à 12h ;
- Première réunion du jury pour avis sur les candidatures et choix des 3 candidats admis à concourir par l'acheteur : 7 mai 2025 de 14h à 18h

➢ **Phase projet :**

- Remise du dossier de concours aux équipes : Mai 2025 ;
- Date limite de remise des prestations du concours : 4 Août 2025 ;

- Réunion du jury pour examen des projets et classement des concurrents : 24 septembre 2025de 10h à 15h

➢ **Opération**

- Démarrage des études : octobre 2025 ;
- Démarrage des travaux : Septembre 2026 ;
- Durée des travaux hors GPA : 20 mois.

1- Constitution du jury de concours

En application de l'article R.2162- 22 du Code de la commande publique, « *le jury est composé de personnes indépendantes des participants au concours. Lorsqu'une qualification professionnelle particulière est exigée pour participer à un concours, au moins un tiers des membres du jury doit posséder cette qualification ou une qualification équivalente* ».
Qu'en application de l'article R.2162-24 du Code de la commande publique, « *pour les concours organisés par les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements, à l'exception des établissements publics sociaux ou médico-sociaux et des offices publics de l'habitat, les membres élus de la commission d'appel d'offres font partie du jury* ».
Sur ces fondements, la composition de ce jury est la suivante :

- Le Maire de la ville d'Auxerre, président du jury de concours
- Le Maire-adjoint à l'urbanisme, aux travaux et à l'accessibilité habituel président de la CAO par délégation du maire
- Les 5 membres élus de la Commission d'appel d'offre, ou à défaut leurs suppléants
- 4 personnes qualifiées au titre des personnes possédant la qualité d'architecte et/ou de paysagiste

Tous les membres du jury précités ont une voix délibérative.
Les membres de la commission technique pourront assister au jury pour présenter l'analyse des candidatures puis celle concernant les projets. Les membre de la commission technique n'ont qu'une voix consultative, les AMO (programmiste et environnemental) sont membres de la commission technique afin de compléter les équipes internes de la collectivité.
Seules les 4 personnes qualifiées au titre des personnes possédant la qualité d'architecte et/ou de paysagiste avec voix délibérative sont indemnisées à hauteur de 1200 € HT par vacation.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver le lancement du programme de construction d'une cité scolaire dans le quartier Sainte-Geneviève
- D'approuver le lancement du concours de maitrise d'œuvre pour la construction d'une cité scolaire dans le quartier Sainte-Geneviève ;
- D'approuver la constitution du jury de concours de maîtrise d'œuvre comme suit :
  - Le Maire d'Auxerre, Président du jury de concours
  - Le Maire-adjoint à l'urbanisme, aux travaux et à l'accessibilité

AUXERRE

- Les 5 membres de la commission d'appel d'offre ou à défaut leurs suppléants
- 4 maitres d'œuvres qui sont :
  - Florence Crépu-Houdy, architecte conseil de l'Etat
  - Patrick Pognant, architecte DPLG
  - Grégoire Dumont, Dumont Legrand Architectes
  - Clothilde Liot, Paysagiste conseil de l'Etat

- D'approuver le principe d'indemnisation des personnes qualifiées, architectes, et qui sont membres du jury concours de maitrise d'œuvre avec voix délibérative ;
- De fixer le montant de cette indemnité à hauteur de 1200 € HT par vacation ;
- De fixer le montant de la prime des trois candidats sélectionnés à l'issue de la phase candidature à 35 000 HT montant estimé sur les fondements de l'article R-2172-4 du code de la commande publique. Cette prime sera versée uniquement si les prestations remises sont considérées comme recevables par le jury. Pour le candidat retenu, cette prime est constitutive de sa rémunération de maîtrise d'œuvre.

Vote du conseil municipal :
- voix pour : 35
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4 Maud NAVARRE, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA, Philippe RADET, Farah ZIANI.

Denis ROYCOURT indique que les personnes choisies pour constituer le jury sont intéressantes. Toutefois, il manque selon lui des personnes qui ont des connaissances dans le domaine de l'école et de la pédagogie. Il estime que cela est important. Il souhaiterait aussi qu'un représentant des enseignants soit associé.
Il aimerait savoir si les enseignants des écoles concernés sont tous favorables. Il demande s'il est utile de faire un regroupement d'écoles maternelles, un restaurant scolaire, etc… Il indique qu'il y a des arguments pour mais aussi des arguments en faveur des plus petites unités plus calmes pour les enfants.

Crescent MARAULT indique que cela se situe dans le cadre de l'ANRU et rappelle que dans l'ancien projet il y avait un déficit de 10 millions qui ne pouvait être comblé. Il ajoute que, pour compléter la matrice financière, l'école a été inscrite au sein de l'éducation au milieu des quartiers, ce qui a permis de passer de 25 à 50 millions d'euros de subvention de la part de l'Etat. Il précise que, dans ce projet, il y a la cité scolaire comme souhaitée et que cela va plus loin dans l'ambition de renouvellement du quartier. Il rappelle que ce jury de concours permet juste de choisir l'architecte qui accompagnera ensuite dans la construction de l'école. Le jury choisira l'architecture de l'école. Un travail plus technique sera réalisé par la suite afin d'aménager l'intérieur de l'école. Il ajoute qu'il y aura évidemment un cahier des charges afin

de donner une tendance, mais précise que le dossier sera affiné.

Sophie FEVRE indique que la structure générale est très importante pour les équipes enseignantes. Elle s'appuie sur les exemples des Piedalloues et Saint Siméon qui n'ont pas un bon fonctionnement.

Crescent MARAULT souligne que l'école des Piedalloues est passée des classes ouvertes aux classes fermées. Pour Saint Siméon, il s'est placé dans la continuité républicaine. Il ajoute qu'il y aura évidement un échange avec les équipes éducatives.

Mani CAMBEFORT aimerait que les créneaux de réunions de commission d'appel d'offre se fassent en correspondance avec les activités professionnelles. Il souhaite également une amélioration dans la communication des documents avant les réunions afin d'avoir un avis éclairé.

Crescent MARAULT indique que cela correspond à la réglementation et qu'il n'est pas possible de donner les informations demandées en amont.

Mani CAMBEFORT indique qu'il est évoqué un espace de lecture public et demande si cela ne va pas faire concurrence à la bibliothèque Sainte Geneviève. Il souhaite savoir comment sera amélioré l'accès à la bibliothèque pour les enfants. Il rejoint les propos tenus par l'adjoint aux temps de l'enfant dans l'Yonne Républicaine qui précisait que l'accès à la lecture et aux livres est fondamental dans l'apprentissage de l'enfant.

Céline BAHR indique que la bibliothèque est l'équipement culturel de proximité par excellence et souligne à quel point c'est important que la rencontre avec le livre se fasse. Elle souhaite rappeler qu'il y a eu de 2 à 4 visites en 2019. Il y avait une question d'équité entre les écoles, mais aussi un partenariat en cours avec la bibliothèque de Sainte Geneviève et l'espace d'accueil et d'animation La Ruche pour proposer plus d'animations autour de la lecture aux enfants. Il faut penser plus largement en matière d'éducation artistique et culturelle. La bibliothèque d'Auxerre est gratuite pour tous les auxerrois, adultes et enfants, de la ville et de l'agglomération. Le muséum a reçu 200 classes en 2024, un orchestre à l'école Rive Droite, la CHAM aux Rosoirs etc…. L'éducation artistique et culturelle est riche à Auxerre.

Crescent MARAULT recentre et expose qu'il faut d'abord choisir l'architecte qui va accompagner dans ce projet et choisir le style architectural de cette école. Et ensuite sera étudié le cahier des charges afin d'établir le permis de construire. C'est le principe d'un jury de concours.

Mani CAMBEFORT indique que concernant le choix du style architectural, il serait important d'y associer les représentants des enseignants.

Crescent MARAULT souhaite rappeler le fonctionnement d'un jury de concours. Un cahier des charges est établi dans les grandes lignes. Les architectes sont rémunérés afin de réaliser les esquisses, puis trois esquisses seront sélectionnées, et ensuite une dernière. Le travail de concertation sera réalisé après cela.

Nordine BOUCHROU indique qu'il sera regardé l'expérience sur des projets similaires.

Mathieu DEBAIN indique qu'il a rencontré plusieurs fois les enseignants des écoles Courbet et Renoir afin d'échanger sur ce projet de cité scolaire. Il précise qu'ils veulent une réelle séparation entre la maternelle et la primaire. Ils sont inquiets concernant la taille des classes et préfèrent des grandes classes. Il pense que pour qu'un tel projet soit une réussite, il faut une concertation avec les enseignants et une co-construction du projet. Il indique être en accord avec cela.

Nordine BOUCHROU indique qu'il y a toujours une concertation pour un projet d'une telle envergure.

AUXERRE

N° 2025-011
Objet : Contrat Local de Santé - Ajout de nouveaux espaces sans tabac - 2025

Rapporteur : Maryline SAINT ANTONIN

Le projet Espaces sans Tabac, financé par la CNAM, vise à interdire le tabac dans des lieux publics (espaces verts, abords d'écoles, etc.). Il cherche à dénormaliser le tabagisme, protéger les jeunes du tabagisme passif et réduire leur initiation au tabac, face à un taux d'entrée dans le tabagisme parmi les plus élevés d'Europe.

Les premiers espaces sans tabac ont été mis en place à Auxerre en 2012 et 2021 (délibération n°2021-137) avec :

- L'ensemble des aires de jeux pour enfant
- Les entrées des crèches
- Les entrées des centres de loisirs
- Les entrées des établissements scolaires (écoles, collèges)

Ainsi, nous souhaitons étendre cette démarche de prévention et de protection en identifiant les espaces suivant « espace sans tabac » :

- L'entrée de la maison des 1000 premiers jours
- L'entrée de la micro-crèche des Brichères
- L'entrée de la crèche associative Cabriole
- L'entrée de la crèche associative Ribambelle
- L'entrée de la crèche associative Les Loupiots

Un avenant à la convention doit être signée avec la ligue contre le cancer pour intégrer les nouveaux espaces.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'adopter les termes de l'avenant à la convention ;
- D'autoriser le Maire à signer ledit avenant à la convention.

Vote du conseil municipal :
- voix pour : 35
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4 Maud NAVARRE, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA, Philippe RADET, Farah ZIANI.

N° 2025-012
Objet : Règlement d'indemnisation préalable des commerçants du centre-ville - Modification

Rapporteur : Isabelle JOAQUINA

AUXERRE

Dans le cadre des différents travaux de réfection de voies dans le centre-ville qui ont ou auront lieu à compter de l'année 2024, des perturbations liées aux chantiers ont pu et pourront entrainer une gêne pour l'activité économique des commerçants du centre-ville.

Ces travaux font apparaitre des contraintes portant notamment sur l'accessibilités des commerces, malgré la volonté affichée et les moyens mis en œuvre par la Ville d'Auxerre.

Au regard des perturbations liées aux travaux précédemment exposés, la Ville d'Auxerre souhaite mettre en place une procédure de règlement amiable pour l'indemnisation éventuelle des préjudices anormaux et spéciaux résultant de la perte de chiffres d'affaires par les entreprises riveraines de ces travaux publics à savoir les entreprises situées à dans le périmètre fixé en annexe et de créer une commission d'indemnisation.

Cette commission serait composée de divers acteurs institutionnels ayant voix délibérative :

- Le Président de l'association de commerçant dont le commerce dépend si le commerçant le souhaite;
- L'Adjoint chargée du commerce et de l'artisanat de la Ville d'Auxerre ;
- L'Adjoint à l'urbanisme, aux travaux et à l'accessibilité ;
- Un représentant du tribunal de commerce d'Auxerre ;

Le rôle de cette commission serait de rendre un avis en vue de déterminer si une entreprise peut ou non prétendre à une indemnisation et, le cas échéant, fixer le montant de celle-ci. Il s'agira toutefois d'un organe purement consultatif, dont les propositions devront être à chaque fois validées par le Conseil municipal.

Une proposition chiffrée sera formulée à l'issue de l'étude de chaque dossier.

En tant qu'instance décisionnelle, il appartiendra ensuite au Conseil municipal d'accepter ou de refuser le principe de cette indemnisation, voire le cas échéant de solliciter un complément d'information.

En cas d'accord, un protocole entrainant l'octroi d'une indemnisation et en contrepartie le renoncement à tout recours contentieux ultérieur serait soumis à l'entreprise requérante.

Le règlement intérieur annexé à la présente délibération fixe les conditions d'organisation de ladite Commission ainsi que les modalités d'instruction des dossiers d'indemnisation, dans le cadre des divers travaux de voirie du centre-ville de la Ville d'Auxerre.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver la mise en place d'une procédure de règlement amiable pour l'indemnisation éventuelle des préjudices actuels, anormaux et spéciaux des commerces du centre-ville et en lien direct avec les différents travaux de voiries réalisés dans le centre-ville ;

- De créer une commission d'indemnisation spécifique au projet de réfection des voies du centre-ville, selon les membres définis dans la présente délibération ;

- De désigner Madame Isabelle JOAQUINA, Adjointe chargée du commerce et de l'artisanat de la Ville d'Auxerre et Monsieur Nordine BOUCHROU, Adjoint à l'urbanisme, aux travaux et à l'accessibilité pour siéger à ladite commission ;

- De désigner Madame Isabelle JOAQUINA, Présidente de ladite Commission ;

- D'adopter le règlement intérieur de cette commission ;

- D'autoriser le maire ou son représentant à signer tout acte en lien avec l'exécution de la présente délibération.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 35
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4 Maud NAVARRE, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA, Philippe RADET, Farah ZIANI.

Mathieu DEBAIN demande si la délibération qui a été prise l'année dernière n'est plus d'actualité.

Isabelle JOAQUINA indique que cela est le cas.

Mathieu DEBAIN demande ce qu'il pourra être fait pour le restaurateur situé Rue Saint Pèlerin.

Crescent MARAULT indique qu'il sera étudié avec le commerçant s'il peut bénéficier de l'aide sur la base du règlement et comment il peut être délibéré pour lui octroyer.

Mani CAMBEFORT précise que plusieurs commerçants ont fait remonter que le précédent règlement d'indemnisation ne correspondait pas à la réalité.

Crescent MARAULT indique qu'un travail a été fait avec les commerçants ainsi que le tribunal de commerce qui a une expertise des activités économiques.

Mani CAMBEFORT demande les raisons de ce nouveau règlement et un spécifique à la Place Maréchal Leclerc.

Crescent MARAULT indique que le préjudice pour la place Maréchal Leclerc est difficilement mesurable et les travaux ont eu une durée très longue. Il indique que l'expertise du tribunal de commerce a permis de d'avoir un large spectre des préjudices pouvant être subis. Il indique que les deux règlements se cumulent.

N° 2025-013
Objet : Règlement d'indemnisation Préalable des commerçants de la Place Maréchal Leclerc

Rapporteur : Isabelle JOAQUINA

Dans le cadre des différents travaux de réhabilitation de la Place Maréchal Leclerc, des perturbations liées aux chantiers ont pu et pourront entrainer une gêne pour l'activité économique des commerçants du centre-ville.

Ces travaux font apparaitre des contraintes portant notamment sur l'accessibilités des commerces, malgré la volonté affichée et les moyens mis en œuvre par la Ville d'Auxerre.

La Ville d'Auxerre a souhaité accompagner les commerçants définis dans le périmètre du règlement de la Commission d'indemnisation spécifique aux travaux de réhabilitation de la Place Maréchal Leclerc, annexé à la présente délibération et de créer pour cela une commission d'indemnisation.

AUXERRE

Cette commission serait composée de divers acteurs institutionnels ayant voix délibérative :

- Le Président de l'association de commerçant dont le commerce dépend si le commerçant le souhaite ;
- L'Adjoint chargée du commerce et de l'artisanat de la Ville d'Auxerre ;
- L'Adjoint à l'urbanisme, aux travaux et à l'accessibilité ;
- Un représentant du tribunal de commerce d'Auxerre ;

Le rôle de cette commission serait de rendre un avis en vue de déterminer si une entreprise peut ou non prétendre à une indemnisation. Il s'agira toutefois d'un organe purement consultatif, dont les propositions devront être à chaque fois validées par le Conseil municipal.

Une proposition chiffrée sera formulée à l'issue de l'étude de chaque dossier.

Une indemnisation forfaitaire d'un montant de 5 000 euros sera attribuée à chaque commerçant éligible. Ce montant vise à compenser les préjudices directs liés aux nuisances des travaux, notamment le blocage de la circulation, les restrictions de stationnement et la réduction des accès et ce pendant une durée exceptionnelle de plus d'une année.

En tant qu'instance décisionnelle, il appartiendra ensuite au Conseil municipal d'accepter ou de refuser le principe de cette indemnisation, voire le cas échéant de solliciter un complément d'information.

En cas d'accord, un protocole entrainant l'octroi d'une indemnisation et en contrepartie le renoncement à tout recours contentieux ultérieur serait soumis à l'entreprise requérante.

Le règlement intérieur annexé à la présente délibération fixe les conditions d'organisation de ladite Commission ainsi que les modalités d'instruction des dossiers d'indemnisation, dans le cadre des travaux de réhabilitation de la Place Maréchal Leclerc.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver la mise en place d'une procédure de règlement amiable pour l'indemnisation éventuelle des préjudices actuels, anormaux et spéciaux des commerces de la Place Maréchal Leclerc et en lien direct avec la réhabilitation de ladite place ;

- De créer une commission d'indemnisation spécifique au projet de réhabilitation de la Place Maréchal Leclerc, selon les membres définis dans la présente délibération ;

- De désigner Madame Isabelle JOAQUINA, Adjointe chargée du commerce et de l'artisanat de la Ville d'Auxerre et Monsieur Nordine BOUCHROU, Adjoint à l'urbanisme, aux travaux et à l'accessibilité pour siéger à ladite commission ;

- De désigner Madame Isabelle JOAQUINA, Présidente de ladite Commission ;

- D'adopter le règlement intérieur de cette commission ;

- D'autoriser le maire ou son représentant à signer tout acte en lien avec l'exécution de la présente délibération.

Vote du conseil municipal :
- voix pour : 35

AUXERRE

- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4 Maud NAVARRE, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA, Philippe RADET, Farah ZIANI.

N° 2025-014
Objet : Trail de la Coulée Verte d'Auxerre 2025 – Convention de mandat entre la ville d'Auxerre, la société Njuko SAS et la société Yaka Events

Rapporteur : Hicham EL MEHDI

Dans le cadre de la mise en place du Trail de la Coulée Verte d'Auxerre du dimanche 23 mars 2025, la ville d'Auxerre a décidé de confier la gestion des inscriptions en ligne à la société Yaka Events. Cette dernière utilise l'application Njuko SAS, laquelle percevra les recettes d'inscriptions aux différentes épreuves.

Suite à la perception des droits d'inscriptions liés au Trail de la Coulée Verte d'Auxerre, Njuko SAS s'engage à verser avant le 30 avril 2025, à la ville d'Auxerre par virement sur le compte du trésor public, les montants collectés au titre des inscriptions des compétitions et randonnées définies dans l'application par Yaka Events, en application du tarif fixé par arrêté de la ville d'Auxerre.

A titre informatif, les tarifs fixés par arrêté municipal sont les suivants :

- Trail chronométré de 20 kms : 15 euros
- Trail chronométré de 10 kms : 8 euros
- Marche Nordique chronométrée : 8 euros
- Duo-relais 10kms : 8 euros par participant
- Marche Nordique allure libre de 14 kms : 5 euros
- Randonnée pédestre allure libre de 14 kms : 5 euros
- Randonnée cani-cross allure libre de 14kms : 5 euros

Njuko s'engage à transmettre à la ville d'Auxerre à chaque versement un état détaillé des inscriptions correspondant à chaque versement.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'adopter les termes de la convention,
- D'autoriser le Maire à signer la convention.

Vote du conseil municipal :
- voix pour : 35
- voix contre : 0
- abstentions : 0

- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4 Maud NAVARRE, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA, Philippe RADET, Farah ZIANI.

N° 2025-015
Objet : Personnel municipal - Convention relative à la prise en charge des honoraires et frais médicaux par le CDG 89 dans le cadre du secrétariat des instances médicales et aux modalités de leur remboursement par les collectivités et établissements concernés

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

L'article 41 du décret n°87-602 du 30 juillet 1987 relatif à l'organisation des comités médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux prévoit que les honoraires et autres frais résultant des examens prévus par ce décret sont à la charge du budget de la collectivité ou établissement intéressé.

Toutefois, le paiement peut être assuré par le Centre de gestion. Dans ce cas, les modalités de remboursement doivent être définies par le biais d'une convention entre les parties.

Par délibération en date du 27 janvier 2016, le conseil d'administration du Centre de gestion de l'Yonne (CDG 89) a souhaité assurer ce paiement afin d'éviter de voir diminuer le nombre de praticiens.

Par délibération n°2019-117 du 3 octobre 2019, le conseil municipal a proposé de signer une convention avec le CDG 89 et d'organiser les modalités de remboursement par la collectivité, par le biais d'une convention dédiée.

Il est proposé de reconduire les modalités de cette convention pour une durée de 3 ans à compter du 1er janvier 2025.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

D'autoriser le Maire à signer la convention de prise en charge des honoraires et frais médicaux et d'en accepter les conditions,

De dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget.

Vote du conseil municipal :
- voix pour : 35
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4 Maud NAVARRE, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA, Philippe RADET, Farah ZIANI.

N° 2025-016
Objet : Personnel Municipal- Modification de l'effectif règlementaire

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

AUXERRE

Conformément aux dispositions de l'article L 313-1 du Code Général de la Fonction Publique, « les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement »

L'effectif réglementaire du personnel de la Ville d'Auxerre doit être modifié pour tenir compte des mouvements de personnels ainsi que de l'évolution des fonctions et des besoins de la collectivité.
De nombreuses modifications font suite au transfert du Conservatoire Musique et Danse à la Communauté de l'Auxerrois le 1er janvier 2025.

La modification porte en particulier sur les postes suivants :

Poste	Grade	Catégorie	Suppression TC	Suppression TNC	Création TC	Création TNC
Agent/e accueil	Adjoint administratif	C	1	1		
Agent/e polyvalent	Adjoint administratif	C	1			
Adjoint administratif	Adjoint administratif	C	3			
Assistante QC	adjoint administratif	C			1	
Assistant-e	Adjoint administratif pal 1è cl	C	1			
Assistant cabinet	Adjoint administratif pal 1è cl	C	1			
Assistante QC	Adjoint administratif pal 1è cl	C			1	
Agent d'accueil	Adjoint administratif pal 1è cl				1	
Assistant/e	Adjoint administratif pal 2è cl	C	1			
Assistant-e	Adjoint administratif pal 2è cl	C	1			
Assistante QC	Adjoint administratif pal 2è cl	C			1	
Animateur	Adjoint d'animation	C		1	1	
Animateur	Adjoint d'animation pal 2è cl	C	1			
Animateur	Adjoint	C				1

	d'animation pal 2è cl					
Agent/e accueil	Adjoint patrimoine pal 2è cl	C		1		
Adj patrimoine pal 2ème cl	Adjoint d'animation pal 2è cl	C		1	1	
Adjoint patrimoine	Adjoint patrimoine	C		1		
Agent/e logistique culturelle	Adjoint technique	C	1			
Adjoint technique	Adjoint technique	C		5		
Gardien-ne de gymnase	Adjoint technique pal 1è cl	C	1			
Agent/e logistique culturelle	Adjoint technique pal 1è cl	C	1			
Gardien-ne de gymnase	Adjoint technique pal 2è cl	C	1			
Adjoint technique	Adjoint technique pal 2è cl	C	2			
Adjoint technique	Adjoint technique pal 2è cl	C	2			
Responsable gymnases	Agent de maîtrise pal	C	1			
Agent-e de bibliothèque	Assistant de conservation	B	1			
Assistant de conservation	Assistant de conservation	B	1			
Assistant de conservation pal 2eme cl	Assistant de conservation pal 2eme cl	B	1			
Enseignant-e	ATEA	B	3	4		
Enseignant-e	ATEA pal 1è cl	B	8	4		
ATSEM pal 1re cl	ATSEM pal 1re cl	C	2			
Enseignant-e	ATEA pal 2è cl	B	7	7		
Responsable pédagogique	Attaché	A	1			
Directeur-trice CSTDE	Attaché	A	1			

Cadre bibliothèque	Attaché de conservation	A	1			
Cadre bibliothèque	Attaché de conservation pal	A	1			
Directeur-trice CSVA	Attaché pal	A	1			
Cadre bibliothèque	Bibliothécaire	A	1			
Responsable CMD	Directeur établ enseignt artistique 2è cat	A	1			
Directeur-trice déléguée-e aménagt espace public	Ingénieur principal	A	1			
Enseignant-e	PEA	A	12	5		
Enseignant-e	PEA Hors cl	A	6			
Responsable adm CMD	Rédacteur	B	1			
Responsable des élections	Rédacteur	B			1	
Assistant-e	Rédacteur pal 1è cl	B	1			
Technicien-ne politique arbre	Technicien	B	1			
Directeur/trice Crèche	Infirmier en soins généraux	A			1	
Directeur/trice crèche	Infirmier en soins généraux HC	A			1	
Directeur/trice crèche	Puéricultrice	A			1	

Les postes pourront être pourvus par voie statutaire ou à défaut par voie contractuelle sur le fondement de l'article L 332-8 du Code Général de la Fonction Publique.

Le tableau annexé détaille la liste de l'ensemble des postes de la collectivité dont les recrutements par voie contractuelle sur le fondement de l'article L 332-8 du Code Général de la Fonction Publique sont possibles car répondant à la notion des besoins du service afin d'assurer la continuité du service public. Comme précisé dans le tableau, la rémunération sur ces postes sera établie en référence au grade défini au tableau, à l'échelon relatif à l'ancienneté de l'agent et au régime indemnitaire en vigueur au sein de l'institution.

Le comité social territorial a été consulté le 16/1/2025 et a émis un avis l'avis suivant :

- Collège des représentants du personnel : Abstention à l'unanimité.
- Collège des représentants de la collectivité : Favorable à l'unanimité.

AUXERRE

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver l'effectif réglementaire et les postes tels qu'ils apparaissent dans la délibération et les tableaux annexés
- D'autoriser le Maire à signer tous les actes à intervenir, en application de la présente délibération
- De dire que les crédits nécessaires au financement des dépenses de personnel correspondant aux effectifs autorisés sont inscrits au budget, au chapitre 012.

Vote du conseil municipal :
- voix pour : 28
- voix contre : 0
- abstentions : 7 Jean-Philippe BAILLY, Mani CAMBEFORT, Sophie FEVRE, Florence LOURY, Mostafa OUZMERKOU, Isabelle POIFOL-FERREIRA, Denis ROYCOURT
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4 Maud NAVARRE, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA, Philippe RADET, Farah ZIANI.

N° 2025-017
Objet : Acte de gestion courante - Compte-Rendu

Rapporteur : Crescent MARAULT

Par délibération n° 2022-095 en date du 30 juin 2022, le conseil municipal a donné délégation au Maire, pour la durée de son mandat, pour assurer diverses tâches de gestion courante, telles qu'énumérées à l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du même Code, le Maire rend compte au conseil municipal des décisions prises telles qu'énumérées ci-après.

Le conseil municipal prend acte des décisions prises ci-dessous.

<u>Décisions du Maire :</u>

Date	N°	Objet
2024-DIEPP-033	09/12/24	Portant demande de subvention pour le fonctionnement des espaces d'accueil et d'animation 2025 - 5656,35 € pour l'EAA La Confluence - 5856,90 € pour l'EAA La Boussole -17 286,15 € pour l'EAA Les Hauts d'Auxerre
2024-DIEPP-034	19/12/24	Portant demande de financement pour les travaux de sécurisation de la cour anglaise et réfection de la gargouille de la Cathédrale Saint Etienne - Région Bourgogne Franche Comté restauration à hauteur

		de 66 018,00 € - DRAC à hauteur de 100 288, 61 € - Etat DSIL à hauteur de 50 144,30 € Sur un montant total de 300 865,82 € TTC.
2024-DF-033	30/12/24	Portant fixation des tarifs municipaux applicables au 1er janvier 2025
2024-DRJH-016	18/12/24	Portant mandat spécial à madame Marie-Ange BAULU
2024-DSATM-006 bis	30/12/24	Délégation du droit de préemption urbain à l'établissement public foncier du Doubs Bourgogne Franche Comté, pour l'acquisition du bien cadastré section EH numéro 320 (lots 13-14 et 15) sis 20 rue de Preuilly à Auxerre (89000) – Dia n°0890242400552
2025-DIEPP-001	21/01/25	Portant demande de financement pour les travaux de sécurisation de la cour anglaise et réfection de la gargouille de la Cathédrale Saint Etienne - Région Bourgogne Franche Comté restauration à hauteur de 66 018,00 € - DRAC à hauteur de 95 380,00 € - Etat DSIL à hauteur de 34 270,61 € Sur un montant total de 250 721,52 € HT.
2025-DIEPP-002	23/01/25	Portant demande de subvention pour le financement du festival Rues Barrées 2025. - DRAC à hauteur de 20 000,00 € - Région Bourgogne-Franche-Comté à Hauteur de 8 000,00 € - Département Yonne à hauteur de 10 000,00 € Sur un montant total de 110 000 € TTC
2025-DF-001	20/01/25	Portant augmentation des loyers – Année 2025
2025-DRJH-001	30/01/25	Portant autorisation de participation à des enchères à l'hôtel des ventes de Sens à Monsieur Nicolas POTIER le 31 janvier 2025 selon une liste et des montants définis.
2025-DH-084	03/02/25	Portant nomination d'un régisseur et de mandataires suppléants auprès de la régie d'avances pour la distribution des chèques d'accompagnement personnalisés

Conventions :

AUXERRE

Numéro	Date	Objet
2024-297	03-dec	Convention de prestation de service avec M,Boyer pour une prestation dans le cadre de" les conversations de l'Abbaye Saint-Germain" le 29 novembre 2024 de 18h30 à 20h30 à titre gracieux,
2024-298	03-dec	Convention de partenariat avec Patrick RIMOND Photographe lui permettant l'accès au chantier afin d'effectuer des prises de vues à titre gracieux
2024-299	03-dec	Convention de partenariat avec le CHS de l'Yonne à l'EAA la Boussole afin d'assurer une permanence de la maison des Adolescents selon planning du 2 septembre au 4 juillet 2025 à titre gracieux
2024-300	03-dec	Convention de mise à disposition du mini-bus avec l'association Twirling Auxerrois selon planning à titre gracieux pour l'année 2025
2024-301	09-dec	Contrat de cession avec l'association "En forme de Poire" pour un spectacle à la Bibliothèque Jacques Lacarrière le 25 janvier 2024 pour la somme de 636,80 euros,
2024-302	09-dec	Convention de mise à disposition du mini-bus avec l'association Patronage Laïque Paul Bert selon planning à titre gracieux pour l'année 2025
2024-303	09-dec	Convention de cession avec l'association Place 84 pour un spectacle "Nana, la Mouche d'Or" à la bibliothéque Jacques Lacarrière le 19 avril 2025 à 15h pour la somme de 450,00 euros
2024-304	11-dec	Contrat d'engagement avec L'artiste Pascal De Demo dit Arslonga pour une représentation le 27 décembre 2024 à la Maison de Quartier Saint Siméon pour la somme de 900 euros
2024-305	21-déc	Convention de prestation de service avec monsieur Colisimo pour une intervention le 7 novembre 18h30 à 20h30 à l'Abbaye Saint Germain
2024-306	21-déc	Convention relative à l'utilisation des installations sportives avec le CIFA de l'Yonne selon planning au tarif 13€/heure en équipement sportif couvert et 7 €/heure en équipement de plein air
2024-307	21-déc	Convention relative à l'utilisation des installations sportives avec la Maison de la Coiffure CEPECO selon planning au tarif de 13 € de l'heure en équipement couvert et 7 €/heure en équipement de plein air
2024-308	13-janv	Convention de prestation de service avec Hugues REIP dans le cadre de l'exposition "Botanique des Imaginaires"à l'Abbaye Saint Germain du 15 mai au 4 novembre 2024
2025-001	13/01/25	Convention de partenariat avec la Mutualité Française Bourgogne Franche Comté avec l'EAA des hauts d'Auxerre afin de mettre en place des ateliers Sommeil les lundis de 14h30 à 16h30 hors périodes à titre Gracieux scolaires
2025-002	13/01/25	Convention de partenariat avec l'Association DAN TIAN à l'EAA des Hauts d'Auxerre pour des activités Qi Gong et Taï Chi Chan selon planning pour l'année 2025 hors périodes scolaires à titre gracieux
2025-003	13/01/25	Convention de partenariat avec l'Association Souffle du Printemps à l'EAA des Hauts d'Auxerre pour des activités Qi Gong les mardis de 9h à 12h pour l'année 2025 hors périodes scolaires à titre gracieux
2025-004	13/01/25	Convention de partenariat avec l'Association Mise en Forme à l'EAA des Hauts d'Auxerre pour des activités Gym d'Entretien selon planning pour l'année 2025 hors périodes scolaires à titre gracieux
2025-005	13/01/25	Convention de partenariat avec l'Association Les Amis du Tarot à l'EAA

		des Hauts d'Auxerre pour des activités de jeux de cartes les jeudis de 13h30 à 19h pour l'année 2025 hors périodes scolaires à titre gracieux
2025-006	13/01/25	Convention de partenariat avec l'Association Arts de la Dentelle à l'EAA des Hauts d'Auxerre pour des activités découverte et pratique de la dentelle les jeudis de 14h à 20h pour l'année 2025 hors périodes scolaires à titre gracieux
2025-007	13/01/25	Convention de partenariat avec l'Association Les Débrouillards à l'EAA des Hauts d'Auxerre pour des activités du théatre les mardis de 14h à 16h30 pour l'année 2025 hors périodes scolaires à titre gracieux
2025-008	13/01/25	Convention de partenariat avec l'Association des Rosoirs à l'EAA des Hauts d'Auxerre pour des activités aide aux devoirs, foot et autres activités les mardis de 17h à 20h mercredis de 13h30 à 17h30 pour l'année 2025 hors périodes scolaires à titre gracieux
2025-009	14/01/25	Convention de prestations de services avec l'Association Amal'Gamme pour l'action de 5 Thé Dansant selon planning au tarif de 550 eurospour 4h soit 2750 eutos les 5 prestations
2025-010	14/01/25	Convention de partenariat avec l'association les Chandalloues à l'EAA la boussole pour des ateliers chants les mardis de 20h à 22h hors périodes scolaires à titre gracieux
2025-011	14/01/25	Convention de partenariat avec l'association des familles en attente de parloirs à l'EAA des hauts d'Auxerre pour 3 dates selon planning à titre gracieux
2025-012	14/01/25	Convention de partenariat avecl'Association l'Olivier à l'EAA des Hauts d'Auxerre pour de l'Aide à la scolarité les mercredis de 10h40 à 12h40 et de 14h 18h, les vendredis de 17h à 19h hors périodes scolaires à titre gracieux
2025-013	14/01/25	Convention de partenariat avec l'Association l'Amicale des Bretons de l'Yonne à l'EAA la Boussole afin de s'associer aux diverses activités proposées pour l'année 2025 à titre gracieux
2025-014	14/01/25	Convention de partenariat avec l'association Icona Latina à l'EAA la Boussole pour des cours de Dance les lundis de 19h à 21h30 à titre gracieux
2025-015	14/01/25	Convenntion de partenariat avec l'association Ikona à l'EAA la Boussole pour des réunions et ateliers danse Grecque les jeudis de 17h30 à 20h hors périodes scolaires à titre gracieux
2025-016	14/01/25	Convention de partenariat avec l'association Univers à l'EAA la Boussole pour des cours de Biodanza les jeudis de 20h à 22h hors périodes scolaires à titre gracieux
2025-017	17/01/25	Convention Cadre de partenariat 2025-2027 avec l'association Ribambelle d'un montant de 68 000€
2025-018	17/01/25	Convention Cadre de partenariat 2025-2027 avec l'association LES LUTINS d'un montant de 72 500€
2025-019	17/01/25	Convention Cadre de partenariat 2025-2027 avec l'association Les Loupiots des Piedalloues d'un montant de 63 000 €
2025-020	17/01/25	Convention Cadre de partenariat 2025-2027 avec l'association Cabriole d'un montant de 76 500 €
2025-021	17/01/25	Convention Cadre de partenariat 2025-2027 avec l'association Patronage Laïque Paul Bert pour le centre de loisirs de Laborde d'un montant de 24 700 €
2025-022	17/01/25	Convention Cadre de partenariat 2025-2027 avec l'association Centre

AUXERRE

		de Loisirs Gulli'vert pour un montant de 99 200 €
2025-023	20/01/25	Convention de pestations de service avec le Club de Plongée Paul Bert dans le cadre d'interventionle 5 mars à 20h30 pour de l'Apnée Stade Nautique et le 28 février et 7 mars à 20h45 pour des baptèmes de Plongée au tarif de 40euros la séance
2025-024	20/01/25	Convention de pretations de services avec la 1ère Compagnie d'Arc pour une activité tir à l'arc les 25/02 et 04/03 de 10h30 à 11h30 au CDDP au tarif de 40 euros la séance
2025-025	20/01/25	Convention de prestation de services avec DAN TIAN pour des interventions Taï Chi au complexe Serge Mésonès les 25 et 72/02, les 4 et 6/03/25 au tarif de 40 euuros la séance
2025-026	20/01/25	Convention de prestations de services avec le Patronage Laïque Paul Bert pour des intervention Pilates, Gym Douce et Escalade selon planning au tarif de 40 euros le séance
2025-027	20/01/25	Convention de mise à disposition de locaux avec le Club Vert AAEP pour la salle de Squash les 27/02 et 06/03 de 18h30 à 19h30 au tarif de 20euros de l'heure soit 40 euros,
2025-028	20/01/25	Convention mise à disposition d'installations sportive avec l'Association la Roue Libre pour la salle du Stade Pierre Bouillot le 01/02/25 de 10h à 14h à titre gracieux
2025-029	22/01/25	Convention de mise à disposition d'installations sportives avec l'association du personnel de Jussieu Secours dans la salle Aimée Molette et la salle Type C du complexe sportif René Yves Aubin du 23 février minuit au 24 février 2025 minuit à titre gracieux
2025-030	22/01/25	Convention de prestation de services Mini-Trail 2025 avec le Stade Auxerrois Omnisports pour l'organisation , la logistique, l'ingénierie et la mise à disposiyion de bénévoles du mini trail le dimanche 23 mars au tarif de 700 euros
2025-031	23/01/25	Convention de partenariat avec l'Association Crazy Boots Country pour la mise à disposition de locaux à l'EAA LES Hauts d'Auxerre site Alliance pour de la découverte de la danse Country les mercredis de 17h30 à 21h hors périodes de vacances scolaires à titre gracieux
2025-032	23/01/25	Convention de prestations de services avec Show Time Events à l'EAA la Boussole pour une prestation musicale le 31 janvier 2025 de 19h à 20h30 au tarif de 300 euros
2025-033	23/01/25	Convention de partenariat avec l'Association Danse HORA à l'EAA la Boussole pour des cours de danse du Monde les mercredis 17h15 à 20h hors périodes de vacances scolaires à titre gracieux
2025-034	23/01/25	Convention de partenariat avec l'Association Color Latino à l'EAA la Boussole pour des cours de danse les mardis 17h45 à 19h45 hors périodes de vacances scolaires à titre gracieux
2025-035	23/01/25	Convention de prestations de services avec Amandine Authier à l'EAA la Boussole pour un cycle artistique de janvier à juin les mardis de 13h30 à 16h hors vacances scolaires au tarif de 2290 euros
2025-036	23/01/25	Convention de prestations de services avec Amandine Authier à l'EAA la Boussole pour des ateliers artistiques les mercredis de 14 à 16h selon planning au tarif de 2150 euros
2025-037	23/01/25	Convention de partenariat avec l'Association de Défense des lotissements Saint Siméon(ADL) à l'EAA les Hauts d'Auxerre pour des animations et assemblée général selon planning à titre gracieux

2025-038	27/01/25	Convention de prestations de services avecJean Charles Meslaine à l'EAA des Hauts d'Auxerre pour des ateliers autour de la Thématique "l'Europe unie dans la diversité" sur 19 séances les vendredis selon planning pour un cout total de 1900 €
2025-039	27/01/25	Convention de partenariat avec l'association des Piedalloues - la Noue à l'EAA La Boussole pour des animations (peinture, pilates, couture…) selon planning hors vacances scolaires à titre gracieux
2025-040	27/01/25	Convention de partenariat avec l'association Passerelle à l'EAA des Hauts d'Auxerre pour des actions "Parentalités" selon planning à titre gracieux
2025-041	27/01/25	Convention de partenariat avec l'association Amidon 89 à l'EAA les Hauts d'Auxerre pour des activités (repassage, couture…) selon planning hors vancances scolaires à titre gracieux
2025-042	27/01/25	Convention de partenariat avec l'EPNAK pour des interventions avec des jeunes de l'IME des Isles, en crêches (Pont et Kielhman) à titre gracieux
2025-043	28/01/25	Convention de coopération avec le CHS de l'Yonne au gymnase Bienvenu-Martin les mardis de 9h à 10h pour des ateliers multisports à titre gracieux
2025-044	28/01/25	Convention de coopération avec l'institut de Cancérologie de Bourgogne dans les locaux de l'ICB avec 2 éducateurs sportifs afin de pratiquer des activités physiques adaptées 2 fois par semaine à titre gracieux
2025-045	28/01/25	Convention de mise à disposition de locaux avec la Formation 89 au CL Maison des enfants dans le cadre de la formation BPJEPS LTP le jeudi 30 janvier 2025 de 8h45 à 12h à titre gracieux
2025-046	28/01/25	Convention d'objectifs de partenariat avec l'association Hors Cadre pour des actions de médiation pour la somme de 4000 euros pour l'organisations des ateliers et conféreces et 10 000 euros pour le fonctionnement annuel de l'association
2025-047	30/01/25	Convention de prestations de services avec Icona Latina pour des interventions les lundis 24/02 et 07/03 de 18h30 à 19h30 au CSLSM Salle de Fitness au tarif de 40 euros la séance,
2025-048	30/01/25	Convention de mise à disposition de locaux avec l'Association des parents d'élèves du groupe scolaire des Clairions pour la mise en œuvre de projets à la salle du Vélo Club d'Auxerre une fois par mois à titre gracieux
2025-049	03/02/2025	Convention de prestations de services avec Ava Pavioni pour des ateliers de danse/relaxation pour l'EAA des Hauts d'Auxerre à l'école de danse rue Marcelin Berthelot sur 5 vendredis selon planning à 175 euros la séance soit 875 euros
2025-050	05/02/2025	Convention de prestations de services avec Jean Charles Meslaine à l'EAA des Hauts d'Auxerre 10 jeudis selon planning pour des ateliers de scultures au tarif de 100 euros la séance de 2h soit 1000 euros pour 10 séances,
2025-051	06/02/2025	Convention de partenariat avec l'association Wood'Coxerrre à l'EAA la Boussole pour un grand rassemblement de véhicules anciens le 2ème week-en de septembre,
2025-052	06/02/2025	Convention de partenariat avec l'association Stade Auxerrois à l'EAA la Boussole pour des activités Fitness et Gym selon planning à titre

		gracieux
2025-053	06/02/2025	Convention de partenariat avec l'association Vivre dans les Quartiers des Hauts d'Auxerre à l'EAA des Hauts d'Auxerre pour des 3 réunions avec les habitants selon planning à titre gracieux
2025-054	06/02/2025	Convention de partenariat avec le Comité Départemental de l'Union Française des Œuvres Laïques d'Education Physique de l'Yonne pour la mise en place d'un événement départemental UFO STREET89 en date du 24 avril 2025
2025-055	06/02/2025	Convention de prestations de services avec Unis vers l'Art au sein de l'EAA pour 6 séances d'ateliers créatifs selon planning à 180 euros la séance soit un total de 1080 euros
2025-056	06/02/2025	Convention de prestations de services avec Nathalia Guimarães Photographeà l'EAA la Confluence pour des ateliers de 2h sur 9 vendredis selon planning pour un cout total de 1260 euros

Date	**Libellé**
06/01/2025	Convention de mise à disposition de locaux dans le groupe scolaire, Colette/Marie-Noël à l'association Ribambelle – Boulevard de Montois – Avenant n°3
20/01/2025	Convention de mise à disposition de locaux situés 5 rue Germain-Bénard dans l'enceinte du parc Paul-Bert à l'office de Tourisme de l'Auxerrois

Locations salle

NUMERO	**DATES**	**UTILISATEUR**	**TARIF €**	**OBJET**	**LIEU**
2025-3053	31,1er	Monsieur Linhares	248	Évènement familial	Salle de Laborde
2025-3054	31,1er	Madame Benmansour	134	Évènement familial	Salle des Chesnez
2025-3055	31,1er	Association Envol	57	Manifestation	Salle de Rive droite
2025-3056	31,1er	Madame Essola	234	Évènement familial	Salle de Ste Geneviève
2025	31,1er	FC Piedalloues association conventionnée		Manifestation	Salle des Piedalloues

2025-3057	31,1er	Madame Laurin	157	Évènement familial	Salle de Vaux
2025-3058	4,5	Madame Guyot Manon	145	Événement familial	Les Chesnez
2025	4,5	Madame Pereira Fonseca Jaqueline	Annulé	Évènement familial	Rive droite
2025-3059	4,5	Madame Ben Amar	234	Évènement familial	Sainte Geneviève
2025-3060	4,5	Madame Gasmaoui Habiba	234	Événement familial	Salle des Piedalloues
2025-3092	6,8,13,15, 20,22,27,29	Madame Mathé	330	Yoga	Passage Soufflot
2025-3091	6,13,20,27	AVF	72	Cours de danses	Passage Soufflot
2025-3061	7	Association LSR	86	Manifestation	Maison de Vaux
2025	7,8	JDC	Gratuité		Salle Surugue
2025-3095	15,22,29	Association Talentides	45	Yoga	Passage Soufflot
2025-3093	10,24	Association Ateliers alternatifs Psyrates	40,25	Réunion	Passage Soufflot
2025-3073	9	Association Addictions France	63	Réunion	Salle Surugue
2025-3065	10	UR Francas Bourgogne-Franche Comté	17,5	Réunion	Salle Seguin
2025-3064	11,12	AJA Rando	144	Événement familial	Salle de Laborde

2025	11,12	Association L'Aux Latinos convenionnée		Événement	Rive Droite
2025	11,12	Comité des fêtes des Chesnez – association conventionnée		Manifestation	Salle des Chesnez
2025	11,12	Passerelle – association conventionnée		Manifestation	Salle de Ste Geneviève
2025	11,12	Amicale des Bretons – association conventionnée		Manifestation	Salle des Piedalloues
2025-3063	11,12	Madame Champigny	134	Événement familial	salle des Rosoirs
2025-3062	11,12	Monsieur Bonine Claude	234	Evénement familial	Salle St Siméon
2025-3094	15	Accueil des villes françaises (AVF)	31,5	Manifestation	Salle Surugue
2025-3096	15	association UNAFAM 89	13,75	Manifestation	Salle carré
2025-3074	16	Association LES 4'ARTS	23,75	Manifestation	Salle Anna
2025	17,18	Etablissement Français du Sang gratuité accordée		Manifestation	Salle Vaulabelle
2025-3075	18	Association Auxerre Ecologie solidarités	30,88	Manifestation	Salle Anna
2025-3076	18	Association photo club Auxerrois	9	Manifestation	Salle Seguin

AUXERRE

2025	18,19	Association des Rosoirs – association conventionnée	Conventionnée	Manifestation	Salle des Rosoirs
2025-3066	18,19	Monsieur Jolivel Thibault	377	Événement familial	Salle Laborde
2025	18,19	Association ENVOL	Conventionné	Manifestation	Salle Rive droite
2025	18,19	association Handisport d'Auxerre	Annulé	Manifestation	Salle St Siméon
2025-3067	18,19	Association France Parkinson	98	Manifestation	Salle Ste Geneviève
2025-3079	20	UTR- CFDT Maison des syndicats	82	Manifestation	Salle des Piedalloues
2025-3072	25	Association vivre l'Auxerrois	15	réunion	Salle des Piedalloues
2025	18,19	Réseau de soutien aux migrants (RSM89) conventionnée		Manifestation	Maison de Vaux
2025-3081	21	LAMY	37,13	Manifestation	Salle Surugue
2025-3068	23,24	Association Université Libre des Valeurs	90	Manifestation	Salle des Chesnez
2025-3080	23	Association Photo club	26,13	Réunion	Maison Paul Bert
2025-3077	25	UNP89	30	Manifestation	Salle Surugue
2025-3083	25	Madame Diez Jessica	19,25	Manifestation	Salle Seguin
2025	25	Comité France		Réunion	Salle Anna

		Parkinson Yonne gratuité accordée			
2025	25,26	Les piedalloues - la Noue – association conventionnée		Manifestation	Salle des Piedalloues
2025-3069	25,26	Monsieur Blanche	248	évenement familial	Salle Laborde
2025-3070	25,26	Madame Lafaye Élodie	134	Evénement familial	Salle des Chesnez
2025-3071	25,26	Madame Henry Nathalie	234	Événement familial	St Siméon
2025	25,26	Madame Gatineau Laura		Événement familial	Maison de Vaux
2025-3078	28	Amicale des boulangers retraités de l'Yonne	86	Manifestation	Salle de Vaux
2025-3080	23	Association photo club Auxerrois	26,13	Réunion	salle Anna
2025-3082	21	Parti des travailleurs de l'Yonne	12	réunion	salle Seguin
2025-3084	23	Association Bio Bourgogne	33	réunion	salle Seguin
2025-3085	30,31	Association Cryptox'r	2769	Manifestation	Vaulabelle
2025-3103	31	Association l'yonne 2050	22,5	Réunion	Soufflot

Février 2025

NUMERO	DATES	UTILISATEUR	TARIF €	OBJET	LIEU

2025-3086	1,2	Madame Branche	248	Evènement familial	Salle de Laborde
2025-3087	1,2	Monsieur GOUMY Claude	134	Evènement familial	Salle des Chesnez
2025	1,2	Madame Essola		Evènement familial	Salle de Ste Geneviève
2025	1,2	Madame Laurin		Evènement familial	Salle de Vaux
2025-3088	1,2	Madame Meunier	134	Évenement familiale	Salle des Rosoirs
2025	3,5,17,19, 24,26	Madame Mathé		Yoga	Soufflot et PB
2025	3,10,17,24	AVF		Cours de danse	Salle Surugue
2025-3100	4	LAMY	30,38	Réunion	Salle Soufflot
2025	5,12,19,26	ASSOCIATION TALENTIDES		Yoga	Salle Surugue
2025-3097	5	association UNAFAM 89	13,75	Manifestation	Salle Carré
2025-3098	6	Association la Roue Libre	23,75	Manifestation	Salle Anna
2025-26,25	7	Association Ateliers alternatifs Psyrates	26,25	Manifestation	Salle carré
2025-3101	8	Amicale des donneurs pour le don	27	Manifestation	Salle Surugue
2025	8,9	Comité des fêtes des Chesnez		Conventionné	Salle des Chesnez
2025	8,9	Association Passerelle conventionnée		repas	Salle de Ste Geneviève

AUXERRE

2025-3089	8,9	Madame MAJDANAC Enisa	186	Évenement familiale	Salle les Rosoirs
2025	8,9	Association Hora conventionnée			Salle des Piedalloues
2025-3090	8,9	Association Mouv'Art	144	Évenement familiale	Maison de Vaux
2025	12,13	JDC		Manifestation	Salle Surugue
2025	15	Association IKONA	Annulation	Manifestation	Salle Anna
2025	15	Groupe BAOBAB 89		Manifestation	Salle Anna
2025	15	LAMY		Manifestation	Salle Surugue
2025	15,16	Madame Munoz Nathalie		Évenement familiale	St Siméon
2025	15,16	Madame Rélut Romy		Évenement familiale	Maison de Vaux
2025	15,16	Association ICAH		Évenement familiale	Salle La confluence
2025	15,16	Association des Rosoirs		Évenement familiale	Salle des Rosoirs
2025	15,16	Association des jeunes Ivoiriens d'Auxerre		Évenement familiale	Salle de Laborde
2025	18	FAFPT	Gratuité	Réunion	Salle Vaulabelle
2025	22	Monsieur Soufflet		Manifestation	Salle Surugue
2025	22	Madame Authier Amandine		Manifestation	Salle Carré
2025	22	Comité France		Réunion	Salle Anna

		Parkinson Yonne conventionnée			
2025	22,23	Madame Cousinery		Évenement familiale	Salle Laborde
2025	22,23	Association Université Libre des Valeurs		Évenement familiale	Salle les Chesnez
2025	22,23	Madame Mujinga Tshiamala		Évenement familiale	Salle Rive droite
2025	22,23	Madame Loury		Évenement familiale	Maison de Vaux
2025	26,27	JDC	Gratuité	Réunion	Salle Surugue
2025	28	EPNAK		Manifestation	Salle Vaulabelle

Marchés :

N°	Date de notification	Objet	Montant
24VA26	03/01/2025	TRAVAUX D'ENTRETIEN, MAINTENANCE, MODERNISATION ET EXTENSION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC ET DE LA SIGNALISATION LUMINEUSE TRICOLORE	Maximum annuel de 1 500 00 € HT
24VA19	28/11/2024	Abbaye St Germain Restauration du couvert de l'abbatiale Lot N°01 : Echafaudages Lot N°02 : Maçonnerie - Pierre de taille Lot N°03 : Charpente - Menuiserie Lot N°04 : Couverture tuiles	 Lot 1 : 231 735 € h.T. Lot 2 : 225 589€ h.T. Lot 3 :704 484.98€ h.T. Lot 4 : 813 368.53 € h.T.

AUXERRE

24VA20	30/09/2024	SERVICES RELATIFS AU CONTROLE DU STATIONNEMENT PAYANT, L'EMISSION ET LE RECOUVREMENT DES FPS ET LA GESTION DES RECOURS CONTENTIEUX (RAPO)	510 480 € h.T. sur 2 ans
24VA23	06/01/2025	Elagage périodique des arbres d'alignement – année 2025 / 2028 - Lot 1 : Élagage périodique des arbres d'alignement maintenus en rideau. - Lot 2 : Élagage périodique des arbres maintenus sur têtes de chat. - Lot 3 : Élagage périodique des arbres en cours de conversion de forme	Lot 1 : sans suite Lot 2 : maximum annuel 40 000 € HT Lot 3 : maximum annuel 30 000 € HT
24VA24	28/01/2025	Cathédrale saint Étienne – restauration des chapelles sud du chœur et du mur de soutènement - Lot 1 : Couverture – Installation de chantier – Echafaudage - Lot 2 : Maçonnerie – Pierre de taille - Lot 3 : Serrurerie	Lot 1 : 159 723,01 € HT Lot 2 : 41 199,40 € HT Lot 3 : 16 779,11 € HT
24VA25	20/12/2024	Organisation d'Obsèques (personnes dépourvues de ressources financières)	Maximum annuel de 90 000 € HT
24VA29	02/01/2025	Entretien ménager de locaux sur divers sites – Années 2026/2026	Lot 1 : maximum annuel 125 000 € HT

		Groupement de commandes VA/CA - Lot 1 : SNAS (CA) - Lot 2 : Pôle Auxrgreenlab (CA) - Lot 3 : Micro-crèche des Brichères - Lot 4 : Bibliothèque Jacques Lacarrière	Lot 2 : maximum annuel 18 000 € HT Lot 3 : maximum annuel 8 000 € HT Lot 4 : maximum annuel 32 000 € HT

Avenants :

N°	Date de notification	Objet	Montant
22VA06LOT3	01/10/2024	Restructuration et modernisation du conservatoire de musique et de danse	-83299.24€ h.t.
22VA06LOT8	30/03/2024	Restructuration et modernisation du conservatoire de musique et de danse	+13481.14 € h.t.
22VA06LOT8	30/03/2024	Restructuration et modernisation du conservatoire de musique et de danse	+13481.14 € h.t.
22VA06LOT8	10/10/2024	Restructuration et modernisation du conservatoire de musique et de danse	+12 898.75€ h.t.
22VA06LOT4	21/01/2025	Restructuration et modernisation du conservatoire de musique et de danse	4 971,28 € HT
22VA06LOT6	20/12/2024	Restructuration et modernisation du conservatoire de musique et de danse	-8 494,9 € HT
22VA06LOT7	21/01/2025	Restructuration et modernisation du conservatoire de musique et de danse	-12 060,00 € HT
22VA06LOT12	21/01/2025	Restructuration et modernisation du conservatoire de musique et de danse	5 549,11 € HT
22VA16 LOT 8	02/12/2024	Création et restructuration de la salle Vaulabelle en salle multi-activités	+ 2107.00 € h.t.
24VA16LOT13	03/12/2024	Marché de travaux pour la restructuration du groupe scolaire des Rosoirs et la création d'un restaurant scolaire à Auxerre	+ 3673.22 € h.t.
24VA16LOT5	14/11/2024	Marché de travaux pour la restructuration du groupe scolaire des Rosoirs et la création d'un restaurant scolaire à Auxerre	+ 3857.95 € h.t.

Mani CAMBEFORT demande à quoi correspond la décision n° 2025-DF-001 intitulée augmentation des loyers.

AUXERRE

Crescent MARAULT indique cela correspond à l'application des baux avec une révision triennale.

Mathieu DEBAIN indique apprendre l'achat du 45ème biens immobiliers rue de Preuilly, il demande le prix d'achat.

Crescent MARAULT précise que s'il y a achat, il y a une délibération qui autorise cet achat. Cela correspond seulement à la préemption, il y aura un autre acte pour l'achat.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De prendre acte des décisions prises par délégation.

Questions diverses :

Mani CAMBEFORT indique que depuis plusieurs mois le réseau de bus rencontre des problèmes à répétition qui pénalisent fortement les auxerrois sans qu'une réponse satisfaisante soit apportée. Les transports en commun relevant de l'agglomération et non de la Ville, il s'arrête donc sur la navette gratuite qui relève pour partie de la compétence de la Ville d'Auxerre. Il demande ce qui est mis en œuvre pour résoudre les dysfonctionnements constatés. Si le souhait est de diminuer la place de la voiture en ville, il faut développer les transports en commun, question d'attractivité pour le cœur de ville. Le tracé de la navette a déjà été restreint pour supprimer un véhicule, il faudrait que celle-ci soit au moins opérationnelle.

Crescent MARAULT indique que le véhicule a été gardé en réserve, et qu'il n'a pas été supprimé. Les deux navettes sont tombées en panne, celle qui devait assurer les transports et celle qui devait assurer son remplacement en cas de panne. Le vrai sujet est que le parc est vieillissant. Il rappelle que le financement des bus à hydrogène n'a pas permis le renouvellement d'autres bus et que ce choix a été fait ensemble. Il rappelle également que le prix des bus hydrogènes est deux fois plus important que les bus classiques. Il indique que c'est pour cela que le parc est très vieillissant. Il est prévu de remplacer la navette par une navette à hydrogène mais les délais sont longs. Il indique que des réparations sont faites. Il faut faire face à des ruptures de pièces détachées. Il souligne que depuis le 06 février, il y a un taux de service de 100%.

Mani CAMBEFORT souhaite associer l'opposition à ce vœu en indiquant qu'il s'agit de la période où l'éducation nationale choisit les moyens qui vont être mis en œuvre dans les écoles pour la prochaine année scolaire. Comme l'an dernier, ils se mobilisent contre les fermetures de classes annoncées. Il trouve que les propositions de la DSDEN ne correspondent pas aux réalités de terrain et vont aboutir à des situations ubuesques. Deux écoles classées REP, Courbet et Renoir, qui perdent une classe et ce alors que ce dispositif est là pour apporter plus de moyens dans les quartiers en difficulté. Il indique qu'il y a un risque de classe à trois niveaux ce qui ne garantit pas un apprentissage de qualité. L'école est le creuset de la République. C'est là que tout commence. Il expose que les propositions de la DSDEN ne sont pas acceptables en l'état. Cela est souligné par les membres de l'équipe éducative, les parents et les élus mobilisés et souhaite mettre en avant l'engagement de Bruno MARMAGNE, l'adjoint au temps de l'enfant. Le vœu consiste dès lors à demander à la DSDEN de revoir sa copie. Beaucoup d'élus se mobilisent actuellement sur ce sujet-là et les retours d'expérience montrent bien que rien n'est figé et qu'il est possible d'obtenir des résultats.

AUXERRE

Crescent MARAULT rappelle que la ministre de l'Éducation nationale était de gauche. Il indique que l'éducation nationale est une institution dans l'institution car elle ne dépend pas des préfets mais des directeurs, recteurs et du ministre. Il ajoute que cela échappe totalement à la représentation locale de l'état qui est le préfet. Il rappelle que des échanges ont souvent lieu entre eux lorsque la loi n'est pas applicable en l'espèce aux territoires. Le préfet a beaucoup de pouvoir toutefois sur l'éducation nationale ce dernier ne peut agir. Puisqu'il n'a aucun lien hiérarchique avec l'éducation nationale. Il indique que le fait de faire un vœu n'apporte pas d'amélioration ni de changement. Il indique qu'à Auxerre il y a eu la perte de 1000 élèves. Les maires successifs ont été amenés à des fermetures d'école, de classes. Il précise que si rien n'est fait cela va mettre les étudiants et les enfants dans des situations précaires. Il souhaite aller plus loin et rappelle que 40 millions d'euros ont été mis sur les écoles, les crèches et le périscolaire car cela était nécessaire. Aujourd'hui, l'intérêt est de regrouper les écoles. Il rappelle que des enseignants l'alertent sur ce point-là. Il indique n'y être pour rien et que sa réponse est de créer des pôles éducatifs, de mutualiser les moyens et d'améliorer des écoles qui ne répondent pas aux règles d'accessibilité. Les responsabilités sont prises. Les fermetures de classe ne sont pas de son fait.
Il rappelle que l'ancien premier ministre Monsieur Barnier avait annoncé un plan de suppression de 4 000 postes dans l'éducation nationale, et que Monsieur BAYROU a annoncé que cela ne serait pas remis en place. Il indique que l'Etat est en train de réduire ses effectifs. Il faut s'attendre à ce que tous les ans il y ait des fermetures. Des suppressions de poste seront faites sur le département, et cela entrainera des difficultés. Il indique que la municipalité n'y est pour rien.

Mani CAMBEFORT indique n'avoir jamais dit que le Maire était responsable.

Crescent MARAULT indique qu'il a été sous-entendu que le Maire pouvait agir, ce qui n'est pas le cas.

Mani CAMBEFORT indique qu'il a une obligation de moyen. Il indique que certains maires se battent pour le maintien de leur classe. Il ajoute que ces arguments doivent être repris au sein du conseil municipal et que le maire peut échanger avec la DSDEN sur ce sujet.

Crescent MARAULT répète que le maire n'a pas ce pouvoir.

Mathieu DEBAIN indique que 5 classes sont menacées de fermeture l'année prochaine et précise que face à cela parents d'élèves et enseignants se mobilisent ensemble pour préserver une qualité d'enseignement optimale. Il précise que le vœu doit être voté afin de montrer le soutien. En 2015, à Vallan, il avait été confronté à une situation similaire en tant que parent d'élève et en tant qu'élu. A l'époque, le conseil municipal s'était réuni afin de défendre l'intérêt du village. Il ajoute qu'aujourd'hui encore seule une union sacrée des élus peut faire pression sur le rectorat. Il précise que le vœu formulé par Mani CAMBEFORT aurait pu être mieux formulé, car il reflète une approche idéologique partisane. Toutefois, l'essentiel est ailleurs et indique qu'il votera ce vœu pour montrer son attachement à l'école. Il indique avoir échangé avec des enseignants et parents d'élèves et avoir constaté l'engagement sans faille de Bruno MARMAGNE qui a été régulièrement présent à leurs côtés. En revanche, de nombreux parents d'élèves ont sollicité le maire qui n'a pas répondu à leurs demandes. Par sa fonction de maire, il se doit de les rencontrer.

Crescent MARAULT précise avoir rencontré des parents d'élèves et des enseignants. Le sujet est vertical et relève de la ministre de l'Éducation nationale. Il rappelle qu'il y a des orientations qui sont faites, avec des écoles qui n'ont plus qu'une classe. Il indique que la fermeture d'une classe qui entrainerait la fermeture de l'école, n'est pas la même chose que fermer une classe dans une structure qui en comprend plusieurs. Il rappelle que cela ne relève pas de la compétence des maires mais bien de l'éducation nationale.
Il souhaite rappeler que le budget de l'Etat tout confondu c'est environ 850 milliards d'euros. Le deuxième poste de dépenses de l'Etat c'est l'éducation nationale avec 85 milliards d'euros. Le premier poste aujourd'hui est celui de la défense et le troisième poste est celui de l'économie qui représente 80 milliards.

Le poste de l'éducation nationale ne cesse d'augmenter pour lui donner les moyens d'avancer. Dans le même temps, le nombre d'enseignants a augmenté, le nombre d'élèves a diminué, le niveau scolaire a baissé et il est demandé de leur donner plus de moyens. Il rappelle que le déficit budgétaire est colossal et qu'il faut trouver 60 milliards d'économies. Il indique que des classes continueront à être supprimées, et que l'effectif de l'éducation nationale continuera à être réduit. Ceci est inéluctable. Il faut donc trouver une solution pour atténuer la conséquence de toutes ces dispositions. C'est la position qu'il défend.

Pascal HENRIAT indique ne pas remettre en cause la qualité du vœu de Mani CAMBEFORT et qu'il a le mérite d'exister. Il souhaite faire une parenthèse sur le troisième poste de dépenses du budget de l'Etat qui, selon lui, représente 55 milliards avec les intérêts de la dette.
Il indique que le rôle d'un maire est d'être le porte-parole de sa population. Il doit être à l'écoute de sa population, comprendre les griefs et négocier au nom de sa population avec les autorités. Il est d'accord avec le fait que le maire n'a pas d'autorité sur l'éducation nationale, mais il indique qu'il y a beaucoup de maires qui arrivent à négocier avec l'inspecteur d'académie. Il ajoute qu'il y a 4 écoles qui ferment sur les 5 dans les hauts d'Auxerre, cela est catastrophique. Il prend l'exemple du département de la Nièvre qui a décidé que c'était inacceptable que les trains entre Decize, Clamecy, Morvan et Auxerre soient supprimés. Les élus du département ont été manifestés à Clamecy et à Avallon. Il est conscient de la diminution du nombre d'élèves à Auxerre et que cela va s'aggraver. Il sait que cela jouera sur les collèges et les lycées. Mais il indique qu'il ne faut pas être passif puisqu'il existe des volants de négociation. Il souhaite que le maire essaye de faire en sorte qu'Auxerre soit moins touchée que cela aurait dû être le cas.

Sophie FEVRE indique qu'il a été fait la démonstration que rien ne pouvait être fait. Mais elle indique que c'est au maire d'aller se battre et que c'est honteux de baisser les bras.

Crescent MARAULT répond qu'il se bat avec ses moyens avec le regroupement des écoles. Il précise avoir des directeurs qui souhaitent faire pression pour garder leur décharge et ils vont avoir gain de cause. Il indique qu'il ne peut pas être dit qu'il n'y ait pas de négociations. Il est sous-entendu que des classes ont plus de difficultés que d'autres. Il ajoute que c'est le rôle de l'inspecteur de l'éducation nationale qui supervise des secteurs, qui se déplace dans les écoles et dans les classes. Aussi, lorsqu'il propose des fermetures, il le fait en connaissance de causes et notamment des élèves en difficulté.
Il comprend que ce qui lui est dit est que l'éducation nationale est malade. Mais il n'y peut rien car il n'est pas parlementaire. Il y a un vrai travail de fond à réaliser et il ajoute qu'aucune proposition n'est faite aujourd'hui pour reconstruire ce que pourrait être une éducation nationale digne de ce nom. Il s'aperçoit qu'être contre c'est facile, proposer c'est plus difficile.

Mani CAMBEFORT indique que ce n'est pas le rôle du conseil municipal de faire des propositions pour réformer l'éducation nationale.

Crescent MARAULT souligne que le problème n'est pas local mais il est national.

Mani CAMBEFORT indique être en accord avec cela. Il précise qu'il faut agir localement et qu'il y a uniquement les batailles que l'on ne mène pas que l'on perd.

Crescent MARAULT ajoute que les classes qui ne seront pas fermées à Auxerre seront fermées ailleurs et que ce n'est pas comme cela qu'on forme une société.

Denis ROYCOURT précise qu'il y a eu 94 élèves en moins dans les écoles d'Auxerre. Il ajoute qu'en tant que Maire, il devrait être intéressé par la réussite des écoles dans la Ville. Tout à l'heure a été cité Thomas PIKETTY qui, suite à une étude, a démontré que le nombre d'enfants dans les classes est très important en particulier dans les classes populaires.
Il n'a pas été mentionné que le Maire était responsable mais qu'il pourrait être à côté des enseignants et

des parents qui se battent contre la fermeture des classes.

Crescent MARAULT répond que 100 élèves correspondent aux 5 classes menacées de fermeture.

Bruno MARMAGNE souhaite prononcer un discours.

« Monsieur le Maire, Mesdames, Messieurs,
Profondément attaché à l'Education, à l'Ecole de la République, laïque, à l'Avenir de nos Enfants, (à 7 ans, j'avais décidé d'être instituteur et je profite de l'occasion qui m'est donnée de m'exprimer pour remercier deux de mes anciens maîtres d'école, Messieurs François Picard en CE1 et Monsieur André Meunier en CM1 et CM2) ; le premier pour m'avoir donné envie de faire ce métier, le deuxième pour m'avoir conforté dans cette idée et tous les deux pour avoir contribué à faire de moi la personne que je suis aujourd'hui.
Persuadé que c'est là que tout se joue et ce n'est pas Monsieur le Préfet de l'Yonne qui me contredira puisqu'en intervention dans une école de Joigny il déclare : « C'est à l'école que tout commence ».
Je soutiens bien évidemment le vœu présenté par une partie des membres de ce Conseil Municipal et regrette très sincèrement qu'il ne l'ait pas été par notre Majorité. J'avais rejoint notre équipe lors de la campagne car nous nous engagions à tout faire pour que les petits Auxerrois commencent leur scolarité dans les meilleures conditions, à soutenir les personnels des écoles qui, malgré les difficultés, donnent sans compter pour faire grandir leurs élèves.
Nous avions souligné que nous pensions profondément que le meilleur antidote aux divisions c'était que l'Ecole de la République tienne toutes ses promesses. Dans notre Projet Educatif de Territoire, validé en 2024, nous souhaitons favoriser l'égalité des chances et contribuer à l'épanouissement de tous les enfants en combattant les inégalités sociales et/ou géographiques et en contribuant à la réussite scolaire et éducative pour tous. Dans l'Edito du cahier des Parents 2024-2025 que nous avons co-signé (vous et moi), nous réaffirmons que l'Enfance est un axe prioritaire de la Poli□que Municipale, que nos enfants sont les citoyens de demain et qu'il convient de les accompagner dans leurs parcours éducatifs et leur ouverture sur le Monde. Tous ces engagements ne seraient-ils que de la poudre aux yeux ?
Vous saviez depuis le 9 janvier 2025, par une note qui vous a été adressée par le Service Education que 8 classes d'Auxerre étaient menacées et qu'une classe pourrait ouvrir. Cette note faisait suite à la réunion qui s'était tenue le 16 décembre 2024 dans les locaux de la Mairie entre les 2 Inspecteurs de l'Education Nationale des Circonscriptions Auxerre 1 et Auxerre 2, la Directrice de la Cohésion Sociale et du temps de l'Enfant, la Responsable du Service Education et moi-même.
Une réunion s'est ensuite tenue dans la semaine du 27 au 31 janvier (je ne peux préciser la date exacte n'y étant pas convié) entre au moins Monsieur le Directeur Académique des Services de l'Education Nationale et vous-même.
Lors de cette réunion il a été précisé que 4 postes devaient fermer sur Auxerre (Maternelle Courbet, Elémentaire Renoir, Maternelle Matisse et Groupe Scolaire des Boussicats).
Que pour pouvoir ouvrir une nouvelle classe, une 5ème classe devait fermer et que ce serait le Groupe Scolaire Brazza qui serait sacrifié.
Que l'Ecole Elémentaire Rive Droite et Groupe Scolaire des Rosoirs seraient épargnés en raison de leur IPS (indice de position sociale) équivalent aux écoles classées en REP.
C'est pour cette raison que sur ma proposition lors du Bureau Municipal du Lundi 19 février 2024 vous avez adressé un courrier dès le 23 février à Monsieur le Directeur des Services Académiques de l'Education Nationale et Monsieur le Préfet sollicitant l'intégration des Ecoles du Quartier Rive Droite, des Groupes Scolaires des Rosoirs et Marie-Noël dans la future cartographie des écoles classées en REP (Réseau d'Education Prioritaire).
Suite à une réponse négative en date du 20 mars 2024, un nouveau courrier, toujours sur ma proposition (lors du Bureau Municipal du Lundi 23 septembre 2024) a été fait le 6 décembre 2024. Une réponse écrite devrait parvenir mais nous savons déjà qu'elle sera négative.
IPS : National :105 Académie : 103 Renoir :76,4 Courbet : 77,3 Rive Droite : 78 Rosoirs : 83,1 Marie-Noël : 85

AUXERRE

Les décharges de direction totales pour les écoles passées à 10 classes l'année dernière (Groupes Scolaire des Rosoirs et des Piedalloues) semblent actées.
Il n'y aura pas de dispositif TPS supplémentaire comme évoqué précédemment sur Sainte-Geneviève.
Impossibilité de classer de nouvelles écoles en REP (courrier devrait arriver).
Suite aux annonces officielles des menaces de fermetures de classes je vous ai adressé le 8 février un mail dans lequel je vous sollicitais afin de demander un entretien avec Monsieur le Directeur Académique des Services de l'Education Nationale afin de lui présenter les arguments lui permettant, peut-être, de revenir sur certaines de ses décisions.
Je vous proposais, si vous le souhaitez, de vous y accompagner. Il me semblait qu'en tant qu'Adjoint au Maire chargé du Temps de l'Enfant, avec mon expérience professionnelle, du fait de ma connaissance des situations particulières des écoles (j'assiste depuis le début du mandat à tous les Conseils d'Ecoles, à diverses actions qui s'y déroulent…), je pouvais être un interlocuteur pouvant apporter des éléments utiles à une éventuelle négociation. Je n'ai à ce jour aucune réponse de votre part.
Vous aviez dit qu'il était important de préserver nos effectifs scolaires.
J'ai constaté à plusieurs reprises que vos actes allaient à l'encontre de vos déclarations. En effet, responsable des avis émis lors des demandes de dérogation hors commune et hors secteur, je suis très vigilant à la préservation des effectifs de nos écoles. Je vous ai alerté à plusieurs reprises sur des demandes de dérogations totalement fantaisistes et injustifiées vers des communes extérieures notamment une qui pille littéralement nos écoles.
Autant, j'ai rencontré une écoute bienveillante de la part de certains collègues autant de votre côté vous m'avez à chaque fois refusé votre soutien (soit il ne fallait pas ennuyer le Maire qui était en campagne électorale, soit cela ne vous concernait pas et vous ne vouliez pas vous en mêler). Une telle attitude est méprisante et irresponsable quand on en voit les résultats qui sont des classes qui ferment sur notre Ville.
Depuis quelques temps, au vu de mes prises de position contre des projets qui n'étaient même pas dans notre programme (PAV), de mon investissement dans ma délégation (je connais mes sujets et c'est quelquefois gênant), vous m'avez écarté d'instances décisionnaires ou plutôt d'enregistrement (Bureau Municipal, Réunions de Majorité).
Lors de notre bref entretien du Lundi 2 décembre vous m'avez dit : « Tes collègues m'ont fait la vie, ça ne peut plus continuer. Tu ne participeras plus ni aux réunions de Bureau Municipal ni à celles de majorité ».
J'ai été écarté des auditions des porteurs de projets du Contrat de Ville de l'Auxerrois alors que nombre de ces projets concernent les écoles, les centres de loisirs. J'y avais participé l'an dernier et avais, je pense, apporté des éléments qui avaient permis de choisir objectivement de prioriser certaines actions.
Vous avez restreint mon accès aux locaux du Cabinet en réduisant les plages horaires de mon badge depuis le 20 janvier 2025. Malgré mes demandes au Cabinet, personne n'a le courage de me dire que c'est volontaire. On ne sait pas, on va voir….
Vous avez invité les services à ne plus me communiquer les informations car je ne suis plus l'interlocuteur pour le Temps de l'Enfant.
Déjà en septembre 2021 comme le prouve un mail de Madame la Directrice du Service de la Cohésion Sociale et du Temps de l'Enfant dans lequel elle indique à ses différents responsables de service qu'elle a pour consigne de la Direction Générale des Services et du Cabinet de ne pas communiquer auprès de Monsieur Marmagne sans leur validation.
Sous couvert de la RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données) des renseignements m'étaient régulièrement refusés alors que je souhaitais par exemple prendre des nouvelles d'une enfant qui s'était fait renverser par une voiture à la sortie de l'école. Si ça, ça ne rentre pas dans le rôle d'un élu, c'est à n'y rien comprendre. Cela dépasse même la fonction et le rôle d'un élu, c'est tout simplement être humain, bienveillant, soucieux des autres.
Cette RGPD était vite oubliée et les renseignements m'étaient donnés sans que je les demande quand il fallait que j'arrange les choses avec une famille dont l'enfant avait été oublié dans le car et qui menaçait

AUXERRE

de porter plainte d'autant plus qu'elle avait été reçue comme un chien dans un jeu de quilles par le Cabinet.
Combien de mails dans lesquels les demandes, questions étaient gênantes, embarrassantes sont restés sans réponses ?
Cette méthode dont nos concitoyens sont également victimes est la preuve d'un réel mépris et d'un manque de savoir-vivre. Nous ne devons jamais oublier que nous sommes au service de nos concitoyens et non le contraire.
Je vous avais alerté dès le début du mandat sur le fait que nombre d'agents du Service Temps de l'Enfant notamment s'en allaient.
La seule réponse a été qu'ils trouvaient mieux ailleurs. Vous n'avez pas été chercher plus loin.
Je peux vous assurer qu'en tant que Directeur, si 5 ou 6 collègues enseignants ou personnels (ATSEM, Restauration Scolaire…) avaient demandé à quitter l'école que je dirigeais, l'Inspecteur de l'Education Nationale de Circonscription (pour les enseignants) ou le Maire (pour les personnels communaux) n'auraient pas mis longtemps avant de me demander ce qu'il se passait.
Ce qui s'est passé au niveau du Service dépendant de ma délégation se produit dans d'autres services comme en témoignent les mails des syndicats dont je suis destinataire (comme vous d'ailleurs) ainsi que les discussions avec les agents. Je vous rappelle que vous m'aviez précisé en début de mandat que ce n'était pas mon rôle d'écouter les agents. Pour moi, les agents sont des citoyens comme les autres et mon rôle est de les écouter et de faire remonter leurs demandes, attentes et propositions ce que j'ai continué de faire.
Pour toutes ces raisons et d'autres qui pourraient faire l'objet d'un livre, pour le mépris que vous affichez envers les citoyens, les membres de votre équipe, pour le manque de communication, pour les subventions allouées ou retirées aux associations sans le respect des décisions prises par les élus concernés, j'ai décidé, avec beaucoup de peine, le cœur gros, de démissionner de mes fonctions d' Adjoint au Maire chargé du Temps de l'Enfant.
Je renonce de fait à mon indemnité s'élevant à 804,64 euros nets mensuels. Cette dernière pourrait abonder les budgets de fonctionnement des écoles, budgets pour lesquels j'ai dû me battre afin de les voir augmenter de quelques euros. Elles en ont plus besoin que moi.
Je conserve bien évidemment mes mandats de Conseiller Municipal et de Conseiller Communautaire et je continuerai de siéger dans les 2 instances, libre et indépendant en travaillant au mieux pour le bien-être de nos concitoyens.
Ma lettre de démission parviendra à Monsieur le Préfet dans quelques jours et vous serez mis en copie.
Je tiens à remercier les Equipes Enseignantes, les ATSEM, les AESH, les Equipes des Temps Périscolaires et des Centres de Loisirs, les Equipes des Crèches, du Relais Petite Enfance, les agents de la Collectivité de leur formidable travail en direction de nos enfants. Je sais qu'ils continueront à œuvrer avec bienveillance et professionnalisme.
Merci de votre écoute. »

AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-018
OBJET : Finances-Décision Modificative n°2 budget principal - Approbation

Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN

Le budget Primitif 2025 voté le 19 décembre 2024 par délibération n° 2024-154 doit être modifié comme suit :

en euros	Dépense	Recette
Investissement	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00
Total	0,00	0,00

En section d'investissement, 60 000 euros sont nécessaires sur l'autorisation de programme 20011 travaux Cathédrale Saint-Etienne pour le paiement des révisions sur les DGD, cette même somme est retirée de l'imputation 2031 020 afférente à une étude de travaux au CTM. Le solde de cette modification budgétaire est donc nul.
En section de fonctionnement, il n'y a aucune modification du budget.

Il est proposé au conseil municipal d'adopter la décision modificative n°2 du budget principal de la Ville d'Auxerre telle que présentée ci-dessus.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'adopter la décision modificative n°2 du budget principal de la Ville d'Auxerre telle que présentée ci-dessus.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : **VILLE D'AUXERRE (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21890024900010

POSTE COMPTABLE : Auxerre

M. 57

Décision modificative 2 (3)
Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (4)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 11
B2 - Présentation des AE votées 12
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 13
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 16
D1 - Balance générale - Dépenses 18
D2 - Balance générale - Recettes 20

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 22
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 26
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 29
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 30
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 53
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 54
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 56
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 59
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 64

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 67
A1.01 - Opérations non ventilables 69
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 70
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 73
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 74
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 75
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 78
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 82
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 85
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 86
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 89
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 91
A1.908 - Fonction 8 - Transports 94
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 98
A2.01 - Opérations non ventilables 100
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 101
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 107
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 108
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 109
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 114
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 120
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 123
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 124
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 125
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 128
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 130
A2.938 - Fonction 8 - Transports 133

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 137
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 138
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 142
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 1

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 144
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 146
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes 147
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 148
B3.1 - Etat des provisions constituées 155
B3.2 - Etalement des provisions 157
B4 - Etat des charges transférées 158
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 159
B6 - Prêts 160
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 161
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 162
B7.3 - Etat des emprunts garantis 163
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 164
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 165
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 166
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale 167
B7.8 - Autres engagements donnés 168
B7.9 - Autres engagements reçus 169
B8 - Subventions versées 170
B9 - Etat du personnel 171
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 173
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 174
B11.2 - Liste des établissements publics créés 175
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 176

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 177
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 178
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 179

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 181
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget 182
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation 183
D3 - Décisions en matière de taux 185
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 186
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 187
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) 189
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) 190

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 191

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	35554

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	32796909.00

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1263.21
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1492.21
3	Dépenses d'équipement brut / population	779.80
4	Encours de dette / population (2) (3)	1515.13
5	DGF / population	241.87
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	40.53
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	97.27
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	52.26
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	101.54
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	15.35

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)	C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	0,00	0,00	0,00	A1	0,00
Investissement	0,00	0,00	(3) 0,00	A2	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	(4) 0,00	A3	0,00

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	0,00
Investissement	**A2 + B2**	0,00
Fonctionnement	**A3 + B3**	0,00

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	0,00	0,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	0,00	0,00

TOTAL DU BUDGET (5)	0,00	0,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AP VOTEES	B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
AP20010/2020	AP AUXERREXPO	20010	1 782 366,04
AP22001/2021	AP BOUCLE LOCALE OPTIQUE	22001	549 750,00
AP20011/2020	AP CATHEDRALE SAINT ETIENNE	20011	860 467,13
AP22006/2021	CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	22006	11 500 000,59
AP22022/2022	GROUPE SCOLAIRE RIVE DROITE	22022	2 959 017,00
AP22021/2022	SALLE VAULABELLE	22021	3 148 796,20
TOTAL			**20 800 396,96**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	20 800 396,96

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	1 038 725,74	0,00	-60 000,00	-60 000,00	978 725,74
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	4 427 685,18	0,00	0,00	0,00	4 427 685,18
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	8 351 848,74	0,00	0,00	0,00	8 351 848,74
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	17 037 648,35	0,00	60 000,00	60 000,00	17 097 648,35
Total des dépenses d'équipement		**30 855 908,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 855 908,01**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	6 761 000,00	0,00	0,00	0,00	6 761 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	200 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**6 961 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 961 000,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	763 868,20	0,00	0,00	0,00	763 868,20
Total des dépenses réelles d'investissement		**38 580 776,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 580 776,21**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*815 000,00*		*0,00*	*0,00*	*815 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*300 000,00*		*0,00*	*0,00*	*300 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 115 000,00***		***0,00***	***0,00***	***1 115 000,00***
TOTAL		**39 695 776,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**39 695 776,21**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**39 695 776,21**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	11 966 723,81	0,00	0,00	0,00	11 966 723,81
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	18 264 780,00	0,00	0,00	0,00	18 264 780,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**30 231 503,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 231 503,81**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	2 550 000,00	0,00	0,00	0,00	2 550 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 317 778,00	0,00	0,00	0,00	2 317 778,00
Total des recettes financières		**4 867 778,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 867 778,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	622 000,00	0,00	0,00	0,00	622 000,00
Total des recettes réelles d'investissement		**35 721 281,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 721 281,81**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*6 164 820,97*		*0,00*	*0,00*	*6 164 820,97*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*3 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*3 000 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*300 000,00*		*0,00*	*0,00*	*300 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***9 464 820,97***		***0,00***	***0,00***	***9 464 820,97***

TOTAL	**45 186 102,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**45 186 102,78**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**45 186 102,78**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**8 349 820,97**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	15 646 033,56	0,00	0,00	0,00	15 646 033,56
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	18 384 893,00	0,00	0,00	0,00	18 384 893,00
014	Atténuations de produits	1 254 000,00	0,00	0,00	0,00	1 254 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	8 621 004,00	0,00	0,00	0,00	8 621 004,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**43 905 930,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**43 905 930,56**
66	Charges financières	1 446 085,00	0,00	0,00	0,00	1 446 085,00
67	Charges spécifiques (4)	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**45 362 015,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**45 362 015,56**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*6 164 820,97*		*0,00*	*0,00*	*6 164 820,97*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*3 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*3 000 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***9 164 820,97***		***0,00***	***0,00***	***9 164 820,97***
TOTAL		**54 526 836,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**54 526 836,53**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**54 526 836,53**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	62 900,00	0,00	0,00	0,00	62 900,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 367 650,00	0,00	0,00	0,00	2 367 650,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	1 698 900,00	0,00	0,00	0,00	1 698 900,00
731	Fiscalité locale	35 067 240,00	0,00	0,00	0,00	35 067 240,00
74	Dotations et participations (4)	12 407 101,53	0,00	0,00	0,00	12 407 101,53
75	Autres produits de gestion courante (4)	1 157 245,00	0,00	0,00	0,00	1 157 245,00
Total des recettes de gestion courante		**52 761 036,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**52 761 036,53**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	940 800,00		0,00	0,00	940 800,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**53 711 836,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**53 711 836,53**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*815 000,00*		*0,00*	*0,00*	*815 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***815 000,00***		***0,00***	***0,00***	***815 000,00***
TOTAL		**54 526 836,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**54 526 836,53**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**54 526 836,53**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**8 349 820,97**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	60 000,00		60 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	-60 000,00	*0,00*	-60 000,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	*0,00*	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			0,00
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			0,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**39 695 776,21**	**0,00**	**20 800 396,96**	**0,00**	**0,00**	**60 000,00**	**-60 000,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	545 225,74	0,00	0,00	-60 000,00	-60 000,00	0,00	-60 000,00	-60 000,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	1 427 685,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	7 197 478,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	3 171 353,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	18 514 164,53	0,00	20 800 396,96	60 000,00	60 000,00	60 000,00	0,00	60 000,00
Total des dépenses d'équipement		**30 855 908,01**	**0,00**	**20 800 396,96**	**0,00**	**0,00**	**60 000,00**	**-60 000,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	6 761 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**6 961 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	763 868,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**38 580 776,21**	**0,00**	**20 800 396,96**	**0,00**	**0,00**	**60 000,00**	**-60 000,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*815 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*300 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**1 115 000,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**0,**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**45 186 102,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	11 966 723,81	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	18 264 780,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**30 231 503,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	2 550 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 317 778,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**4 867 778,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	622 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**35 721 281,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*6 164 820,97*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*3 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*300 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***9 464 820,97***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (9)	**0,00**

Total des recettes d'investissement cumulées	**0,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**39 695 776,21**	**0,00**	**20 800 396,96**	**0,00**	**0,00**	**60 000,00**	**-60 000,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	545 225,74	0,00	0,00	-60 000,00	-60 000,00	0,00	-60 000,00	-60 000,00
2031	Frais d'études	466 366,74	0,00		-60 000,00	-60 000,00	0,00	-60 000,00	-60 000,00
2033	Frais d'insertion	15 864,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	62 995,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	1 427 685,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	281 409,90	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	133 975,28	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2046	Attributions compensation investissement	1 012 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	7 197 478,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	79 496,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	2 145 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	243 475,87	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	157 406,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21316	Equipements du cimetière	49 921,80	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	3 175 566,19	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	439 547,64	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	49 514,20	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21621	Biens sous-jacents	2 517,20	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	66 105,24	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21831	Matériel informatique scolaire	85 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	185 969,93	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,(

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	36 142,89	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	105 884,02	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2185	Matériel de téléphonie	203,88	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	375 427,90	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	3 171 353,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	170 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	1 201 800,81	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	1 797 552,99	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2316	Restaur. des biens histo. et culturels	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	18 514 164,53	0,00	20 800 396,96	60 000,00	60 000,00	60 000,00	0,00	60 000,00
Total des dépenses d'équipement		**30 855 908,01**	**0,00**	**20 800 396,96**	**0,00**	**0,00**	**60 000,00**	**-60 000,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	6 761 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	6 760 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	200 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**6 961 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	763 868,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458108	travaux forcés pour tiers	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458110	CHRS HUMANISATION	105 655,20	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458124055	AMÉNAGEMENT ACCEUIL CCAS	540 213,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458124071	ENFOUISSEMENT RESEAUX SDEY ENEDIS 2024	84 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458124072	ENFOUISSEMENT RESEAUX DOMAINE PRIVÉ 2024	19 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**38 580 776,21**	**0,00**	**20 800 396,96**	**0,00**	**0,00**	**60 000,00**	**-60 000,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*815 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*815 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13912	*Subv. transf. Régions*	*15 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
198	*Neutralisation des amortissements*	*800 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*300 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*300 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**1 115 000,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
03002	COULEE VERTE	2003-2	99 074,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
17001	EGLISE SAINT PIERRE	2017-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18002	TOUR DE L'HORLOGE	2018-2	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18003	COMPLEXE GYMNIQUE	2018-3	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
19001	OPTIMISATION LOCAUX ST SIMEON	19001	2 746 522,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
19002	ARQUEBUSE	19002	46 008,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
19003	ETANG SAINT VIGILE/PLACE DES CORDELIERS	19003	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
19004	MONTARDOINS	19004	1 528 368,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
19005	NPNRU STE GENEVIEVE/BRICHERES	19005	245 642,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
19006	NPNRU ROSOIRS	19006	696 851,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20009	ABBAYE SAINT GERMAIN	AP20009	2 146 081,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20010	AUXERREXPO	AP20010	1 592 366,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20011	CATHEDRALE SAINT ETIENNE	AP20011	670 467,13	0,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00	0,00
20012	TOUR DE L'HORLOGE	AP20012	2 641 903,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22001	BOUCLE LOCALE OPTIQUE BLO	AP22001	393 585,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22006	CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	AP22006	8 171 783,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22019	AMENAGEMENT PLACES CENTRE-VILLE	AP22019	2 190 902,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22021	SALLE VAULABELLE	AP22021	2 774 108,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22022	GROUPE SCOLAIRE RIVE DROITE	AP22022	138 986,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23002	CRECHE KIEHLMAN	AP23002	39 288,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23040	CONTOURNEMENT SUD AUXERRE	AP23040	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
24073	Travaux ARMATIS VENTILATION + CLIMATISATION	AP24073	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL			**26 121 938,11**	**0,00**	**60 000,00**	**60 000,00**	**60 000,00**	**0,00**

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 03002
LIBELLE : COULEE VERTE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 2003-2

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**2 270 991,77**	**99 074,16**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**2 270 991,77**	**99 074,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	2 269 834,18	99 074,16	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	1 157,59	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**13 659,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**13 659,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1323	Subv. non transf. Départements	13 659,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 17001
LIBELLE : EGLISE SAINT PIERRE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 2017-1

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**158 216,98**	**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**158 216,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	158 216,98	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 18002
LIBELLE : TOUR DE L'HORLOGE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 2018-2

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**51 167,08**	**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**51 167,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	51 167,08	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 18003
LIBELLE : COMPLEXE GYMNIQUE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 2018-3

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**4 733,85**	**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**4 733,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	4 733,85	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 19001
LIBELLE : OPTIMISATION LOCAUX ST SIMEON
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 19001

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**2 740 561,84**	**2 746 522,48**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**2 740 561,84**	**2 746 522,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	2 740 561,84	2 746 522,48	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**724 312,89**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**724 312,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	99 165,49	0,00	0,00	0,00
13462	Dotation de soutien à l'invest local	465 844,89	0,00	0,00	0,00
1347	Fonds régional dévelopt emploi outre-mer	159 302,51	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 19002
LIBELLE : ARQUEBUSE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 19002

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**39 420,00**	**46 008,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**39 420,00**	**46 008,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	39 420,00	46 008,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 19003
LIBELLE : ETANG SAINT VIGILE/PLACE DES CORDELIERS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 19003

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**40 000,00**	**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**40 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 19004
LIBELLE : MONTARDOINS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 19004

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**7 353 242,83**	**1 528 368,40**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**944 091,00**	**210 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	944 091,00	210 000,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**340 712,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2115	Terrains bâtis	0,00	340 712,20	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**6 409 151,83**	**977 656,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	6 409 151,83	977 656,20	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**648 960,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**648 960,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	420 960,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	228 000,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 19005
LIBELLE : NPNRU STE GENEVIEVE/BRICHERES
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 19005

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**29 049 515,80**	**245 642,42**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**88 000,00**	**16 659,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	88 000,00	16 659,98	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**90 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**28 871 515,80**	**228 982,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	28 871 515,80	228 982,44	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**173 602,25**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**173 602,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	111 837,25	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	25 045,00	0,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	25 045,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	11 675,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 19006
LIBELLE : NPNRU ROSOIRS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 19006

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**18 646 108,37**	**696 851,12**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**157 500,00**	**15 126,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	157 500,00	15 126,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**18 488 608,37**	**681 725,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	18 488 608,37	681 725,12	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**729 251,64**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**729 251,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	729 251,64	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 20009
LIBELLE : ABBAYE SAINT GERMAIN
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP20009

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**13 159 926,98**	**2 146 081,23**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**17 011,20**	**28 582,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	17 011,20	28 582,80	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**8 223,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21351	Bâtiments publics	8 223,41	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**13 134 692,37**	**2 117 498,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	13 100 272,05	1 507 735,14	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	34 420,32	609 763,29	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**1 501 380,13**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**1 501 380,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	641 845,95	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	396 460,64	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	270 000,00	0,00	0,00	0,00
13462	Dotation de soutien à l'invest local	193 073,54	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 20010
LIBELLE : AUXERREXPO
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP20010

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**1 691 753,62**	**1 592 366,04**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**1 691 753,62**	**1 592 366,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	1 691 753,62	1 550 961,43	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	41 404,61	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**408 936,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**408 936,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1313	Subv. transf. Départements	200 000,00	0,00	0,00	0,00
13462	Dotation de soutien à l'invest local	208 936,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 20011
LIBELLE : CATHEDRALE SAINT ETIENNE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP20011

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**827 394,37**	**670 467,13**	**a 0,00**	**60 000,00**	**b 60 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**19 992,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	19 992,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**827 394,37**	**650 475,13**	**0,00**	**60 000,00**	**60 000,00**
2313	Constructions	652 789,64	475 870,40	0,00	60 000,00	60 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	174 604,73	174 604,73	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-60 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 20012
LIBELLE : TOUR DE L'HORLOGE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP20012

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**138 099,83**	**2 641 903,65**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**198,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	198,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**138 099,83**	**2 641 705,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	138 099,83	2 350 705,65	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	291 000,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**1 669 051,24**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**1 669 051,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	802 591,07	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	410 497,77	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	50 000,00	0,00	0,00	0,00
13462	Dotation de soutien à l'invest local	226 633,14	0,00	0,00	0,00
1347	Fonds régional dévelopt emploi outre-mer	179 329,26	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 22001
LIBELLE : BOUCLE LOCALE OPTIQUE BLO
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP22001

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**488 924,71**	**393 585,47**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**488 924,71**	**393 585,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21533	Réseaux câblés	488 924,71	332 760,18	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	60 825,29	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 22006
LIBELLE : CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP22006

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**10 823 221,59**	**8 171 783,04**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**2 500,00**	**5 096,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	3 756,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	2 500,00	1 340,26	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**571 162,90**	**234 815,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	69 839,52	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	255 717,93	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	1 705,45	0,00	0,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	228 345,66	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	69 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	129 900,00	6 469,91	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**10 249 558,69**	**7 931 871,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	9 059 558,69	6 928 608,09	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	1 190 000,00	968 836,45	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	34 426,67	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**3 344 091,30**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**3 344 091,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1322	Subv. non transf. Régions	265 979,07	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	131 732,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	720 000,00	0,00	0,00	0,00
13272	Subv. non transf. FEDER	329 328,00	0,00	0,00	0,00
13462	Dotation de soutien à l'invest local	1 897 052,23	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 22019
LIBELLE : AMENAGEMENT PLACES CENTRE-VILLE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP22019

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**3 455 512,85**	**2 190 902,37**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**4 680,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	4 680,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**1 470 900,00**	**704 582,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	210 400,00	106 713,60	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	1 260 500,00	597 868,80	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**1 984 612,85**	**1 481 639,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	512 472,00	396 939,66	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	1 472 140,85	1 084 700,31	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**362 192,54**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**362 192,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	209 449,94	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	94 159,60	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	58 583,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 22021
LIBELLE : SALLE VAULABELLE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP22021

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**3 006 475,22**	**2 774 108,21**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**67 831,00**	**40 676,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21838	Autre matériel informatique	52 331,00	37 076,60	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	15 500,00	3 600,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**2 938 644,22**	**2 733 431,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	2 938 644,22	2 733 431,61	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**764 717,50**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**764 717,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1312	Subv. transf. Régions	298 000,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	154 159,50	0,00	0,00	0,00
13362	Dotation de soutien à l'invest local	312 558,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 22022
LIBELLE : GROUPE SCOLAIRE RIVE DROITE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP22022

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**2 110 590,24**	**138 986,39**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**75 100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	75 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**2 035 490,24**	**138 986,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	2 035 490,24	138 986,39	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**23 012,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**23 012,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13362	Dotation de soutien à l'invest local	23 012,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 23002
LIBELLE : CRECHE KIEHLMAN
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP23002

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**125 000,00**	**39 288,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**125 000,00**	**39 288,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	125 000,00	39 288,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 23040
LIBELLE : CONTOURNEMENT SUD AUXERRE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP23040

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		5 800 000,00	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	5 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204113	Subv. Etat : Projet infrastructure	5 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 24073
LIBELLE : Travaux ARMATIS VENTILATION + CLIMATISATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP24073

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		1 000 000,00	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**45 186 102,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	11 966 723,81	0,00	0,00	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	1 482,94	0,00	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	367 673,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	354 159,50	0,00	0,00	0,00	0,00
13151	Subv. transf. GFP de rattachement	270 532,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	3 854 905,28	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	2 730 266,82	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	133 334,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	810 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13272	Subv. non transf. FEDER	427 768,59	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	670 508,59	0,00	0,00	0,00	0,00
13362	Dotation de soutien à l'invest local	498 207,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1345	Amendes radars automatiques et de police	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13462	Dotation de soutien à l'invest local	1 844 886,09	0,00	0,00	0,00	0,00
1347	Fonds régional dévelopt emploi outre-mer	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	18 264 780,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	18 264 780,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**30 231 503,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	2 550 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	2 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,(

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 317 778,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**4 867 778,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	622 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**35 721 281,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*6 164 820,97*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*3 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*3 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
4815	*Charges liées à crise sanitaire Covid-19*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*300 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*300 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***9 464 820,97***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE	B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**54 526 836,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général (4)	15 646 033,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	18 384 893,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	1 254 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	8 621 004,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**43 905 930,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	Charges financières	1 446 085,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**1 456 085,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**45 362 015,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*6 164 820,97*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*3 000 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**9 164 820,97**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (6)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**0,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**54 526 836,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges (3)	62 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 367 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	1 698 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	35 067 240,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	12 407 101,53	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	1 157 245,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**52 761 036,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	940 800,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**950 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**53 711 836,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*815 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**815 000,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**0,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**54 526 836,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général (5)	15 646 033,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6042	Achats de prestations de services	1 007 375,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	237 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	2 249 957,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	282 543,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	33 613,69	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	230 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	55 447,63	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60624	Produits de traitement	11 298,30	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	147 672,55	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	285 600,32	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	541 304,75	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	240 347,68	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	20 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	3 090,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	79 325,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60661	Médicaments	800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	4 384,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	115 890,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	26 177,78	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	3 785 492,15	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	119 555,88	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	32 492,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	94 386,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	42 574,12	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	202 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	825 727,08	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	675 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	4 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,(

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
61551	Entretien matériel roulant	80 810,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	65 268,10	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	553 839,72	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	257 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	105 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	491 141,73	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	16 057,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	136 320,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	50 960,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	205 947,66	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	46 666,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	23 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	51 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	30 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	241 010,64	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	124 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	55 515,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	95 184,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	1 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	59 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	6 210,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	38 715,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	54 228,34	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	591 956,44	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	180 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	8 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	80 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	600 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,(

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6378	Autres impôts taxes et versements assim.	18 750,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	18 384 893,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6216	Personnel affecté par GFP rattachement	19 070,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	217 217,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6331	Versement mobilité	115 946,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	51 910,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	105 223,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	7 019 524,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	106 643,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64113	NBI	96 113,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64118	Autres indemnités	1 487 013,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64131	Rémunérations	3 168 896,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	18 838,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	609 153,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	19 931,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	2 224 919,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 594 692,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	149 025,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	62 089,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	20 681,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	68 010,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	130 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	100 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	1 254 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7391112	Dégrèv. taxe habit. / logements vacants	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739115	Prél contrib redress finances publiques	1 003 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	241 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	8 621 004,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65132	Prix	2 740,70	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65133	Secours d'urgence	73,76	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65188	Autres	1 485,63	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	292 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65322	Frais de mission et de déplacement	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	19 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6553	Service d'incendie	2 899 838,24	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	514 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65736212	Subv. régie admin. avec ps.morale	953 700,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65742	Subv. de fonctionnement aux entreprises	522 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	3 198 544,37	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	15 026,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	140 545,30	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	36 050,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**43 905 930,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	Charges financières	1 446 085,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 541 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-94 915,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**1 456 085,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**45 362 015,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*6 164 820,97*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*3 000 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*3 000 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
68128	*Dot. Amort. charges exception. différées*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**9 164 820,97**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	202 833,67
Montant des ICNE de l'exercice N-1	297 748,67
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-94 915,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**54 526 836,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges (4)	62 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	62 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 367 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7013	Ventes de produits résiduels	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	95 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	130 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70328	Autres droits stationnement et location	558 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	650 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	96 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	5 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	331 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	280 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70844	Mise à dispo personnel CDE	95 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70873	Remb. frais par le CCAS/CIAS	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	1 698 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	1 698 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	35 067 240,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73111	Impôts directs locaux	32 594 527,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73132	Taxe sur les pylônes électriques	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73141	Accise sur l'électricité	832 713,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73154	Droits de place	240 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	**400 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7318	Autres	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	12 407 101,53	0,00	0,00	0,00	0,00
74111	Dotation forfaitaire des communes	4 946 906,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741123	DSU des communes	3 174 478,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741127	DNP des communes	564 290,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	126 414,53	0,00	0,00	0,00	0,00
74611	DGD des communes et EPCI	434 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	85 190,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participation régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	25 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74751	Participation GFP de rattachement	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747818	Autres	36 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	2 077 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	865 029,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	6 794,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	49 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74888	Autres	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	1 157 245,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	688 295,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75812	Redevances pour défaut branchement égout	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	204 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	264 950,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**52 761 036,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	940 800,00		0,00	0,00	0,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	940 800,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**53 711 836,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*815 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
77681	*Neutralisation des amortissements*	*800 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*15 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,0*

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des recettes d'ordre		**815 000,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**8 172 332,57**	**1 977 879,11**	**0,00**	**67 327,30**	**2 301 015,71**	**5 746 078,07**	**809 642,32**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	6 760 000,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	99 794,40	0,00	0,00	47 588,80	101 488,00	58 640,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	700 700,00	5 290,00	0,00	0,00	0,00	510 523,80	4 996,10	0,00
21	Immobilisations corporelles	603 391,28	1 282 376,01	0,00	52 327,30	811 328,99	1 185 395,39	91 249,89	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	108 241,29	589 418,70	0,00	0,00	1 442 097,92	3 948 670,88	8 888,13	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	645 868,20	0,00
RECETTES		**24 032 558,00**	**294 326,40**	**0,00**	**15 000,00**	**2 504 284,73**	**3 610 243,08**	**601 909,79**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 317 778,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 550 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	900 000,00	294 326,40	0,00	0,00	2 504 284,73	3 610 243,08	97 909,79	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	18 264 780,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	504 000,00	0,00

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**11 191 320,16**	**1 425 904,60**	**77 425,00**	**6 811 851,37**		**38 580 776,21**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		6 761 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	561 680,00	0,00	0,00	109 534,54		978 725,74
204	Subventions d'équipement versées	128 975,28	0,00	77 200,00	3 000 000,00		4 427 685,18
21	Immobilisations corporelles	3 078 357,44	492 735,89	225,00	754 461,55		8 351 848,74
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	7 422 307,44	733 168,71	0,00	2 844 855,28		17 097 648,35
26	Participations et créances rattachées	0,00	200 000,00	0,00	0,00		200 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	103 000,00		763 868,20
RECETTES		**2 317 767,44**	**781 081,00**	**0,00**	**1 564 111,37**		**35 721 281,81**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		2 317 778,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		2 550 000,00
13	Subventions d'investissement	2 317 767,44	781 081,00	0,00	1 461 111,37		11 966 723,81
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		18 264 780,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	103 000,00		622 000,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**8 172 332,57**
164	Emprunts auprès des éts financiers	6 760 000,00
204	Subventions d'équipement versées	700 700,00
213	Constructions	603 391,28
231	Immobilisations corporelles en cours	108 241,29
RECETTES		**24 032 558,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 317 778,00
102	Dotations et fonds d'investissement	2 550 000,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	900 000,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	18 264 780,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**1 435 236,68**	**0,00**	**151 110,44**	**40 531,44**	**351 000,55**
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	91 823,40	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	5 290,00
205	Licences, procédés, droits similaires	2 971,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00
213	Constructions	632 590,68	0,00	111 036,99	0,00	51 595,90
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	32 544,78	0,00	22 884,80
218	Autres immobilisations corporelles	387 659,05	0,00	54,37	10 531,44	3 478,00
231	Immobilisations corporelles en cours	319 192,55	0,00	2 474,30	0,00	267 751,85
RECETTES		**64 166,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**230 159,50**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	230 159,50
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	64 166,90	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 977 879,11**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 823,40
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 290,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 971,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	795 223,57
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 429,58
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	401 722,86
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	589 418,70
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**294 326,40**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	230 159,50
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 166,90

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**15 000,00**	**1 842,50**	**49 514,20**	**970,60**	**0,00**	**67 327,30**
213	Constructions	0,00	1 842,50	0,00	0,00	0,00	1 842,50
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	49 514,20	0,00	0,00	49 514,20
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	970,60	0,00	970,60
458	Opérations sous mandat	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
RECETTES		**15 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 000,00**
458	Opérations sous mandat	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**39 564,00**	**245 387,88**	**106 532,09**	**1 843 845,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	507,60	2 713,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	30 064,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	149 336,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	200 176,49	47 290,27	147 879,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	664,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	9 500,00	28 326,59	22 316,30	158 350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	16 884,80	36 417,92	1 384 902,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**31,42**	**24 523,18**	**2 479 730,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	1 482,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	31,42	24 523,18	1 914 439,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	498 207,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	65 600,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**65 685,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 301 015,71**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	14 304,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 524,80
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 064,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	149 336,00
213	Constructions	0,00	0,00	30 325,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	425 672,01
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	664,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	17 164,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	235 656,98
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	3 892,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 442 097,92
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 504 284,73**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 482,94
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 938 994,19
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	498 207,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 600,60

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**150 010,71**	**1 053 906,35**	**2 706 504,39**	**188 245,89**	**148 557,94**	**540,92**	**59 178,08**	**930,14**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	6 528,00	35 000,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	80 123,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	24 960,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	80 000,00	109 914,13	9 231,73	0,00	58 247,94	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	1 705,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	3 500,00	64 581,52	540,92	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	69 886,91	3 119,70	624,00	3 556,58	56 482,80	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	1 024 121,20	2 619 352,39	36 275,18	3 261,89	0,00	930,14	930,14	0,00
RECETTES		**0,00**	**1 241 161,70**	**2 045 145,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	791 995,93	1 696 478,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	449 165,77	348 666,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**447 146,99**	**462 145,52**	**234 400,00**	**0,00**	**235 646,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	183 000,00	234 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	429 852,00	75 000,00	0,00	0,00	157 535,48	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	7 248,39	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	2 449,32	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	17 294,99	201 696,20	0,00	0,00	42 362,18	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**150 000,00**	**101 000,00**	**0,00**	**0,00**	**72 936,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	150 000,00	101 000,00	0,00	0,00	72 936,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**58 865,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 746 078,07**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 528,00
204	Subventions d'équipement versées	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	510 523,80
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 960,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
213	Constructions	43 074,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	962 855,69
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 953,84
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 622,44
218	Autres immobilisations corporelles	344,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138 963,42
231	Immobilisations corporelles en cours	2 446,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 948 670,88
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 610 243,08**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 812 410,69
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	797 832,39

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**686 466,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**85 107,26**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 640,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 996,10	0,00	0,00
213	Constructions	21 738,21	0,00	0,00	0,00	0,00	15 971,98	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	11 064,23	0,00	0,00	0,00	0,00	4 406,67	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	7 795,62	0,00	0,00	0,00	0,00	1 092,51	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	645 868,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**546 499,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**55 410,20**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	42 499,59	0,00	0,00	0,00	0,00	54 000,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 410,20	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	504 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 068,80**	**0,00**	**0,00**	**809 642,32**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 640,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 996,10
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 710,19
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	38 068,80	0,00	0,00	53 539,70
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 888,13
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	645 868,20
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**601 909,79**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 499,59
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 410,20
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	504 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**808 374,24**	**389 794,64**	**0,00**	**0,00**	**9 864 176,00**	**128 975,28**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	561 680,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	128 975,28
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 314 496,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	476 945,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	34 200,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	47 765,04	72 000,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	32 950,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	216 512,80	317 794,64	0,00	0,00	6 888 000,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**45 085,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 272 682,24**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	45 085,20	0,00	0,00	0,00	2 272 682,24	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 191 320,16**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	561 680,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	128 975,28
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 314 496,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	476 945,87
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 200,47
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	219 765,04
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 950,06
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 422 307,44
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 317 767,44**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 317 767,44

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**200 000,00**	**207 322,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**862 417,79**	**0,00**
213	Constructions	0,00	17 322,28	0,00	0,00	0,00	0,00	289 249,08	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	190 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	543 168,71	0,00
261	Titres de participation	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**291 673,00**	**486 408,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 000,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	291 673,00	470 532,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	15 876,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**156 164,53**	**0,00**	**1 425 904,60**
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	306 571,36
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	156 164,53	0,00	186 164,53
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	733 168,71
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**781 081,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	765 205,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 876,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**225,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	225,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**77 200,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	77 200,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**77 425,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 200,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	225,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 232 605,51**	**0,00**	**538 224,94**	**41 020,92**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	92 014,54	0,00	17 520,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00	41 020,92	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	371 000,00	0,00	325 440,63	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	2 769 590,97	0,00	75 264,31	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	103 000,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 461 111,37**	**0,00**	**103 000,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	1 461 111,37	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	103 000,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 811 851,37**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	109 534,54
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 020,92
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	696 440,63
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 844 855,28
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	103 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 564 111,37**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 461 111,37
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	103 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**3 034 209,30**	**7 713 692,34**	**0,00**	**3 728 265,18**	**6 983 840,30**	**11 676 070,04**	**6 214 311,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	295 124,30	3 797 359,34	0,00	149 294,94	2 085 044,30	3 475 563,04	1 140 132,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	2 998 697,00	0,00	679 132,00	4 414 496,00	5 714 753,00	3 740 959,00	0,00
014	Atténuations de produits	1 254 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	29 000,00	917 636,00	0,00	2 899 838,24	484 300,00	2 485 754,00	1 333 220,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	1 446 085,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**46 217 907,53**	**255 225,00**	**0,00**	**434 000,00**	**573 000,00**	**1 235 200,00**	**1 662 050,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	62 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	25 150,00	111 000,00	0,00	0,00	264 000,00	480 100,00	233 400,00	0,00
73	Impôts et taxes	1 698 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	34 767 240,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	9 716 617,53	64 044,00	0,00	434 000,00	15 000,00	752 140,00	1 388 800,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	17 281,00	0,00	0,00	294 000,00	2 960,00	39 850,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**1 787 979,52**	**1 081 861,57**	**622 371,00**	**2 519 415,31**		**45 362 015,56**
011	Charges à caractère général	0,00	1 569 823,76	423 654,57	622 371,00	2 087 666,31		15 646 033,56
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	203 082,00	248 007,00	0,00	385 767,00		18 384 893,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 254 000,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	15 073,76	410 200,00	0,00	45 982,00		8 621 004,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 446 085,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		10 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**1 127 452,00**	**759 302,00**	**37 500,00**	**1 410 200,00**		**53 711 836,53**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		62 900,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	20 000,00	1 000,00	1 233 000,00		2 367 650,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 698 900,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	240 000,00	0,00	60 000,00		35 067 240,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	36 500,00	0,00		12 407 101,53
75	Autres produits de gestion courante	0,00	186 652,00	499 302,00	0,00	117 200,00		1 157 245,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		10 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	940 800,00	0,00	0,00	0,00		940 800,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**3 034 209,30**
606	Achats non stockés de matières et fourni	170 703,00
611	Contrats de prestations de services	98 979,77
615	Entretien et réparations	18 345,47
627	Services bancaires et assimilés	6 000,00
628	Divers	1 096,06
654	Pertes sur créances irrécouvrables	29 000,00
661	Charges d'intérêts	1 446 085,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	1 254 000,00
RECETTES		**46 217 907,53**
703	Redevances utilisation du domaine	25 150,00
731	Fiscalité locale	34 767 240,00
732	Fiscalité reversée	1 698 900,00
741	D.G.F.	8 685 674,00
744	FCTVA	126 414,53
747	Participations	39 500,00
748	Autres attributions et participations	865 029,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	10 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**4 462 890,84**	**0,00**	**287 592,15**	**1 139 499,00**	**1 513 510,35**
606	Achats non stockés de matières et fourni	710 045,18	0,00	15 782,00	2 390,00	241 610,48
611	Contrats de prestations de services	552 983,60	0,00	33 198,77	25 500,00	241 196,78
613	Locations	56 973,88	0,00	0,00	0,00	5 800,00
614	Charges locatives et de copropriété	11 620,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	421 120,59	0,00	12 449,38	0,00	13 523,45
616	Primes d'assurances	362 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	97 803,73	0,00	0,00	0,00	276,00
618	Divers	56 738,76	0,00	0,00	0,00	700,00
621	Personnel extérieur au service	19 070,00	0,00	0,00	0,00	3 400,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	95 986,00	0,00	0,00	0,00	500,00
623	Pub., publications, relations publiques	24 280,00	0,00	0,00	5 240,00	244 732,14
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
625	Déplacements et missions	59 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	86 650,10	0,00	4 540,00	0,00	20 363,50
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	7 112,00	0,00	3 134,00	15 806,00	11 106,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	354 835,00	0,00	0,00	0,00	17 720,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	17 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	522 864,00	0,00	132 033,00	767 768,00	502 394,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	204 940,00	0,00	56 455,00	317 515,00	205 100,00
647	Autres charges sociales	230 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	485,63	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	524 414,37	0,00	0,00	0,00	1 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	46 368,00	0,00	0,00	5 280,00	2 088,00
RECETTES		**132 900,00**	**0,00**	**97 300,00**	**6 794,00**	**18 231,00**
641	Rémunérations du personnel	62 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	95 000,00	0,00	0,

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
708	Autres produits	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
747	Participations	0,00	0,00	250,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	57 000,00	0,00	0,00	6 794,00	0,00
752	Revenus des immeubles	5 000,00	0,00	0,00	0,00	10 231,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	2 050,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**310 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	2 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	308 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,**

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 713 692,34**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	972 027,66
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	852 879,15
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 773,88
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 620,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	447 093,42
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	362 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 079,73
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 438,76
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 470,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 486,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	274 252,14
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 600,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 553,60
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 158,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	372 555,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 925 059,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	784 010,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	230 000,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	485,63
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	308 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	525 414,37
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 736,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**255 225,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 900

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 794,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 231,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 050,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**8 000,00**	**647 704,94**	**2 925 236,24**	**147 324,00**	**0,00**	**3 728 265,18**
606	Achats non stockés de matières et fourni	500,00	13 760,00	398,00	6 000,00	0,00	20 658,00
611	Contrats de prestations de services	872,34	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 872,34
613	Locations	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
615	Entretien et réparations	2 500,00	53 121,58	25 000,00	0,00	0,00	80 621,58
618	Divers	0,00	11 423,34	0,00	0,00	0,00	11 423,34
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	4 127,66	0,00	0,00	0,00	0,00	4 127,66
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
628	Divers	0,00	92,02	0,00	0,00	0,00	92,02
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	7 397,00	0,00	1 531,00	0,00	8 928,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	411 771,00	0,00	79 687,00	0,00	491 458,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	147 640,00	0,00	31 106,00	0,00	178 746,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	2 899 838,24	0,00	0,00	2 899 838,24
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**434 000,00**	**0,00**	**434 000,00**
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	434 000,00	0,00	434 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**327 760,00**	**1 517 907,39**	**1 297 564,95**	**1 365 785,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**850 000,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	720 000,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	108 429,00	162 386,00	257 085,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	80 793,91	104 736,22	87 192,51	0,00	0,00	0,00	130 000,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	75 145,42	32 348,63	50 498,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	60,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	3 841,00	0,00	947,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	151 317,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	7 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	467,00	867,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	10 396,06	12 480,10	1 192,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	3 295,00	18 686,00	7 284,00	16 487,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	121 364,00	847 934,00	337 186,00	651 903,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	51 784,00	372 155,00	142 634,00	262 380,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	13 643,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	484 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**99 000,00**	**15 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**170 000,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	99 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**1 565 824,68**	**0,00**	**4 166,00**	**54 832,00**	**0,00**	**0,00**	**6 983 840,30**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	720 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	36 031,00	0,00	4 166,00	0,00	0,00	0,00	568 097,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	21 421,53	0,00	0,00	17 832,00	0,00	0,00	441 976,17
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	68 922,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	226 914,93
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	15 324,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 384,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 788,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	151 317,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	0,00	18 800,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00	0,00	0,00	23 334,00
628	Divers	0,00	0,00	7 682,02	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	35 750,20
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	22 093,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 845,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	1 027 912,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 986 299,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	366 439,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 195 392,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 643,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	484 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**289 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**573 000,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	179 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	204 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	294 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**2 194 490,23**	**969 603,98**	**320 215,63**	**1 368 354,71**	**1 138 826,93**	**20 000,00**	**755 500,01**	**647 758,06**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	7 481,81	59 116,00	88 880,00	141 281,00	84 292,00	0,00	765,00	1 000,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	5 971,32	322 718,18	93 292,10	47 830,93	42 103,76	0,00	1 528,61	10 857,68	0,00
613	Locations	210,00	14 870,00	0,00	4 300,00	34 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	7 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	6 429,10	7 089,80	128 811,49	67 060,74	27 789,19	0,00	59 206,40	900,38	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	5 860,00	48,00	800,00	9 049,90	20 000,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	17 865,00	0,00	1 000,00	78 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	210,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	6 860,00	26 555,00	184,04	40 864,04	15 608,08	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	29 092,00	3 300,00	0,00	14 561,00	13 797,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	540,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	872 757,00	405 881,00	0,00	690 544,00	575 737,00	0,00	0,00	0,00	0

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	440 979,00	74 715,00	0,00	290 823,00	241 630,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	1 700,00	0,00	0,00	40,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	823 010,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	694 000,00	635 000,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	16 424,00	0,00	26 009,30	16 420,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**7 400,00**	**96 000,00**	**0,00**	**1 000,00**	**28 940,00**	**0,00**	**10 000,00**	**20 000,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	20 000,00	0,00
706	Prestations de services	5 900,00	96 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	1 500,00	0,00	0,00	0,00	28 940,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**1 191 031,95**	**626 553,00**	**0,00**	**0,00**	**162 095,50**	**53 057,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	281 595,00	316 804,00	0,00	0,00	66 506,00	11 279,83	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	109 011,76	100 535,53	0,00	0,00	10 553,24	31 374,44	0,00	0,00	0,00
613	Locations	20 000,00	300,00	0,00	0,00	0,00	2 620,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	23 499,87	39 355,47	0,00	0,00	83 474,12	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	618,00	0,00	0,00	660,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 983,50	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	203 016,32	47 760,00	0,00	0,00	902,14	2 000,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	7 472,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	8 860,00	7 180,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	361 407,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	153 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	22 670,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	114 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 750,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
RECETTES		**32 260,00**	**12 700,00**	**0,00**	**0,00**	**4 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	30 300,00	12 700,00	0,00	0,00	4 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	1 960,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**2 223 582,27**	**0,00**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 676 070,04**
604	Achats d'études, prestations de services	136 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	136 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	64 053,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 123 053,64
611	Contrats de prestations de services	40 156,27	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	820 933,82
613	Locations	33 160,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	109 460,00
614	Charges locatives et de copropriété	15 340,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 040,00
615	Entretien et réparations	25 672,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	469 289,54
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 278,00
618	Divers	53 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 757,90
621	Personnel extérieur au service	37 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 500,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	16 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	115 698,50
624	Transports biens, transports collectifs	30 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 650,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210,00
628	Divers	141 712,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	485 461,64
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	22 487,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 709,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 580,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 150,00
641	Rémunérations du personnel	1 033 009,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 939 335,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	417 892,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 619 539,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 670,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 540,70
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	147 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 413 110,00
658	Charges diverses de gestion courante	8 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 103,30
RECETTES		**1 022 100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 235 200,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
706	Prestations de services	348 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 100,00
747	Participations	673 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	752 140,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 960,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**13 050,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	1 270,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	7 600,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	1 130,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	2 700,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**3 008 656,61**	**0,00**	**7 000,00**	**0,00**	**0,00**	**3 091 884,39**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	47 575,00	0,00	0,00	0,00	0,00	103 800,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	150 428,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 868,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	105 646,34	0,00	0,00	0,00	0,00	139 027,06	0,00	0,00
613	Locations	57 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	5 014,12	0,00	0,00	0,00	0,00	1 900,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	15 105,01	0,00	0,00	0,00	0,00	61 370,33	0,00	0,00
618	Divers	15 929,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	109 125,00	0,00	0,00	0,00	0,00	520,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	38 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	110 024,14	0,00	0,00	0,00	0,00	48 540,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	21 758,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 674,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	260,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	975 757,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 633 691,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	404 635,00	0,00	0,00	0,00	0,00	638 747,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 697,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	946 700,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	280 000,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	5 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	0,00
RECETTES		**363 450,00**	**0,00**	**6 600,00**	**0,00**	**0,00**	**1 292 000,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	3 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	230 000,00	0,00	0,00
747	Participations	320 200,00	0,00	6 600,00	0,00	0,00	1 062 000,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	39 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**93 720,00**	**6 214 311,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	151 375,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	244 566,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	252 273,40
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 200,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 914,12
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 475,34
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 929,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 775,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 700,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	158 564,14
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 432,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	260,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 609 448,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 043 382,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 697,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 720,00	1 327 420,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 600,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 662 050,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	233 400,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 388 800,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 850,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**532 499,32**	**559 355,20**	**538 278,00**	**0,00**	**0,00**	**130 056,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	3 000,00	202 085,40	373 078,00	0,00	0,00	56,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	99 343,56	101 682,45	150 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	1 000,00	249 721,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 000,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	153 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	73 000,00	5 866,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	2 772,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	142 994,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	57 316,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	73,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 000,00**	**0,00**	**0,00**	**940 800,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	19 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	940 800,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 791,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	27 299,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	492,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**167 652,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	53 912,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	113 740,00	0,00	0,00	0,00	0,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 787 979,52**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	605 518,40
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	351 226,01
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	251 213,29
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	153 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 866,06
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 772,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	142 994,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 316,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73,76
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 127 452,00**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 912,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	132 740,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	940 800,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**4 130,00**	**477 285,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**576 585,47**	**23 861,10**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	121 231,00	18 188,00
611	Contrats de prestations de services	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 456,82	0,00
615	Entretien et réparations	130,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 968,63	4 553,10
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 692,02	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 814,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	69 085,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 530,00	1 120,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	174 777,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 416,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	408 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 200,00	0,00
RECETTES		**20 000,00**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**719 302,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	240 000,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	479 302,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 081 861,57**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	139 619,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 456,82
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 651,73
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 692,02
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 814,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145 735,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	174 777,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 416,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	408 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 200,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**759 302,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	240 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	479 302,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**200 100,00**	**0,00**	**242 091,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	84 891,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	125 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 500,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 700,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000,00**	**0,00**	**36 500,00**
701	Ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 500,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**180 000,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
701	Ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**180,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**622 371,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	84 991,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	325 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	197 500,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	180,00	0,00	0,00	0,00	14 880,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 500,00**
701	Ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 500,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**160 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	140 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 495 680,00**	**0,00**	**314 630,91**	**549 104,40**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	387 430,00	0,00	137 702,00	111 086,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	393 500,00	0,00	53 980,91	6 413,76	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	435 157,98	0,00	103 355,98	46 425,64	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	181 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	472,02	0,00	92,02	16 280,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	907,00	0,00	0,00	4 514,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 870,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	43 977,00	0,00	0,00	212 764,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	18 854,00	0,00	0,00	84 751,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	25 982,00	0,00	19 000,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 000,00**	**0,00**	**76 200,00**	**1 309 000,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	1 208 000,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 200,00	1 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 519 415,31**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	636 218,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	593 894,67
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	584 939,60
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	181 400,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 844,04
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 421,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 870,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	256 741,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	103 605,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 982,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 410 200,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 233 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 200,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
1681 Autres emprunts (total) (9)					**0,00**									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprèsdes établissements financiers(Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,**

(10) S’agissant des emprunts assortis d’une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l’exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d’emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n’est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l’index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l’échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d’échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

IV

B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1000.00 €		2022-11-24
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	M57 202 DOCUMENTS D'URBANISME_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 2031 FRAIS D'ETUDES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 2032 FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT_5A	5	24/11/2022
L	M57 2033 FRAIS D'INSERTION_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	10	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	15	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	20	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	25	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	30	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	40	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	5	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	50	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	5	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	10	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	20	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	25	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	30	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	40	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	5	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	50	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	10	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	15	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	20	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	25	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	30	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	40	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	5	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	50	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_20ANS	20	24/11/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	10	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	15	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	20	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	25	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	30	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	40	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	5	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	50	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	10	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	15	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	15	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	25	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	30	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	40	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	5	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	50	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	10	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	15	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	25	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	30	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	40	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	5	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	50	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	10	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	15	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	15	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	25	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	30	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	40	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	5	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	50	24/11/2022
L	M57 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATIONS_10A	10	24/11/2022
L	M57 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATIONS_15A	15	24/11/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATIONS_20A	20	24/11/2022
L	M57 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATIONS_25A	25	24/11/2022
L	M57 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATIONS_30A	30	24/11/2022
L	M57 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATIONS_40A	40	24/11/2022
L	M57 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATIONS_5AN	5	24/11/2022
L	M57 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATIONS_50A	50	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	10	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	15	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	20	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	25	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	30	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	40	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	5	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	50	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	10	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	15	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	20	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	25	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	30	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	40	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	5	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	50	24/11/2022
L	M57 2046 ATTRIBUTION DE COMPENSATION D.INVESTIS_1A	1	24/11/2022
L	M57 2051 CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 2088 AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 2121 PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES_15AN	15	24/11/2022
L	M57 2128 AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21311 BATIMENTS ADMINISTRATIFS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21311 BATIMENTS ADMINISTRATIFS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 21312 BATIMENTS SCOLAIRES_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21312 BATIMENTS SCOLAIRES_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 21313 BATIMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX_30AN	30	24/11/2022
L	M57 21313 BATIMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX_50AN	50	24/11/2022
L	M57 21314 BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21314 BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 21315 CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21315 CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 21316 EQUIPEMENTS DU CIMETIERE_30ANS	30	24/11/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 21316 EQUIPEMENTS DU CIMETIERE_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 21318 AUTRES BATIMENTS PUBLICS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 21321 IMMEUBLES DE RAPPORT_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 21328 AUTRES BATIMENTS PRIVES_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 21351 BATIMENTS PUBLICS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 21352 BATIMENTS PRIVES_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 2138 AUTRES CONSTRUCTIONS_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 2151 Réseaux de voirie	30	24/11/2022
L	M57 2152 INSTALLATIONS DE VOIRIE_10ANS	10	24/11/2022
L	Réseaux câblés	10	24/11/2022
L	M57 21568 AUTRE MATERIEL ET OUTIL. D'INCENDIE ET	15	24/11/2022
L	M57 21571 MATERIEL ROULANT_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 21578 AUTRE MATERIEL TECHNIQUE_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 2158 AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLA	5	24/11/2022
L	M57 21622 DEPENSES ULTERIEURES IMMOBILISEES	30	24/11/2022
L	M57 2181 INSTALL. GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAG	15	24/11/2022
L	M57 21828 MATERIELS DE TRANSPORT_CAMIONS VEHICULES	10	24/11/2022
L	M57 21828 MATERIELS DE TRANSPORT_DEUX ROUES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 21831 MATERIEL INFORMATIQUE SCOLAIRE_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 21831 MATERIEL INFORMATIQUE AUTRES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 21841 MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIERS SCOLAIRE	10	24/11/2022
L	M57 21848 MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 2188 AUTRES IMMO CORPORELLES (OUTILLAGE)_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 2188 AUTRES IMMO CORPORELLES (OUTILLAGE)_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_40ANS	40	24/11/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 R1312 REGIONS_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13146 ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION D'INVESTI	1	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_20ANS	20	24/11/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 R13172 FEDER_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13173 FEADER_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1318 AUTRES_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	10	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	15	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	20	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	25	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	30	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	40	24/11/2022
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	5	24/11/2022
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	50	24/11/2022
L	M57 R13362 DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	10	24/11/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 R13362 DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	15	24/11/2022
L	M57 R13362 DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	20	24/11/2022
L	M57 R13362 DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	25	24/11/2022
L	M57 R13362 DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	30	24/11/2022
L	M57 R13362 DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	40	24/11/2022
L	M57 R13362 DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	5	24/11/2022
L	M57 R13362 DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	50	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_50ANS	50	24/11/2022

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N — B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
Total des provisions budgétaires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES	B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					0,00
FONCTIONNEMENT (total)					0,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Mairie d'Auxerre (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**6 775 000,00**	**0,00**	**0,00**	**6 775 000,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**14 032 598,97**	**0,00**	**0,00**	**14 032 598,97**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**7 257 598,97**	**0,00**	**0,00**	**7 257 598,97**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 6 775 000,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**6 760 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	6 760 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**15 000,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*15 000,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 14 032 598,97**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**2 550 000,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	2 400 000,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	150 000,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**11 482 598,97**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28188	*Autres immo. corporelles*	*3 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
4815	*Charges liées à crise sanitaire Covid-19*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 317 778,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*6 164 820,97*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 1 : BUDGET	D2.1

VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	**Chapitre**	**Montant**	**FONCTIONNEMENT**	**Chapitre**	**Montant**
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC		0,00	Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation		0,00
Autres		0,00	Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat		0,00
			Matériel		0,00
Sous-total Fonctionnement		**0,00**	**Sous-total Fonctionnement**		(B) **0,00**

INVESTISSEMENT	Chapitre	Montant			
Matériel		0,00			
Autres		0,00			
Sous-total Investissement		**0,00**	**Effort propre de la Région (A – B)**		(C) **0,00**

TOTAL DEPENSES	(A) **0,00**	**TOTAL RECETTES (B + C)**	**0,00**

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 2 : COMPTE D'EXPLOITATION	D2.2

Volet 2 – Compte TER SNCF (1) par la collectivité (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

Produits d'exploitation courante :	
Produits du trafic	0,00
Produits annexes au trafic	0,00
Compensations des réductions tarifaires	0,00
Travaux pour Tiers	0,00
Produits hors trafic	0,00
Total chiffre d'affaires	**0,00**
Versements des Collectivités	0,00
Production immobilisée et stockée	0,00
Total produits d'exploitation courante	**0,00**

Charges d'exploitation courante :	
Personnel – Masse salariale	0,00
Consommations intermédiaires	0,00
Péage RFF	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	0,00
Total charges d'exploitation courante	**0,00**

Facturations majeures :	
Achats stockés	0,00
Impôts et taxes hors FAP	0,00
Maintenance matériel roulant	0,00
Traction trains, conduite et logistique	0,00
Echange de locomotives entre Activités	0,00
Energie de traction électrique	0,00
Energie de traction diesel	0,00
Entretien/maintenance des installations fixes	0,00
Prestations télécoms	0,00
Echange de matériel roulant entre Activités	0,00
Prestations trains	0,00
Contribution de service Activité Gare	0,00
Transport en service	0,00
Total facturations majeures	**0,00**
Prestations de main d'œuvre inter-domaines :	0,00
- Dont Etablissements autres que EEX	0,00
- Dont Etablissements EEX	0,00
Autres facturations	0,00

Total facturations internes	**0,00**
TOTAL CHARGES (2)	**0,00**

Contributions aux ECE	0,00

EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (3)	**0,00**

Dotations aux amortissements	0,00
Reprise de subvention et écart de réévaluation	0,00
Variation des provisions/transfert de charges	0,00
Autres produits et charges de gestion courante	0,00
Total dotations, reprises, transferts et autres	**0,00**

RESULTAT D'EXPLOITATION (4)	**0,00**

Résultat financier	0,00

RESULTAT COURANT (5)	**0,00**

Résultat spécifique	0,00

RESULTAT NET (6)	**0,00**

(1) A compléter par « approuvé » ou « non approuvé ».

(2) Total charges = total charges d'exploitation courante + total facturations majeures + total facturations internes.

(3) Excédent brut d'exploitation = total produits d'exploitation courante – total charges.

(4) Résultat d'exploitation = excédent brut d'exploitation – contribution aux ECE - total dotations, reprises, transferts et autres.

(5) Résultat courant = résultat d'exploitation + résultat financier.

(6) Résultat net = résultat courant + résultat spécifique.

Cette annexe correspond au modèle de présentation du compte d'exploitation figurant dans la convention SNCF, elle est donc susceptible de subir des modifications à l'initiative de la SNCF.

IV – ANNEXES — IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS — D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
021	***Virement de la section de fonctionnement (3)***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D5.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D5.2

Cet état ne contient pas d'information.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-019
OBJET : Finances - Budget Principal - Autorisations de Programme et Crédits de Paiement. Modification

Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN

Les articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code général des collectivités territoriales permettent aux communes de plus de 3 500 habitants d'inscrire des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (AP/CP) dans leur section d'investissement.

Les Autorisations de Programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Les Crédits de Paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour couvrir les engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

Il est proposé d'augmenter l'Autorisation de Programme 20011 AP CATHEDRALE SAINT ETIENNE pour la porter à 860 467.13 euros et d'inscrire 60 000 euros en crédits de paiement 2025 en complément des 130 000 euros déjà inscrits au budget primitif.

Programme	AP			Montant AP	Répartition par Exercice						
					<2025	2025	2026	2027	2028	2029	>=2030
AP20011 AP CATHEDRALE SAINT ETIENNE	2020	Dépenses	AP	815 032,76	670 467,13	144 565,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Proposition	45 434,37	0,00	45 434,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Total	860 467,13	670 467,13	190 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De modifier l'autorisation de programme AP20011 AP CATHEDRALE SAINT ETIENNE telle que proposée ci-dessus ;

- De dire que les Crédits de Paiement complémentaires seront proposés à la décision modificative n°2.

Type de Programme GERE EN APCP

Programme	AP			Montant AP	Répartition par Exercice						
					<2024	2024	2025	2026	2027	2028	>=2029
19001 OPTIMISATION LOCAUX ST SIMEON	2019	Dépenses	AP	2 770 633,74	2 134 802,87	635 830,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Proposition	96 618,16	0,00	75 000,00	21 618,16	0,00	0,00	0,00	0,00
			Total	2 867 251,90	2 134 802,87	710 830,87	21 618,16	0,00	0,00	0,00	0,00
19002 ARQUEBUSE	2019	Dépenses	AP	46 588,00	39 093,00	7 495,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Proposition	2 985 917,00	0,00	-580,00	0,00	0,00	1 000 000,00	1 986 497,00	0,00
			Total	3 032 505,00	39 093,00	6 915,00	0,00	0,00	1 000 000,00	1 986 497,00	0,00
19004 MONTARDOINS	2019	Dépenses	AP	8 177 970,54	1 187 748,16	1 766 693,00	2 500 000,00	2 723 529,38	0,00	0,00	0,00
			Proposition	63 918,46	0,00	-1 000 000,00	1 000 000,00	63 918,46	0,00	0,00	0,00
			Total	8 241 889,00	1 187 748,16	766 693,00	3 500 000,00	2 787 447,84	0,00	0,00	0,00
19005 NPNRU STE GENEVIEVE/BRICHERES	2019	Dépenses	AP	29 441 160,00	68 644,20	518 000,00	4 668 800,00	7 024 000,00	7 224 000,00	3 686 916,00	6 250 799,80
			Proposition	-325 000,00	0,00	-120 000,00	120 000,00	0,00	0,00	0,00	-325 000,00
			Total	29 116 160,00	68 644,20	398 000,00	4 788 800,00	7 024 000,00	7 224 000,00	3 686 916,00	5 925 799,80
19006 NPNRU ROSOIRS	2019	Dépenses	AP	19 078 685,00	280 423,37	3 620 000,00	3 728 636,00	2 384 398,00	2 490 461,00	2 402 614,00	4 172 152,63
			Proposition	-432 577,00	0,00	-1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	567 423,00
			Total	18 646 108,00	280 423,37	2 620 000,00	3 728 636,00	2 384 398,00	2 490 461,00	2 402 614,00	4 739 575,63
2003-2 Coulée verte	2003	Dépenses	AP	1 770 991,87	1 570 991,87	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Proposition	-100 000,00	0,00	-100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Total	1 670 991,87	1 570 991,87	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP20009 AP ABBAYE SAINT GERMAIN	2020	Dépenses	AP	20 800 000,00	698 384,21	2 100 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00	10 001 615,79
			Proposition	-1 056 003,00	0,00	108 505,60	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 164 508,60
			Total	19 743 997,00	698 384,21	2 208 505,60	2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00	8 837 107,19
AP20011 AP CATHEDRALE SAINT ETIENNE	2020	Dépenses	AP	1 039 072,76	34 032,76	1 005 040,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Proposition	-310 953,76	0,00	-336 040,00	25 086,24	0,00	0,00	0,00	0,00
			Total	728 119,00	34 032,76	669 000,00	25 086,24	0,00	0,00	0,00	0,00
AP22006 CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANS	2021	Dépenses	AP	10 142 568,30	4 721 264,14	4 720 000,00	701 304,16	0,00	0,00	0,00	0,00
			Proposition	541 957,45	0,00	541 957,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

			Total	10 684 525,75	4 721 264,14	5 261 957,45	701 304,16	0,00	0,00	0,00	0,00

AP22021 SALLE VAULABELLE	2022	Dépenses	AP	3 242 320,98	1 068 296,20	2 174 024,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Proposition	-193 524,78	0,00	-193 524,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Total	3 048 796,20	1 068 296,20	1 980 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AP22022 GROUPE SCOLAIRE RIVE DROITE	2022	Dépenses	AP	2 375 000,00	50 490,24	800 000,00	1 524 509,76	0,00	0,00	0,00	0,00
			Proposition	584 017,00	0,00	-300 000,00	884 017,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Total	2 959 017,00	50 490,24	500 000,00	2 408 526,76	0,00	0,00	0,00	0,00

			Montant AP	Répartition par Exercice						
				<2024	2024	2025	2026	2027	2028	>=2029
TOTAUX	Dépenses	AP	98 884 991,19	11 854 171,02	17 547 083,65	15 123 249,92	14 131 927,38	11 714 461,00	8 089 530,00	20 424 568,22
		Proposition	1 854 369,53	0,00	-2 324 681,73	2 050 721,40	63 918,46	1 000 000,00	1 986 497,00	-922 085,60
		Total	100 739 360,72	11 854 171,02	15 222 401,92	17 173 971,32	14 195 845,84	12 714 461,00	10 076 027,00	19 502 482,62

AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-020
OBJET : Finances - Attribution des subventions 2025 aux associations et organismes

Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN

Un règlement d'intervention en matière de subventions aux associations et organismes a été adopté lors du conseil communautaire du 19 décembre 2024.

Ce règlement permet :

- de donner un cadre commun aux relations entre les bénéficiaires de subvention et la collectivité ;
- de rappeler un certain nombre d'obligations législatives ;
- de clarifier les conditions d'attribution et de versement des subventions par la collectivité vis-à-vis des bénéficiaires ;
- de préciser les engagements de la collectivité et des bénéficiaires.

Conformément aux dispositions du règlement d'intervention, il est proposé d'attribuer la subvention ci-après :

Intitulé de l'association ou de l'organisme	Montant 2025 CM du 17/04/25
ASSOCIATION SPORTIVE DU LYCEE FOURIER	500,00 €

Pour la politique publique « SPORT », l'enveloppe des subventions attribuées (sur le budget de fonctionnement) se répartirait donc de la façon suivante :

Politiques publiques	Montants 2024	Montants 2025
SPORT (SPOR)	677 049,00 €	649 110,00 €

(La colonne 2025 comprend les subventions 2025 attribuées par les conseils municipaux de décembre 2024, février 2025 et celle soumise pour approbation ci-dessus).

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'attribuer une subvention de fonctionnement de 500,00 € à l'ASSOCIATION SPORTIVE DU LYCEE FOURIER ;

- De dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2025 aux chapitres 65 pour les subventions de fonctionnement ;

- D'autoriser le maire à signer tous les conventions et avenants nécessaires au versement de cette subvention.

AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-021
OBJET : Finances- Commerçants du marché de l'arquebuse - Remise gracieuse

Rapporteur : Isabelle JOAQUINA

La ville d'Auxerre attribue des emplacements aux commerçants qui souhaitent s'installer sur le marché de l'arquebuse et notamment des cases et étals dont les droits de place sont établis par trimestre.

A l'occasion de la course cycliste Paris-Nice qui s'est déroulée le mardi 05/03/2024, le marché de l'arquebuse n'a pas pu se tenir compte-tenu des restrictions d'accès mises en place pour des raisons de sécurité. Les commerçants attributaires d'une case ou d'un étal n'ont pas pu exploiter leur activité ce jour-là.

Par conséquent, il est proposé d'octroyer une remise gracieuse partielle du montant du droit de place trimestriel dû par ces entreprises, calculée au prorata pour un mardi d'inactivité sur le trimestre.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'accorder les remises gracieuses suivantes :

MARCHE DE L'ARQUEBUSE

Commerçants attributaires d'une case		**Commerçants attributaires d'un étal**	
Hieste Nicolas - Fromagerie Soufflard	17,42 €	Marriere Claude	9,93 €
Boutaud Virginie	17,42 €	Boisset Didier	14,98 €
Raux Jean louis	17,42 €	SARL LA RELEVE - David Bouchet	12,45 €
SARL JNMS - Jean marc Marie	17,42 €	SEN Primeur - Hardy Laurent	17,50 €
HOEFMAN Gaelle - Charcuterie Colin	17,42 €	Martin Jean Marc	9,93 €
Leprince Eliane	34,83 €	Liegard Hervé	8,66 €
Béal Vincent	17,42 €	Bodard Daniel	6,14 €
Leroux Pascal	34,83 €	EARL Elise de poilly - Marsauche Claudette	2,35 €
Poissonerie POISSON D'AVRIL - Passemard Rodolphe et Laetitia	43,54 €		
Total remises Cases	**217,72 €**	**Total remises Etals**	**81,93 €**
TOTAL DES REMISES : 299,65			

- D'autoriser le Maire à signer tout acte s'y rapportant.

AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-022
OBJET : Finances - Commerçants du centre ville touchés par les travaux de voirie- Indemnisation

Rapporteur : Isabelle JOAQUINA

Dans le cadre des travaux de réfections de voiries à divers endroits du centre-ville, des perturbations liées aux chantiers ont pu et pourront entrainer une gêne pour l'activité économique des commerçants du centre-ville.

La Ville d'Auxerre a souhaité accompagner les commerçants du centre-ville par la mise en place d'une procédure de règlement amiable pour l'indemnisation éventuelle des préjudices anormaux et spéciaux subies par les entreprises riveraines de ces travaux publics et de créer une commission d'indemnisation.

Par délibération n°2025-12 en date du 20 février 2025, le Conseil municipal a approuvé la mise en place de ladite procédure permettant l'indemnisation éventuelle des préjudices actuels, certains, anormaux et spéciaux relatifs aux travaux de réfections de voiries à divers endroits du centre-ville et a créé une commission d'indemnisation spécifique pour les commerçants du centre-ville d'Auxerre.

La commission s'est réunie le 6 mars 2025 afin de procéder à l'examen des dossiers, de vérifier l'éligibilité au dispositif et propose les indemnisations suivantes :

Commerçant bénéficiaire	Indemnisation des préjudices liées aux travaux de réfection de voirie du centre-ville par application de la délibération n° 2025-012
L'instant coiffure	5 814,57 €

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'autoriser l'indemnisation des préjudices liées aux travaux de réfection de voirie du centre-ville par application de la délibération n° 2025-012 selon le tableau ci-dessus,

- D'autoriser le maire à signer l'ensemble des documents nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

Entre :

La Ville d'Auxerre
Dûment représentée par son Maire en exercice, habilité pour ce faire par délibération n°XX du conseil municipal en date du 17 avril 2025 (*Annexe n°1*).
14 Place de l'Hôtel de Ville 89000 AUXERRE

D'une part

Et :

XXXXXX
Dûment représentée par XXXXX

D'autre part

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ :

Dans le cadre des travaux de réfections de voiries à divers endroits du centre-ville, des perturbations liées aux chantiers ont pu et pourront entrainer une gêne pour l'activité économique des commerçants du centre-ville.

La Ville d'Auxerre a souhaité accompagner les commerçants du centre-ville par la mise en place d'une procédure de règlement amiable pour l'indemnisation éventuelle des préjudices anormaux et spéciaux subies par les entreprises riveraines de ces travaux publics et de créer une commission d'indemnisation. La création de ladite commission a été approuvée par délibération du Conseil municipal. La Commission est chargée de réaliser des propositions qui seront validées définitivement par le Conseil municipal de la Ville d'Auxerre.

En cas de validation de la proposition, un protocole transactionnel est proposé pour signature à l'entreprise requérante.

La Ville d'Auxerre a été sollicitée d'une demande d'indemnisation par XXX.

Après étude des documents fournis afin d'appuyer cette demande, la Commission d'indemnisation a proposé au Conseil municipal l'octroi de la somme de XXX euros au titre des préjudices économiques certains du fait de la réalisation des travaux de voirie du centre-ville d'Auxerre.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent protocole, dont les modalités sont décrites ci-après, a pour objet de régler le litige à naître entre la Ville d'Auxerre et l'entreprise XXX.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES

L'ensemble des concessions ci-après exposé forme un tout indivisible.

XXXX s'engage à :

- Renoncer à tout recours contentieux concernant les préjudices liés aux travaux de voirie du centre-ville d'Auxerre.

Pour sa part la Ville d'Auxerre s'engage à :

- Verser la somme de XXX euros au titre des préjudices économiques certains du fait de la réalisation des travaux de voirie du centre-ville d'Auxerre.

ARTICLE 3 : RENONCIATION À RECOURS

Sous réserve de la bonne exécution des présentes et à compter de la signature du présent protocole, les parties renoncent mutuellement à tous recours devant toute juridiction concernant le litige et ses conséquences nées ou à naître, objet de la transaction.

Le présent protocole met ainsi fin définitivement et irrévocablement au présent litige.

ARTICLE 4 : COMPÉTENCE DES SIGNATAIRES

Chaque partie certifie que les signataires du présent protocole disposent de la pleine capacité ou ont régulièrement reçu mandat pour transiger dans le cadre du règlement du litige, objet de l'article 1 ci-dessus.

ARTICLE 5 : EFFET DE LA TRANSACTION

Sous réserve de sa parfaite exécution par chacune des parties, le présent protocole emporte transaction au sens des articles 2044 et suivants du code civil et de l'article L.423-1 du code des relations entre le public et l'administration.

En application de l'article 2052 du code civil, la présente a, entre les parties, force de chose jugée en dernier ressort et ne pourra, en outre, être attaquée pour cause d'erreur de droit ou de lésion.

Les parties déclarent enfin, chacune en ce qui la concerne, que leur consentement au présent accord est libre et traduit leur volonté éclairée.

ARTICLE 6 : ENTREE EN VIGUEUR

Le présent protocole entrera en vigueur à compter de la date de signature par le Maire de la Ville d'Auxerre, étant précisé que les deux exemplaires originaux auront au préalable été signés par XXXXX.

ARTICLE 7 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige relatif à l'interprétation ou l'exécution du présent protocole, le Tribunal Administratif de Dijon sera compétent.

Fait en deux exemplaires originaux.

Pour la Ville d'Auxerre	Pour XXXX
Monsieur le Maire	XXXX
Le	Le
A	A
Signature (précédée de la mention manuscrite *« Lu et approuvé, bon pour transaction »)*	Signature (précédée de la mention manuscrite *« Lu et approuvé, bon pour transaction »*)

Annexes :

1) *Délibération n°X du conseil habilitant le Maire à signer les transactions ;*
2) *Le Règlement de la Commission d'indemnisation.*

RELEVÉ D'AVIS
-
COMMISSION DE REGLEMENT AMIABLE LIES AUX TRAVAUX DE REFECTIONS DE VOIRIES DU CENTRE VILLE D'AUXERE DE LA SEANCE DU 06 MARS 2025

Membres présents :	Isabelle JOAQUINA, Nordine BOUCHROU, Didier BOURGEOIS
Agents présents :	Delphine CIVEIT-ROGER, Frédéric RENAUD, Maud DUSSOL, Timéa FROMAGEOT
Diffusion	Membres + Conseil municipal

COMMERCE	AVIS	VOTE
Avis de la Commission de règlement amiable liés aux travaux de réfections de voiries du centre-ville d'Auxerre du 06.03.2025		
La Cave du Maréchal Leclerc	Sursis à statuer (Documents manquants)	Unanimité
L'instant Coiffure	Indemnisation accordée à hauteur de 5 814,57	Unanimité
Autres commerces ayant déposé un dossier	Sursis à statuer (Documents manquants)	Unanimité

La Présidente

AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-023
OBJET : Finances - Commerçants de la place Maréchal Leclerc- Indemnisation

Rapporteur : Isabelle JOAQUINA

Dans le cadre des travaux de réaménagement de la Place Maréchal Leclerc, des perturbations liées aux chantiers ont pu et pourront entrainer une gêne pour l'activité économique des commerçants du centre-ville.

La Ville d'Auxerre a souhaité accompagner les commerçants du centre-ville par la mise en place d'une procédure de règlement amiable pour l'indemnisation éventuelle des préjudices anormaux et spéciaux résultant des travaux de réhabilitation de la Place Maréchal Leclerc et de créer une commission d'indemnisation.

Par délibération n°2025-013 en date du 20 février 2025, le Conseil municipal a approuvé la mise en place de ladite procédure permettant l'indemnisation éventuelle des préjudices actuels, certains, anormaux et spéciaux relatifs aux travaux de réaménagement de la place Maréchal Leclerc et a créé une commission d'indemnisation spécifique au projet de réaménagement de la Place Maréchal Leclerc.

La commission s'est réunie le 6 mars 2025 afin de procéder à l'examen des dossiers, de vérifier l'éligibilité au dispositif et propose les indemnisations suivantes :

Commerçant bénéficiaire	Indemnisation forfaitaire des nuisances dues aux travaux Place Maréchal Leclerc par application de la délibération n° 2025-013
Le goût des autres	5.000€
L'instant coiffure	5.000€
Bob coiffure	5.000€
La maison de Juliette	5.000€
Franc Provost	5.000€

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'autoriser l'indemnisation forfaitaire des commerçants au titre des nuisances dues aux travaux Place Maréchal Leclerc par application de la délibération n° 2025-013 selon le tableau ci-dessus,

- D'autoriser le maire à signer l'ensemble des documents nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

Entre :

La Ville d'Auxerre
Dûment représentée par son Maire en exercice, habilité pour ce faire par délibération n°XX du conseil municipal en date du 17 avril 2025 (*Annexe n°1*).
14 Place de l'Hôtel de Ville 89000 AUXERRE

D'une part

Et :

XXXXXX
Dûment représentée par XXXXX

D'autre part

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ :

Dans le cadre des travaux de réaménagement de la Place Maréchal Leclerc, des perturbations liées aux chantiers ont pu et pourront entrainer une gêne pour l'activité économique des commerçants du centre-ville.

La Ville d'Auxerre a souhaité accompagner les commerçants du centre-ville par la mise en place d'une procédure de règlement amiable pour l'indemnisation éventuelle des préjudices anormaux et spéciaux résultant des travaux de réhabilitation de la Place Maréchal Leclerc et de créer une commission d'indemnisation. La création de ladite commission a été approuvée par délibération du Conseil municipal. La Commission est chargée de réaliser des propositions qui seront validées définitivement par le Conseil municipal de la Ville d'Auxerre.

En cas de validation de la proposition, un protocole transactionnel est proposé pour signature à l'entreprise requérante.

La Ville d'Auxerre a été sollicitée d'une demande d'indemnisation par XXX.

Après étude des documents fournis afin d'appuyer cette demande, la Commission d'indemnisation a proposé au Conseil municipal l'octroi de la somme de 5 000 euros au titre des préjudices directs liés aux nuisances des travaux, notamment le blocage de la circulation, les restrictions de stationnement et la réduction des accès et ce pendant une durée exceptionnelle de plus d'une année.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent protocole, dont les modalités sont décrites ci-après, a pour objet de régler le litige à naître entre la Ville d'Auxerre et l'entreprise XXX.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES

L'ensemble des concessions ci-après exposé forme un tout indivisible.

XXXX s'engage à :

- Renoncer à tout recours contentieux concernant les préjudices liés aux travaux réalisés sur la Place Maréchal Leclerc.

Pour sa part la Ville d'Auxerre s'engage à :

Verser la somme de 5 000 euros au titre des préjudices directs liés aux nuisances des travaux, notamment le blocage de la circulation, les restrictions de stationnement et la réduction des accès et ce pendant une durée exceptionnelle de plus d'une année.

ARTICLE 3 : RENONCIATION À RECOURS

Sous réserve de la bonne exécution des présentes et à compter de la signature du présent protocole, les parties renoncent mutuellement à tous recours devant toute juridiction concernant le litige et ses conséquences nées ou à naître, objet de la transaction.

Le présent protocole met ainsi fin définitivement et irrévocablement au présent litige.

ARTICLE 4 : COMPÉTENCE DES SIGNATAIRES

Chaque partie certifie que les signataires du présent protocole disposent de la pleine capacité ou ont régulièrement reçu mandat pour transiger dans le cadre du règlement du litige, objet de l'article 1 ci-dessus.

ARTICLE 5 : EFFET DE LA TRANSACTION

Sous réserve de sa parfaite exécution par chacune des parties, le présent protocole emporte transaction au sens des articles 2044 et suivants du code civil et de l'article L.423-1 du code des relations entre le public et l'administration.

En application de l'article 2052 du code civil, la présente a, entre les parties, force de chose jugée en dernier ressort et ne pourra, en outre, être attaquée pour cause d'erreur de droit ou de lésion.

Les parties déclarent enfin, chacune en ce qui la concerne, que leur consentement au présent accord est libre et traduit leur volonté éclairée.

ARTICLE 6 : ENTREE EN VIGUEUR

Le présent protocole entrera en vigueur à compter de la date de signature par le Maire de la Ville d'Auxerre, étant précisé que les deux exemplaires originaux auront au préalable été signés par XXXXX.

ARTICLE 7 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige relatif à l'interprétation ou l'exécution du présent protocole, le Tribunal Administratif de Dijon sera compétent.

Fait en deux exemplaires originaux.

Pour la Ville d'Auxerre	Pour XXXX
Monsieur le Maire	XXXX
Le	Le
A	A
Signature (précédée de la mention manuscrite *« Lu et approuvé, bon pour transaction »)*	Signature (précédée de la mention manuscrite *« Lu et approuvé, bon pour transaction »*)

Annexes :

1) *Délibération n°X du conseil habilitant le Maire à signer les transactions ;*
2) *Le Règlement de la Commission d'indemnisation.*

RELEVÉ D'AVIS
-
COMMISSION DE REGLEMENT AMIABLE LIES A LA REHABILITATION DE LA PLACE MARECHAL LECLERC DE LA SEANCE DU 06 MARS 2025

Membres présents :	Isabelle JOAQUINA, Nordine BOUCHROU, Didier BOURGEOIS
Agents présents :	Delphine CIVEIT-ROGER, Frédéric RENAUD, Maud DUSSOL, Timéa FROMAGEOT
Diffusion	Membres + Conseil municipal

COMMERCE	AVIS	VOTE
Avis de la Commission de règlement amiable liés à la réhabilitation de la Place Maréchal Leclerc du 06.03.2025		
Le Goût des autres	Eligible, proposition d'octroi de l'indemnisation forfaitaire d'un montant de 5 000 euros	Unanimité
La Cave du Maréchal Leclerc	Suspension pour vérification du règlement intérieur	Unanimité
Vicky Friperie	Non éligible	Unanimité
L'instant Coiffure	Eligible, proposition d'octroi de l'indemnisation forfaitaire d'un montant de 5 000 euros	Unanimité
Bob Coiffure	Eligible, proposition d'octroi de l'indemnisation forfaitaire d'un montant de 5 000 euros	Unanimité
La Maison de Juliette	Eligible, proposition d'octroi de l'indemnisation forfaitaire d'un montant de 5 000 euros	Unanimité
Franck Provost	Eligible, proposition d'octroi de l'indemnisation forfaitaire d'un montant de 5 000 euros	Unanimité
Plaisir et Tentation	Non éligible	Unanimité

La Présidente

AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-024
OBJET : Formalisation du jury de concours pour la création d'une halle à l'Arquebuse

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

Présentation de l'opération

Positionné en bordure des boulevards, l'Arquebuse est en immédiate limite du centre commerçant d'Auxerre. Ce site accueil aujourd'hui un parking et le marché de la ville déplacé, dans les années 70, de la place des cordeliers. Le marché se tient actuellement les mardi et vendredi matin, laissant le site en désuétude le reste de la semaine.

La ville d'Auxerre souhaite faire évoluer le fonctionnement de son marché, rendre ce dernier plus visible et attractif en le recentrant principalement sur le « commerce de bouche ».

Le projet à concevoir doit être lu comme une continuité de la rue commerçante du centre-ville, être un lieu ouvert et convivial devant également permettre d'assurer ponctuellement des manifestations en soirée et/ou sur les jours non occupés.

Le projet est estimé en coût de travaux à 6 000 000 € HT à compléter par les frais de maitrise d'œuvre, de bureau de contrôle, CSPS, … soit une estimation coût opération de 7 680 000 € HT.

En lien avec le montant prévisionnel du marché de maîtrise d'œuvre et la spécificité portant sur la conception de l'ouvrage à réaliser, il est nécessaire d'organiser un concours en application des articles R.2162-15 à R.2162-26 du Code de la commande publique.

Cette technique d'achat permettra au pouvoir adjudicateur de choisir, après délibération du jury, désignant le ou les lauréats du concours, et un marché négocié, l'équipe de maitrise d'œuvre dont le projet est adapté aux besoins de la collectivité.

En ce sens le projet vise à intégrer :

- Une halle d'une superficie comprise entre 1200 et 1700 m²
- Une surface destinée à accueillir un restaurant permanent ouvert à la fois sur la ville et sur le marché intérieur
- La recomposition de l'esplanade supérieure destinée à recevoir cet équipement permettra également d'accueillir les commerces ambulants
- Une liaison directe avec le parking

Le calendrier prévisionnel de l'opération est le suivant :

- **Phase candidature :**
  - Envoi de l'avis de concours et mise à disposition des documents de consultation : 18 avril 2025
  - Date limite de réception des candidatures : 30.05.2025
  - Première réunion du jury pour avis sur les candidatures et choix des 3 candidats admis à concourir par l'acheteur : le 18.06.2024 de 10h à 13h
- **Phase projet :**

AUXERRE

- Remise du dossier de concours aux équipes : juin 2025
- Date limite de remise des prestations du concours :3 octobre 2025
- Réunion du jury pour l'examen des projets et classements des concurrents : 7 novembre 2025 de 10h à 14h30

➢ **Opération :**

- Démarrage des études : avril 2026
- Démarrage des travaux : 1er semestre 2027
- Livraison : début 2028

Constitution du jury de concours

En application de l'article R.2162- 22 du Code de la commande publique, « *le jury est composé de personnes indépendantes des participants au concours. Lorsqu'une qualification professionnelle particulière est exigée pour participer à un concours, au moins un tiers des membres du jury doit posséder cette qualification ou une qualification équivalente* ». Qu'en application de l'article R.2162-24 du Code de la commande publique, « *pour les concours organisés par les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements, à l'exception des établissements publics sociaux ou médico-sociaux et des offices publics de l'habitat, les membres élus de la commission d'appel d'offres font partie du jury* ».

Sur ces fondements, la composition de ce jury est la suivante :
- Le Maire de la ville d'Auxerre, président du jury de concours,
- Le Maire-adjoint à l'urbanisme, aux travaux et à l'accessibilité habituel président de la CA par délégation du maire,
- Les 5 membres élus de la Commission d'appel d'offre, ou à défaut leurs suppléants,
- 4 personnes qualifiées au titre des personnes possédant la qualité d'architecte et/ou d'urbaniste.

Tous les membres du jury précités ont une voix délibérative.

Les membres de la commission technique pourront assister au jury pour présenter l'analyse des candidatures puis celle concernant les projets. Les membres de la commission technique n'ont qu'une voix consultative.

Seules les 4 personnes qualifiées au titre des personnes possédant la qualité d'architecte et/ou d'urbaniste avec voix délibérative sont indemnisées à hauteur de 1200 € HT par vacation.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver le lancement du concours de maitrise d'œuvre pour la construction d'une halle place de l'Arquebuse,

- D'approuver la constitution du jury de concours de maîtrise d'œuvre comme suit :

  - Le Maire d'Auxerre, Président du jury de concours
  - Le Maire-adjoint à l'urbanisme, aux travaux et à l'accessibilité
  - Les 5 membres de la commission d'appel d'offre ou à défaut leurs suppléants
  - 4 maitres d'œuvres qui sont qualifiés au titre de personnes possédant la qualité d'architecte et/ou d'urbaniste dont l'architecte conseil de l'Etat,

- D'approuver le principe d'indemnisation des personnes qualifiées, architectes, et qui sont membres du jury concours de maitrise d'œuvre avec voix délibérative,

AUXERRE

- De fixer le montant de cette indemnité à hauteur de 1200 € HT par vacation,

- De fixer le montant de la prime des trois candidats sélectionnés à l'issue de la phase candidature à 25 000 HT, montant estimé sur les fondements de l'article R-2172-4 du code de la commande publique. Cette prime sera versée uniquement si les prestations remises sont considérées comme recevables par le jury. Pour le candidat retenu, cette prime est constitutive de sa rémunération de maîtrise d'œuvre.

AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-025
OBJET : Désaffectation et déclassement d'une emprise publique située au droit de la parcelle cadastrée section EV 120 sis 12, Rue Girard de Cailleux à Auxerre

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

Conformément à l'article L 2141-1 du Code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), un bien qui n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public cesse d'appartenir au domaine public à compter du jour où il fait l'objet d'un acte de déclassement formel.

Pour permettre légalement la sortie d'un bien du domaine public, deux conditions sont requises :

- une désaffectation matérielle du bien précédent le déclassement ;
- un acte juridique de la collectivité publique propriétaire portant déclassement formel du bien, quand bien même une affectation de celui-ci au public ou à un service public n'existe plus.
-

Il est ainsi interdit d'aliéner une dépendance du domaine public tant que celle-ci n'a pas été au préalable déclassée.

Pour rappel, la voirie communale bénéficie d'un régime particulier. En effet, la gestion de la voirie communale, et donc les procédures notamment de déclassement des voies communales relève de la compétence du Conseil municipal. Toute décision de déclassement de voirie communale doit faire l'objet d'une délibération du Conseil municipal, prise ou non selon le cas de figure, après une enquête publique. Conformément à l'article L.141-3 du Code de la voirie routière, la procédure de déclassement d'une voie communale est dispensée d'enquête publique préalable, sauf lorsque le classement ou le déclassement envisagé a pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

Dans le cadre du projet de construction d'un collectif de 21 logements locatifs et d'un parking en sous-sol, sur un terrain situé 12, Rue Girard de Cailleux à Auxerre sur les parcelles cadastrées section EV n°120 et EV n°224 par la société Habellis - Groupe Action Logement, dont le permis de construire PC n°89024 20 B0023 T01 a été délivré le 02/06/2023, la parcelle cadastrée section EV n°120 présente un retrait d'alignement qu'il y a lieu de mettre en conformité à l'occasion du projet de construction. (cf plans annexés à la présente délibération)

Pour réaliser la cession de l'emprise, d'environ 242m², au profit de la société Habellis, la Ville d'Auxerre doit prononcer la désaffectation et le déclassement du domaine public communal.
Ce tronçon de la rue Girard Cailleux, actuellement non cadastrée (provisoirement cadastrée section A de la parcelle EV n°120), constitue un délaissé de voirie communale.
Il n'est plus affecté ni à un usage public ni à un service public et n'est plus entretenu par les équipes techniques de la Ville d'Auxerre. En effet, il est prévu l'aménagement des places de stationnements dédiées au projet de construction en cours.

De plus le déclassement envisagé n'a pas de conséquence sur la circulation générale de la rue Girard Cailleux et ne remet pas en cause les droits d'accès des riverains, ayant un accès individuel sur la rue. De ce fait, les deux conditions sont réunies pour déclasser la partie, concernée par le projet de

AUXERRE

construction, de la voie communale sans enquête publique et par conséquent, il ne présente aucun intérêt durable pour la collectivité et peut être cédé.

Il est proposé dans un premier temps au Conseil Municipal d'approuver la désaffectation et le déclassement de cette emprise de voirie communale, sans enquête publique.

Dans un deuxième temps, la Ville d'Auxerre cédera ladite emprise au profit de la société Habellis. Il est précisé que l'approbation des modalités de cette cession fera l'objet d'une délibération lors d'un prochain conseil municipal.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De constater la désaffectation matérielle de la parcelle actuellement non cadastrée et provisoirement cadastrée section A de la parcelle EV n°120 d'une surface d'environ 242m² identifiée sur le plan du projet de division établi par géomètre annexé à la présente délibération,

- De prendre acte qu'il n'y a pas lieu de procéder à une enquête publique préalable au déclassement tel que prévue par l'article L 141-3 du Code de la voirie routière,

- De procéder au déclassement de cette emprise du domaine public, telle que matérialisée sur le plan du projet de division, et à son intégration dans le domaine privé communal,

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces ou actes nécessaires à la régularisation de cette transaction et le charge d'effectuer toutes les démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

AUXERRE

Plan de situation

Emprise publique située au droit de la parcelle cadastrée section EV 120 sis 12, rue Girard de Cailleux AUXERRE





Département :
YONNE

Commune :
AUXERRE

Section : EV
Feuille : 000 EV 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 21/03/2025
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC48
©2022 Direction Générale des Finances Publiques

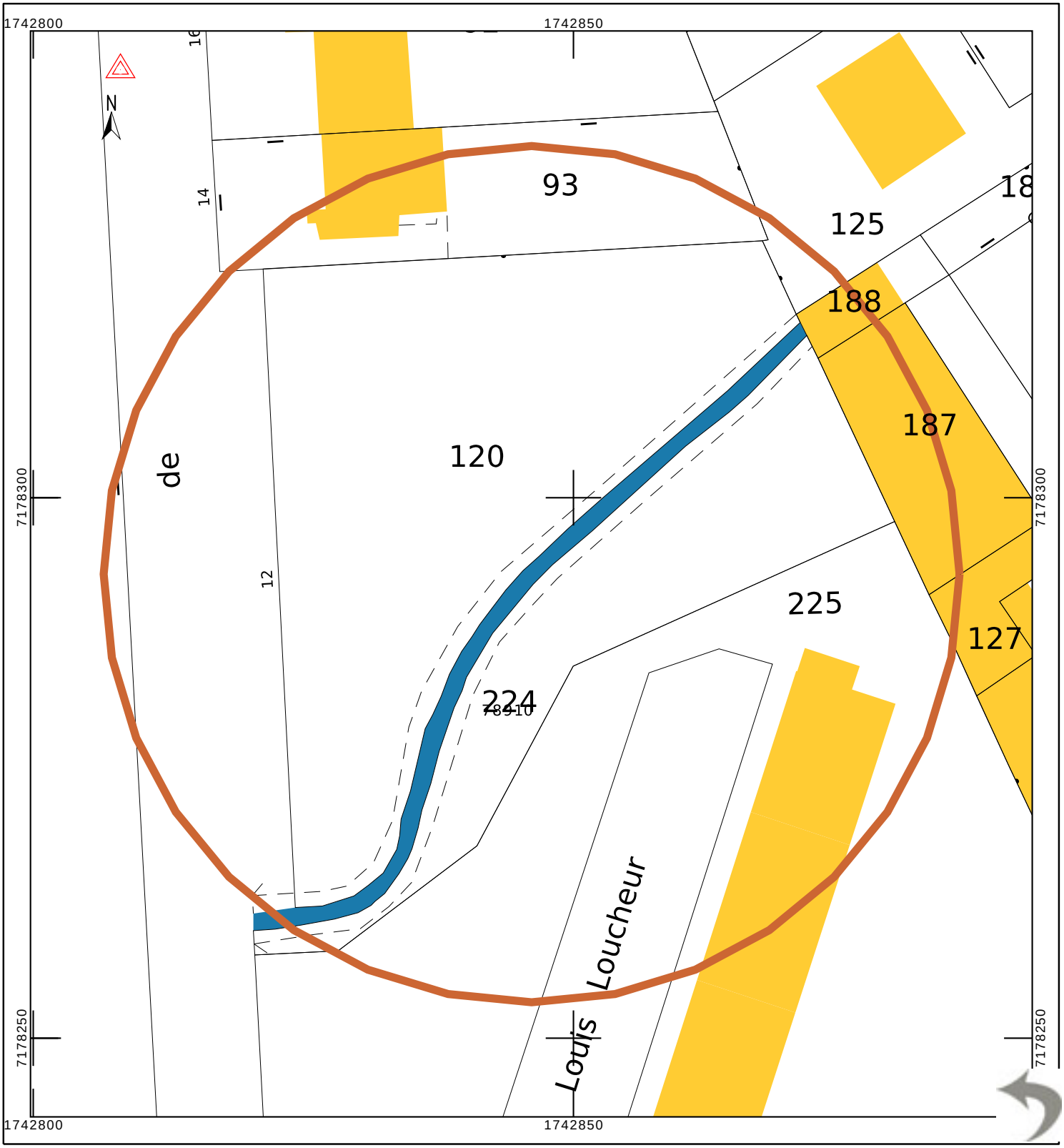
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
Service Départ. des Impôts Fonciers (Yonne)
Pôle Topographique et Gestion Cadastrale 8, rue des Moreaux 89010
89010 AUXERRE CEDEX
tél. 03.86.72.50.19 -fax
ptgc.yonne@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



89 - AUXERRE
Rue Girard de Cailleux
Section EV

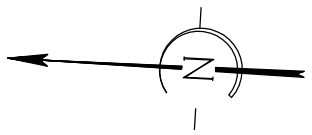
PROJET DE DIVISION

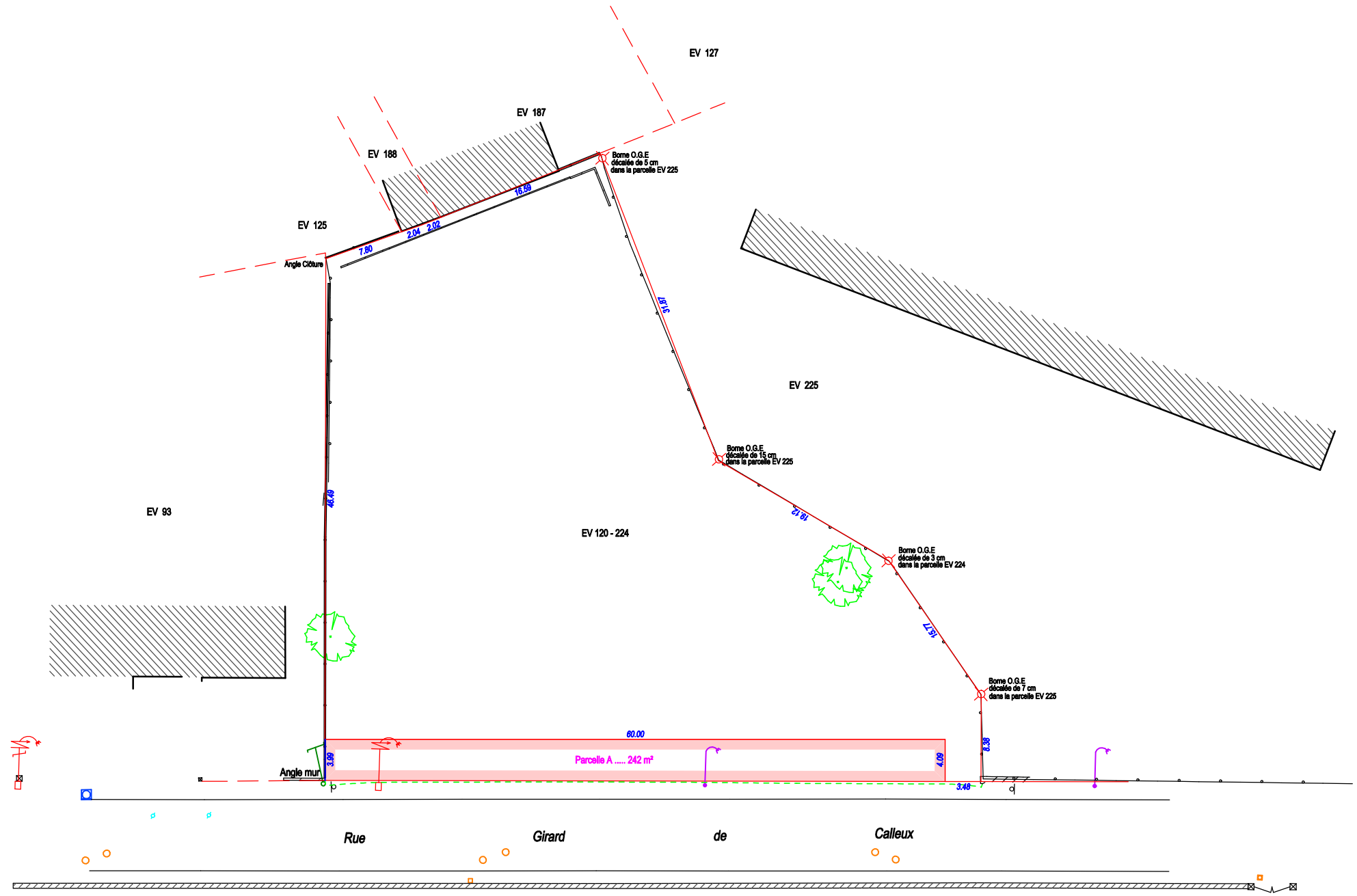
Echelle : 1/500

0 — 15m — 30m

GEOMEXPERT
auxerre@geomexpert.com
03 86 51 44 22
11 rue Max Quantin
89000 AUXERRE

Dossier : X03295.4
Etabli le : 18/03/2025





Légende :

- Borne nouvelle, Borne existante, Piquet
- Limite contradictoire
- Limite non contradictoire
- 46.52 46.52 — Cote périmétrique, Cote de rattachement Mitoyenneté, Appartenance
- Mur grillage, Mur bahut
- Mur plein, Mur plaque
- Mur de soutènement, Grillage ou clôture

- Feuillu , Résineux , Haie
- Alignement d'arbres
- Fossé, Talus
- Bouche à clef, Poteau incendie, Regard
- Poteau d'électricité, Poteau de téléphone, Lampadaire

Planimétrie : Système de référence RGF93 (projection CC48)

AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-026
OBJET : NPNRU Quartier Sainte Geneviève - Acquisition d'un terrain constructible par la Ville d'Auxerre auprès de l'OAH dans le cadre de la convention NPNRU

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

Le quartier Sainte Geneviève fait l'objet d'un projet de requalification prévoyant notamment la création d'une cité scolaire et la requalification des espaces publics.

La convention NPNRU encadre les conditions de mise en œuvre du projet de requalification et notamment son volet foncier. Les espaces, d'une emprise d'environ 9 795 m², récemment démolis conformément au projet, doivent faire l'objet d'une rétrocession de l'OAH au profit de la Ville d'Auxerre.



AUXERRE



En vert, partie cédée à la Ville d'Auxerre ; en orange, partie restant à l'OAH

La convention NPNRU a valorisé ces espaces pour un montant total de 90 000€

Conformément à l'arrêté du 5 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 17 décembre 2001 relatif aux opérations immobilières des collectivités et organismes publics fixant le seuil de consultation obligatoire du service des Domaines à 180 000 € pour les acquisitions, la valeur des espaces étant inférieure à 180 000 €, il n'est pas nécessaire de solliciter le pôle d'évaluation domaniale.
L'OAH a délibéré en ce sens en date du 17 décembre 2024. Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver cette acquisition aux conditions financières exposées ci-dessus.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver l'acquisition par la Ville d'Auxerre sur l'Office Auxerrois de l'Habitat (ou toute personne physique ou morale substituée dans ses droits et obligations), des tènements non bâtis suivants figurant en teinte verte au plan joint :
  - Parcelle de sol EO 305 d'une contenance de 1 346m2 ;
  - Parcelle de sol EO 240 d'une contenance de 5 004m2 ;
  - Parcelle de sol d'une superficie d'environ 3 445m2 à distraire de la parcelle EO 134.

  Moyennant le prix de QUATRE VINGT DIX MILLE EUROS (90 000€) taxes et droits éventuels en sus à la charge de l'acquéreur,

- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer les actes d'acquisitions (administratifs ou notariés) à intervenir et tout document concourant à la bonne exécution de la présente délibération,

- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

Envoyé en préfecture le 19/12/2024
Reçu en préfecture le 19/12/2024
Publié le
ID : 089-278900014-20241217-17122024-DE

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT
OPH DE LA COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS
CONSEIL d'ADMINISTRATION

EXTRAIT
REGISTRE DES DELIBERATIONS
REUNION DU MARDI 17 DECEMBRE 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le mardi dix-sept décembre, à 18 heures, les membres du Conseil d'Administration de l'Office Auxerrois de l'Habitat se sont réunis à la Salle du Conseil de l'OAH.

PRESENTS : Arouna ADEOTI, Christophe BONNEFOND, Auria BOUROUBA, Bernard BUFFAUT, Mahiédine CHENOUNA, Anna CONTANT, Raymonde DELAGE, Sophie DIEMUNSCH, Elisabeth GERARD-BILLEBAULT, Catherine JAPIOT, Patrick JOLIBOIS, Christian LALANDRE, Sylvia LEVY, Ghislaine MOREAU, Abderahmane NASSOUR, Dominique TORCOL, Andrée VALLET, Vincent VALLÉ, Manuella INES.

EXCUSES : Laurianne BELLIER, Christian BOULEY (Pouvoir à Dominique TORCOL), Sylvain DUVAL, Jean-Michel FREVILLE, Isabelle JOAQUINA, Bruno AGEZ.

8 AUXERRE – QUARTIER ST GENEVIEVE – DEMOLITION DES BATIMENTS STUV – VENTE DU FONCIER

Par délibération du 6 septembre 2021, le Bureau du Conseil d'Administration a approuvé le programme de démolition.



Dans le cadre de la convention NPNRU signée le 5 mai 2023, il est prévu une valorisation de l'emprise du foncier des bâtiments STUV, du parking en sous-sol sous la dalle et du bâtiment tertiaire « Le phare » par la Ville d'Auxerre. La construction d'une cité scolaire et la création d'espaces publics sont prévues en remplacement.

La surface totale de l'emprise démolie est de 6 746 m².

Dans le cadre de l'ANRU, le montant de cette valorisation foncière est calculé uniquement sur l'emprise du projet de la cité scolaire, soit 2 000m².

L'ANRU estime à 45€ le mètre carré pour une opération d'aménagement, soit un montant total de valorisation de 90 000 €.

Envoyé en préfecture le 19/12/2024
Reçu en préfecture le 19/12/2024
Publié le
ID : 089-278900014-20241217-17122024-DE

Le chantier de démolition devrait être réceptionné le 28 février 2025. Il a été donc planifié avec la Ville d'Auxerre d'engager la procédure de vente dès le mois de mars 2025.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'Administration, à l'unanimité, autorisent le Directeur Général à :

- **Engager la procédure de vente du foncier,**
- **Signer l'acte authentique de vente.**

Ainsi délibéré, les jours, mois et an, que dessus.
Certifié exécutoire, dûment habilité aux présentes.

Pour copie conforme

Le Directeur Général,

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT
OPH de la Communauté de l'Auxerrois
12 avenue des Brichères
BP 357 - 89006 AUXERRE CEDEX
278 900 014 RCS AUXERRE
Tél. : 03.86.72.59.00

Eric CAMPOY

Fiche opération détaillée - NPNRU

C0943-21-0020 - SAINTE GENEVIEVE - DEMOLITION DES BATIMENTS STUV, DU PHARE, DU PARKING EN SOUS-SOL

Référence Agora : 943-6089002-21-0001-004

Engagement initié le 16/12/2024

Opération contractualisée : Oui depuis le 05/05/2023 | *Opération engagée : Oui depuis le 28/11/2024* | *Dernière version validée : Oui depuis le 28/11/2024*

Version RGA : RGA du 28 novembre 2023 | *Version REFI : REFI du 16 octobre 2023*

Identification de l'opération

Contrat :	C0943 - Convention CA DE L'AUXERROIS		
Nature / modèle :	21 - Démolition de logements locatifs sociaux 21 - Démolition de logements locatifs sociaux		
Maitre d'ouvrage (MO) :	27890001400012 - OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT - OPH DE LA COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS		
Mode de financement :	NPNRU	**Mode de conventionnement :**	OPC
Source de financement :	Nationale	**Exécutable financièrement :**	Exécutable
Responsable administratif :	Eric CAMPOY Directeur OAH	**Responsable opérationnel :**	Nadège Regnier Responsable opérations

Localisation de l'opération

QPV de rattachement :	QP089002 - Les Brichères-Sainte Geneviève	**Situation :**	Dans QPV sur site
Commune (réalisation ou reconstitution) :	89000 - AUXERRE	**Zonage :**	03

Adresse :

65 à 81 avenue Delacroix

Objectifs contractuels

Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :

Le quartier Sainte Geneviève est marqué par un isolement physique en raison de son organisation urbaine en forme de "U".

La démolition des bâtiments S, T, U et V (soit 163 logements) et du bâtiment "Le Phare" positionnés sur une dalle comprenant 159 garages également à démolir, permettra l'ouverture du quartier vers la ville et notamment sur le boulevard Gallieni considéré comme un axe de circulation important de la ville d'Auxerre. La démolition des bâtiments outre la densité et l'obsolescence du bâti vise à répondre à la problématique d'insécurité sous la dalle parking, sous les porches et dans les communs.

Le relogement des familles se fera via un accompagnement par les services de l'OAH. L'enquête sociale se déroulera à partir du premier semestre 2022 pour les bâtiments STUV. Un affinement du nombre de ménages décohabitants sera alors fait lors de ces enquêtes.
La prise en charge des déménagements et le remboursement des frais de mise en service sont prévus par l'OAH.

Les 23 novembre 2021 et 2 décembre 2021, les familles des bâtiments STUV ont assisté à une réunion publique organisé par l'OAH pour présenter le projet de renouvellement sur le quartier, les futurs relogements et les équipes de l'OAH allouées à ce projet.

Les associations installées dans le bâtiment "Le Phare" et dans les bâtiments STUV seront relogées dans un bâtiment construit par la Communauté de l'auxerrois. Avant la construction de ce bâtiment, la Ville d'Auxerre réalisera un relogement provisoire près du quartier de Sainte Geneviève.

Complément de description de l'opération

Opération C0943-21-0020

Validations et modulations spécifiques
("Affichage des 10 premières lignes saisies dans l'opération")

2 lignes

Nature de la décision spécifique	Commentaires
Autres recettes ou autres dépenses sur avis CE/ décision DG ou dépenses d'acquisition d'immeubles	Travaux de démolition du Phare et du parking en sous-sol de 159 garages y compris les divers honoraires liés à ses travaux
Majoration pour les MO en CGLLS ou visés par l'article 3.1.2.	Majoration de 20%

Détail concours financiers

	Montant des dépenses subventionnelles	Montant des recettes retenues	Assiette subventionnable
Calcul de l'assiette	9 270 615,09 €	90 000,00 €	9 180 615,09 €

Calcul des taux	Taux	Montant
Taux de base ANRU NPNRU :	80.000000 %	7 344 492,07 €
majoration de la SUBVENTION ANRU NPNRU - Organisme HLM :	20.000000 %	1 836 123,02 €
majoration de la SUBVENTION ANRU NPNRU - Excellence :	0.000000 %	0,00 €
Subvention ANRU NPNRU :	100.000000 %	9 180 615,09 €

Paiements réalisés

Paiements réalisés	Assiette totale justifiée	% subvention versé	Montant subvention versée	Date paiement effectif
Acompte Automatique 1		20,00%	1 836 123,02 €	09/12/2024
Total		20,00%	1 836 123,02 €	

CREA

Date limite de soumission du CREA:	6 Septembre	% avancement financier justifié au CREA:	0,00%

Paiements prévisionnels

Statut échéancier :	en cours	Date d'entrée en vigueur :	28/11/2024

Paiements prévisionnels	Echéancier prévisionnel	% subvention	Montant échéancier théorique	Montant versement prévisionnel
Acompte automatique 1	28/11/2024	20,00 %	1 836 123,02 €	0,00 €
Acompte automatique 2	4ème Trimestre 2025	13,33 %	1 224 082,01 €	1 224 082,01 €
Acompte automatique 3	4ème Trimestre 2026	13,33 %	1 224 082,01 €	1 224 082,01 €
Acompte automatique 4	4ème Trimestre 2027	13,33 %	1 224 082,01 €	1 224 082,01 €
Total		60.00 %	5 508 369,05 €	3 672 246,03 €

Commentaires de la fiche détaillée (Hors IODA)

Légende

valeur sur un fond orange : *la donnée saisie a évolué par rapport à la dernière valeur validée du processus de contractualisation*

valeur sur un fond jaune : *la donnée saisie a évolué par rapport à la dernière valeur validée du processus engagement*

valeur sur un fond rouge clair : *la donnée saisie a évolué par rapport à la dernière valeur validée du processus contractualisation et à la dernière valeur validée du processus engagement*

AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

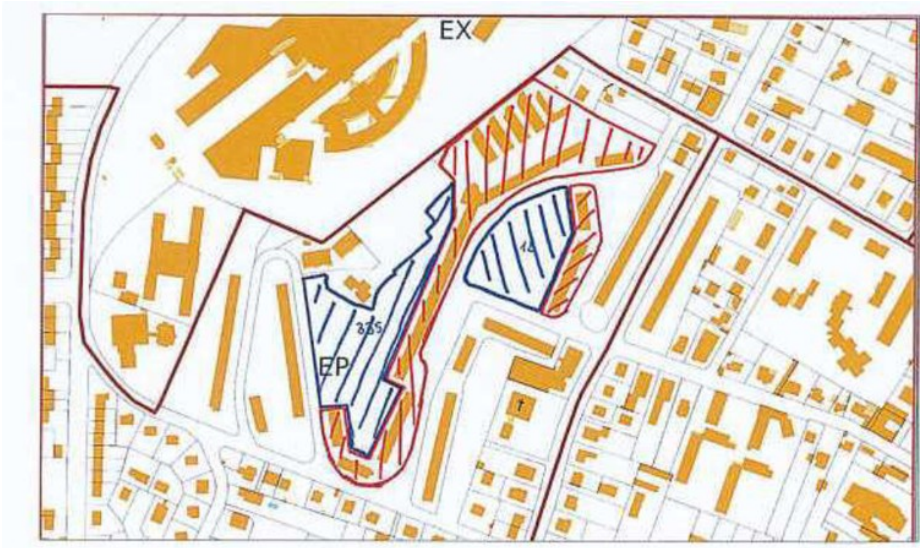
N°2025-027
OBJET : NPNRU Quartier des Rosoirs - Acquisition d'espaces verts par la Ville d'Auxerre auprès de l'OAH dans le cadre de la convention NPNRU

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier des Rosoirs à Auxerre, l'ensemble des espaces publics vont être requalifiés par la Ville d'Auxerre et notamment les deux parcs des Rosoirs.

La convention NPNRU encadre les conditions de mise en œuvre du projet de requalification et notamment son volet foncier. Dans ce quartier, l'Office Auxerrois de l'Habitat (OAH) est actuellement propriétaire de la plupart des espaces verts autour de ces bâtiments.

Les emprises nécessaires à la requalification des espaces publics, d'environ 14 980 m², doivent faire l'objet d'une rétrocession de l'OAH au profit de la Ville d'Auxerre.



En bleu, partie cédée à la Ville – en rouge, partie restant à l'OAH

La convention NPNRU a valorisé ces espaces pour un montant total de 157 500€.

Conformément à l'arrêté du 5 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 17 décembre 2001 relatif aux opérations immobilières des collectivités et organismes publics fixant le seuil de consultation obligatoire du service des Domaines à 180 000 € pour les acquisitions, la valeur des espaces étant inférieure à 180 000 €, il n'est pas nécessaire de solliciter le pôle d'évaluation domaniale.

À compter de la signature de l'acte de cession, la Ville aura à sa charge l'entretien de ces espaces verts.

L'OAH a délibéré en ce sens en date du 11 février 2025. Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver cette acquisition aux conditions financières exposées ci-dessus.

AUXERRE

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver l'acquisition par la Ville d'Auxerre sur l'Office Auxerrois de l'Habitat (ou toute personne physique ou morale substituée dans ses droits et obligations), des tènements suivants à distraire des parcelles actuellement cadastrées section EP 335 et EP 12 ainsi qu'ils figurent sur le projet de division parcellaire joint :
  - Lot 3 (trottoir) emprise d'environ 83m² à distraire de la parcelle EP 12 pour rattachement au domaine public,
  - Lot 6 (espaces verts) emprise d'environ 9 203m² à distraire de la parcelle EP 335,
  - Lot 2 (square) emprise d'environ 5 668m² à distraire de la parcelle EP 12,
  - Etant précisé que le lot 4 d'une superficie de 26m² figurant au projet de division joint comme étant issu du domaine public fera l'objet d'un rattachement au square formant le lot 2 (domaine public),

  Moyennant le prix de CENT CINQUANTE SEPT MILLE CINQ CENT EUROS (157 500€) taxes et droits éventuels en sus à la charge de l'acquéreur,

- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer les actes d'acquisitions (administratifs ou notariés) à intervenir et tout document concourant à la bonne exécution de la présente délibération,

- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

NOTA :
L'application cadastrale figurative est la superposition et l'adaptation du plan cadastral sur le relevé du terrain. En aucun cas, elle ne peut être considérée comme une limite de propriété.

Le nivellement est rattaché au système NGF IGN69 par GPS.
Le système de coordonnées planimétriques est rattaché au système RGF 93 (CC48) par GPS.
Les distances sont mesurées à l'horizontal.

Aucune recherche n'a été effectuée concernant la présence éventuelle de réseaux enterrés dans la zone du levé. Seuls les éléments visibles au moment des opérations topographiques ont été relevés.
Les informations sur les réseaux résultent de l'application des plans fournis par les concessionnaires. Elles sont non exhaustives et fournies à titre indicatif.
Aucune investigation complémentaire (détection de réseaux et/ou sondages) n'a été réalisée.
Il conviendra avant réalisation de tout travaux de prévoir des sondages afin de connaître la position réelle des réseaux.

Le sommet R1 est issu du plan de division dressé le 28/04/2020 par M. Anthony POUSSEROL, Géomètre-Expert, sous la référence AUX-18253.

Les superficies et cotations des lots sont provisoires, elles deviendront définitives une fois le procès-verbal de bornage établi et signé.

SELARL Cabinet GIEN PINOT
Géraldine GIEN et Nicolas PINOT
Géomètres-Experts Associés
Bureau d'Etudes VRD

Détenteur des archives de | M. Gérard SERVEILLE | M. Georges LACROIX | M. Bernard GIEN | M. Jean BUGUET | M. Marcel GAUTHIER | M. Gilbert ALOISIO | M. François DUCLOUX

Bureau : 41, rue de Mulhouse - 21000 DIJON
Téléphone : 03 80 38 02 00
Email : contact@gp-geometres.com

Foncier - Copropriété - Urbanisme - Topographie
Maîtrise d'oeuvre VRD - Conseil / Expertise

DEPARTEMENT DE L'YONNE

COMMUNE D'AUXERRE

Rue d'Austrelitz / Rue de Wagram / Rue de Gembloux

Propriété de l'OAH

Projet de division

Section : EP
Numéros : 12 et 335

Référence : D25.053A	Echelle : 1/500

MEMORANDUM DES INTERVENTIONS

Date	Nature	Intervenant	Indice
24/02/2025	Levé par	JE	
18/03/2025	Dressé par	JE	
18/03/2025	Collationné par	JE	

L'authenticité et l'exactitude de ce document ne sont garanties que par la signature originale du Géomètre-Expert.

reproduction réservée

Légende:

- Application cadastrale figurative
- Mur et pilier
- Mur bahut
- Clôture
- Talus
- Haie
- Arbres existants
- Panneau de signalisation
- Réseaux Chauffage Urbain
- Réseau d'Eau potable (AEP)
- Bouche à clé
- Poteau ou borne incendie
- Réseaux d'Eaux Pluviales
- Réseaux Unitaire
- Réseau électrique souterrain basse tension
- Réseau électrique souterrain abandonné
- Réseau électrique souterrain haute tension
- Réseau gaz
- Réseau gaz abandonné
- Réseau télécom souterrain
- Limite divisoire

Envoyé en préfecture le 13/02/2025
Reçu en préfecture le 13/02/2025
Publié le
ID : 089-278900014-20250211-11022025-DE

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT
OPH DE LA COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS

EXTRAIT
REGISTRE DES DELIBERATIONS

BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

REUNION DU MARDI 11 FEVRIER 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le mardi 11 février à 17 heures, les membres du Bureau du Conseil d'Administration de l'Office Auxerrois de l'Habitat se sont réunis à la Salle du Conseil de l'OAH.

PRESENTS : Auria BOUROUBA, Anna CONTANT, Raymonde DELAGE, Elisabeth GERARD-BILLEBAULT, Andrée VALLET, Vincent VALLÉ.

EXCUSE : Christophe BONNEFOND.

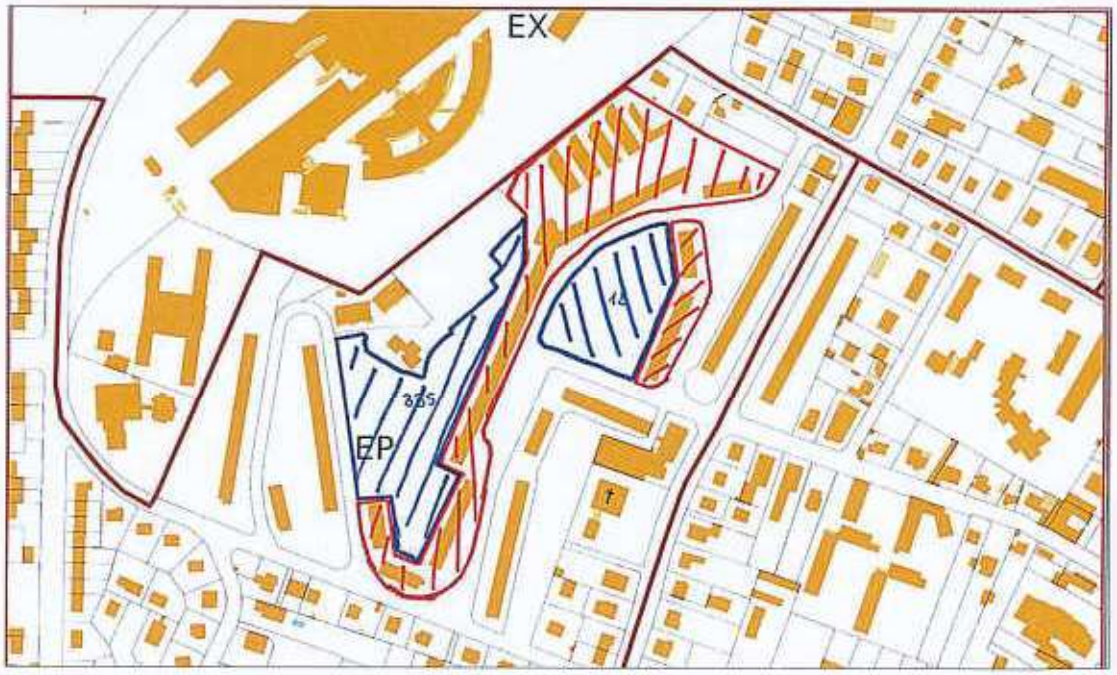
3 AUXERRE – ROSOIRS – VENTE DE FONCIER

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier des Rosoirs, l'ensemble des espaces publics vont être requalifiés par la Ville d'Auxerre et notamment les deux parcs des Rosoirs, actuellement propriétés de l'OAH.

La convention NPNRU est également un outil pour clarifier les propriétés foncières des opérations de renouvellement urbain. Dans ce quartier, l'Office Auxerrois de l'Habitat est actuellement propriétaire de la plupart des espaces verts autour de ces bâtiments.

De plus, afin de permettre d'engager les financements de l'ANRU pour les travaux d'aménagement des espaces verts, la Ville doit impérativement devenir propriétaire avant fin juin 2025.

Une première division du foncier sur les zones des deux parcs figurant sur le quartier des Rosoirs a été convenu sur les parcelles EP 12 et EP 335.



En bleu, partie cédée à la Ville – en rouge, partie restant à l'OAH

Envoyé en préfecture le 13/02/2025
Reçu en préfecture le 13/02/2025
Publié le
ID : 089-278900014-20250211-11022025-DE

Le passage d'un géomètre, à la charge de l'OAH, est prévu sur ces deux parcelles pour réaliser un relevé de l'existant, un repérage des différents réseaux et une division avec bornage des nouvelles limites.

Actuellement, l'entretien des espaces verts est assuré par l'OAH. A compter de la signature de l'acte de cession, la Ville aura à sa charge l'entretien de ces espaces verts.
La vente des parcelles se fera pour un montant de 157 500 € comme l'indique la convention NPNRU.

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du Conseil d'Administration, à l'unanimité, autorisent le Directeur Général à :

- **Signer le marché avec le géomètre,**
- **Engager la procédure de vente du foncier,**
- **Signer l'acte authentique de vente.**

Ainsi délibéré, les jours, mois et an, que dessus.
Certifié exécutoire, dûment habilité aux présentes.

Pour copie conforme

Le Directeur Général,

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT
OPH de la Communauté de l'Auxerrois
12 avenue des Brichères
BP 357 - 89006 AUXERRE CEDEX
278 900 014 RCS AUXERRE
Tél. : 03.86.72.59.00

Eric CAMPOY

Fiche opération détaillée - NPNRU

C0943-21-0041 - ROSOIRS - DEMOLITION DES BATIMENTS 6, 9 ET 10 (105 LOGEMENTS)

Référence Agora :

Contractualisation signée le 11/10/2024

Opération contractualisée : Oui depuis le 11/10/2024 | *Opération engagée : Non* | *Dernière version validée : Oui depuis le 11/10/2024*

Version RGA : RGA du 28 novembre 2023 | *Version REFI : REFI du 16 octobre 2023*

Identification de l'opération

Contrat :	C0943 - Convention CA DE L'AUXERROIS		
Nature / modèle :	21 - Démolition de logements locatifs sociaux 21 - Démolition de logements locatifs sociaux		
Maitre d'ouvrage (MO) :	27890001400012 - OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT - OPH DE LA COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS		
Mode de financement :	NPNRU	**Mode de conventionnement :**	OPC
Source de financement :	Régionale	**Exécutable financièrement :**	Exécutable
Responsable administratif :	CAMPOY Eric Directeur Général	**Responsable opérationnel :**	REGNIER Nadège Responsable d'opérations

Localisation de l'opération

QPV de rattachement :	QP089003 - Les Rosoirs	**Situation :**	Dans QPV sur site
Commune (réalisation ou reconstitution) :	89000 - AUXERRE	**Zonage :**	03

Adresse :

7, 9, 11 et 13 rue de Wagram - 1, 3, 5, 7, 9 et 11 rue Marengo

Objectifs contractuels

Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :

Le quartier des Rosoirs est composé de 549 logements répartis en 16 bâtiments (R + 3/4) construits en 1957. L'implantation des bâtiments est perpendiculaire à la pente naturelle. Une zone pavillonnaire dense s'est développée aux franges de cet habitat social, mais aucun lien physique ni visuel ne les relie. Les aménagements extérieurs, pas plus que la disposition des bâtiments, ne permettent de lier l'ensemble.
Les logements se caractérisent par des petites surfaces de pièces commandées par le séjour avec absence d'ascenseurs d'une part et présence de demi-palier à chaque niveau.
La consommation énergétique entraînant des charges importantes pour les locataires (coût du chauffage individuel important), la non isolation thermique et phonique encouragent à considérer la réhabilitation de 12 bâtiments et la démolition de 4 bâtiments.
Le taux de rotation est près de 15% sur le quartier depuis plusieurs années, contre un taux de rotation de 11% pour l'ensemble du patrimoine de l'OAH. Dans les demandes de logement, le quartier des Rosoirs est rarement indiqué en premier choix et seul le faible coût des loyers permet encore de maintenir une attractivité très relative pour des populations disposant des ressources les plus faibles. Le taux de vacance sur le quartier atteint 8% pour un taux de vacance, sur l'ensemble du patrimoine de l'OAH, de 5,7%.

Le relogement des familles se fera via un accompagnement par les services de l'OAH. L'enquête sociale qui se déroulera à partir du premier semestre 2025 pour les bâtiments 9 et 10 permettra d'affiner le nombre de ménages décohabitants. Celle pour le bâtiment 6 et les 64 garages se déroulera à partir du deuxième semestre 2027.
La prise en charge des déménagements et le remboursement des frais de mise en service sont prévus par l'OAH.

La valeur nette comptable proposée est au 31 décembre 2021. Elle sera modifiée suivant la date du PCDID

Complément de description de l'opération

Validations et modulations spécifiques
("Affichage des 10 premières lignes saisies dans l'opération")

1 lignes

Nature de la décision spécifique	Commentaires		
Majoration pour les MO en CGLLS ou visés par l'article 3.1.2.	CE du 13 septembre 2021		

Détail concours financiers			
	Montant des dépenses subventionnelles	Montant des recettes retenues	Assiette subventionnable
Calcul de l'assiette	4 106 622,64 €	157 500,00 €	3 949 122,64 €
Calcul des taux	Taux		Montant
Taux de base ANRU NPNRU :	80.000000 %		3 159 298,11 €
majoration de la SUBVENTION ANRU NPNRU - Organisme HLM :	20.000000 %		789 824,53 €
majoration de la SUBVENTION ANRU NPNRU - Excellence :			0,00 €
Subvention ANRU NPNRU :	100.000000 %		3 949 122,64 €

Paiements réalisés

Paiements réalisés	Assiette totale justifiée	% subvention versé	Montant subvention versée	Date paiement effectif
Total			0,00 €	

CREA

Date limite de soumission du CREA:	30 Septembre	% avancement financier justifié au CREA:	

Commentaires de la fiche détaillée (Hors IODA)

Légende

valeur sur un fond orange : *la donnée saisie a évolué par rapport à la dernière valeur validée du processus de contractualisation*

valeur sur un fond jaune : *la donnée saisie a évolué par rapport à la dernière valeur validée du processus engagement*

valeur sur un fond rouge clair : *la donnée saisie a évolué par rapport à la dernière valeur validée du processus contractualisation et à la dernière valeur validée du processus engagement*

AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-028
OBJET : Transfert de propriété des parcelles cadastrées section BD n°244 et BD n°221 de la Ville d'Auxerre au profit de la Région Bourgogne Franche Comté

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

Par courrier en date du 14 novembre 2024, la Région Bourgogne Franche Comté sollicite la Ville d'Auxerre pour la régularisation foncière des emprises du Lycée Jacques Amyot et Rue de l'Etang Saint Vigile à Auxerre (parcelles cadastrées section BD n°244 et BD n°221), conformément aux compétences respectives et par application de la loi n°2009-804 du 13 août 2004 et aux dispositions de l'article L 214-7 du Code de l'éducation.

En effet, au regard de l'article L 214-7 du Code de l'éducation, cette régularisation ne fait pas l'objet d'une transaction financière.





Il est donc proposé au Conseil Municipal de procéder à la régularisation foncière au profit de la Région Bourgogne Franche Comté, en lui transférant les parcelles constituant l'emprise de l'établissement scolaire, propriété de la Ville d'Auxerre, à titre gratuit.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver le transfert de propriété de la Ville d'Auxerre au profit de la Région Bourgogne Franche Comté, à titre gratuit, des parcelles cadastrées comme suit :
  Commune d'Auxerre
  Lieu-dit Rue du Lycée Jacques Amyot et Rue de l'Etang Saint Vigile
  Section BD n°244 d'une surface de 17 383m²
  Section BD n°221 d'une surface de 59m²

- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer les actes de transfert de propriété (administratifs ou notariés) à intervenir et tout document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

› **Article L214-7**

Version en vigueur depuis le 01 janvier 2013

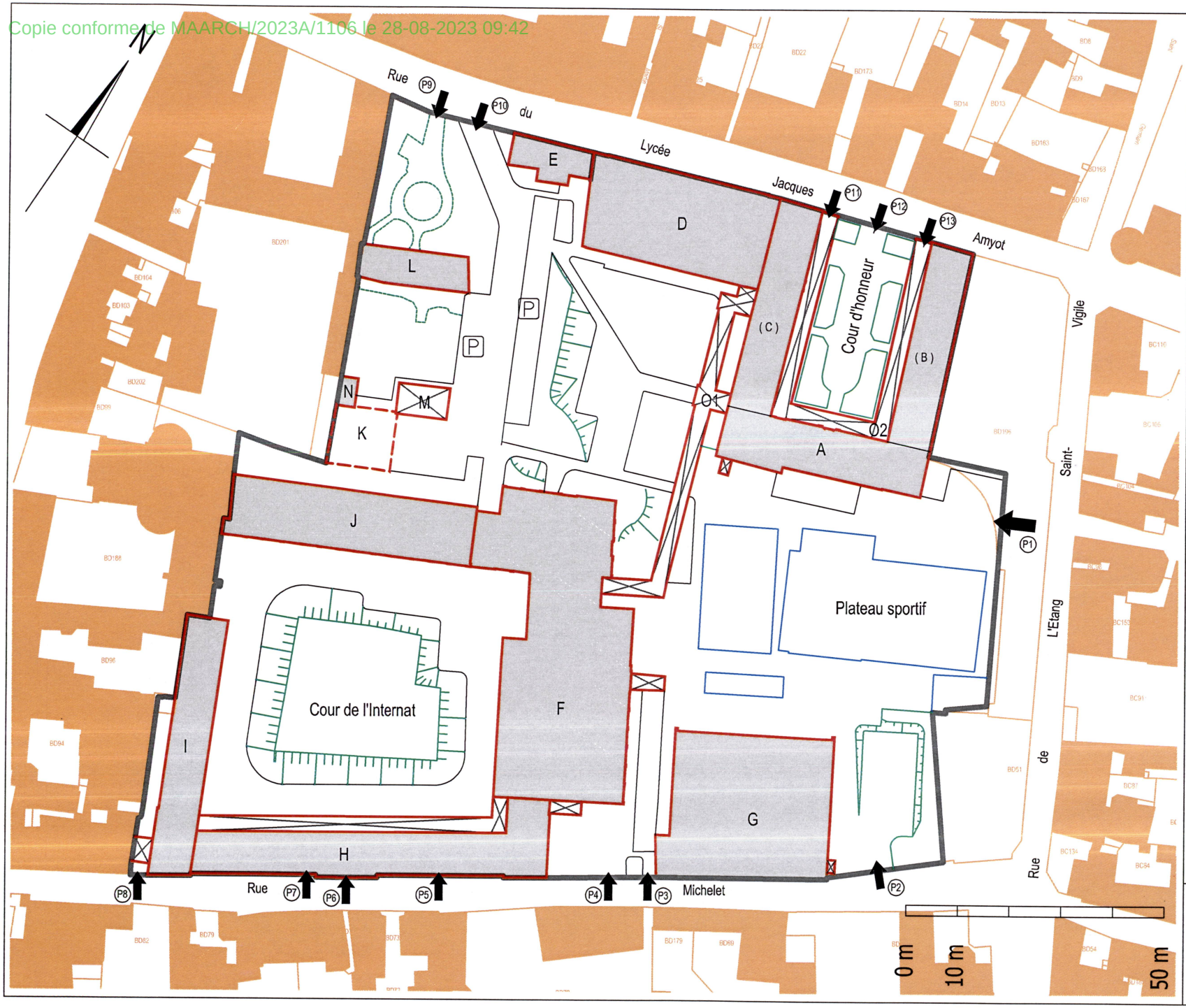
Modifié par Ordonnance n°2010-638 du 10 juin 2010 - art. 9

La région est propriétaire des locaux dont elle a assuré la construction et la reconstruction.

Les biens immobiliers des établissements visés à l'article L. 214-6 appartenant à l'Etat à la date d'entrée en vigueur de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales lui sont transférés en pleine propriété à titre gratuit. Ce transfert ne donne lieu au versement d'aucun droit, taxe, contribution prévue à l'article 879 du code général des impôts ou honoraires.

Les biens immobiliers des établissements visés à l'article L. 214-6 appartenant à un département, une commune ou un groupement de communes peuvent être transférés en pleine propriété à la région, à titre gratuit et sous réserve de l'accord des parties. Lorsque la région effectue sur ces biens des travaux de construction, de reconstruction ou d'extension, ce transfert est de droit, à sa demande, et ne donne lieu au versement d'aucun droit, taxe, contribution prévue à l'article 879 du code général des impôts ou honoraires.

Copie conforme de MAARCH/2023A/1106 le 28-08-2023 09:42



Dpt. **89**

code établiss. **2356**

code site **a**

04/11/2009

RÉGION BOURGOGNE FRANCHE COMTÉ

AUXERRE

Lycée L.E.G. Jacques Amyot

Site unique

PLAN de MASSE

Réalisé par : GEOMEXPERT

Nomenclature :

Bâtiments principaux

A	contient bâts B et C Administration, Externat, logements (7)	Ssp+R+3
D	Externat (bloc scient.)	Ssp+R+2
E	Salle des professeurs	R+1+C
F	Externat, restaurant, internat	Rb+Rh+2
G	Gymnase	Ssp+R
H	External-Internat-Logements(2)	Ss+R+1+2p et 3p
I	Internat	Ssp+R+2
J	External-Internat-Infirmerie Logement (1)	R+2
K	Chaufferie	Ss
L	Logt(1)	Ss+R+1+C
N	Stockage	R

Bâtiments annexes

M	Garages	R
O1	Galerie	R
O2	Galerie	R

Copie conforme de MAARCH/2023A00[illegible]

Commune :
AUXERRE (024)

Numéro d'ordre du document d'arpentage : 5318L

Document vérifié et numéroté le 12/04/2023
A Auxerre
Par Lionel TERRASSON
Géomètre Principal
Signé

Service Départemental des Impôts Fonciers de l'Yonne
Pôle Topographique et Gestion Cadastrale
8, rue des Moreaux
B.P. 29
89010 AUXERRE CEDEX
Téléphone : 03.86.72.50.19

ptgc.yonne@dgfip.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;

B - En conformité d'un piquetage : ---------- effectué sur le terrain ;

C - D'après un plan d'arpentage ou bornage, dont copie ci-jointe, dressé le ---------- par ---------- géomètre à ----------.

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la demise 6463.

A ----------, le ----------

Modification demandée par procès-verbal du cadastre

Section : BD
Feuille(s) : 000 BD 01
Qualité du plan : Plan régulier avant 20/03/1980
Echelle d'origine : 1/500
Echelle d'édition : 1/1000
Date de l'édition : 12/04/2023
Support numérique : ----------

D'après le document d'arpentage dressé
Par FRAPPART (2)
Réf. : X07630.2
Le

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux mêmes le piquetage
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc ...).
(3) Précisez les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué, représentant qualifié de l'autorité expropriant, etc.).



AUX000056811

RÉGION BOURGOGNE FRANCHE COMTE

Dijon, le 14 NOV. 2024

Le vice-président
Sport, communication, lycées, offre de formation, apprentissage, orientation

Direction patrimoine et gestion immobilière
Samira KHOMSSI
Tél : 03.80 80 44 40 21
Samira.khomssi@bourgognefranchecomte.fr
2024/SK/DP/E347

MONSIEUR CRESCENT MARAULT
MAIRE D'AUXERRE
PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS
HOTEL DE VILLE
14 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
89000 AUXERRE

Objet : Désaffectation ancienne maison du Directeur

PJ : arrêté préfectoral

Monsieur le Maire, Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer que Monsieur le Préfet de la Région Bourgogne-Franche-Comté s'est prononcé favorablement sur la demande de désaffectation de la parcelle cadastrée à Auxerre section BD n°245, émise par le Conseil Régional au terme de sa commission permanente du 15 mars 2024 conformément à nos précédents échanges.

Je vous prie de trouver, ci-joint, l'arrêté correspondant, en date du 26 juillet 2024.

A compter de cette même date, il est donc mis fin de plein droit à la mise à disposition de ce patrimoine emprise du bâtiment L (ancienne maison du directeur) comme n'étant plus nécessaire au besoin du lycée Amyot relevant de la compétence régionale. La commune d'Auxerre recouvre ainsi la pleine propriété dudit bien.

Pour le reste de l'emprise foncière demeurant nécessaire au fonctionnement du lycée Amyot, la Région renouvelle sa demande de régularisation du transfert de propriété de la nouvelle parcelle BD 244, par application de la loi n°2009-804 du 13 août 2004 et conformément aux dispositions de l'article L 214-7 du Code de l'Education.

Dans l'attente de vous lire et notamment de votre accord de principe sur ce transfert, la Direction du patrimoine et de la gestion immobilière reste à votre disposition pour tout complément d'information.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma considération distinguée.

Bien sincèrement,

Willy BOURGEOIS

PRÉFET
DE LA RÉGION
BOURGOGNE-
FRANCHE-COMTÉ
Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat Général
pour les Affaires Régionales

Arrêté n° 24-160 BAG préfectoral portant désaffectation de parcelle du lycée Jacques Amyot à Auxerre et constatant la fin de la mise à disposition

---

Le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté
Préfet de la Côte-d'Or

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1321-1 à 3 ;

VU la circulaire ministérielle n°144 C du 9 mai 1989 relative à la désaffectation des biens meubles utilisés par les lycées, publiée au bulletin officiel n°29 de l'éducation nationale du 20 juillet 1989 ;

VU la délibération du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté prise lors de sa session du 15 mars 2024 ;

VU l'arrêté du 12 janvier 2022 portant nomination de Madame Anne COSTE DE CHAMPERON ; secrétaire générale pour les affaires régionales de Bourgogne-Franche-Comté, à compter du 1er févier 2022 ;

VU l'arrêté n°24-140 BAG du 28 juin 2024 portant délégation de signature à Madame Anne COSTE DE CHAMPERON, secrétaire générale pour les affaires régionales Bourgogne-Franche-Comté ;

VU la décision du conseil d'administration du lycée Jacques Amyot à Auxerre le 07 novembre 2023 ;

VU l'avis favorable de Monsieur le recteur de l'académie de Dijon le 02 juillet 2024 ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale pour les affaires régionales ;

ARRÊTE

Article 1er : est prononcée la désaffectation de la parcelle cadastrée et de son emprise, de l'établissement suivant :

- Lycée Jacques Amyot à Auxerre – Ensemble immobilier (terrain et bâtiment) de la parcelle cadastrée section BD numéro 245.

Conformément au plan ci-joint

Préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté
53 rue de la Préfecture - 21041 DIJON cedex
tél : 03 80 44 64 00 mèl : sgar-courrier@bfc.gouv.fr
http://www.prefectures-regions.gouv.fr/bourgogne-franche-comte

Article 2 : Cette désaffectation met fin à la mise à disposition du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, et marque le retour en pleine propriété dans le patrimoine de la Ville d'Auxerre sur ladite parcelle cadastrée.

Article 3 : Madame la secrétaire générale pour les affaires régionales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Madame la présidente du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté
- Monsieur le recteur de l'académie de Dijon
- Monsieur le préfet de l'Yonne
- Monsieur le maire d'Auxerre

Fait à Dijon, le 26 JUIL. 2024

Pour le préfet de région
Bourgogne-Franche-Comté
et par délégation,
La Secrétaire générale pour les
affaires régionales



Anne COSTE de CHAMPERON

Préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté
53 rue de la Préfecture - 21041 DIJON cedex
tél : 03 80 44 64 00 mèl : sgar-courrier@bfc.gouv.fr
http://www.prefectures-regions.gouv.fr/bourgogne-franche-comte

Annexe 11

Commune :
AUXERRE (024)

Numéro d'ordre du document d'arpentage : 5318L
Document vérifié et numéroté le 12/04/2023
A Auxerre
Par Lionel TERRASSON
Géomètre Principal
Signé

Service Départemental des Impôts Fonciers de l'Yonne
Pôle Topographique et Gestion Cadastrale
8, rue des Moreaux
B.P. 29
89010 AUXERRE CEDEX
Téléphone : 03.86.72.50.19

pigc.yonne@dgfip.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Section : BD
Feuille(s) : 000 BD 01
Qualité du plan : Plan régulier avant 20/03/1980
Echelle d'origine : 1/500
Echelle d'édition : 1/1000
Date de l'édition : 12/04/2023
Support numérique : ———

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;

B - En conformité d'un piquetage : ——— effectué sur le terrain ;

C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé le ——— par ——— géomètre à ———.

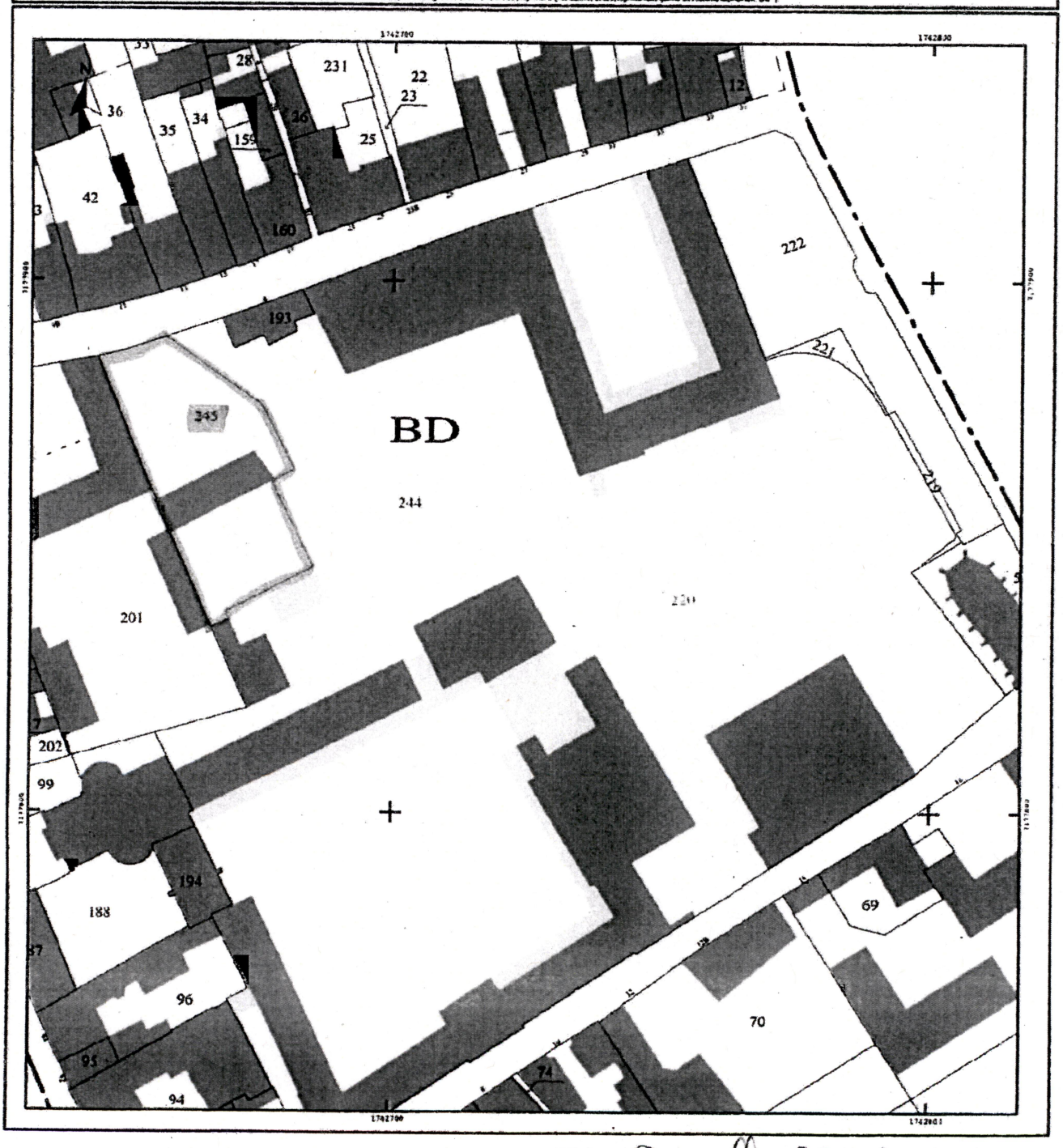
Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la demise 6463.

A ———, le ———

Modification demandée par procès-verbal du cadastre

D'après le document d'arpentage dressé
Par FRAPPART (2)
Réf. : X07630.2
Le

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une réponse (plan rénové par acte de moins 4 pts). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avec effectuer eux-mêmes le piquetage
(2) Qualité de la personne ayant procédé aux travaux : géomètre, inspecteur, géomètre ou technicien contrôlé du cadastre, etc.)
(3) Préciser les noms et qualité du signataire s'il est différent des propriétaires (mandataire, avoué, représentant qualifié de l'autorité expropriante, etc.)



Parcelle BD n°245

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Département :
YONNE

Commune :
AUXERRE

Section : BD
Feuille : 000 BD 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/1000

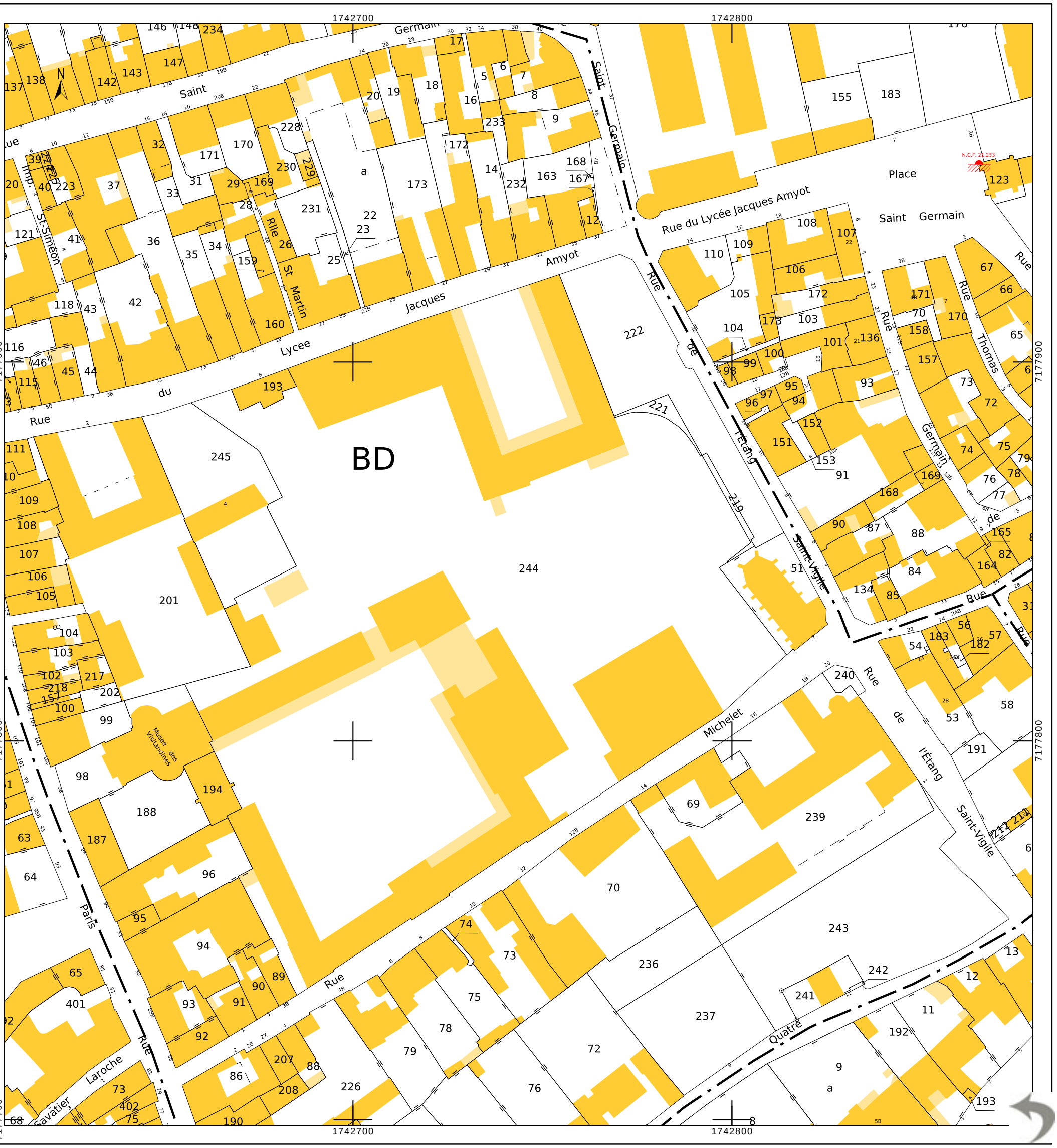
Date d'édition : 03/03/2025
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC48
©2022 Direction Générale des Finances Publiques

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
Service Départ. des Impôts Fonciers (Yonne)
Pôle Topographique et Gestion Cadastrale 8, rue des Moreaux 89010
89010 AUXERRE CEDEX
tél. 03.86.72.50.19 -fax
ptgc.yonne@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Copie conforme de MAARCH/2023A/1236 le 08/02/2023 à 12:00

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AUX000040507

6508 NM

- SERVICE D'ORIGINE -

AUXERRE
SERVICE DEPARTEMENTAL DES
IMPOTS FONCIERS DE L'YONNE
8 RUE DES MOREAUX
BP 29
89010 AUXERRE CEDEX
TEL : 03 86 72 50 00
TLJ 8H30-12H ET LUNDI 13H
45-16H15 AVEC OU SS RDV

COMMUNE D'AUXERRE

MAIRIE
PL DE L HOTEL DE VILLE

89000 AUXERRE

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par :

DÉPARTEMENT :
YONNE

DOCUMENT A CONSERVER
avec votre acte de propriété

COMMUNE :
AUXERRE 024
Formalité 2023 P 07762
PV N° 5318 L

AUXERRE , le 26.03.2023

MONSIEUR

Le service du Cadastre est habilité à constater d'office, pour la tenue de sa documentation, les changements de toute nature n'affectant pas la situation juridique des immeubles (décret du 30 avril 1955 - voir ci-dessous).

En conséquence, les désignations cadastrales des biens pour lesquels vous êtes redevable des taxes foncières ont été modifiées, conformément aux indications du tableau ci-dessous

DÉCRET DU 30 AVRIL 1955

Art. 33. - Le service du Cadastre est habilité à constater d'office, pour la tenue des documents dont il a la charge, les changements de toute nature n'affectant pas la situation juridique des immeubles.

SITUATION ANCIENNE			SITUATION NOUVELLE		
Section	n° de plan	Contenance	Section	n° de plan	Contenance
BD	220	1 85 18	BD	244	1 73 83
	7 RUE MICHELET		BD	245	11 35

Je vous prie d'agréer, MONSIEUR , l'expression de ma considération distinguée.

Po/ *Le responsable de Centre*

Nom du signataire :

Pascal DUPUIS
Contrôleur
des Finances Publiques

1 D

MINISTÈRE DU BUDGET
DES COMPTES PUBLICS
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

Copie conforme de MAARCH/2023A/1236 le 28-08-2023 12:00

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Service du Cadastre

Département :
YONNE
Commune :
AUXERRE

Section :
Feuille(s) :
Echelle d'origine :
Echelle d'édition : 1/1500
Date de l'édition : 17/07/2023

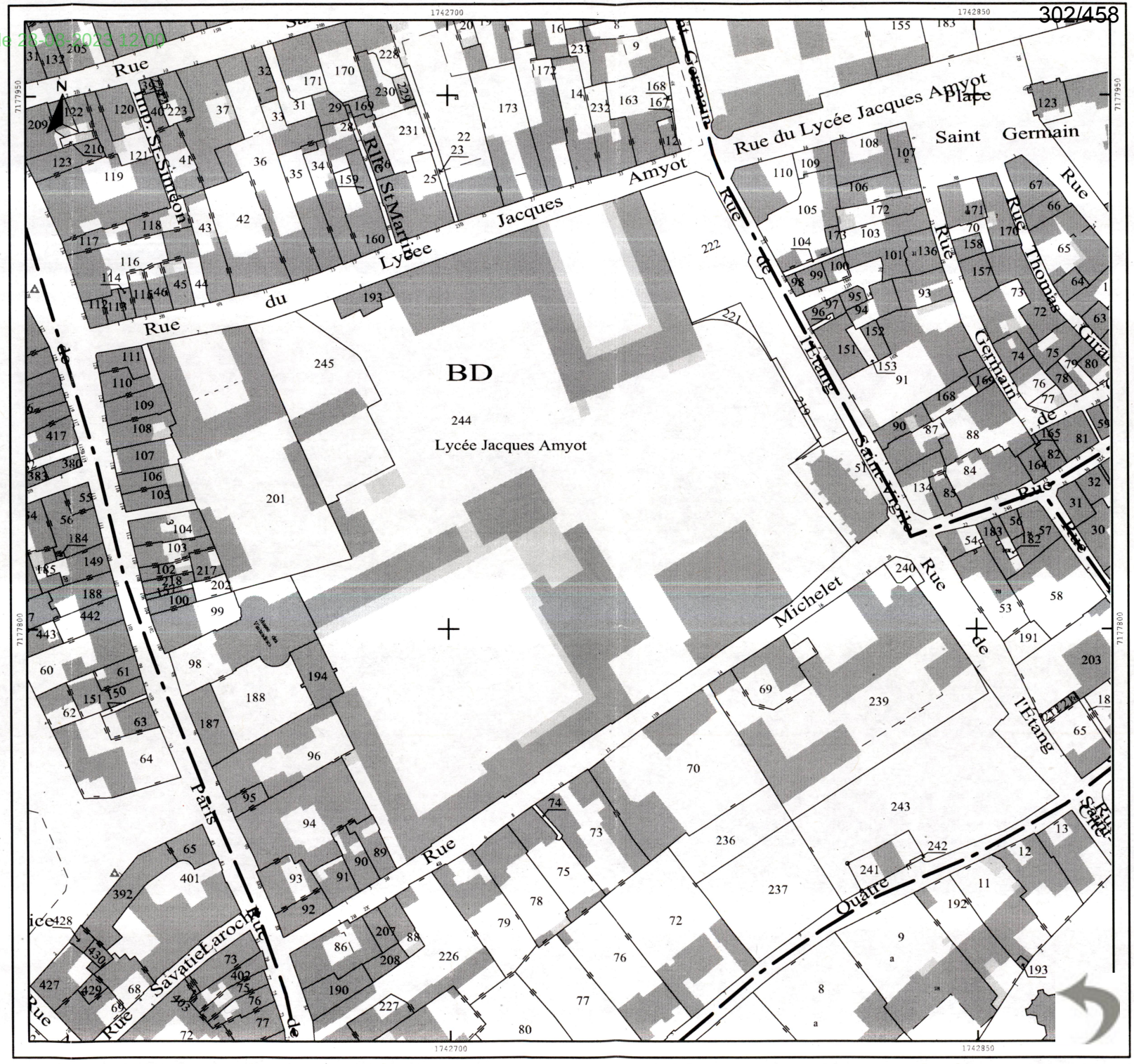
Numéro d'ordre du registre de constatation des droits :
Cachet du service d'origine :

Service Départ. des Impôts Fonciers (Yonne)
Pôle Topographique et Gestion Cadastrale
8, rue des Moreaux
B.P. 29
89010 AUXERRE CEDEX
Téléphone : 03.86.72.50.19

ptgc.yonne@dgfip.finances.gouv.fr

Extrait certifié conforme au plan cadastral
à la date : ------/------/------

A ----------,
le ----------
L' ----------



AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-029
OBJET : Rétrocession des parcelles de voirie Rue Jeanne Herold de Domanys au profit de la Ville d'Auxerre

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

Conformément au permis d'aménager n° PA 89024 21 B0001 délivré le 21 septembre 2021 et au permis de construire n° PC 89024 21B0032 délivré le 22 septembre 2021, sis 1 rue Jeanne Hérold à Auxerre, il a été convenu que la voie de desserte commune avec stationnements et espaces verts, réalisée par DOMANYS, sera rétrocédée au bénéfice de la Ville d'Auxerre. (cf plans annexés à la présente délibération).

Pour rappel, ce projet consiste à la construction de la Résidence « Les jardins du Viaduc » collectif de 23 logements locatifs et l'aménagement de 8 lots à bâtir à usage d'habitation.

Une visite sur site s'est déroulée en date du 05 décembre 2024 pour constater la réalisation des travaux conformément aux conditions fixées dans le cadre dudit PA.

Les travaux étant achevés, il s'agit de procéder à cette rétrocession afin de l'intégrer dans le domaine public de la Ville d'Auxerre.

L'évaluation des Domaines n°2024-89024-50443 en date du 24 juillet 2024 évalue la valeur vénale à 1€ symbolique. Il a donc été convenu que Domanys rétrocède à la Ville d'Auxerre la voirie désignée rue Jeanne Hérold d'une surface totale de 1 859m² à l'euro symbolique non versé, contre la charge d'entretien de cette voirie par la Ville d'Auxerre.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver cette acquisition aux conditions financières exposées ci-dessus.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver l'acquisition par la Ville d'Auxerre de parcelles cadastrées comme suit :

Commune d'Auxerre
Lieudit Rue Jeanne Herold
Section DZ n°906 d'une surface de 450m².
Section DZ n°902 d'une surface de 176m².
Section DZ n°904 d'une surface de 933m².
Section DZ n°905 d'une surface de 300m².
Soit un total de 1 859m².

Propriété de Domanys (ou toute personne physique ou morale substituée dans ses droits et obligations).

Moyennant un euro symbolique non versé, taxes et droits éventuels en sus à la charge de l'acquéreur.

AUXERRE

- D’autoriser le Maire ou son représentant à signer les actes d’acquisitions (administratifs ou notariés) à intervenir et tout document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

DOMANYS

DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

SÉANCE DU 3 DECEMBRE 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le trois décembre à 9 heures, le Conseil d'Administration de **Domanys** s'est réuni en présentiel au Siège Social de DOMANYS, 9 rue de Douaumont à Auxerre, et en visioconférence, sous la présidence de Sonia PATOURET, Vice-Présidente de Domanys.

A partir de 10h40

ÉTAIENT PRÉSENTS :

- Christophe BAUSSERON, François BOUCHER, Alexandre BOUCHIER Bernard BUFFAUT, Lisa COGERINO, Anna CONTANT, Jacques COREAU, Hervé COUTEILLE, Pascal HENRIAT, Saïd LAOUAT, Nadège NAZE, Sonia PATOURET, Roger ROUSSEL, Françoise WARION

ÉTAIENT REPRESENTES :

- Patrick GENDRAUD (pouvoir à Sonia PATOURET)
- Catherine VERNEAU (pouvoir à Jacques COREAU)
- Nicole LHERNAULT (pouvoir à Hervé COUTEILLE)
- Anne REBOURS (pouvoir à Pascal HENRIAT)

ÉTAIT PRESENTE EN VISIOCONFERENCE :

- Sophie DIEMUNSCH

ÉTAIENT ABSENTS :

- Sylvain DUVAL
- Clarisse QUENTIN

ÉTAIENT EGALEMENT ABSENTS EXCUSES :

- Ahcene MAMMARI
- Bruno AGEZ, Commissaire aux Comptes

ASSISTAIENT EN OUTRE À LA RÉUNION :

- M Fréderic LETOURNEAU, représentant le Préfet de l'Yonne,
- Mmes Karine LASCOLS, Directrice générale ; Marylise HUS, Directrice Services Clients ; Hélène GAUTHERON, Directrice Finances ; Gwendaëlle TAUREAU, Directrice des Relations Humaines et Ressources Internes, Audrey BANSE, Directrice Services Clients, Catherine OUMEDJKANE, Directrice Territoires & Attractivité, MM. Wilfrid BELLEVILLE, Directeur Patrimoine, Hervé ACHACHE, Directeur Stratégie, Innovation et Communication, Thibault BERNHARD, Responsable du Service Affaires Juridiques, Mme Agnès CLERC, Assistante de direction.

4.1.166.7.12 – GESTION PATRIMONIALE – CESSION D'UNE VOIRIE A AUXERRE RUE JEANNE HEROLD

Wilfrid BELLEVILLE, Directeur Patrimoine, rappelle que le 8 novembre 2021 DOMANYS a lancé la construction de 23 logements collectifs, Résidence « Les jardins du Viaduc », au 1 rue Jeanne HEROLD à Auxerre.

L'opération est décomposée comme suit :

- Construction d'un bâtiment de 23 logements collectifs, désignée Résidence « Les Jardins du Viaduc »,
- Construction d'une voirie, désignée rue Jeanne HEROLD,
- 8 lots à bâtir.

L'avis du domaine a été interrogé le 3 juillet 2024 sur la valeur vénale de cette voirie. Un accusé réception du dossier complet a été retourné le 24 juillet 2024. Le Service d'évaluation des Domaines a estimé à 1 euro la valeur de la voirie à céder.

A la suite d'échanges entre la Commune et Domanys, la Commune a accepté d'acquérir la voirie.

Ainsi, Domanys cèdera à la Ville d'Auxerre la voirie désignée rue Jeanne Hérold, parcelle DZ 906, 902, 904, 905 d'une contenance de 18a 59ca. Cette cession permettra de transférer la charge de l'entretien à la Commune.

Les Administrateurs, à l'unanimité, autorisent la cession de la parcelle en nature de voirie cadastrée DZ 906, 902, 904, 905 à la Commune au prix d'un euro non versé à charge d'entretien.

La Vice-Présidente,

Sonia PATOURET

GEOMEXPERT
auxerre@geomexpert.com
www.geomexpert.com
03 86 51 44 22
11 rue Max Quantin
89000 AUXERRE

Département de l'Yonne

COMMUNE DE AUXERRE

Rue du Viaduc / Rue Rantheaume

PLAN DE BORNAGE ET DE DIVISION

Cadastre :

Section DZ n°874, 876 et 898

DOSSIER : *X07846.2*

ÉCHELLE : *1 / 200*

MODIFICATIONS :

INDICE	DATE	ETABLI PAR	CONTROLE PAR	MODIFICATIONS / OBSERVATIONS
A	28/05/2024	NP		

GÉOMÈTRES-EXPERTS
Dimitri FRAPPART
Ingénieur ESGT
Joris BOUCHERON
Ingénieur ESGT

ACTIVITÉS

BORNAGE I EXPERTISE FONCIÈRE
DIVISION FONCIÈRE I AMENAGEMENT
A.F.A.F.E.
TOPOGRAPHIE
DÉTECTION DE RÉSEAUX
PHOTOGRAMMÉTRIE
AMÉNAGEMENT URBAIN
COPROPRIÉTÉ I DIVISION EN VOLUMES
URBANISME OPÉRATIONNEL
LEVÉ D'ARCHITECTURE I SCANNER 3D

Situation Nouvelle

DOMANYS

Terrain 1
DZ 886 ..... 20 m²
DZ 888 ..... 207 m²
DZ 890 ..... 119 m²
Superficie réelle totale : 346 m²

Terrain 2
DZ 877 ..... 1 m²
DZ 887 ..... 13 m²
DZ 889 ..... 211 m²
DZ 891 ..... 121 m²
Superficie réelle totale : 345 m²

Terrain 3
DZ 878 ..... 25 m²
DZ 892 ..... 292 m²
Superficie réelle totale : 317 m²

Terrain 4
DZ 879 ..... 35 m²
DZ 893 ..... 285 m²
Superficie réelle totale : 320 m²

Terrain 5
DZ 880 ..... 35 m²
DZ 894 ..... 285 m²
Superficie réelle totale : 320 m²

Terrain 6
DZ 881 ..... 35 m²
DZ 895 ..... 285 m²
Superficie réelle totale : 320 m²

Terrain 7
DZ 882 ..... 35 m²
DZ 896 ..... 285 m²
Superficie réelle totale : 320 m²

Terrain 8
DZ 883 ..... 97 m²
DZ 897 ..... 298 m²
Superficie réelle totale : 395 m²

Parcelle A
DZ 875 ..... 79 m²
DZ 884 ..... 348 m²
DZ 899 ..... 637 m²
Superficie réelle totale : 1064 m²

VOIRIE
DZ 902 ..... 01a 76ca
DZ 904 ..... 09a 33ca
DZ 905 ..... 03a 00ca
DZ 906 ..... 04a 50ca
Superficie réelle totale : 1859 m²

Parcelle B
DZ 900 ..... 06a 82ca
DZ 901 ..... 17a 98ca
DZ 903 ..... 05a 74ca
DZ 907 ..... 05a 58ca
Superficie réelle totale : 3612 m²

TABLEAU DES COORDONNEES

N°	X	Y	N°	X	Y
A	1742527.77	7176489.55	W	1742575.43	7176479.87
B	1742551.63	7176509.30	X	1742582.02	7176473.02
C	1742575.70	7176492.41	Y	1742593.11	7176461.49
D	1742543.46	7176502.53	Z	1742604.20	7176449.96
E	1742587.84	7176507.37	AA	1742615.29	7176438.43
F	1742556.92	7176493.28	AB	1742626.39	7176426.90
G	1742640.47	7176469.49	AC	1742627.46	7176425.78
H	1742682.76	7176438.22	AD	1742628.22	7176425.23
I	1742704.90	7176461.58	AE	1742629.08	7176424.70
J	1742715.19	7176451.06	AF	1742629.98	7176424.26
K	1742737.56	7176473.55	AG	1742630.91	7176423.89
L	1742739.95	7176469.83	AH	1742631.87	7176423.60
M	1742727.86	7176457.11	AI	1742634.05	7176423.27
N	1742702.35	7176429.89	AJ	1742644.58	7176422.70
O	1742663.72	7176388.37	AK	1742693.19	7176420.05
P	1742661.83	7176389.59	AL	1742611.97	7176413.03
Q	1742651.04	7176399.21	AM	1742600.88	7176424.56
R	1742635.45	7176412.97	AN	1742589.78	7176436.09
S	1742623.95	7176400.58	AO	1742578.69	7176447.62
T	1742556.37	7176470.80	AP	1742567.59	7176459.14
U	1742554.21	7176468.63	AQ	1742556.50	7176470.67
V	1742570.08	7176483.74	AR	1742541.64	7176478.58

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances Publiques de Bourgogne-Franche-Comté et du département de la Côte-d'Or

Pôle d'évaluation domaniale de Côte-d'Or-Yonne

25 rue de la Boudronnée
21000 DIJON

Courriel : drfip21.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par :

Le 24 juillet 2024

La Directrice régionale des Finances publiques de Bourgogne Franche-Comté et du département de la Côte-d'Or

à

DOMANYS

A l'attention de Mme Nathalie Lacombe

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr

Nature du bien : Voirie

Adresse du bien : Rue Jeanne Hérold – 89000 Auxerre

Valeur vénale hors taxe et hors frais de mutation: 1 € (des précisions sont apportées au paragraphe 8)

1 - CONSULTANT

affaire suivie par : Mme Nathalie Lacombe – Assistante juridique

2 - DATES

de consultation :	03/07/2024
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	
du dossier complet :	16/07/2024

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	☐
Acquisition :	amiable ☐ par voie de préemption ☐ par voie d'expropriation ☐
Prise à bail :	☐
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire	☐
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016[1] :	☐
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	☐

3.3. Projet et prix envisagé

Demande d'évaluation pour rétrocession à l'euro symbolique d'une partie de voirie à la Commune d'Auxerre.

Dans un message du 16/07/2024, le consultant indique que pour le moment, aucune délibération n'a eu lieu, et qu'aucun accord n'a été signé entre la commune et le consultant : « la délibération [aura lieu] après avoir reçu votre avis, pour permettre à notre conseil d'administration d'autoriser ou pas, la rétrocession. »

1 Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

La valeur déterminée dans le présent avis est par conséquent sujette à un accord entre les parties prenantes.

Si aucun accord n'était trouvé, le présent avis de valeur deviendrait caduc et la valeur s'en trouverait nécessairement changée.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

Le bien se trouve dans la partie nord-est d'Auxerre, commune urbaine de 34 778 habitants (source Insee 2021), chef-lieu de département de l'Yonne. La commune est à deux heures de Paris en voiture, et dispose d'une gare ferroviaire la reliant à Dijon et à Paris.

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Sans objet.

4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise (cerné de rouge dans le plan ci-dessous), figure au cadastre sous les références suivantes.

Commune	Parcelle	Adresse/Lieudit	Superficie (en m²)	Nature réelle
AUXERRE	DZ902	Rue Jeanne Hérold	1 859	Voirie
AUXERRE	DZ904	Rue Jeanne Hérold		Voirie
AUXERRE	DZ905	Rue Jeanne Hérold		Voirie
AUXERRE	DZ906	Rue Jeanne Hérold		Voirie



4.4. Descriptif.

Parcelle en nature de voirie au sein d'un quartier constitué d'habitations individuelles.

4.5. Surfaces du bâti

Néant.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

DOMANYS

5.2. Conditions d'occupation

Bien estimé libre d'occupation.

6 - URBANISME

6.1.Règles actuelles

PLU

Zone UM : zone urbaine mixte, faubourgs.

6.2.Date de référence et règles applicables

Néant

7 - MÉTHODE(S) D'ÉVALUATION MISE(S) EN ŒUVRE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas présent, cette méthode est utilisée car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

Dans le cadre d'une opération d'aménagement, la société en charge dudit aménagement intègre le coût des équipements dans le prix de vente des terrains à bâtir qu'elle cède. La voirie, les réseaux et les espaces verts réalisés par l'aménageur permettent la valorisation optimale des charges foncières acquises par les constructeurs.

La cession à une collectivité publique de ces équipements s'analyse comme un transfert de charges. Ils n'ont donc pas réellement de valeur marchande.

Par conséquent, la valeur vénale de la voirie sera considérée comme nulle. La valeur de cession à l'euro symbolique trouve à s'appliquer, sous réserve de l'accord évoqué au point 3.3.

Il est précisé que la valeur vénale correspond à un prix de marché. Elle ne tient pas compte des conditions financières particulières qui peuvent prévaloir dans le cadre d'une convention liant l'aménageur et la collectivité, le service des Domaines n'ayant pas à se prononcer sur ce point.

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à **1 €.**

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour la Directrice régionale des Finances publiques de Bourgogne Franche-Comté et du département de la Côte-d'Or, et par délégation



L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Département :
YONNE

Commune :
AUXERRE

Section : DZ
Feuille : 000 DZ 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/2500

Date d'édition : 21/03/2025
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC48
©2022 Direction Générale des Finances Publiques

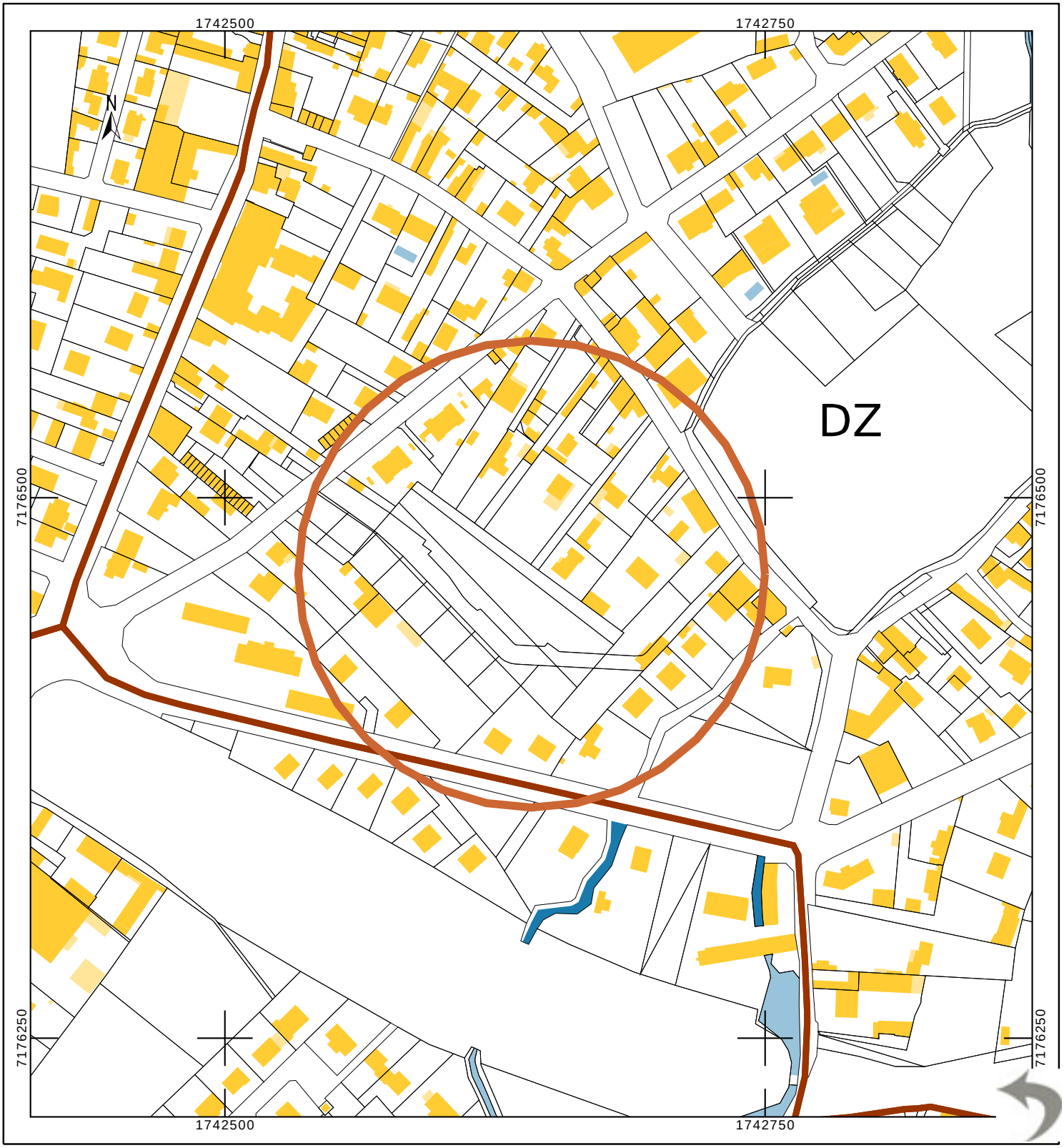
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
Service Départ. des Impôts Fonciers (Yonne)
Pôle Topographique et Gestion Cadastrale 8, rue des Moreaux 89010
89010 AUXERRE CEDEX
tél. 03.86.72.50.19 -fax
ptgc.yonne@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Département :
YONNE

Commune :
AUXERRE

Section : DZ
Feuille : 000 DZ 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1250

Date d'édition : 21/03/2025
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC48
©2022 Direction Générale des Finances Publiques

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
Service Départ. des Impôts Fonciers (Yonne)
Pôle Topographique et Gestion Cadastrale 8, rue des Moreaux 89010
89010 AUXERRE CEDEX
tél. 03.86.72.50.19 -fax
ptgc.yonne@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-030
OBJET : Modificatif de l'état descriptif de division en volumes et cahier des charges de la volumétrie sise boulevard de Montois cadastrée section IO 229 (anciennement cadastrée section IO numéro 15)

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

La ville d'Auxerre est co-volumier de biens et droits immobiliers situés dans un ensemble immobilier ayant fait l'objet d'une division volumétrique dans le quartier de Saint Siméon sis Boulevard de Montois cadastré section IO 15 (devenue IO 229) et 40. Un état descriptif de division volumétrique a été réalisé le 08 mars 1974, suivi de rectificatifs les 19 octobre 1982 et 14 janvier 1983 entre le Ville d'Auxerre et CARDINAL PARTICIPATION (ci-après « **l'EDDV** »).

Il s'agit des lots de volume n°2 dont la ville est titrée avec un droit de superficie sur chacune des parcelles section IO n°15 (devenue IO 229) et IO n°40, ce qui représente les terrasses du centre commercial de l'ancien Intermarché.

Dans le cadre de la cession de l'ensemble commercial au groupe JCS PROMOTION (« **la Cession** »), la ville d'Auxerre a fait part de sa volonté de céder ses droits immobiliers n'ayant plus d'usage de ces lots. Par délibération du Conseil Municipal n°2024-165 en date du 19 décembre 2024, la Ville d'Auxerre a approuvé le principe de cession des lots de volume n°2 du centre commercial Saint Siméon au groupe JCS PROMOTION, société acquéreur, représentée par Jean Claude Sitruk (ou toute société ou de personne morale venant s'y substituer).

Etant ici précisé que, la société CARDINAL PARTICIPATIONS, de son côté, a concédé audit groupe, une promesse de vente portant sur le volume n°1 de la parcelle IO 40 et sur le volume 3 à créer de la parcelle IO n°15 (devenue IO 229) du centre commercial Saint Siméon, suivant acte reçu par Maître Naëlle NAAR, notaire à PARIS, le 31 mars 2025.
Dans le cadre de cette Cession, la société « CARDINAL PARTICIPATION » a fait part à la Ville d'Auxerre de la nécessité de procéder à une modification de la volumétrie afin d'extraire de son périmètre le terrain d'assiette de l'air de distribution de carburants (station-service Intermarché), ladite station étant cédée par la société CARDINAL PARTICIPATIONS à son exploitant.
Pour cela, il convient de procéder :

- A la division du lot de volume 1 en deux nouveaux lots de volumes ; et
- A la réduction de l'assiette de la volumétrie.

La présente délibération s'applique à l'ensemble immobilier à usage mixte :

- situé Ville d'AUXERRE – Boulevard de Verdun
- cadastré section IO n°15 (désormais IO n°229), pour une contenance cadastrale de 36 802m²
- qui a fait l'objet d'un état descriptif de division en volumes (EDDV) en 2 lots de volumes, numérotés de 1 à 2, annexé à l'acte de Maître LERICHE, Notaire à AUXERRE, publié par le Service de la Publicité Foncière le 18 Mars 1974, volume 597 n°1er, suivant un acte reçu le 8 Mars 1974.

Est ci-après reproduit le tableau récapitulatif des lots qui seront annulés et crées par suite de la régularisation du modificatif à l'EDDV (cf plans annexés à la présente délibération et projet de

modificatif à l'état descriptif de division en volumes établi par le cabinet AZIMUT CONSEILS, Géomètres Experts, en février 2025, référence 230613 – Indice 2.)

LOTS	SURFACE DE BASE	ALTITUDES LIMITE DE VOLUMES	OBSERVATIONS
1	36 802m²	Sans limite en tréfonds – *172.0m, au droit de la « réserve du droit de superficie lot 2 » *Sans limite en élévation, hors de la « réserve du droit de superficie du lot 2 »	*Volume Annulé*
3	35 254m²	Sans limite en tréfonds – *172.0m, au droit de la « réserve du droit de superficie lot 2 » *Sans limite en élévation, hors de la « réserve du droit de superficie du lot 2 »	*Volume créé, issu du lot de volume n°1*
4	1 548m²	Sans limite en tréfonds – Sans limite en élévation	*-Volume créé, issu du lot de volume n°1* *-Volume Annulé après réduction de l'assiette*

Précision étant ici faite que :

- Le lot de volume n°4 (*emprise de la station-service Intermarché*) correspond à une emprise s'exerçant en continue, sans limitation en profondeur, ni limitation en hauteur. Il a vocation à être sorti de l'assiette de l'EDDV.
- L'assiette de la division en volumes s'exerce à ce jour sur la parcelle IO n°15. La parcelle IO n°15 est divisée en deux nouvelles parcelles IO n°229, pour une contenance cadastrale de 35 254m² et IO n°230, pour une contenance cadastrale de 1 548m². L'assiette de la parcelle IO n°230, correspond à l'emprise du lot de volumes n°4.
- Par suite de la régularisation dudit modificatif à l'EDDV, le lot de volume 4 sera purement et simplement annulé.

En conséquence, le conseil municipal est ainsi sollicité pour approuver le projet de modificatif à l'EDDV (division du volume 1 et réduction d'assiette) et autoriser la régularisation dudit modificatif à l'EDDV conformément au projet de modificatif à l'état descriptif de division en volumes établi par le cabinet AZIMUT CONSEILS, Géomètres Experts, en février 2025, référence 230613 – Indice 2 annexé à la présente délibération.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver le projet de division du lot de volume 1 en deux nouveaux lots conformément aux conditions mentionnées,
- D'approuver la réduction de l'assiette de la division en volumes conformément aux conditions mentionnées,
- D'autoriser le Maire ou en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci d'un adjoint habilité, à signer l'acte contenant modificatif à l'EDDV et tous les actes ainsi que tous documents nécessaires à cette transaction immobilière, devant intervenir à cet effet,

318/458

Département de l'Yonne
Commune d'AUXERRE
Lieudit: Le Parc du Levant
Boulevard de Verdun

PLAN de DIVISION

Cadastre : avant division DMPC 5319T

Section IO n°15 - Contenance cadastrale: 36802 m²

Cadastre : après division

Section IO n°229 - Contenance graphique: 35254 m²
Section IO n°230 - Superficie arpentée: 1548 m²

IO n°15

IO n°230
LOT B
1548 m²
(superficie arpentée)

IO n°229
LOT A
35254 m²
(contenance graphique)

IO n°40

Emprise du bâtiment digitalisée

Boulevard de Montois

Verdun

Boulevard de

Y=7178.800
X=1741.600
X=1741.700
Y=7178.900
X=1741.800
Y=7178.700
Y=7178.900
X=1741.600
Y=7178.600
Y=7178.600
X=1741.800
X=1741.900
Y=7178.700
Y=7178.800

LEGENDE :

- 34.64 — Limite de propriété* / Cotation*
- 34.64 — Ligne / Cote de rattachement
- YN n°71 — Application graphique cadastrale / Référence cadastrale
- Mur / Bâtiment
- Talus
- Grille (eaux pluviales)
- Tampon / Regard (réseaux divers)
- Chambre Télécom (L3T)
- Support Eclairage public
- Bouche à clé / borne incendie
- Regard de compteur (eau potable)
- Coffret Electrique / regard
- Plaque Gaz
- Servitude de passage de la parcelle IO n°230 sur la parcelle IO n°229, à constituer

ORDRE DES GÉOMÈTRES-EXPERTS
Sylvie DAUGE-MISCHEL
20, Place des Héros
89100 SENS
Tél: 03 86 65 12 73
N°D'INSCRIPTION 05329

Rattachement planimétrique*: RGF93-CC48
* Système métrique - GNSS par Réseau Orphéon

GÉOMÈTRE-EXPERT
GARANT D'UN CADRE DE VIE DURABLE

Nota:
– Les limites de propriété sont données à titre indicatif et devront faire l'objet d'un bornage.
– Le présent plan est établi en fonction des éléments visibles sur site, sans investigation particulière (fouille, passage caméra, demande de renseignement auprès des concessionnaires).

0 10 20 30 40
Echelle 1/1000

Référence: SDM/230613
Date: 04/03/2025-Ind:3

AZIMUT CONSEILS
S.A.R.L. de Géomètres Experts
20, Place des Héros - 89100 SENS
Tel : 03 86 65 12 73 - www.azimut-conseils.com
e-mail: contact@azimut-conseils.com
Membre de l'Ordre des Géomètres Experts n° 2005B200015

DÉPARTEMENT DE L'YONNE

VILLE D'AUXERRE

Boulevard de Verdun

MODIFICATIF À L'ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION EN VOLUMES ET ÀU CAHIER DES CHARGES

AZIMUT CONSEILS
S.A.R.L. de Géomètres Experts

20, Place des Héros - 89100 SENS
Tel : 03.86.65.12.73
e-mail : contact@azimut-conseils.com

Sylvie DAUGE MISCHEL Géomètre-Expert

Référence : 230613

Février 2025 – Indice 2

1 - DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

1,1 – Immeuble concerné

Le présent document s'applique à un ensemble immobilier à usage mixte :
- situé Ville d'AUXERRE – Boulevard de Verdun
- cadastré section IO n°15, pour une contenance cadastrale de 36 802m²
- qui a fait l'objet d'un état descriptif de division en volumes en 2 lots de volumes, numérotés de 1 à 2, annexé à l'acte de Maître LERICHE, Notaire à AUXERRE, publié par le Service de la Publicité Foncière le 18 Mars 1974, volume 597 n°1er, suivant un acte reçu le 8 Mars 1974.

1,2– Raison du modificatif

Le présent modificatif a pour objet :
-de diviser le lot de volume 1 en deux nouveaux lots
-de réduire l'assiette de la division en volumes.

1,3– Plans

Les plans suivants sont annexés au présent document:
- les croquis de repérage des lots de la division en volumes au niveau rez-de-chaussée, avant et après modificatif ;
- extrait du plan cadastral

2 – MODIFICATIF A L'ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION EN VOLUMES

2,1 – Division du lot 1

Le lot de volume 1, est scindé en 2 volumes distincts.

Le lot de volume n°1 est annulé.

Les lots 3 et 4 sont créés par le présent document. La désignation du lot annulé et des lots créés, est indiquée ci après :

Lot 1 constitué comme suit :
-la totalité du terrain, situé à AUXERRE, ZAC Saint Siméon, cadastré section IO n°15, d'une contenance de 36 802m².
-un bâtiment en rez-de-chaussée d'une surface au sol de 9 865m² environ se décomposant en surface de vente pour 3 550m² environ, annexe pour 6 315m² , dont 1 830m² environ de boutiques. Et d'un 1er étage avec environ 120 emplacements de stationnements ; le tout édifié sur le terrain cadastré IO n°15.
-le droit d'édifier, et de construire le terrain ci-dessus désigné.

Ce droit étant limité en hauteur au niveau de la cote 172.0m NGF, par la réserve du droit de superficie du lot n°2, au profit de la SEMAUXERRE ou de la Ville d'AUXERRE si celle-ci était substituée.

Lot 3 constitué comme suit :
-la totalité du terrain, situé à AUXERRE, ZAC Saint Siméon, cadastré section IO n°229, d'une contenance de 35 254m².
-un bâtiment en rez-de-chaussée d'une surface au sol de 9 865m² environ se décomposant en surface de vente pour 3 550m² environ, annexe pour 6 315m² , dont 1 830m² environ de boutiques. Et d'un 1er étage avec environ 120 emplacements de stationnements ; le tout édifié sur le terrain cadastré IO n°229.
-le droit d'édifier, et de construire le terrain ci-dessus désigné.

Ce droit étant limité en hauteur au niveau de la cote 172.0m NGF, par la réserve du droit de superficie du lot n°2, au profit de la SEMAUXERRE ou de la Ville d'AUXERRE si celle-ci était substituée.

Lot 4 constitué d'un volume formé d'une base de 1 548m², cadastré section IO n°230, sans limite en tréfonds, d'une part, et sans limite en élévation, d'autre part.

Avec le droit d'y réaliser toute construction et tout aménagement prévu aux règlements d'urbanisme de la commune. Ce lot est repéré aux croquis joints.

2,2 - Tableau récapitulatif des lots annulé et crées

LOTS	SURFACE DE BASE	ALTITUDES LIMITE DE VOLUMES	OBSERVATIONS
1	36 802m²	Sans limite en tréfonds – *172.0m, au droit de la « réserve du droit de superficie lot 2 » *Sans limite en élévation, hors de la « réserve du droit de superficie du lot 2 »	*Volume Annulé*
3	35 254m²	Sans limite en tréfonds – *172.0m, au droit de la « réserve du droit de superficie lot 2 » *Sans limite en élévation, hors de la « réserve du droit de superficie du lot 2 »	*Volume créé, issu du lot de volume n°1*
4	1 548m²	Sans limite en tréfonds – Sans limite en élévation	*-Volume créé, issu du lot de volume n°1* *-Volume Annulé après réduction de l'assiette*

Nota : Les altitudes indiquées précédemment sont rattachées au système de Nivellement de la France.

2,3 – Réduction de l'assiette de la division en volumes

Le lot de volume n°4 correspond à une emprise s'exerçant en continue, sans limitation en profondeur, ni limitation en hauteur. Il a vocation à être sorti de l'assiette du présent état descriptif de division en volumes.

L'assiette de la division en volumes s'exerce à ce jour sur la parcelle IO n°15.

La parcelle IO n°15 est divisée en deux nouvelles parcelles IO n°229, pour une contenance cadastrale de 35 254m² et IO n°230, pour une contenance cadastrale de 1 548m².
L'assiette de la parcelle IO n°230, correspond à l'emprise du lot de volumes n°4.

Le lot de volume 4 est purement et simplement annulé.

Le présent état descriptif de division en volume s'applique désormais sur un ensemble immobilier :
- situé Ville d'AUXERRE – Boulevard de Verdun

- cadastré section IO n°229, pour une contenance cadastrale de 35 254m²

3 - CAHIER DES CHARGES

Le cahier des charges établi en 1974 reste inchangé à l'exception du paragraphe ci-dessous, adapté suite à la division du lot n°1.

3,1 – Servitudes

Le lot n°3 est grevé au profit du lot 2, des droits suivants :
-droit de passage pour toutes canalisations (eau, gaz, électricité, téléphone, conduits d'évacuation de toutes sortes) avec accès pour en assumer la visite, l'entretien, la réfection, et tous raccordement aux lignes, conduites et collecteurs aériens et souterrains.
-droit de vue pour toutes ouvertures de toute nature.
Les canalisations seront aménagées le long des piliers situés hors des surfaces de vente, de réserve, d'exposition.

GÉOMÈTRE-EXPERT
GARANT D'UN CADRE DE VIE DURABLE

Département DE L'YONNE

Ville d'AUXERRE

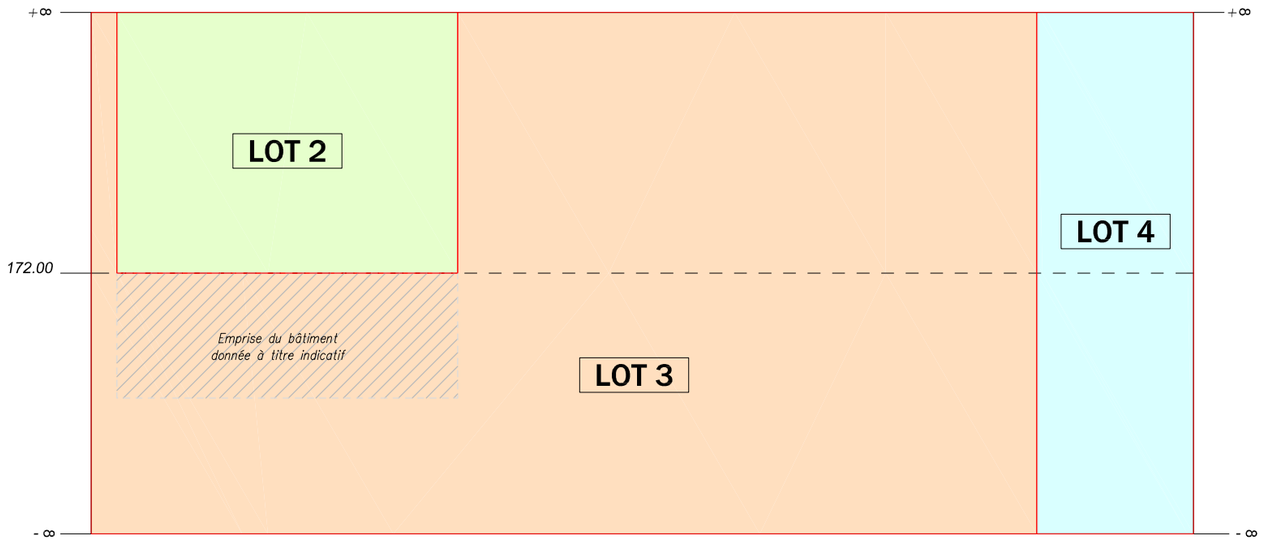
Boulevard de Verdun

CROQUIS de REPERAGE des LOTS de la DIVISION en VOLUMES

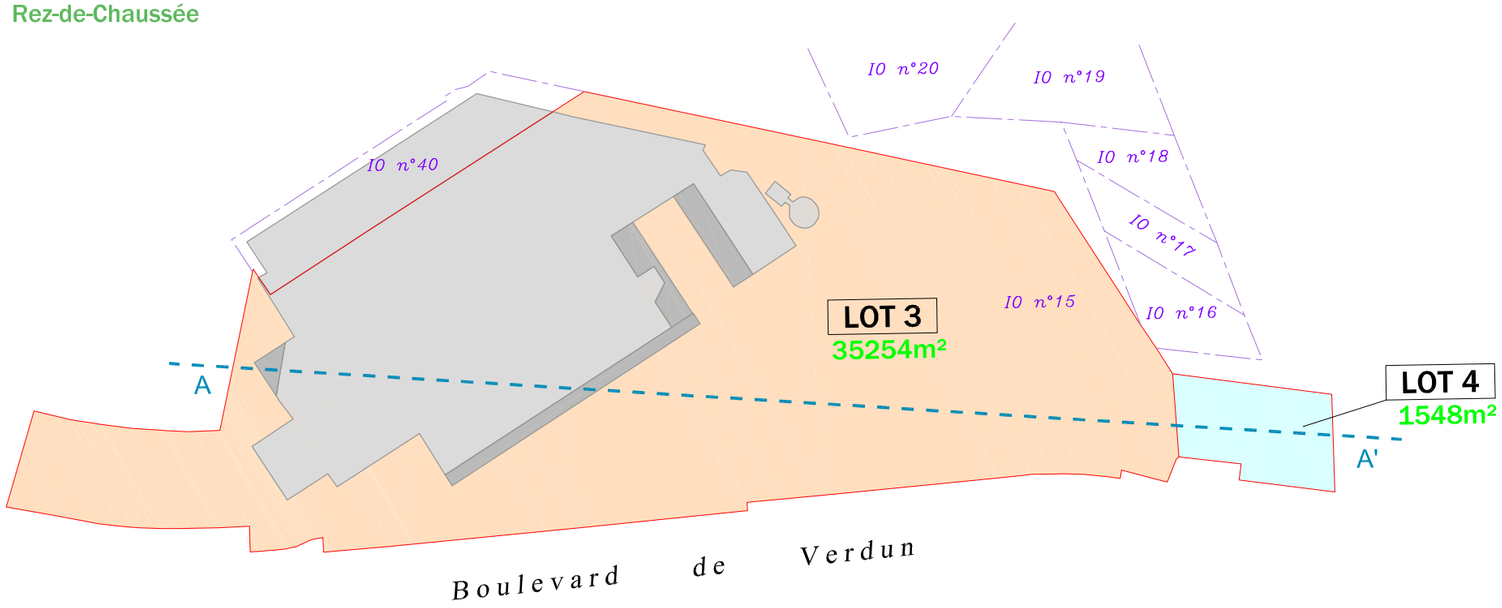
-AVANT MODIFICATION-

Cadastre : Section IO n° 15 - Contenance cadastrale: 36802m²

COUPE AA'
(shématique)



Niveau: Rez-de-Chaussée



AZIMUT CONSEILS
S.A.R.L. de Géomètres Experts

20, Place des Héros - 89100 SENS
Tel : 03 86 65 12 73 - e-mail: contact@azimut-conseils.com
www.azimut-conseils.com
Membre de l'Ordre des Géomètres Experts n° 2005B200015

Ind 2 - (SDM.)

Référence : 23

Date: 06/02/

Fichier = M:\2023\230613-IMMO MOUSQUETAIRES-Auxerre\Autocad\230613-eddv.dwg

GÉOMÈTRE-EXPERT
GARANT D'UN CADRE DE VIE DURABLE

Département DE L'YONNE

Ville d'AUXERRE

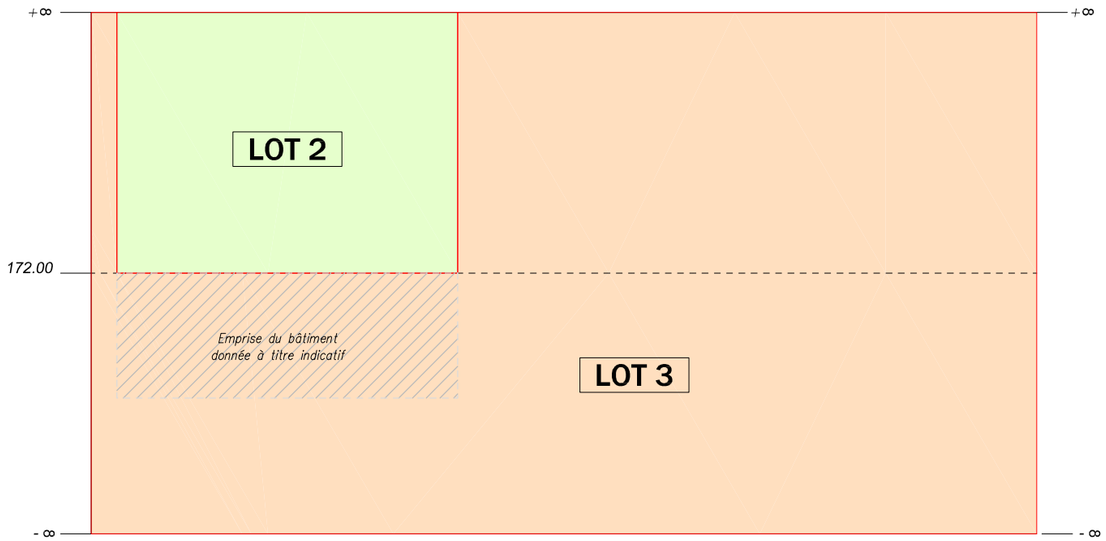
Boulevard de Verdun

CROQUIS de REPERAGE des LOTS de la DIVISION en VOLUMES

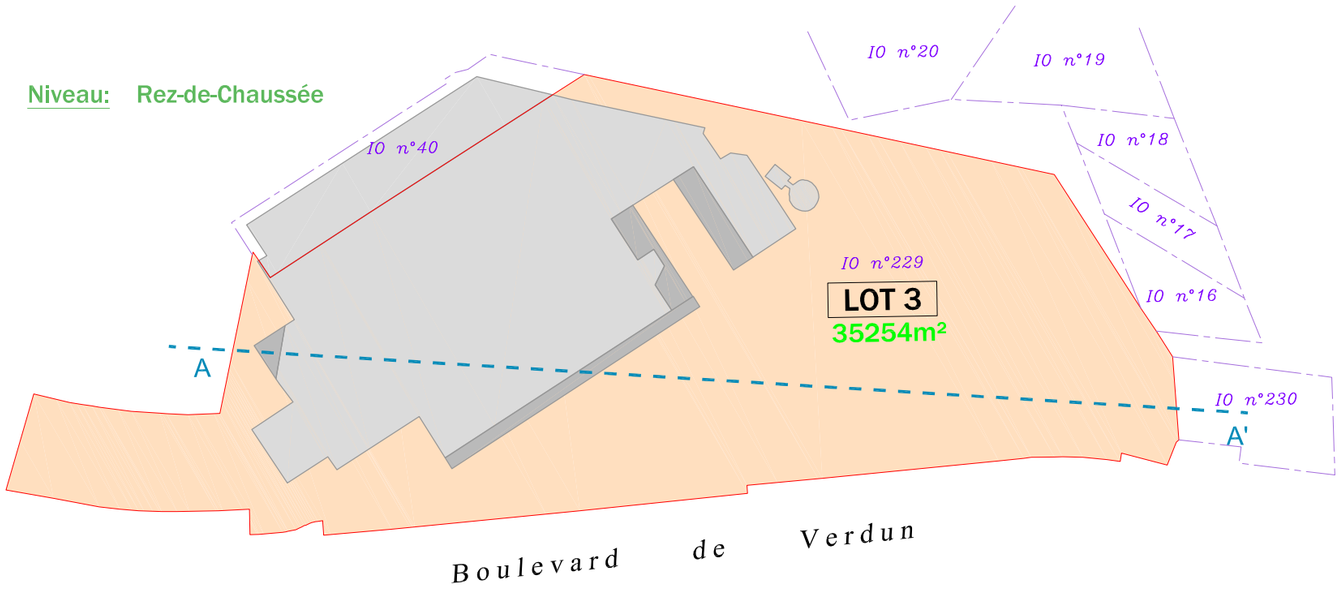
-APRES MODIFICATION-

Cadastre : Section IO n°230 - Contenance cadastrale: 35 254m²

COUPE AA'
(shématique)



Niveau: Rez-de-Chaussée



AZIMUT CONSEILS
S.A.R.L. de Géomètres Experts

20, Place des Héros - 89100 SENS
Tel : 03 86 65 12 73 - e-mail: contact@azimut-conseils.com
www.azimut-conseils.com
Membre de l'Ordre des Géomètres Experts n° 2005B200015

Ind 2 - (SDM.)

Référence : 23

Date: 06/02/

Fichier = M:\2023\230613-IMMO MOUSQUETAIRES-Auxerre\Autocad\230613-eddv.dwg

Commune :
AUXERRE (024)

N° d'ordre du document d'arpentage : 5379 T
Document vérifié et numéroté le 07/02/2025
A Auxerre
Par Philippe LE GRAND
Technicien Géomètre
Signé

Cachet du service d'origine :

Service Départ. des Impôts Fonciers (Yonne)
Pôle Topographique et Gestion Cadastrale
8, rue des Moreaux
B.P. 29
89010 AUXERRE CEDEX
Téléphone : 03.86.72.50.19

ptgc.yonne@dgfip.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :
A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;
B - En conformité d'un piquetage : ---------- effectué sur le terrain ;
C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé le ---------- par ---------- géomètre à ----------.
Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la chemise 6463.

A ---------- , le ----------

Modification demandée par procès-verbal du cadastre

Section : IO
Feuille(s) : 000 IO 01
Qualité du plan : Plan régulier avant 20/03/1980
Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/1500
Date de l'édition : 07/02/2025
Support numérique : ----------

D'après le document d'arpentage dressé
Par SYLVIE DAUGE-MISCHEL (2)
Réf. :

Le 03/02/2025

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc ...).
(3) Précisez les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué, représentant qualifié de l'autorité expropriant, etc...).



AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-031
OBJET : Confirmation de l'absence d'objet d'une convention conclue entre la société SAIGE et la Commune d'Auxerre

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

Il a été décidé, suite à délibération du Conseil Municipal du 17 avril 1998, de conclure une convention entre la société SAIGE (précédent propriétaire de l'Immeuble) et la Commune d'Auxerre. Cette convention, aux termes de laquelle la société SAIGE a consentie, sous diverses conditions, l'usage à titre gratuit des trois terrasses de la dalle du bâtiment, a été régularisée aux termes d'un acte en date du 25 juin 1998. Cet acte n'a pas fait l'objet d'une publication au service de la publicité foncière compétent.

La dalle des terrasses n'ayant à ce jour plus aucun usage par la Mairie, et ce depuis plusieurs années, il est donc proposé au conseil municipal de déclarer cette convention sans objet, et d'en constater son inopposabilité à l'égard de la Commune d'Auxerre.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De déclarer la convention susvisée sans objet et d'approuver son inopposabilité à l'égard de la Commune d'Auxerre,

- D'autoriser le Maire ou en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci d'un adjoint habilité, à signer tous les actes ainsi que tous documents nécessaires à cette constatation d'absence d'objet et d'inopposabilité à l'égard de la Commune d'Auxerre de ladite convention.

CONVENTION

ENTRE LES SOUSSIGNEES

- La société SAIGE, société anonyme au capital de 110.000.000 Francs, dont le siège social est à PARIS, (75015), 24 rue Auguste Chabrières, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro B 334 055 647,

  Représentée par Monsieur Lucien LENAN, agissant en qualité de Président du Conseil d'Administration,

Ci-après dénommée LE SOUSSIGNE DE PREMIERE PART

- La commune d'AUXERRE, 14 place de l'Hôtel de Ville – 89000 AUXERRE,

  Représentée par Monsieur Jean PELISSIER, Adjoint d'AUXERRE, dûment habilité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 12 Avril 1998

Ci-après dénommée LE SOUSSIGNE DE SECONDE PART

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

La société SAIGE exploite un immeuble commercial sis à AUXERRE (89000), Zac Saint Siméon, boulevard de Verdun, édifié sur un terrain cadastré section EX numéro 97, section EY numéros 229, 231 à 234, 236, 248 à 252, 254 à 256, 380, 383 et 379.

Sur la dalle de ce bâtiment, la commune d'AUXERRE a édifié des constructions en 1976 afin d'y accueillir une halte garderie et une salle polyvalente. Elle a également installé des cours de tennis.

Dans le cadre du programme de rénovation présenté par la société SAIGE pour restructurer le centre commercial, son parking, les accès et les abords immédiats, les parties soussignées ont signé une convention autorisant, notamment, la société SAIGE a procédé à la démolition, pour le compte de la commune d'AUXERRE, de la halte garderie et de la salle polyvalente.

La dalle du bâtiment, propriété de la SA SAIGE, qui se décompose en trois terrasses de niveaux différents, doit servir à l'aménagement d'un parking et d'une zone piétonne.

La commune d'AUXERRE souhaite bénéficier pour ses administrés de l'usage :

⇒ du parking, notamment pour les occupants des résidences avoisinantes,
⇒ d'une zone piétonne.

Afin de rendre possible cette utilisation, tant par la commune d'AUXERRE que par la société SAIGE, il est nécessaire de procéder à l'installation de l'électricité sur l'ensemble de la dalle.

Aussi, les parties soussignées ont souhaité se rencontrer afin de concrétiser par écrit les modalités de l'installation électrique sur la dalle du bâtiment mais aussi déterminer les charges et conditions réciproques des parties quant à l'utilisation des diverses terrasses composant la toiture terrasse du bâtiment.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

⇒ les conditions techniques et financières de l'installation de l'éclairage électrique sur les terrasses,

⇒ les charges et conditions relatives à l'utilisation par les parties soussignées des trois terrasses composant la dalle du bâtiment désigné dans l'exposé.

ARTICLE 2 : INSTALLATION DE L'ELECTRICITE

La société SAIGE a fait procédée à l'installation technique de l'électricité sur les trois terrasses composant la dalle du bâtiment ci-dessus désigné conformément à la règlementation en vigueur pour les E.R.P. de première catégorie, afin d'en assurer un éclairage complet et suffisant.

Le coût financier de l'ensemble de cette installation sera pris en charge par la Société SAIGE.

ARTICLE 3 : UTILISATION DES TERRASSES

La société SAIGE consent par les présentes, à titre gratuit, à la commune d'AUXERRE qui accepte l'usage des trois terrasses de la dalle du bâtiment ci-après désigné, aux clauses, charges et conditions suivantes :

3-1 DESIGNATION ET DESTINATION DES LIEUX UTILISES :

Les trois terrasses, objets des présentes, de niveau différent, sont situées sur la dalle de l'immeuble commercial sis à AUXERRE (89000), Zac Saint Siméon, boulevard de Verdun, édifié sur un terrain cadastré section EX numéro 97, section EY numéros 229, 231 à 234, 236, 248 à 252, 254 à 256, 380, 383 et 379n, conformément au plan annexé aux présentes.

La terrasse numéro 1, située au niveau inférieur de la dalle du bâtiment, sera utilisée comme parking, étant précisé qu'il comprendra environ 120 places de stationnement.

Les terrasses numéros 2 et 3, situées aux niveaux supérieurs constitueront une zone piétonne, avec voie d'accès à la voie publique située dans la ZAC Saint Siméon.

3-2 DUREE :

S'agissant de l'installation de l'électricité, objet de l'article 1 et de l'utilisation des terrasses, la présente convention prend effet à compter du JUIN 1998, date de la réception contradictoire des ouvrages par la Commune d'AUXERRE. La Société SAIGE remettra à la Commune d'AUXERRE, le au plus tard les dossiers des ouvrages exécutés. La Commune d'AUXERRE bénéficiera des garanties de parfait achèvement auprès de l'entreprise titutaire du marché « d'éclairage », la SA SODELEM

La présente convention est consentie pour une durée de un an renouvelable par tacite reconduction pour la même durée, à défaut d'une manifestation de volonté de l'une des parties soussignées pour y mettre un terme à son échéance, par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois mois à l'avance.

Toutefois, il est expressément convenu entre les parties que la première année est « une période d'observation », quant au bon fonctionnement de l'utilisation des terrasses.

En conséquence, la Société SAIGE pourra mettre fin à la présente convention, à tout moment, sans préavis, par lettre recommandée avec accusé de réception, si les obligations et engagements de la Commune d'AUXERRE ne sont pas respectés, ou si des faits ou engagements survenus, pendant cette période, portent atteinte à la sécurité du public et du bâtiment, et mettent en jeu la responsabilité de la Société SAIGE de façon inconsidérée.

3-3 CONTREPARTIE DE L'UTILISATION DES TERRASSES :

En contrepartie de l'utilisation des trois terrasses ci-dessus désignées, la Commune d'AUXERRE prendra en charge l'entretien des installations électriques, notamment :

⇒ l'entretien, le remplacement et les réparations des projecteurs, des candélabres et de leur support, ainsi que l'armoire,

Le coût de l'éclairage abonnement compris est également pris en charge par la Commune d'Auxerre.

La commune aura un compteur individuel et sera facturée directement par EDF.

3-4 CHARGES ET CONDITIONS :

Les terrasses ci-dessus désignées pourront être continuellement utilisées par le public.

Toutefois, les parties soussignées s'engagent à associer leurs efforts afin que les places de parking soient principalement utilisées par les exploitants du centre commercial et leur clientèle, le vendredi et le samedi.

- entretien des lieux :

Les parties soussignées s'engagent à entretenir les terrasses et à les maintenir en bon état, de manière à ne pas gêner la bonne utilisation des terrasses et respecter l'environnement.

Les parties devront veiller :

⇒ à ce qu'aucun véhicule ne stationne sur les voies de dégagement ou sur les passages communs, à ce qu'aucun véhicule détérioré (épave) ne stationne sur le parking,

⇒ à ce que les utilisateurs n'effectuent sur la terrasse à usage de parking aucun travail de réparation, de lavage, de vidange ou de graissage, ne jettent de l'huile ou essence dans les égouts ou les regards, n'entreposent de l'essence ou des matières grasses inflammables.

L'entretien de la surface des terrasses, constituées par la bande de roulement, les dalles gravillonnées, y compris les grilles d'avaloirs d'eau (hors démontage), sera pris en charge par la Commune d'AUXERRE.

L'entretien s'entend, du balayage, de l'entretien normal d'un parking (revêtement, marquage au sol).

La Commune d'AUXERRE, s'interdit, sauf accord de la Société RENIAL, exploitant la surface commerciale « INTERMARCHE » :

⇒ de consentir à quelque personne que ce soit un droit de jouissance ou d'usage sur les terrasses, objets des présentes,

⇒ d'effectuer des travaux ou constructions non prévus à ce jour.

⇒ <u>assurances</u> :

Les parties soussignées seront tenues de contracter avec une compagnie d'assurances notoirement solvable, une ou plusieurs polices d'assurances pour garantir les terrasses, le matériel, le recours des voisins et des tiers.

Le ou les polices d'assurance souscrites par les partie soussignées devront prévoir la couverture des évènements suivants :

- incendie, explosions, foudre, dommages électriques,
- tempête, grêle, neige,
- fumées, choc d'un véhicule terrestre,
- chute d'appareils de navigation aérienne et d'engins spatiaux,
- dégâts des eaux,
- actes de vandalismes et attentats,
- catastrophes naturelles.

Les parties soussignées garantiront également les risques de Responsabilité Civile inhérente à leur activité professionnelle et leur occupation des lieux, étant précisé que les parties soussignées devront mettre tout en oeuvre pour assurer la sécurité du public.

Les parties soussignées renoncent expressément à tous recours et actions quelconque l'une contre l'autre du fait de la destruction totale ou partielle de ses mobiliers et matériels, du fait des dommages matériels concernant les terrasses utilisées.

Cette renonciation réciproque est prévue dans les contrats d'assurance et est applicable aux risques de responsabilité civile.

ARTICLE 4 : ENREGISTREMENT

Les présentes seront enregistrées au droit fixe.

ARTICLE 5 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties soussignées font élection de domicile en leur siège social respectif.

ARTICLE 4 : FRAIS ET HONORAIRES

Les frais et honoraires des présentes sont à la charge de la Société SAIGE

FAIT A AUXERRE, le 25.06.98.

EN QUATRE EXEMPLAIRES

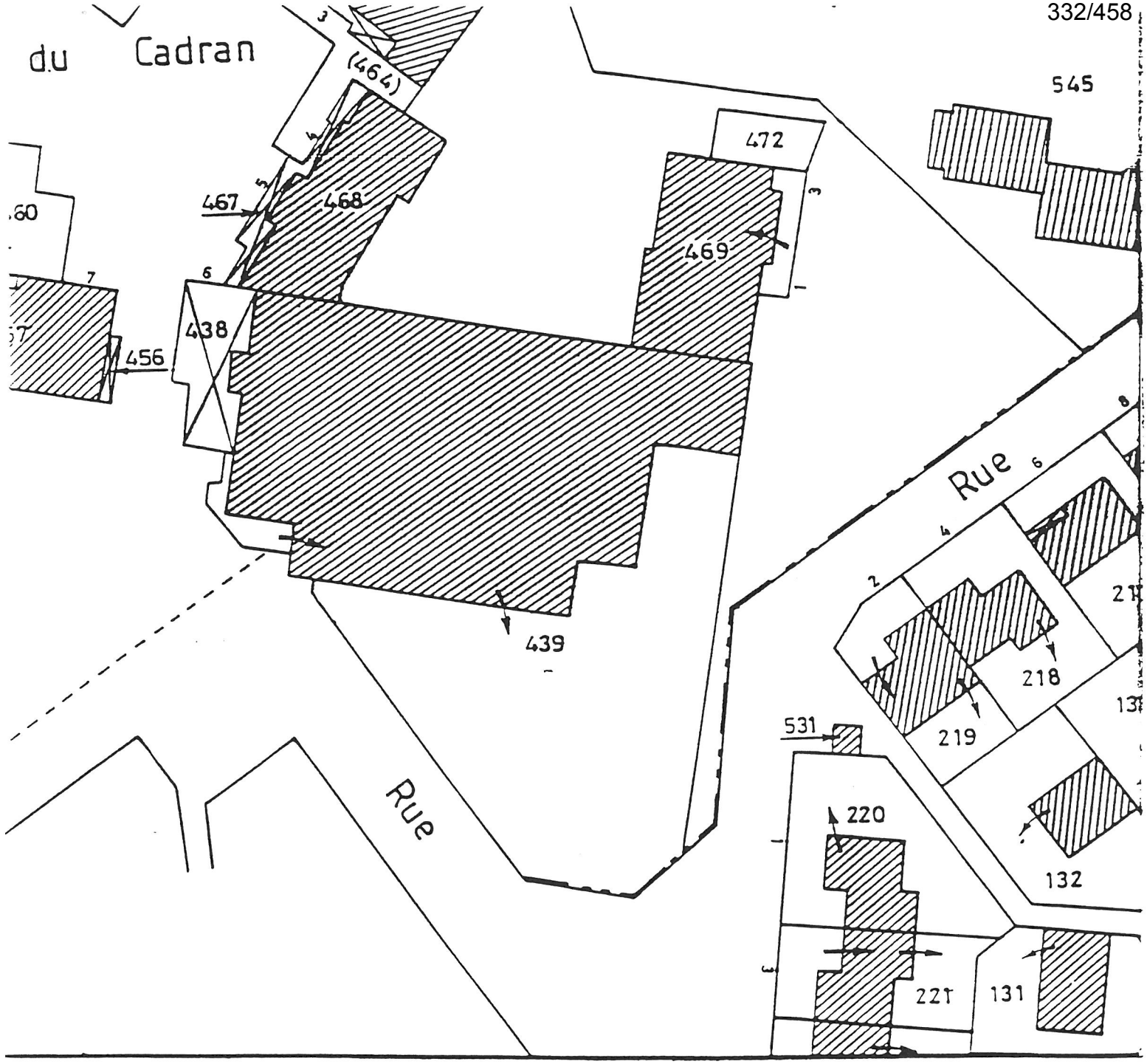
LA SOCIETE SAIGE

SA SAIGE
24, rue Auguste-Chabrières
75737 PARIS CEDEX 15
SIRET : 334 056 647 00013

LA COMMUNE D'AUXERRE

L'Adjoint

JEAN PELISSIER



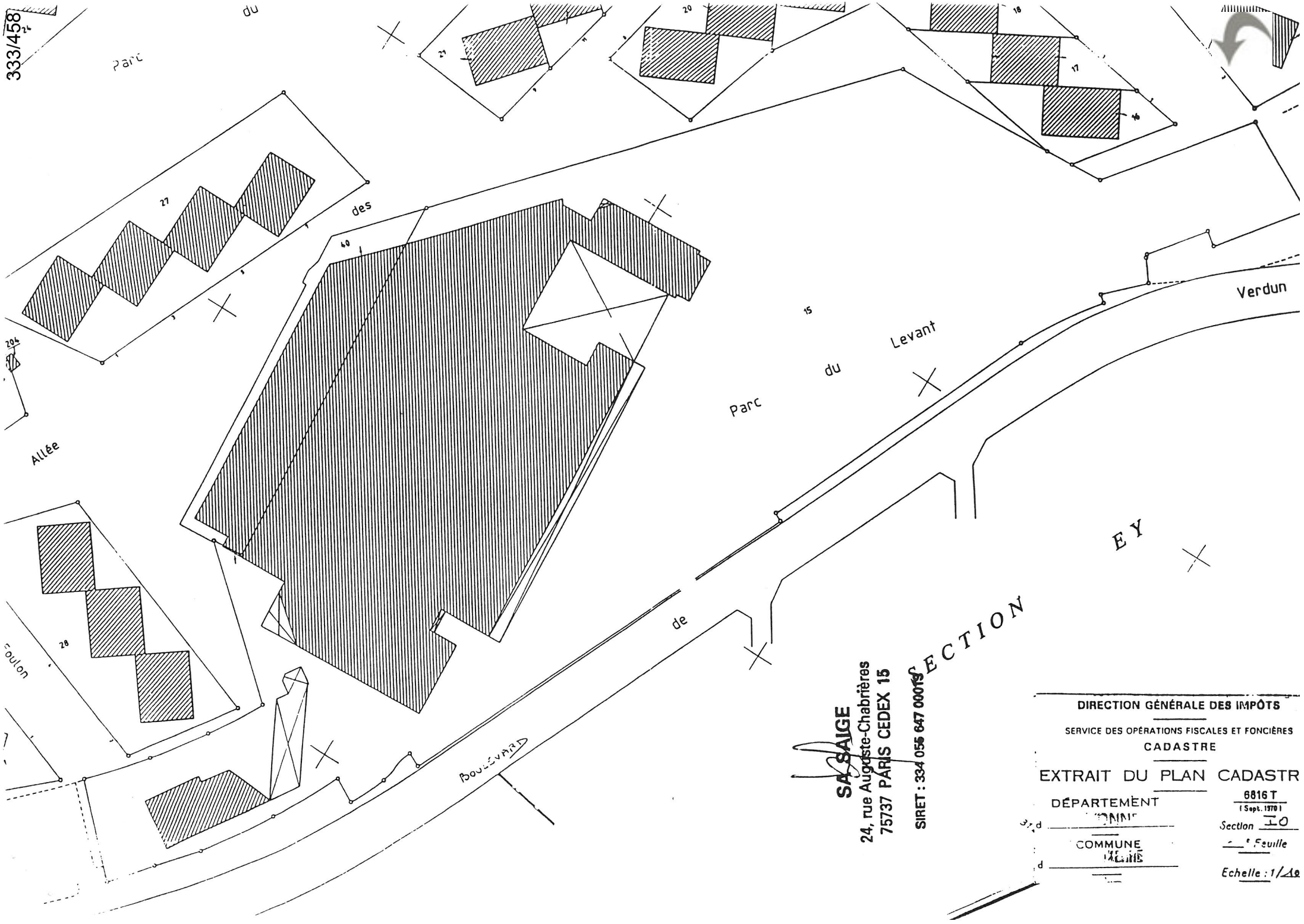
Extrait certifié conforme
au plan cadastral
- à la date ci-dessous (1).
- à la date du 1er janvier 19__

A AUXERRE
le 02 JAN 1995

Pour le Chef de Centre
des Impôts Foncier (cadastre

SA SAIGE
24, rue Auguste-Chabrières
75737 PARIS CEDEX 15

SIRET : 334 055 647 00013


333/458
Parc du
Parc du Levant
Verdun
Allée
des
de
Boulevard
SECTION EY
SA SAIGE
24, rue Auguste-Chabrières
75737 PARIS CEDEX 15
SIRET : 334 055 647 00015
DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS
SERVICE DES OPÉRATIONS FISCALES ET FONCIÈRES
CADASTRE
EXTRAIT DU PLAN CADASTR
DÉPARTEMENT
COMMUNE
6816 T
(Sept. 1970)
Section EO
Feuille
Echelle : 1/

AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-032
OBJET : Convention de servitude de passage de canalisations sur les parcelles cadastrées section IK n°146 et HN n°308 à Auxerre, propriétés de la Ville d'Auxerre au profit de la SCI Auxerre Hôtellerie

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

Dans le cadre du permis de construire numéro PC 89024 22 B0026 déposé le 24/05/2022 par la SCI Auxerre Hôtellerie aux Clairions à Auxerre et délivré le 19/10/2022, pour la construction d'un nouvel hôtel, la SCI Auxerre Hôtellerie a besoin d'implanter des canalisations de Gaz et AEP sur des parcelles propriétés privées de la Ville d'Auxerre, cadastrées section IK n°146 et HN n°308 (cf plans annexés à la présente délibération).

Pour ce faire, il est nécessaire de formaliser cette servitude par le biais d'une convention.
Ladite convention acte qu'à titre de servitude réelle et perpétuelle, le propriétaire du fonds servant constitue au profit de SCI Auxerre Hôtellerie, de ses ayants-droits successifs, et de ses préposés (pour le besoin de leurs activités) un droit de passage perpétuel en tréfonds, pour toutes canalisations destinées à la distribution du gaz, pour toutes canalisations qui en seront l'accessoire, et pour l'installation de tous accessoires, y compris en surface tels que les protections cathodiques et les postes de détente en surface.

Cette servitude sera mise en place sur des parcelles propriétés privées de la Ville d'Auxerre au profit de la société SCI Auxerre Hôtellerie, sans indemnisation. Elle sera réitérée par acte authentique par le notaire de la SCI Auxerre Hôtellerie et à ses frais.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver la convention de servitude de passage de canalisations sur des parcelles propriétés de la Ville d'Auxerre au profit de la SCI Auxerre Hôtellerie, sans indemnisation, cadastrées comme suit :

  Commune d'Auxerre
  Lieu-dit Le dessus Des Clairions
  Section IK n°146 d'une surface de 311 m²
  Section HN n°308 d'une surface de 173 m²

- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer la convention de servitude de passage et tout document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Tranchée

T

HT

AEP
Abandonnée

295
Mac Donald

Totem

Mat
Mat
Mat

308
Ville d'AUXERRE

145

146

AEP
Abandonnée

Mat

GAZ

Mat

PMR

Mat

700

1529

PMR

PMR

Mat

HT

AEP

AEP

Avenue Jean Monnet

Avenue Jean Monnet

HT

Rue Louise Weiss

GAZ AEP

Plan masse
Réseaux et accès
Exisrant
1/250e

01

04/10/2024

Accès Hôtel Ibis Auxerre Nord
Avenue de Worms
89000 - AUXERRE

Maître d'ouvrage :
SCI AUXERRE HOTELLERIE
Avenue de Worms
89000 AUXERRE

Vincent CANET architecte D.P.L.G.
26, place des Cordeliers - 89000 AUXERRE
N° d'inscription au tableau de l'Ordre des Architectes : 070070
Tel : 03 86 51 43 89 - Fax : 03 86 51 60 80 - Email: vincentcanet@yahoo.fr

Ces plans sont uniquement valables pour L'établissement du permis
construire. En aucun cas ils ne pouront êtres utilisés comme plans d'exe

3466
3605
1589
124
1070
3647
2045
60
150
350
455
350
1150
700
1529
1331
GAZ
AEP
AEP
Abandonnée
HT
HT
GAZ
AEP
295
Totem
Mat
Mat
Mat
Mac Donald
AEP
Abandonnée
308
Ville d'AUXERRE
145
HT
146
Mat
Mat
Mat
PMR
PMR
PMR
GAZ
Branchement
GAZ
Branchement
AEP
HT
AEP
AEP
Mat
Avenue Jean Monnet
Avenue Jean Monnet
Rue Louis
84
85
86
87
88
89
90
91
92

GAZ AEP

Plan masse
Réseaux et accès
Projeté
1/250e

02

04/10/2024

Accès Hôtel Ibis Auxerre Nord
Avenue de Worms
89000 - AUXERRE

Maître d'ouvrage :
SCI AUXERRE HOTELLERIE
Avenue de Worms
89000 AUXERRE

Vincent CANET architecte D.P.L.G.
26, place des Cordeliers - 89000 AUXERRE
N° d'inscription au tableau de l'Ordre des Architectes : 070070
Tel : 03 86 51 43 89 - Fax : 03 86 51 60 80 - Email: vincentcanet@yahoo.fr

Ces plans sont uniquement valables pour L'établissement du permis
construire. En aucun cas ils ne pouront êtres utilisés comme plans d'exe

CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE CANALISATIONS

Entre les soussignés :

SCI AUXERRE HOTELLERIE

Représentée par : **Monsieur Jean-Marie FRAGNE**

Domicilié : **Avenue de Worms 89000 AUXERRE**

ET

La Ville d'Auxerre, collectivité territoriale, personne morale de droit public dans le département de l'Yonne, ayant son siège à Auxerre (89000), Place de l'Hôtel de Ville. Identifiée sous le numéro SIREN 218 900 249.

Représentée par Monsieur le Maire, Crescent MARAULT.

Désignée ci-après " **LE PROPRIETAIRE** ou " **LE PROPRIETAIRE DU FONDS SERVANT** ".

DESIGNATION DU FONDS SERVANT

A AUXERRE (89000)

UN TERRAIN situé et cadastré :

Bâtiment situé sur la commune de : Auxerre (Hôtel ibis Auxerre Nord)						
	Cadastre					
N° d'ordre	Section	N°	CL	Lieudit ou Rue et N°	Nature	Longueur empruntée
1	IK	146	311m²	LE DESSUS DES CAIRIONS	Non bâti	12 mètres
2	HN	308	173m²	LE DESSUS DES CAIRIONS	Non bâti	13 mètres

Un **plan parcellaire** mentionnant la bande de servitude est annexé à la présente, le propriétaire du fonds servant consentant expressément à ce tracé, sans préjudice de ce qui suit.

CONVENTION DE SERVITUDE

Le Propriétaire du fonds servant, après avoir pris connaissance du tracé des canalisations GAZ et AEP notifiées par **SCI AUXERRE HOTELLERIE**, consent à **SCI AUXERRE HOTELLERIE** (sans préjudice des droits dont l'autorité concédante pourrait profiter par voie de conséquence), une servitude de passage sur les parcelles désignées ci-après, qu'il déclare lui appartenir.

CONSTITUTION DE SERVITUDE

A titre de servitude réelle et perpétuelle, le propriétaire du fonds servant constitue au profit de **SCI AUXERRE HOTELLERIE**, de ses ayants-droits successifs, et de ses préposés (pour le besoin de leurs activités) un droit de passage perpétuel en tréfonds, pour toutes canalisations destinées à la distribution du gaz, pour toutes canalisations qui en seront l'accessoire, et pour l'installation de tous accessoires, y compris en surface tels que (sans que cette liste ne soit exhaustive), les protections cathodiques et les postes de détente en surface.

En conséquence de ladite constitution de servitude, les parties conviennent ce qui suit :

Article 1

Le Propriétaire du fonds servant consent, à titre réel, les droits et pouvoirs suivants :

- établir à demeure dans deux bandes de <1> mètres pour chacune des canalisations et ses accessoires techniques, étant précisé que l'axe des canalisations sera adapté par la **SCI AUXERRE HOTELLERIE** à l'intérieur de ces deux bandes, selon ce qu'il jugera, et convenir qu'aucun élément (végétal ou non végétal) dont l'enracinement dans le sol est susceptible d'excéder <0,40> mètre(s) à partir de la surface naturelle du sol ne devra être planté dans ces deux bandes.

- en ce qui concerne les agents du bénéficiaire de la servitude ou ceux des entrepreneurs agissant pour son compte : pénétrer sur lesdites parcelles et y exécuter tous les travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la surveillance, le relevé de compteurs, l'entretien, la modification, le renforcement, la réparation, l'enlèvement de tout ou partie de la ou des canalisations et des ouvrages accessoires, ainsi que ce qui pourrait en être la suite ou le prolongement,

- occuper, temporairement, pour l'exécution des travaux de pose des ouvrages, une largeur supplémentaire de terrain de <2>mètres, - occupation donnant seulement droit au propriétaire du fonds servant au remboursement des éventuels dommages subis dans les conditions prévues à l'article 3, ci-dessous,

- procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages ou dessouchages des arbres ou arbustes nécessaires à l'implantation ou à l'entretien des ouvrages prévus ci-dessus, le bénéficiaire de la servitude disposant en toute propriété des arbres abattus. A cette fin, le Propriétaire du fonds servant donnera(ont) toutes facilités à **SCI AUXERRE HOTELLERIE**, comme à ses ayants droit et préposés, en ce qui concerne les droits d'accès et de passage prévus au présent article.

Article 2

Le Propriétaire du fonds servant conserve la pleine propriété du terrain, grevé de servitudes dans les conditions qui précèdent, sans préjudice de son engagement à respecter le ou les ouvrages désignés à l'article 1, ainsi que l'établissement à demeure desdits ouvrages.

Il reconnait n'avoir aucun droit sur les canalisations et renonce à se prévaloir de leur propriété par le jeu de l'accession, sauf l'hypothèse de l'extinction des droits constitués aux présentes, par non-usage trentenaire.

Il s'engage :

- à ne procéder, sauf accord préalable écrit de **SCI AUXERRE HOTELLERIE**, dans les deux bandes de <1> mètre(s) visée à l'article 1, à aucune modification de profil de terrain, plantation d'arbres ou d'arbustes, ni à aucune façon culturale descendant à plus de <0,20> mètre(s) de profondeur.

- sauf accord préalable de **SCI AUXERRE HOTELLERIE**, à ne construire aucun ouvrage et/ou construction, dans les deux bandes de <1> mètre(s) visée à l'article 1,
Sans préjudice de ce qui vient d'être dit, tous travaux envisagés doivent donner lieu, dans les conditions de droit, à toutes déclarations ou autorisations préalables relatives à la déclaration de projet de travaux (DT) et à la déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) à proximité des ouvrages gaz ou de toutes formalités équivalentes ou qui s'y substitueraient.

- à s'abstenir de tout fait de nature à nuire à la canalisation, à la bonne utilisation et à l'entretien des ouvrages.

- en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux de l'une ou de plusieurs des parcelles concernées,
  - d'une part, à notifier au nouvel ayant droit les servitudes dont elles sont grevées par la présente convention, en obligeant expressément ledit ayant droit à la respecter en ses lieu et place,
  - et d'autre part, à en informer le notaire rédacteur dudit acte afin qu'il en fasse mention

- en cas d'exploitation de l'une ou de plusieurs des parcelles susvisées, de mise en location ou de changement d'exploitant ou de locataire, à lui notifier par lettre recommandée avec accusé de réception, les servitudes spécifiées ci-dessus, en l'obligeant à les respecter.

Article 3

SCI AUXERRE HOTELLERIE s'engage :

- nonobstant ses droits résultant de l'article 1, à prévenir le(s) propriétaire(s) du terrain avant toute intervention sur celui-ci, sauf en cas d'intervention pour des raisons de sécurité.
- à prendre toutes les meilleures précautions possibles pour ne pas gêner l'utilisation des parcelles traversées ;

- à remettre en état les terrains à la suite des travaux de pose des ouvrages concernés et de toute intervention ultérieure, étant formellement indiqué qu'une fois ces travaux terminés, le(s) Propriétaire(s) aura (ont) la libre disposition du terrain, sur lequel notamment la culture pourra être normalement effectuée, sous réserve de ce qui est stipulé ci-dessus à l'article 2 ;

- et à indemniser les propriétaires et / ou les exploitants des dommages directs, matériels et certains pouvant éventuellement être causés au terrain, aux cultures et, le cas échéant, aux bois traversés du fait de l'exécution des travaux de construction, d'entretien, de renforcement, de réparation ou d'enlèvement des ouvrages ou de l'exercice du droit d'accès au terrain et, d'une façon générale, de tout dommage qui serait la conséquence directe de ces travaux. A défaut d'accord, l'indemnité sera fixée par le Tribunal compétent ;

Il est précisé :

Qu'un état contradictoire des lieux sera établi avant toute utilisation de la ou desdites parcelles, et après l'exécution des travaux, et que leur comparaison permettra de déterminer la nature et la consistance des éventuels dommages qui donneraient lieu au versement par **SCI AUXERRE HOTELLERIE** de l'indemnité prévue ci-dessus.

REITERATION PAR ACTE AUTHENTIQUE – POUVOIR

Afin de rendre la présente servitude opposable aux tiers. Les parties conviennent que les présentes seront réitérées par acte authentique au rapport de tout associé de l'Office notarial *SELARL STEHLIN ET JUND 7 Boulevard Général Leclerc 67600 SELESTAT,* aux fins de la publier au service de la publicité foncière compétent.

A cette fin, le Propriétaire du fonds servant :

- s'engage à fournir tous renseignements et documents utiles à cette réitération,

- donne mandat irrévocable à tout collaborateur dudit Office notarial à l'effet de conclure et signer tout acte authentique réitérant les présentes, accomplir toutes démarches, signer tous documents et pièces, élire domicile, et généralement faire le nécessaire, notamment faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil, sans que cette liste de pouvoirs ne soit limitative.

- A la suite de ces opérations, le mandataire sera bien et valablement déchargé de tout ce qu'il aura effectué en vertu du présent mandat sans qu'il soit besoin à cet égard d'un écrit spécial, et cela vaudra pour le mandant ratification de l'acte.

- Les parties autorisent dès à présent le mandataire, à déroger au principe édicté par l'alinéa premier de l'article 1161 du Code civil qui dispose, qu'un représentant ne peut agir pour le compte des personnes physiques au contrant en opposition d'intérêt, ni contracter pour son propre compte avec le représenté.

- Dans cette hypothèse, le mandataire ne devra pas faire prédominer les intérêts de l'une des parties au préjudice de l'autre.

JURIDICTION COMPETENTE

Le Tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est celui désigné par la situation de la parcelle.

COMMUNE DE LA CONCESSION DE DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ ET AEP

L'ouvrage visé dans la présente convention fera, ou est susceptible de faire partie de la concession de distribution publique de gaz et d'eau potable de la commune sur lequel il est implanté.

EFFET DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de ce jour étant entendu que la durée de l'exploitation est fixée par le bénéficiaire de la servitude, et ses ayants droit, et que cette exploitation a vocation à la perpétuité.

CORRESPONDANCE ET RENVOI DES PIECES

En suite des présentes, et par la volonté des parties, la correspondance et le renvoi des pièces devront s'effectuer, pour le bénéficiaire, à l'adresse ayant fait l'objet d'une élection de domicile pour **SCI AUXERRE HOTELLERIE**.

La correspondance au profit du propriétaire du fonds servant s'effectuera en son domicile ou siège mentionné en tête des présentes.

FRAIS

Tous les frais, droits et émoluments des présentes et de leurs suites (notamment acte de réitération, ses suites et conséquences) seront supportés par **SCI AUXERRE HOTELLERIE**.

DROITS

Pour la perception des droits d'enregistrement, les parties précisent que les immeubles en cause n'entrent pas dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée, et par ailleurs il y a lieu d'appliquer les dispositions de l'article 1045 du Code général des impôts exonérant les actes de constitution de servitude prévus par la législation en vigueur.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité des valeurs convenues ; elles reconnaissent avoir été informées des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

Fait à

Le

En 2 exemplaires originaux dont un remis à chaque partie.

Pour SCI AUXERRE HOTELLERIE :

Pour le Propriétaire :

ANNEXE : Plan cadastral avec le tracé de la canalisation, le tout paraphé et signé par les parties.

Département :
YONNE

Commune :
AUXERRE

Section : IK
Feuille : 000 IK 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/2500

Date d'édition : 21/03/2025
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC48
©2022 Direction Générale des Finances Publiques

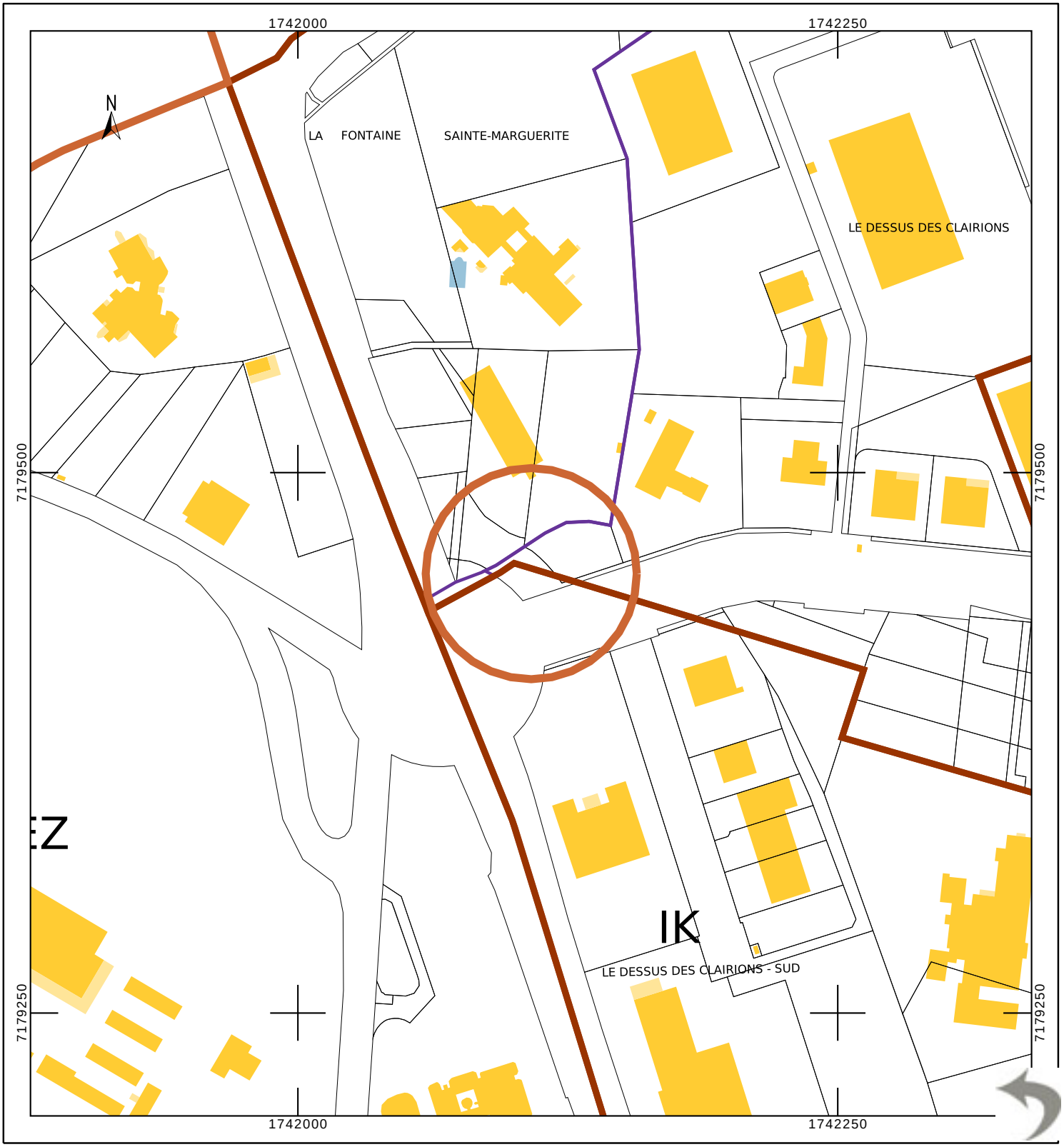
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
Service Départ. des Impôts Fonciers (Yonne)
Pôle Topographique et Gestion Cadastrale 8, rue des Moreaux 89010
89010 AUXERRE CEDEX
tél. 03.86.72.50.19 -fax
ptgc.yonne@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Département :
YONNE

Commune :
AUXERRE

Section : IK
Feuille : 000 IK 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 21/03/2025
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC48
©2022 Direction Générale des Finances Publiques

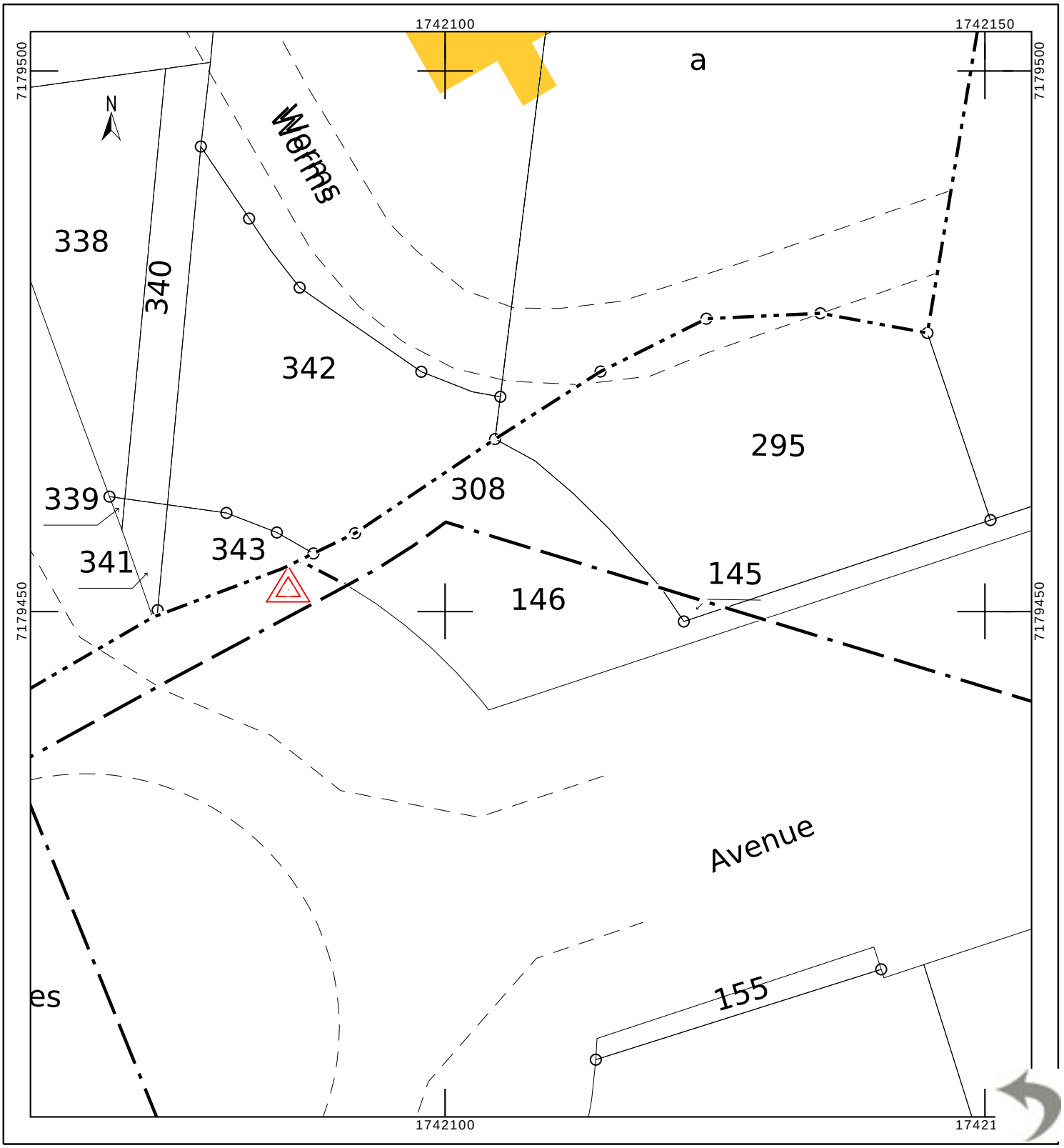
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
Service Départ. des Impôts Fonciers (Yonne)
Pôle Topographique et Gestion Cadastrale 8, rue des Moreaux 89010
89010 AUXERRE CEDEX
tél. 03.86.72.50.19 -fax
ptgc.yonne@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-033
OBJET : Stationnement - Convention de mandat pour la gestion des recettes de stationnement de la ville d'Auxerre

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

La Ville d'Auxerre a conclu avec l'entreprise INDIGO PARK un marché pour la surveillance, l'exploitation, la gestion du stationnement payant sur la voirie, la gestion des droits et abonnements et la mise en place de solutions de paiement mobiles complémentaires à celle existante.

Le contrat passé prévoit que le prestataire collecte les recettes issues des abonnements et des applications mobiles pour le compte de la Ville et les lui reverse ; en conséquence il convient de procéder à l'établissement d'une convention de mandat conformément au décret n°2015-1670 du 14 décembre 2015.

Un projet de convention de mandat a été approuvé au conseil municipal du 19 décembre 2024. Il s'agit de proposer une nouvelle convention pour approbation afin de préciser les modalités nécessaires au reversement des recettes.

Le projet de convention de mandat doit faire l'objet d'un avis conforme du comptable public.
Il est proposé au Conseil municipal d'autoriser le Maire à signer la convention de mandat avec l'entreprise INDIGO PARK.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'autoriser le Maire à signer une convention de mandat selon le modèle annexé avec l'entreprise INDIGO PARK.

Le stationnement
qui fait bouger la ville

INDIGO

AUXERRE FLUX VOIRIE CONVENTION DE MANDAT ET RÉGIE

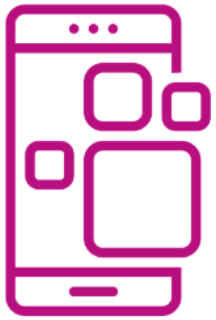


Indigo Voirie

20/03/2025

AUXERRE FLUX MONÉTAIRE VOIRIE

Convention de mandat



- **Indigo Neo**
  - Carte Bancaire
- **PayByPhone**
  - Carte Bancaire

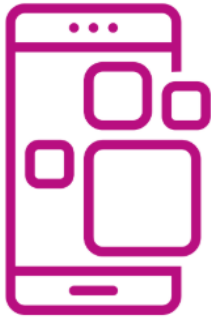


- **Boutique du stationnement Gestion des abonnements**
  - Carte Bancaire
  - Chèque

Régie



- **Horodateurs**
  - Espèce
  - Carte bancaire



- **Flowbird App**
  - Carte Bancaire

INDIGO

AUXERRE

Convention de Mandat - Voirie - Paiement immédiat

Etat périodique des recettes à reverser

Nom de la Société Indigo Voirie
Nom du client Auxerre
Période du au

	Montant	
Recettes par nature		
Carte bancaire	0,00 €	*Ces sommes sont les sous-totaux par nature de paiement qui apparaissent dans l'Etat de synthèse édité à partir d'e-voirie*
Espèces	0,00 €	
Chèques	0,00 €	
Virements		
Total recettes brute	**0,00 €**	
Régularisation en brut		*Sommes des opérations du mois versés sur mauvais compte: Erreur boutique, erreur versement transporteur de fonds etc... Chaque régularisation doit faire l'object d'une ligne distincte et dont le libellé doit être suffisament explicite. Le compte à débiter et celui à crediter doivent rigoureusement être renseignés*
Régularisation inter-comptes		
Rejet CB	0,00 €	
Total régularisation Brut	**0,00 €**	
Total Brut	**0,00 €**	*Total net = total brut - commissions commissions = 0 si à la charge d'Indigo (cf contrat) commissions ≠ 0 si à la charge de la ville*
Commissions CB	0,00 €	
Total Net à verser compte stationnement Ville	**0,00 €**	

Fait le
par
Fonction
signature

RIB emetteur	RIB bénéficiaire

CONVENTION DE MANDAT POUR LA GESTION DES RECETTES DE STATIONNEMENT SUR VOIRIE DE LA VILLE D'AUXERRE

ENTRE :

La Ville d'Auxerre, représentée par son Maire, Monsieur Crescent MARAULT, autorisé aux fins des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du XXX, en sa qualité d'ordonnateur, ci-après dénommée « Mandant »,

D'UNE PART

ET

La société Indigo Park, RCS Nanterre 320 229 644, domiciliée Immeuble the Curve - 48-50 Avenue du Général de Gaulle - 92800 Puteaux, titulaire du marché N° 24VA20 (ci-après « le Marché ») portant sur les services relatifs au contrôle du stationnement payant, la gestion des abonnements, la mise en place d'une ou plusieurs solutions de paiement mobile supplémentaires et l'encaissement pour le compte de la Ville d'Auxerre des flux monétaires issus des abonnements et des redevances de stationnement acquittées par les usagers utilisant les applications mobiles mises en place par le titulaire du Marché, représentée par M. Xavier HEULIN, Directeur Mutations Urbaines, dûment habilité aux présentes,
ci-après dénommée « Mandataire »,

D'AUTRE PART

Vu l'avis favorable du comptable public en date du XXX, en application des articles L1611-7-1 et D1611-32-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu l'adoption du barème tarifaire du paiement immédiat et du forfait de post stationnement dans le cadre de la dépénalisation du stationnement payant, tel qu'annexé au Marché ci-dessus mentionné.

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

Conformément à l'article L.2333-87 du CGCT, les recettes issues du stationnement payant sur voirie peuvent être les suivantes :

- Les produits des abonnements à destination de catégories particulières d'usagers, faisant l'objet d'une souscription directe auprès du Mandataire,
- La redevance de stationnement acquittée dès le début du stationnement (dans le cadre de ce marché les paiements via les applications mobiles mises en place par le titulaire du Marché),

Pour la collecte de la redevance de stationnement en paiement immédiat en abonnement et en horaire, la collectivité peut recourir à un organisme public ou privé, dans les conditions et selon les modalités prévues par l'article L.1611-7-1 du CGCT (convention de mandat).

CECI ETANT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

1. Objet du mandat

En application des articles L 1611-7-1 et D1611-32-9 du Code général des collectivités territoriales, le Mandant donne mandat au Mandataire pour percevoir les seules recettes suivantes :

- Redevances de stationnement horaire des véhicules sur voirie acquittées dès le début du stationnement au moyen des applications mobiles mises en œuvre par le titulaire du marché,
- Les produits des abonnements à destination de catégories particulières d'usagers, faisant l'objet d'une souscription directe auprès du Mandataire (résidents, professionnels),

Le Mandataire agira au nom et pour le compte du Mandant dans les conditions définies au présent Mandat. A ce titre, le Mandataire est notamment chargé d'appliquer les tarifs délibérés par le conseil municipal de la Ville d'Auxerre.

2. Durée

La présente convention de mandat prend effet à compter de sa signature par les Parties.

La présente convention de mandat arrive à échéance au terme normal (en ce compris par l'effet de la tacite reconduction du marché) ou anticipé dudit marché.

En cas de résiliation anticipée dudit marché, et par voie de conséquence de la présente convention, les parties organisent dans les plus brefs délais la reddition des comptes restant à approuver, dans les conditions prévues à l'article 5.4.3 ci-dessous.

Les conséquences indemnitaires d'une résiliation de la présente convention sont traitées dans les conditions prévues par le marché conclu entre la Ville d'Auxerre et la société Indigo Park, en fonction des motifs justifiant cette résiliation.

3. Opérations confiées au Mandataire

Au titre de sa mission et en vertu du mandat qui lui est confié, le Mandataire est habilité à réaliser les opérations suivantes :

- Encaissement des recettes des abonnements et des redevances de stationnement acquittées via les applications mobiles mises en place par le titulaire du Marché. Le règlement des abonnements se fera par chèque ou par carte bancaire.
- Remboursement des recettes encaissées à tort, strictement limité aux cas d'erreurs manifestes matérielles de la part des usagers lors de la souscription d'abonnement : double saisie de la part de l'usager pour une même période d'abonnement ou saisie de deux périodes distinctes qui se chevauchent par un même usager (exemple : un abonnement mensuel et un abonnement annuel pour un même abonné).

4. Obligations du Mandataire

4.1. Gestion et encaissement des abonnements

Le Mandataire, en qualité de Titulaire du Marché, est chargé de réceptionner et traiter les demandes d'abonnements et d'encaisser les recettes correspondantes.

Les abonnements ne sont délivrés qu'après paiement par l'usager conformément aux tarifs délibérés par la Ville d'Auxerre.
Une facture est délivrée au moment du paiement.

Les remboursements sont effectués par le Mandataire uniquement dans le cas d'abonnements faisant l'objet d'erreurs matérielles manifestes de la part de l'usager :

- Une double saisie pour une même période d'abonnement, ou saisie de deux périodes distinctes qui se chevauchent par un même usager (exemple : un abonnement mensuel et un abonnement annuel pour un même abonné).

Le Mandataire ne procèdera aux remboursements des usagers qu'à l'appui de pièces justificatives probantes (exemple : production des deux reçus d'abonnements mensuels pour un même usager).
Le site internet permettant aux usagers de s'abonner doit permettre de garantir que chaque abonnement fasse l'objet d'un paiement effectif et conforme aux tarifs.

Une comptabilité journalière des abonnements est tenue avec la liste des abonnements délivrés, le justificatif du montant (période facturée…) ainsi que le moyen de paiement utilisé. Le rapprochement avec le compte bancaire est effectué quotidiennement.

4.2. Dépenses autorisées à effectuer par le Mandataire

Le Mandataire est autorisé à effectuer les dépenses suivantes :

- Paiement des commissions bancaires à chaque transaction effectuée par carte bancaire ; Elles seront prélevées directement sur le compte dédié aux opérations de Mandat ouvert par le Mandataire. Ces charges seront déduites des sommes reversées à la Ville et apparaissent de manière distincte sur les redditions fournies par le Mandataire au Mandant.

- Remboursement des recettes encaissées à tort, strictement limité aux cas d'erreurs manifestes matérielles de la part des usagers lors de la souscription d'abonnement : double saisie de la part de l'usager pour une même période d'abonnement ou saisie de deux périodes qui se chevauchent par un même usager.

4.3. Souscription d'une assurance par le Mandataire

Les responsabilités respectives du Mandant et du Mandataire sont précisées dans le cadre du Marché. En cas de non-respect des obligations prévues au présent Mandat, la Ville d'Auxerre pourra engager la responsabilité du Mandataire.

Conformément aux articles D.1611-19 et D.1611-32-8 du CGCT, avant l'exécution du Mandat, le Mandataire non doté d'un comptable public souscrit une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en raison des actes qu'il accomplit au titre du Mandat.

Dans ce cadre, le Mandataire souscrit une assurance visant à se protéger et à prémunir le Mandant de tout risque comptable susceptible d'intervenir à compter de la collecte des fonds en raison des actes qu'il accomplit au titre du Mandat (, erreurs de caisse, malversations de la part de salariés du Mandataire…).

4.4. Obligations comptables du Mandataire

4.4.1. Etablissement d'une comptabilité

Le Mandataire tient une comptabilité pour les paiements immédiats qui retracent l'intégralité des mouvements de caisse opérée pour la perception des recettes visées au présent Mandat ainsi que le remboursement des éventuelles recettes encaissées à tort.

Pour ce faire, le Mandataire organise cette comptabilité au moyen d'un compte bancaire et d'un outil de gestion (e-voirie)satisfaisant à des conditions d'inaltérabilité, de sécurisation, de conservation et d'archivage des données .

Le Mandataire établira un état mensuel faisant apparaître une distinction explicite entre les recettes horaires issues de l'utilisation des applications mobiles mises en place par le titulaire du Marché et les recettes des abonnements. Il devra justifier des écarts de caisse.

4.4.2. Périodicité du reversement au comptable public

Au terme de chaque mois, au plus tard le 25 du mois suivant, le Mandataire reverse au Comptable Public du Mandant l'intégralité des recettes encaissés pour le compte du Mandant.

Les redevances de stationnement sont reversées pour leur montant brut sous déduction des charges et sommes visées ci-après. Les recettes ainsi collectées et reversées correspondent aux encaissements des redevances de stationnement sur voirie en paiement immédiat (horaires issus de l'utilisation des applications mobiles mises en place par le titulaire du Marché et des abonnements) après déduction des commissions bancaires prélevées directement sur le compte dédié aux opérations de mandat ouvert par le Mandataire conformément aux dispositions de l'article 4.2 ci-avant.

Sont également déduits : les impayés, les prélèvements suite à opposition sur carte bancaire et les remboursements réalisés par le Mandataire et justifiés au titre du paiement indu (exemple : double débit, ...).

4.4.3. Reddition des comptes

Le Mandataire opère la reddition de ses comptes le 31 décembre de chaque année.

Pour permettre au comptable public de la Ville d'Auxerre d'exercer les contrôles qui lui incombent avant intégration des opérations du Mandataire dans ses écritures et de produire son compte de gestion dans les délais qui lui sont impartis, la date de remise des comptes au Mandant est fixée au plus tard le 31 janvier de l'année suivante.

En tout état de cause, le Mandataire produit des comptes qui retracent la totalité des opérations de recettes et de dépenses décrites par nature, sans contraction entre elles, ainsi que la totalité des opérations de trésorerie par nature. Selon les besoins propres à chaque opération, ces comptes comportent en outre :

- La balance générale des comptes arrêtée au 31 décembre ;
- La situation de trésorerie de la période (situation initiale au 01/01/NN et situation finale au 31/12/NN), accompagnée d'un état de rapprochement bancaire.

La reddition des comptes est soumise à l'approbation de l'ordonnateur (art D1611-26 et D1611-32-8 du CGCT).

4.5. Dispositif de contrôle interne mis en œuvre par le Mandataire

Le Mandataire a l'obligation d'élaborer un dispositif de contrôle interne formalisé et tracé. A cet effet, Il devra pour cela se doter des outils nécessaires au suivi des sommes collectées. Pour la mise en œuvre de cette obligation, le Mandataire dispose d'un compte bancaire et d'un outil de gestion (e-voirie) permettant un rapprochement régulier des états et des justificatifs produits.

Ces états et le résultat des contrôles opérés par le Mandataire devront être transmis mensuellement à l'ordonnateur.

5. Contrôles pesant sur les opérations du Mandataire et leur intégration dans les comptes du Mandant

L'article D.1611-26 du CGCT applicable aux mandats pris sur le fondement de l'article L.1611-7 du même code précise les modalités de contrôle des opérations des mandataires et du mandataire lui-même, étant précisé que ces dispositions sont rendues applicables aux mandats pris sur le fondement de l'article L.1611-7-1 du CGCT par l'article D.1611-32-8 du même code. Le recours au mandat ne saurait dispenser l'ordonnateur du Mandant et son comptable public des contrôles respectifs qui leur incombent, tant lors de la reddition annuelle que lors des redditions périodiques.

5.1. Contrôles de l'ordonnateur du Mandant sur les opérations du Mandataire

Le Mandataire, selon la périodicité fixée par la convention, transmet à l'ordonnateur du Mandant les documents et pièces de la reddition comptable, notamment les pièces justificatives des opérations retracées dans les comptes.

Conformément à l'article D.1611-26 du CGCT, la reddition doit être soumise à l'approbation de l'ordonnateur du Mandant.

En cas de difficultés rencontrées par le Mandataire, les Parties s'engagent à se rapprocher pour déterminer, en concertation avec le Trésorier, les mesures qui permettront de remédier à ces difficultés.

Si l'ordonnateur du Mandant n'approuve pas la reddition ainsi opérée, il doit en informer le Mandataire en lui en indiquant les motifs. Une réunion sera organisée entre le Mandant, le Mandataire et la Trésorerie et le Mandataire proposera des mesures permettant d'apporter une réponse aux problématiques soulevées. Si au terme de cet échange, le Mandataire n'apporte aucune réponse, l'ordonnateur du Mandant peut mettre en jeu la responsabilité contractuelle du Mandataire :

- Soit en émettant d'office un titre de recette visant à constater l'irrespect des conditions d'exécution du mandat dans les conditions règlementairement fixées ;
- Soit en demandant au juge administratif un titre visant à constater sa créance dès lors qu'elle a aussi pour fait générateur une stipulation contractuelle.

En particulier, la non-réalisation des contrôles mis à sa charge par la convention au titre du 8°de l'article D.1611-32-3 du CGCT constitue un motif devant conduire à l'engagement de la responsabilité contractuelle du Mandataire.

Après avoir réalisé les contrôles des opérations effectuées par le Mandataire, l'ordonnateur du Mandant donne l'ordre de payer ou de recouvrer à son comptable public et lui transmet les pièces justificatives afférentes pour les seuls éléments de la reddition des comptes qu'il

a approuvés pour intégration des opérations à son compte de gestion ou à son compte financier.

Il indique également à son comptable assignataire les opérations qu'il n'a pas acceptées, les motifs qui l'y ont conduit et les suites données à cette décision (émission d'un titre visant à engager la responsabilité contractuelle du Mandataire, demande de compléments…).

5.2. Contrôles réalisés par le comptable du Mandant sur les opérations du Mandataire acceptées par l'ordonnateur du Mandant

Sous peine d'engager sa propre responsabilité personnelle et pécuniaire, le comptable du Mandant doit procéder à un certain nombre de contrôles avant de prendre en charge en comptabilité les opérations du Mandataire pour réintégration dans la comptabilité du Mandant.

En premier lieu, le comptable doit s'assurer du caractère exécutoire de la convention de mandat qui lui est présentée.

En second lieu, le comptable doit procéder aux contrôles destinés à permettre la réintégration des opérations.

La réintégration des opérations effectuées par le Mandataire n'a rien d'automatique. Comme le précise le II de l'article D.1611-26 du CGCT, « *avant réintégration dans ses comptes, le comptable du mandant contrôle les opérations exécutées par le mandataire en application de ses obligations résultant du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique* ».

Aussi :
- Le comptable public du Mandant justifie au juge des comptes les opérations qu'il a intégrées dans sa comptabilité ;
- Le comptable doit rejeter toutes les opérations du Mandataire qui ne seraient pas suffisamment justifiées au regard des contrôles dont il est personnellement et pécuniairement responsable. En effet, dans la mesure où le comptable public du Mandant engage sa responsabilité personnelle et pécuniaire sur l'ensemble des opérations intégrées, il peut s'opposer à l'intégration comptable des opérations effectuées par le Mandataire qui n'ont pas été exécutées conformément aux règles de la comptabilité publique. Cette solution jurisprudentielle est reprise au second alinéa au II de l'article D.1611-26 du CGCT modifié par ordonnance 2022-408 du 23/03/2022, qui précise que le comptable intègre définitivement dans ses comptes les opérations qui ont satisfait aux contrôles précités. Il notifie à l'ordonnateur du Mandant les opérations dont il a refusé la réintégration définitive en précisant les motifs justifiant sa décision.

5.3. Autres contrôles pesant sur le Mandataire

Les dispositions combinées du III de l'article D.1611-26 et de l'article D.1611-32-8 du CGCT astreignent le Mandataire aux mêmes contrôles que peuvent subir les régisseurs d'avances et de recettes en application de l'article R.1617-17 du CGCT.

Ainsi, le Mandataire est soumis aux contrôles du comptable public assignataire et de l'ordonnateur du Mandant. Compte tenu de sa dimension structurante, l'article D.1611-26 précise que ce contrôle peut s'étendre aux systèmes d'information utilisés par le Mandataire pour l'exécution des opérations qui lui sont confiées.

Le Mandataire est également soumis aux vérifications des autorités habilitées à contrôler sur place le comptable public assignataire ou l'ordonnateur.

5.4. Dispositif de contrôle interne mis en place par l'ordonnateur

L'ordonnateur du Mandant mettra en place un dispositif de contrôle interne formalisé permettant de sécuriser les opérations effectuées par le Mandataire dans l'encaissement des produits.

Des contrôles réguliers programmés et/ou inopinés seront opérés sur place, au moment de la collecte des produits par le Mandataire.

Des contrôles inopinés seront réalisés sur pièces et sur place.

Un plan de contrôle viendra préciser la fréquence, l'auteur du contrôle, la taille de l'échantillon et les modalités de formalisation du contrôle.

6. Rémunération du Mandataire

En contrepartie des missions qui lui sont confiées au titre de la présente convention, le Mandataire perçoit du Mandant une rémunération.

Compte tenu du caractère indissociable entre la présente convention et le marché public conclu entre la Ville d'Auxerre et la société Indigo Park, cette rémunération est réputée être comprise dans les sommes qui sont acquises au Titulaire du marché.

7. Modalités d'échange de données

Tout document et pièce justificative à produire par le Mandataire au Mandant, au titre du présent Mandat, se fera par voie dématérialisée sous la forme de documents PDF sécurisés.

Dressé en 3 exemplaires à Auxerre, le

Ampliation du mandat au comptable public dès sa conclusion en application de l'article D1611-32-2 du CGCT

Le Mandataire	**Le Mandant**
Directeur Mutations Urbaines	**Le Maire de la Ville d'Auxerre**
Xavier HEULIN	Crescent MARAULT

AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-034
OBJET : Aide à l'amélioration des toitures et façades - Abrogation

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

Le conseil municipal de la Ville d'Auxerre a par délibération n°51 en date du 11 avril 1997 adopté le règlement d'attribution de l'aide à la restauration des toitures et façades.

Ce dispositif prévoyait une aide financière calculée à hauteur de 15% du montant de la dépense H.T pour les travaux de couverture et de façade dans la limite plafonnée de 1 524,49€ par unité foncière.

Afin de permettre une valorisation supplémentaire des centres anciens de l'agglomération et de la préservation de leurs atouts en termes de qualité architecturale du bâti et paysagère notamment, un fond de rénovation du bâti a été mis en place par délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de l'Auxerrois en date du 17 avril 2025.

Ce fonds prévoit une aide financière calculée à hauteur de 15% du montant total des travaux HT, dans la limite plafonnée de 250 000 € par projet.

Considérant la continuité de l'aide aux bénéficiaires, ainsi que sa valorisation, il est proposé l'abrogation du règlement d'attribution de l'aide à la restauration des toitures et façades de la Ville d'Auxerre afin que ce dernier soit repris au sein du fonds de rénovation mis en place par la Communauté de l'Auxerrois.

Les dossiers reçus avant le 17 avril 2025 inclus, date de la présente délibération seront instruits conformément aux dispositions du règlement en vigueur à cette date et bénéficieront de l'application et de l'octroi des subventions selon le règlement de la Ville d'Auxerre (abrogé par la présente délibération).

Les dossiers reçus à compter du 18 avril 2025, seront instruits conformément au règlement défini par la Communauté de l'Auxerrois.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'abroger la délibération n° 51 du 11 avril 1997 relative à l'aide à l'amélioration des toitures et façades.

AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-035
OBJET : Adhésion 2024-2025 de la ville d'Auxerre à l'Union Française des Oeuvres Laïques d'Education Physique (UFOLEP)

Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN

Le comité départemental, organe déconcentré, l'Union Française des Œuvres Laïques d'Education Physique de l'Yonne (UFOLEP), est une fédération sportive affinitaire, agréée par le Ministère chargé des Sports. L'UFOLEP a pour vocation de fédérer les associations sportives multisports et d'organiser des rencontres et des compétitions départementales, régionales et nationales, secteur sportif de la Ligue de l'enseignement. L'UFOLEP participe au projet global d'éducation, de sport et de culture pour tous et de formation d'un citoyen éclairé, engagé et solidaire.

Parmi les activités proposées, l'UFOLEP de l'Yonne propose à toutes les communes du département l'opportunité d'organiser sur son territoire des événements Ufo Street. Ces journées permettent la découverte, l'initiation et la démonstration de diverses activités sportives et culturelles urbaines à destination des jeunes de 11 à 17 ans.

Pour cela, quatre espaces d'activités sont mis en place avec, chacun, des objectifs spécifiques :
- des sports collectifs issus des cultures urbaines ayant pour objectif de développer des valeurs telles que l'esprit d'équipe, la solidarité, la coopération et le respect de l'adversaire,
- des démonstrations/challenges sont créés pour l'émulation entre participants,
- des activités de sensibilisation à la citoyenneté, secourisme et santé,
- des espaces d'entraînements physiques fonctionnels sont proposés pour connaître et ses développer ses capacités physiques ainsi que le dépassement de soi.

Ces finalités rejoignent les objectifs du service des Sports de la Ville d'Auxerre ainsi que les ceux des Espaces d'Accueil et d'Animation. C'est pourquoi ces deux services souhaitent co-organiser ce type d'événement et toucher les adolescents des accueils collectifs de mineurs de la Ville. Les nombreuses activités et espaces proposés sont encadrés par les salariés et/ou bénévoles de l'Ufolep et des associations urbaines locales.

L'Ufolep met également à disposition le matériel sportif spécifique nécessaire à la mise en place de ces nouvelles disciplines sportives et activités culturelles.

L'UFOLEP bénéficiant d'un financement d'actions dans le cadre du contrat de ville à hauteur de 12000 euros (7000 euros par l'État et 5000 euros par la Communauté d'Agglomération), l'adhésion à cette association pour une année scolaire est prise en charge par l'association dans ce cadre. Cela permet à la Ville d'Auxerre d'accéder sans autre frais à l'ensemble de l'organisation d'Ufo Street notamment.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'autoriser l'adhésion de la Ville d'Auxerre à l'association « UFOLEP » ;

- D'autoriser le maire à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-036
OBJET : Chantiers jeunes organisés par les espaces d'accueil et d'animation - Récompense individuelle pour le 14/17 ans

Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN

Depuis 2015, les espaces d'accueil et d'animation organisent des « chantiers jeunes » pour les adolescents de 14 à 17 ans. Il s'agit de proposer de travailler 35 heures sur une semaine pendant les vacances scolaires, pour un projet d'intérêt général, promouvant l'amélioration du cadre de vie, des actions solidaires et citoyennes.

En contrepartie de leur engagement, les repas du midi sont pris en charge et une sortie collective est organisée avec l'ensemble des adolescents.

Enfin, pour être au plus près des projets personnels de chacun, il est souhaité pouvoir également saluer leur volontariat par une récompense individuelle qui prendrait la forme de chèque ou carte cadeau. Ces bons d'achat se feraient auprès d'enseignes culturelles, sportives ou auprès d'une auto-école pour des projets personnalisés travaillés avec leurs animateurs.

Le montant proposé est de 75 euros par jeunes par chantier.
Le coût maximal des récompenses sera de 2700 euros.

L'opération sera renouvelée tous les ans et les crédits prévus au budget.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver l'attribution de chèques ou cartes cadeaux aux jeunes ou une participation financière aux auto-écoles, telles que proposés ci-dessous,

- De dire que les crédits sont inscrits au budget.

AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-037
OBJET : Chantiers jeunes organisés par les espaces d'accueil et d'animation - Récompense individuelle pour les 18/25 ans

Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN

Depuis 2015, les espaces d'accueil et d'animation organisent des « chantiers jeunes » pour les adolescents de 14 à 17 ans. Il s'agit de proposer de travailler 35 heures sur une semaine pendant les vacances scolaires, pour un projet d'intérêt général, promouvant l'amélioration du cadre de vie, des actions solidaires et citoyennes.

L'action a été expérimentée pour la première fois auprès de jeunes adultes de 18 à 25 ans en 2021. À la vue de cette expérience réussie avec les jeunes adultes, les chantiers seront reconduits chaque année les crédits prévus au budget.

En échange de cet engagement pendant une semaine et de cet investissement pour la collectivité, il est proposé de saluer leur volontariat par une participation financière.
Ainsi la ville pourra les accompagner pour un projet personnalisé soit sous la forme d'une compensation individuelle, chèque ou carte cadeau auprès d'enseignes culturelles, sportives (achat d'un vélo, matériel informatique pour les études...) ou auprès d'auto-école pour des heures de codes ou de conduites, ces projets personnalisés sont travaillés avec les animateurs.

Le montant proposé est de 200 € par jeune par chantier.
Le coût maximal des récompenses sera de 2000 euros.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver l'attribution de chèques cadeaux aux jeunes ou une participation financière aux auto-écoles, telles que proposées ci-dessus,

- De dire que les crédits sont inscrits au Budget.

AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-038
OBJET : Programmation d'actions 2025 du Contrat de Ville 2024-2030 "Engagements Quartiers 2030"

Rapporteur : Maryline SAINT ANTONIN

Pour rappel, le Contrat de Ville est un dispositif de développement urbain et social en faveur des quartiers dits prioritaires de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

Ils sont tous situés au sein de la ville d'Auxerre (Sainte Geneviève/Brichères, Les Rosoirs/Saint Siméon et Rive-Droite).

Ce contrat, appelé « Engagements Quartiers 2030 » couvre la période 2024-2030 et comprend 5 axes :

→ Parentalité et enjeux éducatifs
→ Maintien et/ou amélioration de la qualité de vie et du lien social
→ Accompagnement à la transition écologique
→ Développement économique et mobilisation pour l'emploi
→ Accès aux droits dans un esprit d'autodétermination

Ce dispositif permet à des porteurs de projets multiples (associations, auto-entrepreneurs, collectivités...) de mener des actions en lien avec ces thématiques pour les habitants des quartiers en fonction des besoins repérés. Chaque année, un appel à projet et un financement dit « au fil de l'eau » est lancé à cet effet. Il permet aux porteurs de présenter soit des projets structurants sur plusieurs années dans le cadre de Contrat Pluriannuels d'Objectifs (CPO), soit des projets de plus petite envergure répondant à un besoin ponctuel repéré par les acteurs.

Les réunions d'arbitrage avec les élus et les comités technique, financier et de pilotage ont eu lieu entre le 17 janvier 2025 et le 21 février 2025, pour sélectionner les dossiers retenus.

La programmation 2025 comprends en outre 2 dossiers spécifiques :

→ 1 dossier lié au financement du Programme de Réussite Educative (PRE) ;
→ 1 dossier lié à une convention pluriannuelle avec la Ligue de l'enseignement.

L'enveloppe financière de la Ville d'Auxerre, pour la programmation d'actions 2025 au titre du contrat de ville est de 20 000 €.

Cette enveloppe priorise des actions relevant des thématiques suivantes :
→ Amélioration du Cadre de vie des Auxerrois,
→ Accompagnement à la scolarisation et à la lutte contre le décrochage scolaire,
→ Amélioration et/ou accès à l'offre culturelle, patrimoniale et sportive de la ville.

Pour information, le contrat de ville de l'Auxerrois 2024-2030 ne bénéficie plus du financement de 62000 € attribué les années précédentes par le conseil Départemental de l'YONNE.

AUXERRE

La maquette financière et de programmation 2025 des actions financées est jointe à la délibération. Elle comprend l'ensemble des financements de co-financeurs (ANCT, DRAC, Région BFC, CA de l'Auxerrois). Les financements apportés par Ville d'Auxerre sur les différents projets y sont précisés.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De valider cette programmation d'actions 2025 au titre du contrat de ville dans laquelle l'enveloppe financière 2025 de la Ville d'Auxerre est positionnée,

- D'attribuer les subventions sollicitées aux différents porteurs de projets via des conventions financières,

- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la ville d'Auxerre,

- D'autoriser le Maire à signer les conventions afférentes et tout acte nécessaire aux fins d'exécution de la présente délibération.

Tableau de la programmation 2025 du contrat de ville de l'auxerrois

Axes d'orientations l'AAP 2025	N°	Intitulé de l'action	Porteur de projet	Résumé synthèse des actions 2025	CPO		Coût global du projet 2025	Montant de subvention sollicité au titre du CDV 2025	ANCT	DRAC	CRBFC		Financement CA 2025	Financement VA 2025	Reste à charge estimé
					OUI	NON					CDV	FAP/FIP			
AXE 1 : PARENTALITE ET ENJEUX EDUCATIFS															
AXE 1	1	Soutien à la parentalité par des ateliers et des sorties Parents-Enfants	EPICERIE SOLIDAIRE DE L AUXERROIS	Proposer des activités Parents-Enfants. Aider les parents à faire des activités en réutilisant des matériaux avec leurs enfants. Favoriser les apprentissages des enfants de façon ludique. Favoriser les rencontres et les échanges entre familles Donner accès à des sorties « loisirs-culture »		x	8 991,00 €	2 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	**2 000,00 €**
AXE 1	2	Complément de financement Accompagnement à la scolarité	COUP DE POUCE	Séances quotidiennes d'aide individualisée aux devoirs après l'école : apporter une aide méthodologique, un suivi du travail personnel après l'école pour favo-riser leur bien-être à l'école et leur réussite. Proposition d'activités culturelles et des sorties qui sont habituellement inac-cessibles aux familles.	OUI		173 260,00 €	37 500,00 €	12 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	20 000 €	5 000 €	**500,00 €**
AXE 1	3	Mon corps, ton corps, nos droits : prévention autour des violences sexuelles intrafamiliales faites aux mineurs	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES	Mener des actions de prévention contre les violences sexuelles intrafamiliales dont peuvent être victimes les mineurs en sensibilisant les élèves sur le respect du corps, la protection et connaissance de leurs droits.		x	3 280,00 €	3 050,00 €	1 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	2 000 €	**50,00 €**
AXE 1	4	Complément de financement Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité	CAISSE DES ECOLES D'AUXERRE	Le Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité est proposé sur les écoles des quartiers en Rosoirs, St Siméon et Piedalloues. Un accompagnement à la scolarité à travers l'aide aux devoirs puis des activités d'ouverture culturelle et sportive sont proposés. Les parents sont associés au projet et participent à un certain nombre de séances à l'année.	oui		38 268,00 €	20 818,00 €	8 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	6 000 €	0 €	**6 818,00 €**
AXE 1	5	Les parents et l'école	VALERIE SKIRKA "ETRE ET SAVOIRS"	Le projet à pour but de soutenir les parents migrants dans l'exercice de leur parentalité scolaire et plus largement dans les problématiques rencontrées avec leurs enfants, à travers des outils linguistiques, culturels, transculturels, citoyens et méthodologiques.		x	4 480,00 €	4 480,00 €	3 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	**1 480,00 €**

Axes d'orientations l'AAP 2025	N°	Intitulé de l'action	Porteur de projet	Résumé synthèse des actions 2025	CPO		Coût global du projet 2025	Montant de subvention sollicité au titre du CDV 2025	ANCT	DRAC	CRBFC		Financement CA 2025	Financement VA 2025	Reste à charge estimé
					OUI	NON					CDV	FAP/FIP			
AXE 1	6	JE CONTE TU CONTES LES CONTES NOUS PARLENT	ATNA ARTE	Le projet à pour but , la création d'un spectacle vivant avec les habitants en sur les recits de vie , L'outil principal de travail est le conte. Des contes ou légendes fortes, d'ici ou d'ailleurs, afin d'en extraire des valeurs communes et d'en écrire un moment scénique singulier voire inattendu, qui pourrait étendre des ramifications sur le territoire de recherche artistique.	X		16 043,00 €	16 043,00 €	3 000,00 €	5 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	**8 043,00 €**
AXE 1	7	Faciliter l'accès à un art du spectacle vivant, la comédie musicale	GRAINES D'ETOILES	propose de permettre aux habitants des QPV de la ville d'auxerre d'assiter à la répétition générale d'un spectacle Il met en avant l'accès à la culture et au spectacle vivant pour les habitants des qpv		x	3 500,00 €	3 500,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	**3 500,00 €**
AXE 1	8	Complément de financement Ingénierie du programme de réussite éducative	CAISSE DES ECOLES D'AUXERRE	Le dispositif a pour but la prise en charge individualisée des enfants à partir de 2 ans, en fragilité et repérés la plupart du temps en milieu scolaire sur la base de critères multiples (état de santé physique, développement psychique et psychologique, contexte familial, facteur socio-économique...).	x		108 600,00 €	87 800,00 €	72 900,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	3 200 €	0 €	**11 700,00 €**
AXE 1	9	Complément de financement Actions du programme de réussite éducative	CAISSE DES ECOLES D'AUXERRE	l'accompagnement à la scolarité, la parentalité, la santé, et l'ouverture culturelle et sportive. Chaque parcours est individuel et personnalisé, l'enfant est pris en compte dans son environnement social et familial et les parents sont les principaux acteurs.	oui		71 106,00 €	67 356,00 €	27 200,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	20 000 €	10 000 €	**10 156,00 €**
AXE 1	10	Cité'Num de l'auxerrois	LIGUE DE L ENSEIGNEMENT	Le projet vise à développer les compétences numériques et psychosociales des enfants, tout en les sensibilisant aux valeurs de citoyenneté et de responsabilité sur Internet. Il inclut également un volet parentalité numérique, afin d'associer les familles à cette démarche..	x		23 544,00 €	9 300,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	**9 300,00 €**
AXE 1	11	SOUTIEN À LA FAMILLE	ASS PASSERELLE	un parcours de soutien à la famille pour un mieux vivre ensemble différentes à travers différentes activités construites avec les familles et menées de manière ludique afin qu'elles se déroulent dans une ambiance de bienveillance et de confiance. En partenariat avec l'épicerie solidaire et l'EAA La Ruche.	x		11 067,00 €	4 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	**4 000,00 €**
AXE 1	12	Les sciences, leviers de développement des compétences psychosociales	L'AVENTURE SCIENTIFIQUE - Alexandra Chavarot	Aller vers les filières scientifiques, notamment pour les filles, en favorisant la réussite scolaire et l'égalité des chances par la pratique de la démarche scientifique, en contribuant à l'amélioration des compétences psychosociales : émotionnelles, cognitive et sociales et favoriser le liens parents / enfants.	x		20 120,00 €	20 120,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	**20 120,00 €**

Axes d'orientations l'AAP 2025	N°	Intitulé de l'action	Porteur de projet	Résumé synthèse des actions 2025	CPO		Coût global du projet 2025	Montant de subvention sollicité au titre du CDV 2025	ANCT	DRAC	CRBFC		Financement CA 2025	Financement VA 2025	Reste à charge estimé
					OUI	NON					CDV	FAP/FIP			
AXE 2 : MAINTIEN ET/OU AMELIORATION DE LA QUALITE DE VIE ET DU LIEN SOCIAL															
AXE 1	**13**	Quand les albums sont racontés	OCCE 89 MATERNELLE ET ELEMENTAIRES RENOIR ET COURBET	Initiative menée dans des écoles maternelles et élémentaires visant à réduire les barrières culturelles et linguistiques à la lecture pour les familles. Des bibliothèques d'audio-livres ont été créées, où les enseignants et élèves enregistrent des histoires en format MP3.		X	5 250,00 €	3 700,00 €	1 200,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 000 €	1 500 €	**0,00 €**
AXE 2	**14**	LES CENTRES DE LOISIRS D'AUXERRE ET SON AGGLOMERATION EN OVALIE	RCA	propose des Séances d'initiations au rugby aux élèves de la ville et de l'agglo afin de rassembler les jeunes d'un même quartier ou de quartiers différents autour du rugby avec pour but de les associer à un projet pour leur donner des valeurs d'effort collectif, plusieurs recontres sont proposées sur une base de 2 à 4 interventions suivit une journée de clôture en avril 2025,	X		13 745,00 €	10 979,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	**10 979,00 €**
AXE 2	**15**	ECOLES D'AUXERRE ET SON AGGLOMERATION EN OVALIE	RCA	Le Rugby Club Auxerrois souhaite proposer une immersion au Stade Pierre Bouillot afin que les centres de loisirs puissent participer à une journée dédiée pour eux sur le rugby. Cela permettra une opposition mixée avec d'autres centres de loisirs afin d'encourager le partage.	X		39 047,00 €	30 196,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	**30 196,00 €**
AXE 2	**16**	Sensibiliser à prendre soin de sa santé physique et mentale	EPICERIE SOLIDAIRE DE L AUXERROIS	Cuisiner, manger, bouger » en partenariat avec l'association Passerelle : cuisiner avec des fruits et légumes de saison 1 atelier par mois. Aller vers une alimentation durable grâce à des recettes végétariennes. Manger sainement à petit prix. Rencontre avec une diététicienne.		X	42 499,00 €	3 000,00 €	1 500,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 500 €	0 €	**0,00 €**
AXE 2	**17**	Résidence d'artiste dans les quatiers prioritaires	HORS CADRE	Projet de résidence de l'artiste Piras Rosalie Piras (un projet coordonné par Hors[ ]Cadre dans le cadre du contrat de ville en partenariat avec l'OAH pour les publics des Espaces d'accueil et d'animation Hauts d'Auxerre et Rive droite) Comment donner aux gens l'opportunité de se rencontrer pour partager des expériences collectives.		X	8 000,00 €	4 000,00 €	0,00 €	4 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	**0,00 €**
AXE 2	**18**	L'Activité Physique, un Facteur Clé pour la Santé des Seniors	CDOS 89	Programme visant à améliorer la santé et le bien être des seniors, soutien à la périnisation des cours existants et extention des offres d'activités physiques sur le quartier des piedalloues, création 'une nouvelle orffre pour augmenter la fréquentation.	X		12 650,00 €	11 000,00 €	5 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	5 000 €	0 €	**1 000,00 €**

Axes d'orientations l'AAP 2025	N°	Intitulé de l'action	Porteur de projet	Résumé synthèse des actions 2025	CPO		Coût global du projet 2025	Montant de subvention sollicité au titre du CDV 2025	ANCT	DRAC	CRBFC		Financement CA 2025	Financement VA 2025	Reste à charge estimé
					OUI	NON					CDV	FAP/FIP			
AXE 2	19	GREEN STADIUM	VILLE D'AUXERRE	Ce dispositif est une des réponses à l'axe 1 du projet sportif territorial : "les valeurs du sport et des activités physiques, vecteurs d'épanouissement humain du citoyen : favoriser l'épanouissement de la personnalité des jeunes et de leurs aptitudes physiques par la pratique et la découverte des APS.		X	20 900,00 €	5 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	1 500 €	**3 500,00 €**
AXE 2	20	Micro-Blocs : Jeu-vidéo et Patrimoine	SARL MICROSCOPE	L'objectif est d'impliquer les jeunes dans la rénovation urbaine en leur donnant la possibilité de s'exprimer et de participer activement à la transformation de leur quartier. L'ambition de ce projet est de reproduire dans le jeu des monuments historiques emblématiques d'Auxerre répartis sur trois ans ,	X		11 400,00 €	9 500,00 €	1 000,00 €		3 900,00 €	0,00 €	0 €	0 €	**4 600,00 €**
AXE 2	21	Organisation des rencontres USEP Auxerroise au profit des enfants adhérents	COMITE DEPARTEMENTAL DE L'UNION SPORTIVE DE L'ENSEIGNEMENT DU 1ER DEGRES DE L'YONNE	L'objectif est de promouvoir l'activité physique, la cohésion sociale et le développement des compétences sportives des enfants dans le cadre de rencontres sportives organisées à Auxerre. En proposant un ensemble de 19 rencontres centrées sur 4 thèmes (rugby, orientation, P'tit tour randonnée ou vélo et olympiades)	X		15 066,00 €	1 792,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	**1 792,00 €**
AXE 2	22	Paroles d'exil	Valerie SKIRKA "ETRE ET SAVOIRS"	Cette action vise à travers des outils issus de l'art-thérapie et du journal créatif , à soutenir et valoriser les parcours migratoires et l'expression des personnes. Elle participe à la santé mentale des personnes exilés et à leur mieux-être dans le pays d'accueil.		X	2 940,00 €	2 940,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	**2 940,00 €**
AXE 2	23	Classes Olympiques	CDOS 89	projet national Les classes olympiques sont une action éducative à destination des établissements scolaires utilisant des thématiques olympiques et sportives comme support des apprentissages.		X	5 000,00 €	4 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	**4 000,00 €**
AXE 2	24	Santé physique et mentale au coeur des animations de l'OAH	OAH	A travers son programme d'animations 2025, l'OAH souhaite contribuer au bien-être de ses locataires. Lutter contre leur isolement, intégrer nos populations défavorisées au sein de structures associatives auxerroises reconnues, et les valoriser sont les objectifs de ce programme.	X		20 065,00 €	5 365,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	**5 365,00 €**
AXE 2	25	Jardin partagé des Rosoirs : un nouveau souffle	OAH	À l'issue de sa quatrième saison, le Jardin a rempli ses objectifs grâce aux partenariats avec les structures du quartier, mais les habitants ne sont plus suffisamment au rendez-vous. La physionomie du jardin a besoin d'être repensée. C'est pourquoi le collectif de partenaires existant va s'enrichir avec l'arrivée de l'association Le P.A.R.C, spécialisée dans les actions collectives pour favoriser l'autonomie alimentaire locale.	X		31 388,00 €	25 000,00 €	5 000,00 €	0,00 €	7 000,00 €	0,00 €	0 €	0 €	**13 000,00 €**

Axes d'orientations l'AAP 2025	N°	Intitulé de l'action	Porteur de projet	Résumé synthèse des actions 2025	CPO		Coût global du projet 2025	Montant de subvention sollicité au titre du CDV 2025	ANCT	DRAC	CRBFC		Financement CA 2025	Financement VA 2025	Reste à charge estimé
					OUI	NON					CDV	FAP/FIP			
AXE 2	26	UFO STREET 89	UFOLEP	Le développement de pratiques physiques , sportives et artistiques issues de la culture urbaine afin de favoriser l'insertion sociale et sociétale , utiliser l'offre culturelle , sportive et de loisir à des fins d'éducation.	oui		46 832,80 €	21 000,00 €	6 000,00 €	0,00 €	5 000,00 €	0,00 €	10 000 €	0 €	**0,00 €**
AXE 2	27	ANIMATION DE QUARTIER	ASS PASSERELLE	Propose des animations de lutte contre la précarité relationelle à travers des programmes culturels et de loisirs à moindre coût.	X		69 759,00 €	9 000,00 €	5 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	4 000 €	0 €	**0,00 €**
AXE 2	28	VACANCES EN FAMILLE	ASS PASSERELLE	ce projet propose de permettre à des familles dans le besoins et sous certaines conditions de bénéficier d'un séjour de 7 nuitées au camping avec piscine LA NOUE DES ROIS - 10100 Saint Hilaire sous Romilly - hébergement en mobil-home.	X		34 360,00 €	8 000,00 €	4 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	**4 000,00 €**
AXE 2	29	"Aux Rosoirs" saison 2	LA TRIBU D'ESSENCE	Propose une présence artistique aux Rosoirs en 2025 , le projet s'inscrit dans la continuité du projet qui a démarré en 2024.		X	12 000,00 €	12 000,00 €	2 000,00 €	4 000,00 €	0,00 €	0,00 €	4 000 €	0 €	**2 000,00 €**
AXE 2	30	Les silos disparus'' Finalisation	LA TRIBU D'ESSENCE	Mise en scène d'un spectacle déambulatoire interprété par des comédiens amateurs accompagnés par un comédien professionnel, basé sur des scènes théâtrales in-situ écrites par Saturnin Barré à partir des témoignages récoltés sur lhistoire des silos.		X	8 000,00 €	8 000,00 €	0,00 €	3 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	**5 000,00 €**
AXE 2	31	Passe Décisive pour les QPV	HBCA	Propose une offre multisport pour lutter contre la sédentarité des jeunes, liée à l'usage excessif des écrans et au manque d'activité physique.		x	14 000,00 €	8 550,00 €	3 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	4 000 €	0 €	**1 550,00 €**
AXE 2	32	Cycles de Judo pour vivre la culture du Judo et Transmettre ses valeurs.	AUXR'JUDO	propose à chaque vacances scolaire, un cycle judo sous la forme d'un stage d'une semaine, avec différentes évènements. Cela s'adresserait à différents publics de toute la ville d'Auxerre avec un focus sur les quartiers prioritaires et notamment Rive Droite		x	22 150,00 €	16 150,00 €	3 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	**13 150,00 €**
AXE 2	33	Science dans la rue dans le QPV Rive-Droite	LES PETITS DEBROUILLARDS BFC	« Sciences dans la rue » c'est 150h de médiation scientifique dans le quartier Rive Droite tout au long de l'année 2025, dont une grande partie en animations de rue. Il s'agit de poursuivre au plus près des publics, des jeunes et de leurs parents, en investissant l'espace public avec une présence régulière, parfois avec un dispositif léger parfois avec un camion laboratoire-mobile en pieds d'immeubles,		X	15 000,00 €	13 500,00 €	6 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	3 600 €	0 €	**3 900,00 €**

Axes d'orientations l'AAP 2025	N°	Intitulé de l'action	Porteur de projet	Résumé synthèse des actions 2025	CPO		Coût global du projet 2025	Montant de subvention sollicité au titre du CDV 2025	ANCT	DRAC	CRBFC		Financement CA 2025	Financement VA 2025	Reste à charge estimé
					OUI	NON					CDV	FAP/FIP			
AXE 3 : ACCOMPAGNEMENT A LA TRANSITION ECOLOGIQUE															
AXE 3	**34**	Brico pour Tous	AU BONHEUR DES CHUTES	Projet visant à sensibiliser à la réutilisation des matériaux et au travail manuel. L'objectif est de renforcer la confiance en soi et la capacité à faire soi-même à travers des ateliers de bricolage destinés aux familles (parents et enfants) et axés sur la création d'objets et d'éléments décoratifs à partir de matériaux de récupération.		X	4 080,00 €	4 040,00 €	3 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	**1 040,00 €**
AXE 3	**35**	Les oiseaux du bâti de Sainte-Geneviève	LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX DE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ	Dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier de Sainte Geneviève L'objectif étant de connaitre les oiseaux du bâti (les espèces qui cohabitent avec l'homme) bien souvent au niveaux des résidences et grands immeubles (moineau, hirondelle et martinet) et de rendre les enfants acteurs et ambassadeurs de ces espèces; partenariat OAH, écoles, CL	X		2 175,00 €	2 175,00 €	2 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	**175,00 €**
AXE 3	**36**	Espace commun	AU BONHEUR DES CHUTES	Ces séances s'adressent à un public adulte et sont réparties en 6 demis journées d'animation durant l'année2025. le but : fabriquer un dressing solidaire ainsi qu'un meuble d'accueil pour l'EAA du quartier Sainte Geneviève à Auxerre.		X	2 640,00 €	1 900,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	**1 900,00 €**
AXE 4 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE MOBILISATION POUR L'EMPLOI															
AXE 4	**37**	L'évolution personnelle, clé d'un parcours professionnel serein	GUILLAUME SOUFFLET	Au fil des séances de groupe ne individuel, l'objectif est d'aider le jeune à s'interroger sur son passé et sur ce qu'il vit au présent afin de l'aider à prendre conscience des ses forces, de les mobiliser et également de travailler ses faiblesses pour en faire une force		X	10 050,00 €	10 050,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	**10 050,00 €**
AXE 4	**38**	« Chantiers jeunes Services 2025 » De l'engagement et du talent	VILLE D'AUXERRE	L'action sera menée par les équipes des 3 Espaces d'Accueil et d'Animation (EAA) et ses antennes opérant sur les QPV. Deux chantiers avec 16 adolescents chacun auront lieu en 2025 mais également la possibilité de faire des chantiers d services avec des jeunes majeurs (16) La période serait sur plusieurs années civiles renouvelables, la première en 2025. 35h de travail au total.	x		20 700,00 €	9 500,00 €	1 700,00 €	0,00 €	4 750,00 €	0,00 €	3 000 €	0 €	**50,00 €**
AXE 4	**39**	SEMAINE DES HEROS - Quatrième édition	MISSION LOCALE DE L'AUXERROIS	Cette action, se déroulerait sur une semaine, dans des lieux variés, selon les disponibilités de nos différents partenaires, principalement dans les QPV. Le lundi nous organiserons une table ronde réunissant les partenaires et les jeunes (infirmiers, pompiers, gendarme, policier, éducateur....) puis une visite de la caserne des pompiers.		X	5 000,00 €	5 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	**5 000,00 €**

Axes d'orientations l'AAP 2025	N°	Intitulé de l'action	Porteur de projet	Résumé synthèse des actions 2025	CPO		Coût global du projet 2025	Montant de subvention sollicité au titre du CDV 2025	ANCT	DRAC	CRBFC		Financement CA 2025	Financement VA 2025	Reste à charge estimé
					OUI	NON					CDV	FAP/FIP			
AXE 4	40	Expériences médias pour des jeunes 16/25 ans à la recherche d'un projet pro	ACTIV'CITOYENS	Projet visant à inspirer les jeunes de 16 à 25 ans issus des quartiers prioritaires d'Auxerre à travers des rencontres avec des personnalités du monde sportif et médiatique. Ce parcours de six rencontres sur deux mois, à raison de deux heures par séance, permettra aux jeunes de découvrir des parcours professionnels inspirants.		X	12 800,00 €	9 600,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	**9 600,00 €**
AXE 4	41	Encourager la création d'entreprise des personnes les plus éloignées de l'emploi dans les QPV	ADIE	Susciter l'intérêt à l'entrepreneuriat en proposant des actions de sensibilisation collectives, à destination des publics issus des quartiers, en particulier les publics jeunes, et les femmes;		X	40 166,00 €	8 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	**8 000,00 €**
AXE 4	42	En route vers le Renouveau	MDE	L'action vise à favoriser la féminisation des métiers, promouvoir l'égalité femmes-hommes, et aider les personnes à prendre conscience de leurs compétences. Elle expose une pluralité de parcours professionnels et améliore l'information du public sur les dispositifs mobilisables.		X	6 000,00 €	6 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	**6 000,00 €**
AXE 4	43	Quand les quartiers font leur cinéma	MDE	Consiste à accompagner 10 à 15 habitants des QPV dans la réalisation de vidéos valorisant leurs parcours professionnels et personnels. Les étapes incluent : Coaching personnalisé pour travailler sur les compétences et la confiance Ateliers pratiques sur lexpression orale et la posture Soins de limage, avec accompagnement sur la présentation personnelle Production vidéo pour réaliser des "CV vidéos".	X		10 000,00 €	10 000,00 €	0,00 €	0,00 €	8 000,00 €	0,00 €	2 000 €	0 €	**0,00 €**
AXE 4	44	Atelier Entretien du Véhicule (2 roues et voiture) et Diagnostic véhicules	MOBIL 'ECO	L'association vient une journée avec son camion mobile équipé avec 1 mécanicien et 1 aide mécanicien. Ils élaboreront un devis avec possibilité de rencontre avec le conseiller mobilité pour envisager des demandes de financements.		X	7 915,00 €	7 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	**7 000,00 €**
AXE 5 : ACCES AUX DROIT DANS UN ESPRIT AUTODETERMINATION															
AXE 5	45	DREAM: Dispositif de renforcement linguistique aménagé et médiatisé	POINFOR	Atelier lire/écrire débutant, Atelier lire/écrire intermédiaire Atelier lire/écrire perfectionnement, Les contenus sont ajustés en fonction des niveaux et des besoins individuels. Les ateliers (ASL) se présentent en entrées et sorties permanentes avec un maximum de 12 bénéficiaires en simultané	X		13 000,00 €	13 000,00 €	7 000,00 €	0,00 €	5 700,00 €	0,00 €	0 €	0 €	**300,00 €**
AXE 5	46	stop aux Arnaques ! Formation de sensibilisation aux arnaques sur Internet	SARL MICROSCOPE	Composée de mises en situations, de jeux, de débats et d'enquêtes, Il vise à sensibiliser les usagers aux arnaques liées aux nouvelles technologies et à renforcer leurs compétences numériques.		X	2 400,00 €	2 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	**2 000,00 €**

Axes d'orientations l'AAP 2025	N°	Intitulé de l'action	Porteur de projet	Résumé synthèse des actions 2025	CPO		Coût global du projet 2025	Montant de subvention sollicité au titre du CDV 2025	ANCT	DRAC	CRBFC		Financement CA 2025	Financement VA 2025	Reste à charge estimé
					OUI	NON					CDV	FAP/FIP			
AXE 5	**47**	Parlons français ! - Premiers mots vers l'emploi	VALERIE SKIRKA "ETRE ET SAVOIRS"	Cette action vise à accompagner les publics allophones vers l'apprentissage du français en développant les compétences de communication orale des débutants.		X	5 600,00 €	5 600,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	**5 600,00 €**
AXE 5	**48**	Actions en faveur de l'inclusion numérique des habitants des QPV d'Auxerre	SOSTECH	Agir en faveur de l'inclusion numérique des habitants des deux QPV d'Auxerre (La Rive Droite d'un côté et le duo de QPV Les Brichères/Sainte-Geneviève et Les Rosoirs de l'autre) A travers la mise en place de deux formats complémentaires et innovants;		X	10 000,00 €	10 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	10 000,00 €
AXE 5	**49**	Favoriser l'accés des habitants du quartier Rive Droite à la procédure pénale	ADAVIRS	Contribuer à informer la population sur les différents aspects de la procédure pénale : comment l'enclencher, quelles sont les étapes, les professionnels impliqués dans sa mise en œuvre... Autant d'éléments qu'il nous parait nécessaires de porter à la connaissance du plus grand nombre. construire des actions spécifiques qui permettront de renverser les représentations négatives, et de contribuer à rapprocher les acteurs de la procédure pénale et les habitants des quartiers.		X	5 200,00 €	3 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	**3 000,00 €**
AXE 5	**50**	Lutter contre le non-recours aux droits des habitants et l'isolement social des habitants des QPV	VILLE A JOIE	Ville à Joie co-organise en partenariat avec la commune et les acteurs locaux des QPV un événement festif et convivial pour ramener des services (publics, santé, accès aux droits, emploi, etc.) et des animations au cœur du quartier sous la forme d'une grande fête de quartier.		X	7 500,00 €	7 500,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	**7 500,00 €**
AXE 5	**51**	"Justice en Jeu" dans les QPV d'Auxerre	LES PETITS DEBROUILLARDS BFC	Ce programme pédagogique a été conçu avec la participation de magistrats détachés auprès de l'École Nationale de la Magistrature et de l'association des Petits Débrouillards. La notion de justice qui sera travaillée dans les ateliers ne sera pas limitée au système judiciaire ou au fonctionnement de la justice française		X	2 680,00 €	2 440,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	**2 440,00 €**
AXE 5	**52**	Proposer un nouveau type d'accompagnement aux victimes d'infraction issues des quartiers prioritaires	ADAVIRS	Accompagnement à la fois juridique, social et psychologique. Cet accompagnement peut intervenir à tout moment de la procédure, avant le dépôt de plainte, que celui-ci intervienne ou non, comme au moment du recouvrement des dommages et intérêts.		X	6 900,00 €	5 000,00 €	2 500,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	**2 500,00 €**

AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-039
OBJET : Règlement financier de la ville d'Auxerre pour l'outil Contrat de ville – Avenant 3

Rapporteur : Maryline SAINT ANTONIN

Le Contrat de Ville est un dispositif de développement urbain et social en faveur des quartiers dits prioritaires de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois. Ils sont tous situés au sein de la ville d'Auxerre (Sainte Geneviève/Brichères, Les Rosoirs/Saint Siméon et Rive-Droite).

Ce contrat, appelé « Engagements Quartiers 2030 » couvre la période 2024-2030 et comprend 5 axes :

→ Parentalité et enjeux éducatifs
→ Maintien et/ou amélioration de la qualité de vie et du lien social
→ Accompagnement à la transition écologique
→ Développement économique et mobilisation pour l'emploi
→ Accès aux droits dans un esprit d'autodétermination

Ce dispositif permet à des porteurs de projets multiples (associations, auto-entrepreneurs, collectivités...) de mener des actions en lien avec ces thématiques pour les habitants des quartiers en fonction des besoins repérés. Chaque année, un appel à projet et un financement dit « au fil de l'eau » sont lancés à cet effet. Il permet aux porteurs de présenter soit des projets structurants sur plusieurs années dans le cadre de Contrat Pluriannuels d'Objectifs (CPO), soit des projets de plus petite envergure répondant à un besoin ponctuel repéré par les acteurs.

La ville d'Auxerre (VA) attribue des subventions spécifiques dans le cadre de l'outil contrat de ville. Les élus de la ville décident de l'attribution de ces subventions.

Les subventions attribuées par la CA et la VA dans le cadre du contrat de ville ont pour objet de permettre la réalisation d'actions par des porteurs de projets, pour les publics des Quartiers Politique de la Ville (QPV) de l'agglomération de l'Auxerrois, validées lors des programmations annuelles.

Le service politique de la ville de la CA assure la gestion des enveloppes financières de la CA et de la Ville d'Auxerre (VA) pour le compte du contrat de ville de l'Auxerrois.

Dans un souci d'harmonisation des enveloppes financières et de transparence vis à vis des porteurs de projets, un avenant au règlement d'intervention financier de l'agglomération spécifique au dispositif du contrat de ville est proposé.

Cet avenant établit des règles communes pour les 2 collectivités (CA-VA) (ci-joint).

L'avenant au règlement financier de la ville d'Auxerre a pour objectif :

- De rappeler les obligations des porteurs de projets financés dans le cadre de la programmation annuelle ;
- De clarifier les conditions d'instruction, d'attribution, de versement et de contrôle des subventions attribuées par la ville d'Auxerre.

AUXERRE

- D’inciter les associations partenaires du contrat de ville à intégrer le parcours de formation proposé par le service politique de la ville en collaboration avec la ligue de l’enseignement.
- De suivre de manière concrète les actions mises en place par les structures.

Les modifications apportées par cet avenant vont nous permettre d’accompagner individuellement les structures partenaires vers une professionnalisation des pratiques et une meilleure collaboration avec l’existant.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D’approuver l’avenant annexé à la présente délibération ;

- D'autoriser le Maire à signer ledit avenant.

Avenant n° 3
au Règlement d'intervention de la Ville d'Auxerre
en matière de subvention
au titre de l'enveloppe financière du contrat de ville de l'Auxerrois

Le service politique de la ville de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois (CA) assure la gestion des enveloppes financières de la (CA) et de la Ville d'Auxerre (VA) pour le compte du contrat de ville de l'Auxerrois.

Un 1er avenant du règlement d'intervention a été validé en 2021 par Le conseil municipal de la Ville de la ville d'Auxerre par délibération n°2021-053 du 20 mai 2021.

Un 2ème avenant du règlement d'intervention a été validé en 2022 par Le conseil municipal de la Ville d'Auxerre par délibération n° 2022-120 du 29 septembre 2022.

Le présent avenant ne modifie pas le contenu des articles de l'avenant n°2 que ce soit dans le cadre de l'éligibilité des porteurs de projets, le dossier de demande de subvention ou la validation des aides attribuées.

Le présent avenant modifie :

- L'article 7 concernant la décision et notification d'attribution des aides.

Les conditions suivantes doivent être ajoutées :

- Le courrier de notification comprendra également l'obligation pour les porteurs de projets d'intégrer le parcours de formation proposé par la ligue de l'enseignement dans le cadre de son partenariat avec la communauté d'agglomération.

- Conformément au contrat de ville de l'Auxerrois 2024-2030 validé par délibération N°2024-040 de la communauté d'agglomération de L'Auxerrois, des conventions pluriannuelles d'objectifs pourront être signées. Ces CPO permettront aux porteurs « historiques » qui mettent en œuvre des actions structurantes d'avoir plus de visibilité dans la durée et de calibrer leurs projets avec progressivité dans une notion de parcours.

- En cas de non-actualisation du dossier de demande de subvention d'une action de la programmation annuelle, passé le mois de juillet de l'année N, la Ville d'Auxerre se réserve le droit de ne plus verser les subventions prévues et de les réaffecter à une programmation bis éventuelle. Un courrier sera adressé au porteur de projet à cet effet.

- L'article 10 concernant le remboursement des aides.

Les conditions suivantes doivent être ajoutées :

- En cas de non-réception des comptes-rendus financiers des actions de l'année N-1, passé la date butoir d'un mois, il sera demandé au porteur de projet, le remboursement de l'acompte ou de la subvention versée intégralement pour la subvention au titre de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois et de la ville d'Auxerre.

- L'article 11 concernant la communication.

Les conditions suivantes doivent être ajoutées :

- L'élu référente Politique de la ville, le service politique de la ville et les cofinanceurs du contrat de ville doivent avoir connaissance de l'ensemble des dates spécifiques d'interventions

prévues dans le cadre des actions financées. La structure financée a par ailleurs l'obligation de transmettre au service politique de la ville, un calendrier d'interventions pour permettre le suivit des actions sur le terrain.

- En cas de non évocation de la participation financière du contrat de ville dans les différentes manifestations, interventions, ateliers, réunions bilans prévus dans le cadre des actions financées, le service politique de la ville se réservera le droit d'émettre un avis défavorable sur les actions à venir des porteurs de projets concernés.

……

Le présent avenant au règlement d'intervention de la Ville d'Auxerre en matière de subvention au titre de l'enveloppe financière du contrat de ville de l'Auxerrois sera appliqué pour la programmation d'actions 2025 et les comptes-rendus financiers des actions 2024 du contrat de ville de l'auxerrois à compter de sa signature.

AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-040
OBJET : Lutte contre les déchets diffus - Avenant à la convention pour la période 2025-2029

Rapporteur : Céline BÄHR

En application de la responsabilité élargie des producteurs, les producteurs, importateurs ou personnes responsables de la première mise sur le marché de produits commercialisés dans des emballages peuvent transférer leurs obligations en matière de prévention et de gestion des déchets d'emballages ménagers à un éco-organisme titulaire d'un agrément à cette fin. Ce dernier perçoit des contributions de ses adhérents qui lui permettent notamment de financer les collectivités territoriales qui assurent le nettoiement des déchets d'emballages ménagers abandonnés.

Par un arrêté du 30 septembre 2022, le Cahier des charges d'agrément de CITEO a été modifié notamment pour encadrer la prise en charge des coûts visant au nettoiement et à la réduction des déchets abandonnés sur l'espace public (article IV.7 du Cahier des charges). Les coûts à couvrir ne concernent que les déchets abandonnés diffus issus des produits relevant de l'agrément de la Société agréée. La couverture des coûts de nettoiement des dépôts illégaux de déchets abandonnés – c'est-à-dire des amoncellements de déchets concentrés – ne sont pas objets du recouvrement des coûts.

A cette fin, et en concertation avec les représentants des collectivités territoriales telles que représentées en formation emballages ménagers de la commission des Filières REP, CITEO a élaboré une convention-type : la Convention de soutien pour la lutte contre les déchets abandonnés diffus, proposée à toutes communes et groupements de communes à fiscalité propre ayant en charge le nettoiement des déchets, par distinction avec les « autres personnes publiques ».

La ville d'Auxerre assure le nettoiement des déchets abandonnés diffus et à ce titre peut bénéficier du soutien pour la lutte contre les déchets abandonnés diffus proposé par CITEO.
CITEO propose une prolongation de la convention déchets diffus abandonnés adoptée en premier lieu par la délibération n°2024_089 . Cette prolongation ira jusqu'au 31/12/2029 via un avenant qui sera porté à la signature du Maire de la ville d'Auxerre.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'autoriser le Maire à signer l'avenant de la convention de soutien pour la lutte contre les déchets abandonnés diffus avec CITEO pour la période 2025-2029.

Lutte contre les déchets abandonnés diffus

Avenant à la Convention de soutien « Communes et groupements communaux »

Substitution de la convention-type unique OCAPEM à la suite du ré-agrément de la Société Agréée au titre de la filière des Emballages et Papiers Graphiques pour la période 2025 - 2029

SPECIMEN

Sommaire

Préambule **4**

Article 1 Objet 5

Article 2 Modification de l'Article 2 (*Prise d'effet et durée*) 5

Article 3 Date d'effet 5

Article 4 Notification de l'avenant à la Collectivité et refus éventuel 5

Article 5 Interprétation 6

Article 6 Signature électronique 6

SPECIMEN

Entre

Citeo

Société anonyme au capital de 499 444,50 €, immatriculée sous le n° 388 380 073 RCS de Paris, ayant son siège social, 50 boulevard Haussmann, 75009 Paris,

Représentée par Monsieur Thomas FLUSIN, Directeur Régional, dûment habilité[e] à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée la « Société Agréée »,

D'une part,

Et

CL089085 - COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE L'AUXERROIS

dont le siège social est situé 6bis, place du Maréchal Leclerc BP 58, 89000, Auxerre, enregistré au répertoire SIREN sous le n° 200067114, représenté[e] par Monsieur Crescent MARAULT, en sa qualité de Président, dûment habilité[e] à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée la « Collectivité »,

D'autre part,

Ci-après dénommées collectivement « Les Parties », et individuellement « la Partie »,

SPECIMEN

Préambule

La Société Agréée et la Collectivité ont signé une convention de lutte contre les déchets abandonnés diffus, ci-après dénommée la « *Convention* ».

Cette convention a été établie en application des articles L. 541-10-2 et R. 541-116 du Code de l'environnement.

Elle se conforme au cahier des charges de la filière à responsabilité élargie des producteurs (ci-après dénommée « *REP* ») des emballages ménagers, imprimés papiers et papiers à usage graphique (« EMPG ») applicable à cette période et à l'arrêté interministériel d'agrément de la Société Agréée en vigueur en 2023 et prolongé en 2024. Cet agrément permet notamment à la Société agréée de soutenir les collectivités territoriales dans leurs actions de lutte contre les déchets abandonnés.

Par un arrêté du 23 décembre 2024, l'agrément de la Société agréée a été renouvelé par les pouvoirs publics jusqu'au 31 décembre 2029.

Par ailleurs, la Société Agréée doit proposer à la Collectivité la signature d'une convention-type unique ayant fait l'objet d'une coordination entre les éco-organismes de la Filière REP EMPG. Cette convention-type unique intègre les simplifications identifiées lors des premières années de soutien des collectivités territoriales.

La convention-type unique est désormais mise à la disposition des collectivités. La Société Agréée doit proposer aux collectivités de procéder à la signature de la convention unique en assurant la continuité des projets déjà engagés, grâce à la substitution de la convention unique à la Convention signée par la Collectivité.

Les Parties se sont ainsi accordées pour modifier la Convention, donnant lieu au présent avenant à la Convention (ci-après l'« *Avenant* »).

Ceci ayant été exposé, il est convenu ce qui suit.

SPECIMEN

Article 1 Objet

Le présent Avenant a pour objet d'assurer la continuité du soutien des Actions de la Collectivité en substituant la Convention signée entre les Parties par la convention-type unique établie sous l'égide de l'organisme coordinateur de la Filière REP EMPG.

Article 2 Modification de l'Article 2 (*Prise d'effet et durée*)

Après l'article 2.3 (*Reconduction*) est ajouté l'article 2.4 (*Substitution*) suivant :

« *Article 2.4 Substitution*

Se substitue à la Convention, après qu'elle ait été signée par les deux Parties, la convention-type unique établie par les éco-organismes de la Filière, sous l'égide de l'organisme coordonnateur, en application du Cahier des Charges.

La date de substitution est fixée dans le cadre de la coordination. »

Article 3 Date d'effet

La prise d'effet intervient, sauf refus de la Collectivité formulé dans les conditions de l'article 4 (*Notification de l'avenant à la Collectivité et refus éventuel*) ci-après, à l'intervention du plus proche des événements suivants :

- signature du présent Avenant par la Collectivité ;
- expiration d'un délai de 3 mois à compter de la notification du présent avenant à la Collectivité, en cas de silence gardé par cette dernière.

La prise d'effet est sans préjudice de la faculté, pour la Collectivité, d'anticiper le terme de la Convention dans le cas où elle décide de conventionner avec un autre éco-organisme de la Filière.

Article 4 Notification de l'avenant à la Collectivité et refus éventuel

Conformément aux stipulations de l'Article 4.3 (*Modalités de conventionnement*) de la Convention, le présent Avenant est notifié à la Collectivité *via* le portail dématérialisé mis à disposition par Citeo.

Si la Collectivité refuse tout ou partie des modifications proposées, elle doit en informer la Société Agréée, le cas échéant *via* son portail dématérialisé dans un délai de **3 mois** à compter de la notification du présent Avenant.

Dans ce cas, l'Avenant est révoqué. Le terme de la Convention est maintenu à la date de versement du solde du Soutien LDA au titre de l'année 2024 et la Collectivité se voit notifiée de la non-reconduction de la Convention en application de l'Article 2.3 (*Reconduction*).

SPECIMEN

Article 5 Interprétation

Les stipulations de l'Avenant, priment, en cas de contradiction, sur les stipulations de la Convention.

Les stipulations de la Convention non-modifiées par l'Avenant demeurent inchangées.

Les éventuelles difficultés d'interprétation sont réglées par avenant complémentaire à la convention-type sur laquelle est fondée la Convention.

Article 6 Signature électronique

La signature du présent Avenant s'effectue via un outil de signature dématérialisé selon la procédure dite du « double-clic » prévue par les articles 1125 et suivants et 1176 du code civil et d'une seconde authentification.

Elle s'effectue via un portail spécialisé d'un fournisseur, sécurisé et accessible par chaque Partie grâce à un lien transmis par courriel. Chaque signataire doit disposer de la capacité juridique d'engager la Partie qu'il représente.

Signatures électroniques et dates :

Pour La Société agréée :

Monsieur Thomas FLUSIN

Directeur Régional

Fait à LYON

Le : 01/01/2025

Pour la Collectivité :

Fait à Auxerre

SPECIMEN

Convention type de lutte contre les Déchets abandonnés diffus

« Communes et groupements communaux »

Issu des travaux OCAPEM de décembre 2024

Entre

Citeo

Société anonyme au capital de 499 444,50 €, immatriculée sous le n° 388 380 073 RCS de Paris, ayant son siège social, 50 boulevard Haussmann, 75009 Paris,

Représentée par Monsieur Thomas FLUSIN, Directeur Régional, dûment habilité[e] à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée la « Société Agréée »,

D'une part,

Et

CL089085 - COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE L'AUXERROIS

dont le siège social est situé 6bis, place du Maréchal Leclerc BP 58, 89000, Auxerre, enregistré au répertoire SIREN sous le n° 200067114, représenté[e] par Monsieur Crescent MARAULT, en sa qualité de Président, dûment habilité[e] à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée la « Collectivité »,

D'autre part,

Ci-après dénommées collectivement « Les Parties », et individuellement « la Partie »,

SPECIMEN

Sommaire

A - Cadre général 5
PREAMBULE 5
Article 1 – Définitions 5
Article 2 – Objet de la Convention 5
Article 3 – Prise d'effet et durée 6
Article 4 – Eligibilité 6
4.1 - Conditions générales d'éligibilité 6
4.2 - Conditions particulières d'éligibilité pour les Syndicats 7
Article 5 – Groupements et obligations de la Collectivité mandataire 7
Article 6 - Collaboration des Parties 8
6.1 – Obligation de bonne foi et de diligence 8
6.2 - Interlocuteurs respectifs 8
6.3 – Obligation d'information 9
Article 7 - Coexistence des éco-organismes 9
7.1 – Interdiction des doubles financements 9
7.2 - Délai de prévenance en cas de changement d 'Eco-organisme : 9
Article 8 - Dématérialisation des relations contractuelles 9
Article 9 – Mise en signature 9
B - Mise en œuvre de la lutte contre les Déchets Abandonnés Diffus d'EM par la Collectivité (ou le Groupement) 10
Article 10 – Informations de la Collectivité 10
Article 11 – Engagements pour lutter contre les Déchets abandonnés diffus 10
Article 12 – Suivi et contrôle 11
12.1 - Suivi des Actions 11
12.2 - Contrôle de la bonne exécution de la Convention 11
Article 13 – Communication autour de la mise en œuvre des Actions 11
C – Accompagnement proposé par l'Eco-organisme 12
Article 14 – Accompagnement financier fourni par l'Eco-organisme 12
14.1 - Détermination du soutien 12
14.2 – Conditions de versement du soutien 12
Article 15 – Accompagnement technique fourni par l'Eco-organisme 13
Article 16 – Gestion des non-conformités 13
D – Compléments juridiques 13

SPECIMEN

Article 17 – Précisions contractuelles 14
17.1 – Propriété intellectuelle 14
17.2 – Assurance et responsabilité 15
17.3 – Données à caractère personnel 16
17.4 – Confidentialité, transmission et utilisation des données 16
17.4.1 Principe 16
17.4.2 Exceptions 16
17.5 - Modification de la Convention 17
17.5.1 – Modification de la Convention type de lutte contre les déchets abandonnés diffus 17
17.5.2 – Modifications spécifiques à la Collectivité 18
17.5.2.1 – Modifications statutaires 18
17.5.2.2 – Autres modifications 19
17.6 – Résiliation de la Convention 19
17.6.1 – Stipulations communes aux décisions de suspension et de résiliation pour manquement 19
17.6.2 – Résiliation sans faute 19
17.6.3 – Conséquences du terme contractuel 20
Article 18 – Dispositions diverses 20
18.1 – Invalidité partielle 20
18.2 – Non-renonciation 20
18.3 – Force majeure et autres circonstances exceptionnelles 21
18.4 – Règlement des différends 21
E – Annexes 22
Annexe 1. Glossaire 22
Annexes Différenciantes 22
Annexe 2. Modalités de paiement et de déclaration 22
Annexe 3. Actions de lutte contre les Déchets abandonnés diffus 22
Annexe 4. Accompagnement spécifique de l'Eco-organisme 22
Annexe 5. Détails des pièces techniques et données de suivi 22

SPECIMEN

A - Cadre général

PREAMBULE

L'Eco-organisme a été agréé pour permettre à ses adhérents de s'acquitter de leurs obligations légales et réglementaires en matière de déchets issus des emballages ménagers.

Le Cahier des charges d'agrément pour la Filière REP Emballages ménagers, imprimés papiers et papiers à usage graphique (« EMPG ») prévoit que l'Eco-organisme contribue aux coûts optimisés des opérations de Nettoiement des déchets abandonnés diffus des emballages ménagers (« EM ») et accompagne les collectivités et leurs Groupements dans la lutte contre les déchets abandonnés diffus d'EM.

La Collectivité est en charge des opérations de Nettoiement de déchets abandonnés diffus et de la propreté de l'espace public. Elle contracte en son nom propre ou en cas de Groupement, pour ses membres.

L'Eco-organisme et la Collectivité (ou le Groupement) entendent coopérer dans le cadre de la lutte contre les déchets abandonnés diffus d'EM.

Il a été exposé ce qui suit :

Article 1 – Définitions

Pour l'application de la Convention, les termes correspondant aux notions définies par la législation, en particulier celles visées aux articles L. 541-1-1 et R. 543-43 et suivants, et R. 543-207 du code de l'environnement (définition d'emballages, d'emballages ménagers, papiers graphiques), ont le sens que leur donnent ces dispositions.

Les dénominations spécifiquement utilisées dans la Convention sont définies dans le Glossaire en Annexe 1.

Article 2 – Objet de la Convention

La Convention a pour objet d'organiser la coopération de l'Eco-organisme et de la Collectivité ou de son Groupement au titre de la lutte contre les Déchets abandonnés diffus.

Elle organise d'abord les conditions dans lesquelles l'Eco-organisme contribue aux coûts des opérations de Nettoiement des Déchets abandonnés diffus issus d'EM, assurées par les collectivités territoriales et leurs groupements.

SPECIMEN

Elle a également pour objet de prévoir :

- Les actions de diagnostic ;
- Les actions d'accompagnement pour permettre à la Collectivité (ou au Groupement) de déployer des Coûts optimisés des opérations de Nettoiement ;
- Les actions d'information, de communication et de sensibilisation pour prévenir les Déchets abandonnés diffus issus d'EM dans l'environnement que mène l'Eco-organisme en lien avec la Collectivité (ou le Groupement).
  1.

Article 3 – Prise d'effet et durée

1.La Convention prend effet au premier jour du semestre de la date de signature par toutes les Parties.

Son terme est fixé au 31 décembre 2027.

2. Elle est tacitement reconduite pour une nouvelle période allant jusqu'au 31 décembre 2029 maximum, sauf dénonciation notifiée par lettre recommandée avec accusé réception par l'une des Parties à l'autre Partie avant le 1er octobre 2027.

La date de la notification est celle de la signature de l'avis de réception. Toutefois, lorsque l'avis de réception n'a pas été signé par son destinataire ou une personne munie d'un pouvoir à cet effet, la date de la notification est celle de la présentation de la lettre recommandée.

Cette reconduction est possible dans la mesure où les dispositions du Cahier des charges applicables en matière de lutte contre les Déchets abandonnés diffus restent identiques.

Le cas échéant, la présente Convention se substitue à la convention ayant un objet similaire précédemment signée entre les Parties.

Article 4 – Éligibilité

4.1 - Conditions générales d'éligibilité

Sont éligibles à la présente Convention toute commune, tout établissement public de coopération intercommunal, ainsi que leur Groupement, qui respecte les conditions cumulatives suivantes :

1 Justifier d'une Population municipale égale ou supérieure à 1 500 habitants au sein du Périmètre sauf pour les communes touristiques ;
2. A titre dérogatoire, jusqu'au 31 décembre 2025, cette condition n'est pas applicable aux Collectivités de moins de 1 500 habitants qui bénéficiaient d'une convention ayant un objet similaire à la présente Convention avant sa prise d'effet.
3. A compter du 1er janvier 2026, la Convention sera résiliée de plein droit au titre de l'inéligibilité de la Collectivité conformément à l'article 17.6 (Résiliation de la Convention) si elle ne justifie pas d'une Population municipale égale ou supérieure à 1 500 habitants au sein du Périmètre, et elle devra avoir rejoint un Groupement pour bénéficier des dispositifs de soutiens et d'accompagnement prévus par la présente Convention.

SPECIMEN

2 Justifier être en charge de tout ou partie du Nettoiement sur les Espaces publics de son territoire ;
4.
3 Ne pas bénéficier d'une autre convention avec un éco-organisme relevant de la Filière REP EMPG ayant pour objet la lutte contre les Déchets abandonnés diffus pour la période concernée pour tout ou partie du Périmètre ;
5.
4 Avoir transmis une délibération du maire/président autorisant la signature de la présente Convention.

Pour les communes, la condition supplémentaire suivante s'applique :

5. Ne pas être membre d'un établissement public de coopération intercommunal ayant d'ores et déjà conclus une convention avec un éco-organisme relevant de la Filière REP EMPG ayant pour objet la lutte contre les Déchets abandonnés diffus.

L'éligibilité de la Collectivité (ou du Groupement) est vérifiée par l'Eco-organisme préalablement à la signature de la Convention et peut être contrôlée à tout moment.

4.2 - Conditions particulières d'éligibilité pour les Syndicats

En sus des critères susvisés, les Syndicats sont éligibles à la Convention s'ils respectent les conditions cumulatives suivantes :

1 Justifier de l'information, notamment dans la délibération des adhérents réalisant la salubrité publique des enjeux, des engagements et des soutiens liés à la Convention (par exemple une réunion publique, un webinar…) ;
2 Justifier de la redistribution de tout ou partie des soutiens à ses adhérents notamment dans la délibération de signature de la présente Convention ;
3 Justifier d'Actions à mener de lutte contre les déchets abandonnés diffus impliquant l'ensemble des compétences territoriales (syndicats et salubrité publique des communes) concernées et validées par l'Eco-Organisme. Ces Actions sont précisées dans l'article 11 (*Engagements pour lutter contre les Déchets abandonnés diffus*) de la présente Convention.

L'éligibilité du Syndicat est vérifiée par l'Eco-organisme préalablement à la signature de la Convention, et peut être contrôlée à tout moment.

Article 5 – Groupements et obligations de la Collectivité mandataire

1. En cas de Groupement pour la réalisation du Plan de lutte déchets abandonnés, une Collectivité est désignée comme mandataire par et pour les membres de son Groupement.

Avant signature de la Convention, la Collectivité transmet à l'Eco-organisme la liste des collectivités membres de son Groupement pour constituer son Périmètre, qu'elle renseigne sur la plateforme mise à disposition par l'Eco-organisme.

La liste des membres est modifiable via la plateforme, en cas d'évolution des membres du Groupement en cours de Convention. L'Eco-organisme prend en compte le nouveau Périmètre et ajuste en cohérence les soutiens, avec prise d'effet au premier jour du semestre suivant la prise d'effet de l'évolution.

SPECIMEN

2. La Collectivité, en tant que mandataire, est la seule interlocutrice de l'Eco-organisme.

A ce titre, la Collectivité mandataire est la seule à recevoir le soutien de l'Eco-organisme au titre de l'article 14 (*Accompagnement financier fourni par l'Eco-organisme*), et fait son affaire de reverser tout ou partie des sommes perçues aux membres de son Groupement.

3. La Collectivité mandataire s'assure que les membres du Groupement respectent les obligations relevant de la présente Convention, et en particulier celles issues des articles 11 (*Engagements pour lutter contre les Déchets abandonnés* et 12 (*Suivi et contrôle)*.

4. Le non-respect des obligations du présent article est constitutif de manquement et entraine des sanctions au titre de l'article 16 (*Gestion des non-conformités*).

Article 6 - Collaboration des Parties

6.1 – Obligation de bonne foi et de diligence

Les Parties exécutent de bonne foi et avec diligence les obligations qui résultent respectivement pour elles de la Convention.

Elles collaborent de la même manière et en tant que de besoin, afin d'assurer la parfaite exécution de cette dernière.

La Collectivité autorise l'Eco-organisme à transmettre les contacts et les noms des signataires de la Convention à des sociétés agréées pour d'autres filières REP qui seraient fondés à financer des opérations de Nettoiement.

6.2 - Interlocuteurs respectifs

Les Parties désignent en leur sein un interlocuteur "lutte contre les déchets abandonnés" pour l'exécution de la Convention. Elles échangent les coordonnées de leurs interlocuteurs respectifs, en particulier leurs adresses électroniques.

Pour ce faire, les Parties désignent, à la signature de la présente Convention, une personne chargée d'être Responsable « *Lutte contre les Déchets Abandonné*s » ou « LDA » au nom de la Collectivité (ou du Groupement). En cas de Groupement ce responsable doit être rattaché à la Collectivité signataire.

Le rôle du Responsable LDA de la Collectivité (ou du Groupement) sera *a minima* :

- D'être l'interlocuteur privilégié de l'Eco-organisme dans l'application de la Convention ;
- De veiller à la bonne application des dispositions de la Convention au sein de la Collectivité (ou du Groupement) ;
- D'animer la thématique « *Lutte contre les déchets abandonnés* » au sein de la Collectivité (ou du Groupement) ;
- De veiller à la coordination des parties prenantes pour lutter efficacement contre les Déchets abandonnés diffus sur le Périmètre de la Collectivité (ou du Groupement).

Chaque Partie informe l'autre de tout changement d'interlocuteur, préalablement au changement effectif.

SPECIMEN

6.3 – Obligation d'information

La Collectivité (ou le Groupement) a une obligation générale d'informer l'Eco-organisme de tout fait interne ou externe, affectant ou étant susceptible d'affecter la réalisation des Actions et/ou d'affecter son éligibilité au sens de l'article 4 (*Éligibilité*).

La Collectivité (ou le Groupement) s'engage en particulier à informer, sans délai, l'Eco-organisme :

(i) Des difficultés éventuellement rencontrées dans la mise en œuvre des Actions,

(ii) En cas de modification de son Périmètre, son statut, sa composition et ses compétences en lien avec la Convention.

Article 7 - Coexistence des éco-organismes

7.1 – Interdiction des doubles financements

La Collectivité ne peut percevoir deux fois des soutiens de la Filière REP EMPG pour un même périmètre et une même période. En ce sens, la Collectivité ne peut bénéficier du soutien et de l'accompagnement d'un seul Eco-organisme de la Filière au titre la lutte contre les Déchets abandonnés diffus, pour un Périmètre et la durée de la Convention.

7.2 - Délai de prévenance en cas de changement d 'Eco-organisme

Si la Collectivité (ou le Groupement) souhaite conventionner avec un autre éco-organisme pour la lutte contre les Déchets abandonnés diffus à l'issue du terme de la Convention, il lui appartient de notifier sa décision par lettre recommandée avec accusé réception avant le 30 septembre de l'année N pour un changement l'année N+1.

(La date de la notification est celle de la signature de l'avis de réception. Toutefois, lorsque l'avis de réception n'a pas été signé par son destinataire ou une personne munie d'un pouvoir à cet effet, la date de la notification est celle de la présentation de la lettre recommandée.

Article 8 - Dématérialisation des relations contractuelles

Dans le cadre de l'exécution de la Convention, la signature, les déclarations, les facturations et la transmission de justificatifs sont dématérialisés entre la Collectivité (ou le Groupement) et l'Eco-organisme, sauf précision contraire prévue par la Convention.

SPECIMEN

Article 9 – Mise en signature

La Convention est signée au moyen d'un outil électronique approuvé par les Parties, par le représentant légal de la Collectivité (ou du Groupement) et de l'Eco-organisme, dûment habilité à signer la Convention.

Les Parties s'engagent à recourir à un procédé fiable d'identification présentant un niveau de sécurité satisfaisant.

Les Parties s'assurent de la véracité et de la conformité des informations inscrites à la Convention.

Chaque Partie est seule et pleinement responsable :

- De l'utilisation régulière et sécurisée des accès à l'outil électronique dont elle dispose ;
- De la vérification des informations avant la signature.

B - Mise en œuvre de la lutte contre les Déchets Abandonnés Diffus d'EM par la Collectivité (ou le Groupement)

Article 10 – Informations de la Collectivité

La Collectivité (ou le Groupement) transmet les pièces justificatives administratives nécessaires à la bonne exécution de la Convention et notamment au versement des soutiens, listées à l'Annexe 2 (*Modalités de paiement)*.

La transmission par voie dématérialisée de ces pièces est réalisée selon les modalités visées à cette Annexe.

Article 11 – Engagements pour lutter contre les Déchets abandonnés diffus

La Collectivité (ou le Groupement) s'engage à suivre les Actions indiquées ci-après, visant à prévenir et traiter les Déchets abandonnés diffus et à réaliser des opérations de Nettoiement dans son Périmètre.

SPECIMEN

La Collectivité (ou le Groupement) s'engage mener les Actions détaillées dans l'Annexe 3 (*Actions de lutte contre les Déchets abandonnés diffus*) et comprenant notamment les Actions suivantes sur l'intégralité du Périmètre :

- **Pour les Collectivités ou Groupements de moins de 25 000 habitants** : un questionnaire relatif aux problèmes de déchets abandonnés ;
- **Pour les Collectivités ou groupements de 25 000 habitants** ou plus : un Plan de lutte contre les déchets abandonnés comprenant *a minima* des Actions de :
  - Pilotage
  - Prévention
  - Diagnostic
    Ce diagnostic devra intégrer *a minima* les éléments suivants :
    6.
    - Cartographie des Hotspots
    - Évaluation du sentiment de propreté
    - Évaluation des coûts

Article 12 – Suivi et contrôle

12.1 - Suivi des Actions

La Collectivité (ou le Groupement) transmet à l'Eco-organisme les pièces techniques justificatives et les données de suivi relatives aux Actions menées.

Les Actions menées font en outre l'objet d'une déclaration annuelle des indicateurs de suivi (PLDA) conditionnant le versement des soutiens.

Ces éléments sont transmis selon les modalités prévues aux Annexes 3 (*Actions de lutte contre les Déchets abandonnés diffus*) et 5 (*Détails des pièces techniques et données de suivi*).

12.2 - Contrôle de la bonne exécution de la Convention

L'Eco-organisme peut procéder ou faire procéder à des contrôles sur pièces/ou sur place, afin de vérifier la bonne exécution des obligations nées de la Convention et particulièrement de la mise en œuvre des Actions.

Dans ce cadre, la Collectivité (ou le Groupement) s'engage à fournir à l'Eco-organisme les éléments sollicités au plus tard sous un mois suivant sa demande.

En cas de non-conformités relevées, l'Eco-organisme se réserve le droit de sanctionner la Collectivité dans les conditions prévues à l'article 16 (*Gestion des non-conformités*).

SPECIMEN

Article 13 – Communication autour de la mise en œuvre des Actions

1. La Collectivité (ou le Groupement) et l'Eco-organisme coopèrent afin d'organiser une communication efficace sur la mise en œuvre des Actions.

2. A ce titre, la Collectivité (ou le Groupement) transmet tout projet de support de communication relatif à la mise en œuvre des Actions au minimum dix (10) jours ouvrés avant sa diffusion à l'Eco-organisme pour avis et acceptation. Le silence gardé par l'Eco-organisme à l'issue de ce délai vaut acceptation tacite de diffusion.

3. Pour toute action de communication liée aux Actions prévues par la Convention impliquant l'apposition du logo-type de l'Eco-organisme (exemple : support de sensibilisation), l'autorisation préalable et expresse de l'Eco-organisme est nécessaire.

SPECIMEN

C – Accompagnement proposé par l'Eco-organisme

Article 14 – Accompagnement financier fourni par l'Eco-organisme

14.1 - Détermination du soutien

L'Eco-organisme verse un soutien financier selon le barème suivant :

Typologie de milieu de la collectivité	Montant (€/habitant/an)
Urbain : commune dont la population est égale ou supérieure à 5 000 habitants permanents	3,2
Rural : commune dont la population est inférieure à 5 000 habitants permanents	0,9
Urbain dense : communes dont la population est égale ou supérieure à 50 000 habitants permanents	4,3
Touristique (hors urbain dense) : communes qui remplissent au moins l'un des critères suivants : - plus de 1,5 lit touristique par habitant ; - un taux de résidence secondaire supérieur à 50 % ; - au moins 10 commerces pour 1 000 habitants	3,5

Pour les collectivités des territoires d'Outre-mer concernées par l'application du quatrième alinéa de l'article L. 541-10-2 du code de l'environnement relatif à la majoration du barème, les barèmes de soutiens mentionnés au tableau précédent sont majorés en leur appliquant un coefficient multiplicateur de 1,7.

Le nombre d'habitants est calculé au regard des données INSEE N-1. Il est mis à jour chaque année pour le calcul des soutiens financiers dont bénéficie la Collectivité (ou le Groupement).

Les critères pour la commune dite "touristique" se basent sur la dernière année connue de la donnée INSEE.

14.2 – Conditions de versement du soutien

Les soutiens financiers sont versés à la Collectivité (ou au Groupement) sous réserve de la mise en œuvre des Actions prévues à l'article 11 (*Engagements pour lutter contre les Déchets abandonnés diffus*).

Les modalités de versement des soutiens sont prévues à l'Annexe 2 (*Modalités de paiement et de déclaration*).

Article 15 – Accompagnement technique fourni par l'Eco-organisme

Additionnellement aux soutiens financiers, la Collectivité (ou le Groupement) bénéficie d'un soutien technique pour la lutte contre les Déchets abandonnés diffus, fourni par l'Eco-organisme et précisé en Annexe 4 (*Accompagnement spécifique de l'Eco-organisme*).

Article 16 – Gestion des non-conformités

En cas de manquement grave de l'une des Parties à ses engagements contractuels, la présente Convention peut être résiliée à l'initiative de l'autre Partie, à l'expiration d'un délai d'un mois après envoi à la Partie défaillante d'une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception demeurée sans effet (la date de réception faisant foi).

Si dans le cadre du suivi ou d'un contrôle, l'Eco-organisme constate un manquement de la Collectivité (ou du Groupement) aux obligations prévues par l'article 11 (*Engagements pour lutter contre les Déchets abandonnés diffus*), l'Eco-organisme adressera une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception à la Collectivité ou au Groupement.

La Collectivité (ou le Groupement) dispose alors d'un délai de quarante (40) jours calendaires pour fournir :

- Tout élément justificatif pour démontrer le caractère infondé du manquement invoqué ;
- Tout élément de nature à démontrer la régularisation du manquement invoqué.

A défaut de réponse sous ce délai, ou à défaut de transmission d'éléments probants tels que susvisés, l'Eco-organisme sera en droit, sans qu'aucune autre formalité ne soit nécessaire, de prendre tout ou partie des mesures suivantes :

- Suspendre le versement des soutiens financiers avec effet immédiat ;
- Émettre un titre de créance pour les soutiens indûment versés. Cette somme pourra donner lieu, à la discrétion de l'Eco-organisme, à remboursement ou à compensation avec un autre soutien dont bénéficie la Collectivité en contrat avec l'Eco-organisme ;
- Résilier la Convention pour manquement contractuel conformément à l'article 17.6 (*Résiliation de la Convention*).

SPECIMEN

D – Compléments juridiques

Article 17 – Précisions contractuelles

17.1 – Propriété intellectuelle

L'Eco-Organisme peut exploiter et diffuser librement tous les Résultats issus de l'exécution de la Convention. La Collectivité (ou les Collectivités membres du Groupement) reconnait et accepte que la diffusion de bonnes pratiques par le biais d'outils de communication et de promotion utilisables autant par la Collectivité que par l'Eco-organisme et ses partenaires, notamment pour en faire bénéficier les autres Collectivités, constitue une condition essentielle et déterminante pour l'Eco-organisme. L'Eco-organisme peut notamment faire des reportages vidéo et/ou photo dans ce cadre.

La Collectivité (ou les Collectivités membres du Groupement) concède à l'Eco-organisme, à titre non-exclusif, au fur et à mesure de la réalisation des Résultats, tous les droits d'auteur qui y sont attachés, à savoir :

- Le droit de reproduction, qui comprend le droit de les reproduire en nombre, en tout ou en partie, en tous formats et sur tous supports connus et inconnus à ce jour (notamment sur des brochures, documents de communication interne ou externe, presse, CD-Rom, DVD, Intranet, Internet, Extranet etc.) et par tous procédés de fixation matérielle connus ou inconnus à ce jour (notamment numériques, électroniques etc.) ;
- Le droit de représentation, qui comprend le droit de les communiquer et de les diffuser ou de les faire communiquer et diffuser au public, directement ou indirectement, une ou plusieurs fois, en intégralité ou par extraits, par tous moyens connus ou inconnus à ce jour (notamment par projection publique lors de manifestations publiques ou événementielles, sur Internet, Intranet, Extranet, etc.) ;
- Le droit d'adaptation, qui comprend, sous réserve du respect du droit moral des auteurs, le droit de procéder aux fins de reproduction et de représentation, en tout ou partie, à toute adaptation, adjonction, suppression ou changement d'un élément quelconque des Résultats et d'une manière générale, à toute modification, et le droit de reproduire ou représenter ces adaptations, ainsi que de les traduire en toutes langues.

La présente concession est consentie aux fins de l'exploitation par l'Eco-organisme à des fins d'étude, de diffusion, de communication et de promotion des appels à projets et des bonnes pratiques, pour toute la durée légale des droits d'auteur applicable à ce jour et dans l'avenir, en France et à l'étranger, et pour le monde entier.

L'Eco-organisme peut accorder aux autres sociétés de son groupe ou à ses partenaires éventuels (par exemple l'ADEME) toutes les autorisations nécessaires pour l'exploitation des Résultats, dans la limite des droits conférés par la Convention et dans les mêmes conditions que celles prévues au présent article.

Par application de l'alinéa 2 de l'article L. 131-4 du Code de la propriété intellectuelle, le montant des soutiens financiers définis à la Convention inclut la rémunération de la concession des droits prévue au présent article.

Si la Collectivité (ou le Groupement) devait utiliser des droits de propriété intellectuelle de tiers, il veille à obtenir auprès d'eux la concession desdits droits et/ou les autorisations nécessaires pour l'exploitation des Résultats par l'Eco-organisme.

SPECIMEN

17.2 – Assurance et responsabilité

Responsabilité et Garantie

1. Chaque Partie déclare détenir tous les droits, compétences légales ou réglementaires et autorisations nécessaires lui permettant de conclure la Convention et de mettre en œuvre les Actions.

Le cas échéant, la Collectivité (ou le Groupement) reconnait bénéficier des transferts de compétences nécessaires, des conventionnements, de la délégation ou encore du mandat nécessaire à l'exécution de la Convention de la part de ses collectivités membres.

2. Chaque Partie est responsable de la bonne exécution des obligations qui résultent pour elle de la Convention, ainsi que des dommages qu'elle pourrait causer à cette occasion à l'autre Partie et aux tiers, y compris lorsqu'elle recourt à des sous-traitants pour l'exécution de la Convention.

Chaque Partie s'engage dans ses relations avec les tiers auxquels elle recourt pour l'exécution de la Convention à prendre toutes les dispositions pour leur répercuter en miroir ses propres obligations contractuelles vis-à-vis de l'autre Partie.

3. Aucune Partie ne saurait être tenue pour responsable en cas de préjudice résultant des activités de l'autre Partie, ainsi que de la mise en œuvre des Actions, retard ou de non-réalisation de tout ou partie des Actions aux torts de l'autre Partie.

La Collectivité ou les membres du Groupement ne peuvent tenir l'Eco-organisme pour responsable de l'organisation du Groupement, de la répartition financière entre les membres, ou de sanctions appliquées au mandataire qui pourraient se répercuter sur les membres du Groupement en cas de manquement.

4. Chaque Partie garantit en conséquence l'autre Partie contre toute action, réclamation, allégation, revendication ou opposition de la part de tout tiers et relative à ses activités.

5. Les Parties s'accordent, dès la conclusion de la Convention, pour interpréter les recommandations ou avis qui pourraient être dispensés par l'Eco-organisme pour la mise en œuvre des Actions, comme insusceptibles en tant que tels d'engager sa responsabilité vis-à-vis de la Collectivité (ou du Groupement), non-plus que le non-succès des opérations de mise en place des avis et recommandations.

6. La Collectivité (ou le Groupement) garantit à l'Eco-organisme l'originalité ainsi que la libre et paisible exploitation des Résultats et garantit l'Eco-organisme contre tout recours ou action d'un tiers en lien avec les Résultats.

7. La présente clause survit au terme contractuel, quelle qu'en soit la cause, pendant cinq ans.

Assurance

La Collectivité (ou les Collectivités membres du Groupement) s'engage à disposer de toutes les assurances et garanties nécessaires pour la prémunir contre les risques découlant des actions de lutte contre les Déchets abandonnés diffus, et notamment d'une police d'assurance souscrite auprès de compagnies d'assurance notoirement solvables couvrant les responsabilités et/ou les dommages de toute nature qui peuvent survenir à l'occasion des Actions. La Collectivité (ou les Collectivités membres du Groupement) renonce à recourir contre l'Eco-organisme et ses assureurs, et s'engage à obtenir la même renonciation de ses assureurs.

SPECIMEN

17.3 – Données à caractère personnel

Chacune des Parties fait son affaire des obligations lui incombant au titre de la Réglementation Informatique et Libertés**.**

Chacune des Parties garantit l'autre Partie du respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, sans préjudice des obligations qu'elles peuvent avoir l'une à l'égard de l'autre et de leur responsabilité envers les personnes concernées.

En application de la Réglementation Informatique et Libertés, les personnes physiques dont les noms sont utilisés par chacune des Parties peuvent faire l'objet d'un droit de questionnement, d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité et d'opposition auprès de chaque Partie, à l'adresse de leur siège social respectif, à défaut de précisions particulières figurant sur les documents de collecte de données à caractère personnel.

17.4 – Confidentialité, transmission et utilisation des données

17.4.1 Principe

Les données et informations individuelles de la Collectivité, qui auront été transmises à l'Eco-organisme par la Collectivité (ou le Groupement) pour l'application de la présente Convention, et expressément identifiées comme confidentielles sont considérées comme des informations confidentielles au titre de la présente Convention (ci-après « Informations confidentielles »).

L'Eco-organisme s'engage à les traiter comme telles et à ne pas les utiliser à des fins autres que l'exécution de ses missions au titre du Cahier des charges.

La Collectivité (ou le Groupement) reste libre de les exploiter à sa convenance et de lever cette confidentialité pour permettre la publication de tout ou partie de ses données et informations individuelles.

Tant que la confidentialité n'est pas levée par la Collectivité (ou le Groupement), l'Eco-organisme s'engage à ne pas communiquer à des tiers des Informations confidentielles de la Collectivité autrement que sous une forme agrégée.

La présente clause survit au terme contractuel, quelle qu'en soit la cause, pendant cinq ans.

SPECIMEN

17.4.2 Exceptions

1. L'Eco-organisme peut néanmoins librement utiliser, diffuser et/ou publier ces données sous une forme agrégée, notamment pour communiquer dans le cadre d'informations régionales ou nationales. On entend par données sous une forme agrégée des données portant sur des indicateurs nationaux, régionaux ou départementaux et ne permettant pas d'identifier les données individuelles de la Collectivité.

2. Par dérogation aux stipulations de l'article 17.4.1 (*Exceptions*), l'Eco-organisme peut transmettre à l'ADEME, dans le respect du secret industriel et commercial, les données et informations utiles à l'exercice des missions de cette dernière.

La transmission de ces données est subordonnée au respect, par l'ADEME, de la confidentialité des données et informations transmises.

3. Ne sont en tout état de cause pas considérées comme Informations Confidentielles toutes les informations échangées entre les Parties en vue de et pour l'exécution de la Convention pour lesquelles l'une ou l'autre des Parties peut apporter la preuve de l'un ou plusieurs des cas listés ci-après :

- Elles sont tombées dans le domaine public préalablement à leur divulgation ou après celle-ci, mais dans ce cas, en l'absence de toute faute de sa part ;
- Elles lui sont déjà connues avant leur obtention en provenance de la Partie Emettrice ;
- Elles ont été reçues d'un tiers de manière licite et qu'elles ne sont pas couvertes par une obligation de confidentialité ;
- Leur confidentialité a été levée par les Parties ;
- Elles sont le résultat de travaux et/ou d'une élaboration et/ou d'un développement internes entrepris indépendamment de bonne foi par le personnel de la Partie Réceptrice n'ayant pas eu accès à ces informations confidentielles ;
- Leur utilisation et leur divulgation ont été autorisées par écrit par la Partie Émettrice ;
- La loi, la réglementation applicable, ou une autorité administrative ou judiciaire obligerait à divulguer, y compris sous forme de mise à disposition du public. Dans le cas où la divulgation ne serait pas imposée par un texte à portée générale (loi ou règlement), la Partie réceptrice s'engage à informer la Partie émettrice de la divulgation concernée.

SPECIMEN

17.5 - Modification de la Convention

17.5.1 – Modification de la Convention type de lutte contre les déchets abandonnés diffus

En cas de modification du Cahier des charges ayant un impact sur la présente Convention, celle-ci est modifiée en conséquence. Ces nouvelles modalités contractuelles s'appliquent à la date prévue par l'arrêté modificatif ou, à défaut, au 1er janvier de l'année suivant sa publication.

Ces modifications contractuelles font l'objet d'un avenant dématérialisé.

Si la Collectivité (ou le Groupement) refuse tout ou partie des modifications proposées, elle doit en informer l'Eco-organisme, via l'espace dédié en ligne, dans un délai de deux mois à compter de la réception de l'avenant dématérialisé. La Convention peut alors être résiliée par l'une ou l'autre des Parties, avec effet à la date d'entrée en vigueur de l'avenant dématérialisé.

17.5.2 – Modifications spécifiques à la Collectivité

17.5.2.1 – Modifications statutaires

Les modifications statutaires sont les modifications concernant :

- Le nom de la Collectivité ;
- La structure juridique de la Collectivité ;
- Le Périmètre de la Collectivité (ou du Groupement) ;
- La compétence de la Collectivité (ou du Groupement) en matière de salubrité.

a) Information de l'Eco-organisme

La Collectivité (ou du Groupement) informe l'Eco-organisme de toute modification statutaire, au plus tard le 31 décembre de l'année de prise d'effet de la modification statutaire. La Collectivité transmet, dans le même délai, la copie du ou des acte(s) modificatif(s) (arrêté(s) préfectoral(ux) et statuts) attestant de la modification.

b) Prise d'effet aux fins de la présente Convention

Changement de nom, de structure juridique

Si l'Eco-organisme est informé avant le 31 décembre de l'année de prise d'effet de la modification statutaire, celle-ci est prise en compte, aux fins de la présente Convention :

- Au 1er janvier de la même année si la modification prend effet un 1er janvier ;
- Le premier jour du trimestre civil suivant la prise d'effet de la modification, dans les autres cas.

SPECIMEN

Si l'Eco-organisme est informé après le 31 décembre de l'année de prise d'effet de la modification statutaire, celle-ci est prise en compte, aux fins de la présente Convention, au 1er janvier de l'année au cours de laquelle la Collectivité en a informé l'Eco-organisme.

Changement de Périmètre et/ou de compétence

Si l'Eco-organisme est informé et reçoit la délibération avant le 31 mars (N+1) de l'année suivant la prise d'effet du changement de périmètre, celui-ci est pris en compte, aux fins de la présente Convention, au 1er janvier :

- De la même année (N) si le changement prend effet un 1er janvier N ;
- De l'année suivante (N+1), dans les autres cas.

Si l'Eco-organisme est informé et reçoit la délibération après le 31 mars (N+1) de l'année suivant la prise d'effet du changement de périmètre, celui-ci est pris en compte, aux fins de la présente Convention, au 1er janvier de l'année au cours de laquelle la Collectivité en a informé l'Eco-organisme.

La modification du Périmètre ne donne pas lieu à un avenant.

c) Réception et actualisation

L'Eco-organisme accuse réception des modifications statutaires déclarées conformément au présent article en actualisant les données de la Collectivité sur l'espace dématérialisé dédié et en précisant la date de prise en compte de la modification aux fins de la présente Convention.

17.5.2.2 – Autres modifications

Toute autre modification des données spécifiques à la Collectivité (ou au Groupement) doit être déclarée sur l'espace dématérialisé dédié au plus tard le 31 décembre de l'année de prise d'effet de cette modification.

La modification ainsi déclarée est prise en compte, aux fins de la présente Convention, à compter du premier jour du trimestre civil au cours duquel intervient la modification.

L'Eco-organisme en accuse réception en actualisant les données de la Collectivité (ou du Groupement) sur l'espace dématérialisé dédié et en précisant la date de prise en compte de cette modification aux fins de la présente Convention.

SPECIMEN

17.6 – Résiliation de la Convention

17.6.1 – Stipulations communes aux décisions de suspension et de résiliation pour manquement

En cas de manquement de la part de l'une des Parties dans l'exécution de la Convention, l'autre Partie pourra décider de résilier la Convention, sous réserve du respect d'un préavis de trente (30) jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception restée infructueuse, et ce sans préjudice des dommages et intérêts éventuels qu'elle serait susceptible de réclamer en réparation de son préjudice.

S'agissant particulièrement des manquements de la Collectivité (ou du Groupement) au titre des articles 11 (*Engagements pour lutter contre les Déchets abandonnés diffus*), et 12.1 (*Suivi des Actions*), outre ou indépendamment de la résiliation, ils pourront entraîner, sur décision de l'Eco-organisme, une suspension des soutiens prévus par la Convention, une révision de la participation financière de l'Eco-organisme et/ou le remboursement des sommes déjà versées. La résiliation n'est pas un préalable à la prise de ces deux types de sanctions.

17.6.2 – Résiliation sans faute

Dans les cas suivants :

- Tout ou partie de l'agrément dont bénéficie l'Eco-organisme ne serait pas renouvelé à son profit ou en cas de retrait dudit agrément ;
- La Collectivité (ou le Groupement) ne remplit plus les conditions d'éligibilité prévues à l'article 4 (*Eligibilité*) ;
- La Collectivité (ou le Groupement) refuse la signature d'un avenant dématérialisé rendu nécessaire par une évolution du Cahier des charges ;

L'une ou l'autre des Parties peut résilier la Convention sans faute, ni préavis.

La décision de résiliation prise par l'une des Parties en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation au profit de l'autre Partie.

La Partie résiliante notifie son intention à l'autre Partie par lettre recommandée avec accusé de réception, précisant la date effective de résiliation. La date effective de résiliation ne peut être antérieure à l'événement motivant la résiliation.

Dans le cas où la résiliation de la Convention prend effet en cours d'année, le montant des soutiens financiers sera calculé au *prorata temporis* au regard de la date de résiliation.

SPECIMEN

17.6.3 – Conséquences du terme contractuel

Quelle que soit la cause de la cessation des relations contractuelles :

- Les sommes dues par l'une des Parties à l'autre Partie en exécution de la Convention, sans préjudice des stipulations particulières relatives à la sanction des manquements contractuels, demeurent dues ;
- Les droits concédés à l'Eco-organisme tel que prévu à l'Article 17.1 (*Propriété intellectuelle*) ci-dessus, demeureront acquis à l'Eco-organisme ;
- La Collectivité (ou le Groupement) remettra à l'Eco-organisme tous les éléments relatifs aux Résultats, achevés ou non, et chacune des Parties s'engage à restituer tous les documents qui auront pu lui être remis par l'autre Partie dans le cadre de la mise en œuvre des Actions, et ce dans un délai de dix (10) jours ouvrés suivant la fin de la Convention ;
- Les données relatives aux Actions transmises par la Collectivité (ou le Groupement) en exécution de la Convention seront conservées par l'Eco-organisme. Les données personnelles le cas échéant échangées dans le cadre de la Convention relèvent du régime fixé à l'article 17.3 (*Données à caractère personnel*).

Les présentes stipulations sont également applicables en cas de fin normale de la Convention.

Article 18 – Dispositions diverses

18.1 – Invalidité partielle

Si l'une des conditions ou clauses de la Convention devient invalide, illégale ou non exécutoire, pour quelle que cause que ce soit, cette invalidité, illégalité ou impossibilité d'exécution n'affectera pas les autres conditions et clauses de la Convention, et la Convention sera interprétée comme si cette condition ou clause n'en avait jamais fait partie. Dans la limite des dispositions légales, un accord reflétant l'intention originelle des Parties sera autant que possible substitué aux conditions et clauses devenues invalides ou non exécutoires.

18.2 – Non-renonciation

Toute renonciation à l'une des dispositions de la Convention doit être faite par un écrit signé par les Parties. A défaut d'écrit, le fait, par l'une des Parties, de ne pas exiger l'exécution parfaite par une autre Partie de l'une de ses obligations, n'affectera en aucune façon le droit de demander ladite exécution à une date ultérieure et ne pourra donc être considéré comme une renonciation aux droits découlant desdites obligations, pas plus qu'il ne sera constitutif d'un quelconque droit acquis.

SPECIMEN

18.3 – Force majeure et autres circonstances exceptionnelles

L'inexécution d'une Partie à tout ou partie de ses obligations contractuelles ne sera pas considérée comme un manquement à ses obligations si cette inexécution est due à des circonstances exceptionnelles.

Relèvent des circonstances exceptionnelles :

- La force majeure, au sens de l'article 1218 du Code civil,
- Ainsi que tout évènement, même prévisible et résistible, de nature à déséquilibrer de manière substantielle l'économie de la Convention, c'est-à-dire, à rendre l'exécution de son obligation par la Partie affectée par la circonstance exceptionnelle, soit difficile, en ce qu'elle requiert la mise en place de mesures manifestement déraisonnables, soit manifestement trop onéreuse par rapport à l'économie de la présente Convention, en ce compris, mais sans s'y limiter, les évènements relevant des conditions de mise en œuvre du Cahier des Charges de la REP EMPG telle que la coordination entre éco-organismes agréés de la filière REP EMPG, ou les évolutions brutales du marché dont dépend la Convention.

La Partie invoquant des circonstances exceptionnelles devra en aviser l'autre Partie par écrit et s'efforcer de réduire les incidences de ces circonstances exceptionnelles sur l'exécution de la Convention. L'inexécution contractuelle devra être limitée à la durée des effets des circonstances exceptionnelles sur la Convention.

L'autre Partie peut résilier sans faute, ni préavis, la Convention lorsque l'inexécution contractuelle excède une durée de deux mois. Elle notifie son intention par lettre recommandée avec accusé de réception, précisant la date effective de résiliation. Cette date est postérieure à celle à laquelle expire le délai de deux mois précité.

18.4 – Règlement des différends

La Convention est soumise au droit français, et exécutée en langue française.

Les Parties s'engagent, en cas de différend survenant entre elles portant sur l'interprétation, la formation, l'exécution ou la cessation de la Convention et préalablement à la saisine du juge compétent, à mettre en œuvre une procédure destinée à faciliter un règlement amiable le plus rapidement possible.

A défaut de règlement amiable dans un délai raisonnable, le différend pourra être porté devant la juridiction compétente du ressort de Paris.

SPECIMEN

E – Annexes

Annexe 1. Glossaire

Annexes Différenciantes

Annexe 2. Modalités de paiement et de déclaration

Annexe 3. Actions de lutte contre les Déchets abandonnés diffus

Annexe 4. Accompagnement spécifique de l'Eco-organisme

Annexe 5. Détails des pièces techniques et données de suivi

SPECIMEN

Annexe 1 – GLOSSAIRE

Aux termes spécifiques de la Convention, il convient d'entendre par :

“ **Actions** ” *:* la ou l'une des actions réalisées pour diminuer les déchets abandonnés sur l'espace public. Ces actions regroupent celles relatives au Nettoiement optimisé des Déchets abandonnés diffus à la charge de la Collectivité, définies dans le cadre de la présente Convention et/ou toute autre action visant à réduire la présence de ces déchets en prévenant le geste d'abandon au titre du paragraphe a) de l'article 5.3.2 du Cahier des Charges.

“ **Agrément** ” : agrément de l'Eco-organisme au titre de la filière des emballages ménagers, imprimés papiers et papiers à usage graphique (EMPG). A la date de conclusion de la Convention, l'Agrément résulte de l'arrêté interministériel 27 décembre 2023.

“ **Annexe(s)** ” **:** une ou plusieurs des annexes constitutives de la Convention.

“ **Article(s)** ” **:** un ou plusieurs des articles de la Convention.

“ Convention ” : la présente convention type unique, ses annexes et ses éventuels avenants.

“ **Cahier des charges** ” : cahier des charges de la filière des emballages ménagers, imprimés papiers et papiers à usage graphique en vigueur. A la date de conclusion de la Convention, le Cahier des Charges résulte de l'arrêté interministériel du 7 décembre 2023.

“ **Collectivité** ” : La commune ou l'établissement public de coopération intercommunale en charge du Nettoiement des Espaces publics et/ou naturels, signataire de la présente Convention avec l'Eco-organisme.

“**Coûts optimisés des opérations de Nettoiement** ” : les Opérations de Nettoiement dont les coûts présentent un optimum environnemental, économique et social :

- Prévenir le geste d'abandon (actions de diagnostic, de sensibilisation et de communication pédagogique sur le geste d'abandon) ;
- Apporter un service adapté au territoire (mode de nettoiement adapté, renforcement pendant les saisons touristiques, acceptation sociale pour la communication) ;
- Assurer des conditions de travail satisfaisantes pour les opérations de Nettoiement et favoriser l'emploi ;
- Maîtriser les coûts au travers de choix organisationnels de nettoiement ;
- Limiter les impacts environnementaux et sanitaires des déchets abandonnés diffus.

SPECIMEN

“ **Dépôt illégal de déchets abandonnés** ” : un amoncellement de déchets abandonnés dont la quantité totale estimée de déchets le composant excède le seuil fixé à l'article 2 du décret n° 2019-1176 du 14 novembre 2019 pris pour l'application du b du 1 octies et du 1 terdecies du II de l'article 266 sexies du code des douanes, pour les dépôts comprenant des déchets relevant de la responsabilité élargie du producteur ;

“ **Déchets abandonnés diffus** ” : Les déchets abandonnés, issus d’emballages ménagers (EM), ou déposés hors des espaces de collecte de manière éparse dans les Espaces publics et/ou les Espaces naturels, et qui de ce fait n’ont pu poursuivre leur acheminement dans le circuit conventionnel de gestion des déchets. Ils ne constituent pas un Dépôt illégal de déchets abandonnés ;

“ Eco-Organisme ” : Eco-organisme signataire de la Convention. Il est agréé par les pouvoirs publics en application de l’article R. 543-58 du code de l’environnement, en vue de la prise en charge, pour le compte de ses clients, de leurs déchets d'emballages ménagers conformément au Cahier des charges.

“ **Espaces publics** ” : Domaine public de la Collectivité affecté à l’usage direct du public n’accueillant aucune activité commerciale ou administrative. Les espaces publics comprennent :

- Les espaces urbains : sites et espaces géographiques urbanisés ainsi que les secteurs occupés par une urbanisation diffuse pour lesquels la Collectivité assure des opérations de Nettoiement ;
- Les espaces naturels : les sites naturels faiblement aménagés et non aménagés (plages, rivages, berges, forêts, espaces naturels terrestres) pour lesquels la Collectivité assure des opérations de Nettoiement.

“ **Groupement** ” **:** L’ensemble constitué des collectivités et établissements publics éligibles regroupés pour optimiser les Opérations de Nettoiement sur un territoire étendu, représenté par un mandataire qui est signataire de la présente Convention et seul interlocuteur de l’Eco-organisme. Le mandataire et les membres du Groupement choisissent l’acte constitutif de ce Groupement ainsi que leurs modalités d’organisation (reversement du soutien, remonté des indicateurs de suivi etc).

“ **Hotspots de déchets abandonnés** ” : zones de l’espace public considérées comme spécifiquement sujettes, de manière récurrente, à la présence de déchets abandonnés diffus et sur lesquelles les déchets abandonnés sont retrouvés :

- Soit accumulés, dès lors que le « tas » est constitué de plus 60 items d’emballages ménagers ou l’équivalent de 1 sac de 30L rempli d’emballages ménagers,
- Soit éparpillés, dès lors que plus de 60 items d’emballages ménagers sont retrouvés sur un tronçon de 100m linéaire.

Ces hotspots de déchets abandonnés peuvent être ciblés pour diverses Actions de prévention (diagnostic, analyse, communication, sensibilisation, contrôles) et de nettoiement.

“ **Nettoiement** ” : au sens de l’article R. 541-111 du code de l’environnement, le nettoiement correspond aux opérations de ramassage de déchets issus des déchets d’emballages ménagers, abandonnés ou déposés de manière diffuse dans les espaces publics, y compris naturels, en méconnaissance des prescriptions relatives à la gestion des déchets.
Le Nettoiement peut être désigné en pratique à différentes terminologies, telle que propreté ou salubrité publique. Il peut être assuré au titre de différentes compétences statutaires (ex. : pouvoir de police du maire, propreté sur les voiries d’intérêt communautaire, …).

SPECIMEN

“ **Périmètre** ” : Territoire relevant du périmètre de la Collectivité (ou du Groupement) sur lequel la présente Convention est exécutée.

“ **Plan de lutte contre les déchets abandonnés (PLDA)** ” : plan constitué d’Actions que la Collectivité souhaite mettre en place sur son territoire pour diminuer dans le temps les déchets abandonnés, dont les emballages ménagers, sur l’espace public. Il se traduit par la mise en œuvre concertée d’Actions complémentaires, pérennes, allant du préventif au curatif, en passant par la mesure. C’est un outil de pilotage local, qui devrait conduire la Collectivité à coopérer avec les autres acteurs du territoire. Les Actions réalisées dans le cadre d’un PLDA font l’objet de bilans synthétiques définis en Annexe 5 (*Détails des pièces techniques et données de suivi*).

“ **Population municipale (source INSEE) » :** Population municipale entrant dans le Périmètre de la présente Convention, telle qu’issue des données démographiques de la Collectivité, issues des données INSEE. La population municipale prise en compte en année N est la Population municipale INSEE entrant en vigueur l’année N-1 lié au recensement de l’année N-4.

Année de soutien	2025	2026	2027	2028	2029
Données INSEE	2024	2025	2026	2027	2028
Recensement INSEE	2021	2022	2023	2024	2025

“ **Résultats** ” **:** résultats, livrables, enseignements, données de toutes natures, chiffres, statistiques, connaissances, rapports, supports de communication, photos, vidéos, plans, schémas, croquis, procédés, concepts, études et méthodes de tous types issus de l’exécution de la Convention et sur tous types de supports que ce soit.

“ **Syndicat** ” : syndicat intercommunal ou syndicat mixte au sens du code général des collectivités territoriales, s’étant vu transférer par ses membres les compétences de collecte et/ou de traitement des déchets ménagers.

SPECIMEN

Annexe différenciante 2 Modalités de paiement

2.1 Éléments à fournir par la Collectivité

2.1.1 A la signature de la Convention

Au moment de la signature de la Convention, la Collectivité s'engage à fournir à l'Eco-organisme les pièces justificatives administratives et techniques suivantes via **l'Espace Territoires**.

a. Pièces justificatives administratives

La Collectivité fournit à l'Eco-organisme lors du conventionnement :

- IBAN (RIB aux normes SEPA) mis à jour sur l'Espace Territoires, ainsi que le PDF validé par sa trésorerie ;
- Si existant, arrêté préfectoral et / ou statuts précisant qu'elle prend en charge le Nettoiement sur son territoire, et la liste des communes concernées ;
- Avis de situation SIREN (cet avis peut être téléchargé via le site suivant : https ://avis-situation-sirene.insee.fr/) ;
- Coordonnées de l'interlocuteur LDA et du signataire ;
- Délibération autorisant le maire / président à signer la Convention ;

b. Pièces justificatives techniques

7. Les pièces justificatives techniques que la Collectivité ou le Groupement doit fournir à l'Eco-organisme sont précisées :

- En Annexe 5.1 pour les Collectivités ou groupements de moins de 25 000 habitants ;
- En Annexe 5.2 pour les Collectivités ou groupements de 25 000 habitants et plus.

La conclusion de la Convention est conditionnée à la transmission de ces éléments.

2.1.2 En cours de Convention

Les éléments à fournir par la Collectivité en cours de convention sont précisés en Annexe 5 « *Détail des pièces techniques et données de suivi* » selon la taille de la Collectivité ou du groupement.

Le déclenchement des versements est conditionné à la réception des éléments avant le 31 mars N+1.

SPECIMEN

2.2 Modalités de versement du soutien

2.2.1 Modalités administratives de versement

Le soutien financier de l'Eco-organisme n'est pas assujetti à TVA, conformément à l'instruction fiscale 3 A-05-06 n° 50 du 20 mars 2006.

L'Eco-organisme est autorisé par la Collectivité à procéder à l'auto-facturation de l'ensemble du soutien financier dû en application du mandat présenté en Annexe 2.3 (*Mandat d'auto-facturation*).

2.2.2 Calendrier de versement

Le soutien financier au titre d'une année N est versé à la Collectivité en deux temps :

- Un premier terme versé à la signature de la Convention s'agissant de la première année, puis le 15 juin de chaque année suivante, sous réserve de la réception et validation par l'Eco-organisme des éléments à fournir par la Collectivité au plus tard le 31 mars de l'année N+1 ;
- Un second terme versé annuellement à compter de la deuxième année de la Convention - sous réserve de la réception et validation par l'Eco-organisme des éléments à fournir par la Collectivité au plus tard le 31 mars de l'année N+1.

Le pourcentage de soutien versé à chaque terme est le suivant :

5 Population de la collectivité ou du groupement	6 Moins de 25 000 habitants	7 25 000 habitants ou plus
8 Premier versement	9 50%	10 30%
11 Second versement	12 50%	13 70%

Le versement de chacun des termes interviendra au plus tard quarante-cinq (45) jours, fin de mois, après validation des conditions préalables précitées et émission de la facture selon la procédure visée à l'Annexe 2.2.1 (*Modalités administratives de versement*).

2.2.3 Gestion des trop perçus

Les éventuels trop-perçus au titre d'une année N sont réglés, au choix de l'Eco-organisme, par remboursement effectué par la Collectivité ou compensation avec le soutien financier dus au titre des autres années. Dans le premier cas, la Collectivité rembourse à l'Eco-organisme le trop-perçu dans un délai de 45 jours à compter de l'émission de la facture définitive.

SPECIMEN

2.3 Mandat d'auto-facturation

(Régi par l'article 289 I-2 du CGI et l'article 242 nonies I de l'Annexe 2 du CGI)

Afin de faciliter la gestion du règlement des soutiens financiers de Citeo, les Parties ont décidé de recourir à l'auto-facturation. Cette modalité allège le travail administratif de la Collectivité et augmente la rapidité de versement des soutiens financiers de Citeo.

2.3.1 Objet

La Collectivité donne à titre gratuit à Citeo, qui l'accepte, mandat exprès d'émettre, au nom et en son compte, toutes les factures relatives au paiement des seuls soutiens dus par Citeo à la Collectivité au titre de la Convention de lutte contre les déchets abandonnés (ci-après la « Convention »).

2.3.2 Engagement de Citeo

Citeo s'engage envers la Collectivité à établir les factures à bonne date, sous réserve de l'obtention préalable des documents justificatifs exigés pour leur versement et de leur validation, et suivant les règles de déclaration et modalités de versement décrites à la Convention.

Citeo s'engage à tout mettre en œuvre pour que les factures établies présentent les mêmes formes que si elles avaient été émises par la Collectivité elle-même et dans le respect des normes législatives et réglementaires en vigueur, notamment celles relatives aux mentions obligatoires à porter sur les factures. Ainsi, Citeo procède aux modifications et aux adaptations nécessitées par l'évolution des dites normes.

Conformément à la recommandation faite par la documentation administrative BOI 3 CA n°136 du 7 août 2003, Citeo porte sur chacune des factures émises dans le cadre du présent mandat la mention « Facture établie par Citeo au nom et pour le compte de […] ».

Citeo transmet, à la demande de la Collectivité, un état récapitulant les sommes facturées.

Enfin, Citeo ne peut émettre ni délivrer de factures rectificatives pour le compte de la Collectivité, sauf sur instructions expresses et écrites de ce dernier.

2.3.3 Conditions de la facturation

L'acceptation par la Collectivité de chaque facture éditée devient sans objet en vertu du présent mandat.

Toutefois, afin d'éviter les désaccords et erreurs de facturation, Citeo procède, avant l'établissement de toute facture (à l'exception des factures relatives aux acomptes), à l'émission d'une facture pro-forma, document sans valeur contractuelle qui est adressé à la Collectivité.

SPECIMEN

À défaut de commentaires de la part de la Collectivité dans un délai d'un (1) mois suivant envoi de la facture pro-forma, Citeo émet la facture définitive, dont elle conserve l'original et adresse le double à la Collectivité. Si le double de la facture ne parvenait pas à la Collectivité, il appartiendrait à celle-ci de le réclamer immédiatement.

À compter de la réception de la facture définitive, la Collectivité dispose d'un délai de quinze (15) jours pour contester toute information, de quelle que nature que ce soit, contenue dans la facture.

Les factures sont notifiées par voie dématérialisée à Citeo.

2.3.4 Responsabilité

La Collectivité conserve l'entière responsabilité de ses obligations légales et fiscales, notamment en matière de facturation le cas échéant. À ce titre, la Collectivité ne peut arguer de la défaillance ou du retard de Citeo dans l'établissement des factures pour se soustraire à ses obligations légales et fiscales.

La Collectivité reste également responsable des mentions relatives à son identification et, à ce titre, s'engage à informer Citeo de toute modification de ces mentions.

2.3.5 Durée / Résiliation

Le présent contrat de mandat prend effet à la date de prise d'effet de la Convention.

Il prend fin automatiquement à l'expiration de la Convention ou avant son terme en cas de résiliation de cette dernière, pour quelque cause que ce soit, dans l'un des cas prévus à la Convention.

Toutefois, conformément à l'article 2004 du code civil, la Collectivité peut révoquer le présent mandat à tout moment, sans motif particulier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à Citeo.

La révocation prend effet à réception de cette lettre recommandée à la date indiquée sur celle-ci. Il est expressément entendu entre les Parties que, dans une telle hypothèse, celles-ci se rencontrent pour discuter de bonne foi des conditions et modalités de la poursuite de la Collectivité.

SPECIMEN

Annexe différenciante – l'accompagnement spécifique de Citeo

Dans un contexte d'une difficulté croissante, face à l'augmentation des contraintes budgétaires et des obligations réglementaires en lien avec la REP emballages ménagers et papiers graphiques, les collectivités et Citeo doivent faire face à de nombreux défis. Pour la filière des emballages ménagers et des papiers, les prochaines années sont porteuses d'enjeux importants qui tous doivent concourir à améliorer la performance du "bac jaune" et à renforcer l'image et l'attractivité des territoires :

- Atteindre les ambitieux objectifs européens de collecte et de recyclage pour chaque matériau d'emballages
- Assurer la continuité du geste de tri partout, tout le temps
- Lutter contre les déchets abandonnés et ainsi préserver la biodiversité
- Faciliter la montée en puissance du réemploi dans les territoires.

Citeo est aux côtés des collectivités depuis 30 ans comme votre partenaire de proximité, expert efficace, fiable et à votre écoute pour répondre à ces défis politiques et techniques.

Dans le cadre de la lutte contre les déchets abandonnés, les moyens de la REP emballages ménagers et papiers doivent servir à réduire les déchets abandonnés dans l'espace public à la fois grâce à des actions de diagnostic permettant de connaître et de comprendre ce sujet dans chaque territoire, des actions de prévention adaptées aux lieux et cibles et, enfin, des actions de nettoiement curatif.

Dans le cadre de son contrat, Citeo vous propose en tant que collectivité partenaire un accompagnement basé sur 5 engagements :

- **La proximité :**

5 directions régionales et plus de 60 collaborateurs ont été déployés au plus près des territoires pour garantir aux collectivités locales réactivité et intégration des enjeux locaux pour un accompagnement sur mesure. Les équipes se renforcent pour vous accompagner sur les nouveaux enjeux de la lutte contre les déchets abandonnés, du hors foyer, du réemploi et plus globalement des changements de comportements.



Vous disposez d'au moins 3 interlocuteurs dédiés sur les sujets techniques (RO), de communication (RET) et administratifs (CCCL) qui sont disponibles pour un accompagnement individualisé et adapté aux enjeux spécifiques de votre territoire, et pour répondre à vos questions au quotidien sur chaque aspect de notre relation.

SPECIMEN

- **L’expertise pour le financement de vos projets de transformation :**

Citeo base son approche sur sa capacité à dresser un diagnostic personnalisé de votre territoire en matière de performance environnementale et financière, notamment en le comparant à un territoire qui lui ressemble. Sur cette base, Citeo vous accompagne dans l’identification de vos leviers de performance et la mise en œuvre de vos projets d’amélioration et de transformation sur le nettoiement, la collecte, le tri hors foyer et les centres de tri.
Dans ce cadre, vous pouvez vous appuyer sur les équipes locales de Citeo épaulées par des équipes d’experts nationaux : ingénieurs matériaux, spécialistes du nettoiement, de la collecte et du recyclage, professionnels de la sensibilisation du grand public, spécialistes des comportements etc.

Citeo élabore également des guides méthodologiques et vous appuie dans :

- La formalisation de votre plan de lutte contre les déchets abandonnés,
- La réalisation de votre cartographie des hotspots
- L’évaluation de la perception du sentiment de propreté sur votre territoire.

Vous pouvez conventionner avec Citeo sur la lutte contre les déchets abandonnés diffus et bénéficier d’un appui pour la mise en œuvre de vos projets.

En complément, Citeo réalise des grandes études structurantes dans les métiers du nettoiement notamment sur l’évaluation du gisement de déchets abandonnés pour objectiver vos enjeux et hiérarchiser l’impact des différents leviers de lutte.

Pour vous aider à prendre en main ce sujet, Citeo a élaboré de nombreux outils et supports techniques mis à votre disposition dans le cadre de votre convention : des fiches méthodologiques, des cahiers de tendances et de préconisations, une carte interactive de partage de bonnes pratiques.



Citeo initie et soutient également des programmes de recherche et développement pour travailler sur des solutions innovantes au service des collectivités et des opérateurs de collecte et traitement. Anticiper et avoir un temps d’avance, en termes de technologies, d’usages et de pratiques, d’écoconception et de solutions de nettoiement, collecte, tri et recyclage nous permet de vous proposer des solutions innovantes.

Enfin, Citeo a à cœur de restituer les données collectées auprès des collectivités tout au long de la vie de la convention via des supports pédagogiques intégrant analyse et valeur ajoutée au titre de notre mission d’intérêt général (Étude sur le gisement de déchets abandonnés, cahiers thématiques avec recommandations techniques).

Vous bénéficiez d’outils et de services qui vous permettent de lutter efficacement contre les déchets abandonnés et de valoriser vos engagements en la matière.

SPECIMEN

SPECIMEN

- **La fiabilité** :

Les capacités techniques, organisationnelles et financières de Citeo nous permettent de vous garantir :

- La fiabilité des déclarations et des contributions des metteurs sur le marché pour garantir le financement du dispositif et des soutiens financiers à la hauteur de vos enjeux ;
- Une organisation fondée sur des règles de gestion et des procédures de contrôles fiables et équitables, qui couvrent tous les pans de ses activités liées à l'agrément ;
- Une gestion financière saine et transparente qui vous assure un paiement dans les délais ;
- Un accompagnement dans les déclarations qui vous sont demandées et une restitution didactique de ces données.

Vous pouvez compter sur Citeo pour transmettre dans les temps les soutiens financiers associés à la lutte contre les déchets abandonnés et tout autre document administratif nécessaire à la bonne gestion de vos services déchets et propreté.

- **La mise en réseau :**

Pour partager les bonnes pratiques entre pairs permettant d'accélérer les transformations et de faire émerger des synergies territoriales, Citeo vous propose une mise en réseau avec d'autres collectivités et avec l'ensemble des acteurs locaux de vos territoires.



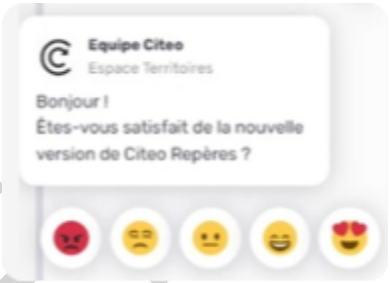
Citeo vous propose au moins un rendez-vous avec vos pairs à l'instar des Rendez-vous du tri, chaque année. Vous disposez aussi de la possibilité de participer, en fonction de vos enjeux, à des webinars et des ateliers collaboratifs sur la lutte contre les déchets abandonnés à des réunions avec des collectivités aux caractéristiques proches des vôtres (collectivités urbaines, touristiques, rurales).

SPECIMEN

- **A votre écoute :**

Dans une logique de simplification et de facilitation de vos usages, en plus de la proximité de nos équipes terrain, Citeo adapte ses outils et services et fait évoluer ses supports d'accompagnement en continu.

Citeo est à votre écoute pour répondre au mieux à vos pratiques du quotidien :



- Chaque nouveau service ou outil est conçu et testé au préalable grâce à un panel de collectivités locales pour répondre aux mieux à vos besoins et usages.
- Des questionnaires de satisfaction sont adressés à l'ensemble des interlocuteurs de Citeo dans les collectivités partenaires. Ce dispositif permet en continu d'être au plus près de vos attentes et difficultés.
- En complément, lors de votre navigation et de vos interactions sur l'espace Territoires de Citeo, vous pouvez évaluer en direct les fonctionnalités de cette interface et permettre son adaptation pour mieux faciliter vos démarches.

Enfin, Citeo mène une démarche de simplification systématique de vos démarches de collectivité partenaire, pour chaque aspect de la vie de votre contrat : contractualisation, déclarations, suivi technique et financier, versements des soutiens.

Citeo vous accompagne en restant au plus près de vos besoins et de vos pratiques pour mettre en place ensemble le dispositif de lutte contre les déchets abandonnés qui vous ressemble.

SPECIMEN

Annexe différenciante - Détail des pièces techniques et données de suivi

Collectivités ou groupements de moins de 25 000 habitants

Cadre de transmission des pièces justificatives techniques (< 25 000 habitants)

La signature et le versement des soutiens sont conditionnés à la **réception et validation** par l'Eco-organisme des pièces justificatives listées dans la présente annexe. Les termes et modalités de versement sont détaillées dans l'annexe 2 (*Modalités de paiement*).

Les pièces justificatives techniques à fournir par la collectivité ainsi que le cadre de transmission (date, format) sont détaillés dans le tableau ci-dessous.

Cadre de conventionnement et de déclaration pour les collectivités de moins de 25 000 habitants

Collectivité et groupements de moins de 25.000 habitants	**Conventionnement**	**En cours de convention (déclaration annuelle)**
Date de transmission	**Avant signature de la convention**	**Au plus tard le 31 mars de l'année N+1 et suivantes**
Pièces à fournir	-Caractéristiques générales de la Collectivité/du Groupement ; **- Annexe 3.A – Questionnaire conventionnement PLDA**	**- Annexe 3.B - Questionnaire Bilan PLDA et renouvellement**
Format de transmission	Format disponible sur l'Espace Territoires de la Société agréée	Format disponible sur l'Espace Territoires de la Société agréée

En cas de groupement, le Responsable du Groupement doit se charger de remplir un seul et unique exemplaire des pièces à fournir **(Annexe 3.A et Annexe 3.B)** et consolider de ce fait les informations émanant des Collectivités qu'elle représente.

SPECIMEN

Détail des engagements de la collectivité ou du groupement présentés dans les pièces justificatives techniques (<25 000 habitants)

a) Caractéristiques générales de la Collectivité/du Groupement

La collectivité s'engage à renseigner les informations générales comprenant notamment le périmètre de la convention et le nom du responsable LDA.

Le questionnaire est à compléter selon le **format disponible sur l'Espace Territoires en ligne**.

La transmission de ces éléments à réaliser en **amont de la signature**.

b) Annexe 3.A – Questionnaire conventionnement PLDA

La Collectivité s'engage à renseigner un questionnaire synthétique portant sur les enjeux de la collectivité vis-à-vis des déchets abandonnés.

Le questionnaire est à compléter selon le **format disponible sur l'Espace Territoires en ligne**.

La transmission de ces éléments à réaliser en **amont de la signature**.

C) Annexe 3.B – Bilan PLDA et renouvellement

La Collectivité s'engage à renseigner un questionnaire synthétique portant sur les problèmes de déchets abandonnés diffus rencontrés, les actions réalisées et les besoins de la Collectivité. Ce questionnaire pourra comporter des questions spécifiques s'adressant aux Collectivités touristiques, relatives à l'impact de la fréquentation touristique sur la présence de déchets abandonnés et donc les moyens nécessaires.

Le questionnaire est à compléter selon le **format disponible sur l'Espace Territoires en ligne**.

La transmission de ces éléments au titre d'une année N doit intervenir au **plus tard le 31 mars de l'année N+1**.

SPECIMEN

Collectivités ou groupements de 25 000 habitants ou plus

Pièces justificatives techniques et modalité de transmission (>=25 000 habitants)

La signature et le versement des soutiens sont conditionnés à la **réception et validation** par l'Eco-organisme des pièces justificatives listées dans la présente annexe. Les Termes et modalités de versement sont détaillées dans l'annexe 2 (*Modalités de paiement*).

Les pièces justificatives techniques à fournir par la collectivité ainsi que le cadre de transmission (date, format) sont détaillés dans le tableau ci-dessous.

Cadre de conventionnement et de déclaration pour les collectivités de 25 000 habitants ou plus

Collectivité et groupements de 25.000 habitants ou plus	**Conventionnement**	**En cours de convention (déclaration annuelle)**
Date de transmission	**Avant signature de la convention**	**Au plus tard le 31 mars de l'année N+1 et suivantes**
Pièces à fournir	- Caractéristiques générales de la Collectivité/du Groupement ; **- Annexe 3.C – PLDA niveau 2** onglet 1 partie 1.1	Au titre de l'année N : **- Annexe 3.C – PLDA niveau 2** onglets 1, 2 et 3 **- Recensement des hotspots** **Au titre de l'année N+1 :** **- Annexe 3.C – PLDA niveau 2** onglet 1 partie 1.1
Format de transmission	Format disponible sur l'Espace Territoires de la Société agréée	Annexe 3.C : Format disponible sur l'Espace Territoires de la Société agréée Recensement des hotspots : format libre

En cas de groupement, le Responsable du Groupement doit se charger de remplir un seul et unique exemplaire des pièces à fournir **(Annexe 3.C et recensement des hotspots)** et consolider de ce fait les informations émanant des Collectivités qu'elle représente.

SPECIMEN

Détail des engagements de la collectivité ou du groupement présentés dans les pièces justificatives techniques (>=25 000 habitants)

a) Caractéristiques générales de la Collectivité/du Groupement

La collectivité s'engage à renseigner les informations générales comprenant notamment le périmètre de la convention et le nom du responsable LDA.

Le questionnaire est à compléter selon le **format disponible sur l'Espace Territoires en ligne**.

La transmission de ces éléments à réaliser en **amont de la signature**.

b) Annexe 3.C –PLDA niveau 2

La Collectivité s'engage à mener des actions visant à réduire le gisement de déchets abandonnés, et à minima celles listées en article 11 (*Engagements pour lutter contre les Déchets abandonnés diffus*) de la convention type. Il est attendu que ces actions de pilotage, de prévention et de diagnostic représentent un montant minimum équivalent à 25% (vingt-cinq pourcent) du montant total annuel de la Convention à compter de la 3ème année de conventionnement.

L'annexe C permet la construction d'un plan de lutte contre les déchets abandonnés conforme aux attentes de la société agréée et est constituée des éléments suivants :

- **Onglet 1 PLDA partie 1.1** : Bilan des actions prévues sur le territoire pour lutter contre les déchets abandonnés ;
- **Onglet 1 PLDA partie 1.2** : Bilan des actions réalisées sur le territoire pour lutter contre les déchets abandonnés et les résultats et enseignements sous la forme d'indicateurs de pilotage avec retour d'expérience ;
- **Onglet 2 Eval Propreté** : Indicateur d'évaluation du sentiment de propreté. En cas de groupement ou de conventionnement à l'échelle d'un EPCI, seule la commune centre est concernée par l'aspect obligatoire de cet indicateur ;
- **Onglet 3 Organisation et charges** : Éléments relatifs à l'organisation et aux charges liées aux opérations de nettoiement que la collectivité mène sur les espaces publics relevant de sa gestion. En cas de groupement de communes autre qu'un EPCI à fiscalité propre compétent en matière de Nettoiement, seules les communes membres de ce dernier ayant plus de 25 000 habitants renseignent ces éléments d'organisation et de charges de nettoiement.

Ces éléments sont à compléter selon le **format disponible sur l'Espace Territoires.**

La transmission de l'Annexe 3.C doit intervenir en **amont de la signature** pour l'onglet 1 PLDA partie 1.1 et au **plus tard le 31 mars de l'année N+1** au titre d'une année N pour les onglets 1 partie 1.2, 2 et 3.

SPECIMEN

c) Recenser les hotspots de déchets abandonnés

Dans le cadre de la Convention, la Collectivité ou le groupement s'assure de l'efficacité de ses Actions en identifiant les hotspots de déchets abandonnés diffus. La Collectivité s'engage à :

- Recenser les principaux hotspots de déchets abandonnés diffus dans les espaces publics ouverts et à adopter les actions de diagnostic, de réduction du gisement et de nettoiement, nécessaires et proportionnées, pour empêcher la formation de ces dépôts ;
- Recenser les sources potentielles de ces déchets pour les hotspots les plus importants.

La Collectivité est libre de la forme et des outils qu'elle souhaite employer pour réaliser ce recensement. En appui à cet exercice, la Société agréée met à disposition de la Collectivité une notice explicative et un modèle de recensement accessibles sur l'Espace Territoires.

Il n'est pas attendu par la Société agréée un recensement complet des hotspots dès la première année de convention. La Collectivité peut cibler des zones et des types de hotspots qu'elle souhaite identifier en priorité et enrichir ce recensement d'année en année.

La transmission de ces éléments au titre d'une année N doit intervenir au **plus tard le 31 mars de l'année N+1**.

SPECIMEN

AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-041
OBJET : Délégation de service public de la restauration collective - Avenant n° 3 au contrat

Rapporteur : Crescent MARAULT

La ville d'Auxerre a passé un contrat de délégation du service public de la restauration collective avec la Société de restauration Elres (ELIOR pour son appellation commerciale) pour la fourniture de repas en liaison froide (21 avril 2021 – 31 août 2026).

Il est nécessaire de passer un avenant n° 3 pour modifier en 5 points les termes de ce contrat pour faire suite à des évolutions législatives, et de la nécessité de clarifier et d'améliorer l'exécution administrative du contrat.

1. Suppression de la part variable de 10% du CA des repas réalisés pour des tiers avec un minimum garanti de 55000 € par an :
La Redevance accessoire pour activité extérieure est de 10 % du CA des repas réalisés pour des tiers avec un minimum garanti de 55000 € par an. La part variable de 10% du chiffre du CA des repas réalisés pour des tiers est supprimée. La part fixe de 55000 € est conservée.

2. Suppression du pourcentage de variation du nombre de repas au cours d'exercice contractuel par rapport au précédent ouvrant droit à la demande de réexamen des conditions financières :
Nous proposons de supprimer le pourcentage de variation du nombre de repas au cours d'exercice contractuel par rapport au précédent ouvrant droit à la demande de réexamen des conditions financières : 15%
En conséquence, en cas de variation de plus de +-15% du nombre de repas par rapport à l'exercice précédent, le Délégataire ne fera pas appliquer l'article IV.12.2 du contrat.

Clause de revoyure en cas de crise exceptionnelle :
En cas de crise exceptionnelle impactant significativement l'exécution du contrat (ex. pandémie, catastrophe naturelle, crise économique majeure), une clause de revoyure sera mise en place afin de permettre un ajustement des conditions financières et opérationnelles du service de restauration. Cet ajustement fera l'objet d'un avenant spécifique.

3. Remplacement de la procédure de labélisation Ecocert par "Ma Cantine" (service numérique opéré par le Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire (MASA).

4. Modification de la répartition de la charge de l'entretien courant du jardin privatif de la cuisine centrale : L'entretien courant du jardin privatif, y compris l'entretien des allées, pelouses, massifs, taille, élagage et échenillage des arbres et arbustes, sera entièrement pris en charge par la Ville d'Auxerre.

5. Informations complémentaires relatives aux repas servis à des tiers :
Un compte-financier présentant les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation individualisé au sein de la comptabilité du Délégataire (compte de résultat, balance détaillée des comptes) tant en dépenses qu'en recettes sera présenté lors du compte rendu annuel d'activité.

AUXERRE

Un compte-rendu annuel sera également présenté pour l'activité liée aux repas servis à des tiers. Le délégataire présentera les comptes complets de cette activité (compte de résultat, balance détaillée des comptes), tant en dépenses qu'en recettes.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'autoriser le Maire à signer l'avenant n°3 à la DSP de la restauration collective.

AUXERRE

AVENANT 3

Au contrat de concession N°2019VADSP4
Passé le 14/04/2021 avec la société ELIOR**,**
Passé en application des articles L.1121-1 et L.1121-3du Code de la commande publique et L.1411-1 du Code général des collectivités territoriales

---

Contrat de concession
N°2019VADSP4

Entre les soussignés

La Ville d'Auxerre, représentée par son maire en exercice,

4 place de l'Hôtel de Ville,

89000 AUXERRE CEDEX

d'une part

ET,

ELRES

61-9 rue de Bercy

75012

d'autre part

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1ER - CONTEXTE

Le service public de restauration collective de la Ville d'Auxerre est rendu aux enfants des écoles et centres de loisirs municipaux (avec leurs encadrants et les personnels techniques) ainsi qu'aux enfants des structures d'accueil petite-enfance. Il est aussi rendu à des adultes bénéficiant d'un service de portage à domicile, à des adultes relevant d'un centre d'hébergement et de réadaptation sociale et à des étudiants et autres adultes autorisés à fréquenter le restaurant universitaire.

C'est dans ce contexte là que la Ville d'Auxerre a passé un contrat de délégation du service public de la restauration collective avec la société de restauration ELIOR comprenant la fourniture de repas en liaison froide pour les catégories suivantes :

- Les enfants (des classes maternelles et élémentaires, des centres de loisirs maternels et élémentaires sans hébergement et des crèches (multi-accueil/ halte-garderie).
- Les adultes (encadrant les scolaires et les enfants des centres de loisirs, les personnels des offices des restaurants scolaires, adultes de passage possibles (parents, chauffeurs de bus, enseignants, invités ville d'Auxerre).
- Les étudiants et personnels relevant de l'Université de Bourgogne ainsi que les personnels salariés de la ville d'Auxerre et de la Communauté de l'Auxerrois dès lors qu'ils fréquenteront le restaurant universitaire du site des Plaines de l'Yonne.
- Les seniors et toutes personnes momentanément privées d'autonomie avec service de portage en précisant que ce dispositif relève du Centre Communal d'Action Sociale.
- Les adultes du Centre de Réhabilitation Sociale et d'Hébergement relevant également du CCAS.

ARTICLE 2 - OBJET DE L'AVENANT 3

2.1- Modifications introduites

Ce présent avenant a pour but de modifier en quatre points les termes du présent contrat de concession pour faire suite à des évolutions législatives, et de la nécessité de clarifier et d'améliorer l'exécution administrative du contrat.

- Redevance accessoire pour activité extérieure prévue à l'article IV.11 : Suppression de la part variable du 10% des repas réalisés pour des tiers avec un minimum garanti de 55 000 € Par an. Cette part fixe de 55 000 € est conservée.

- Suppression du pourcentage de variation du nombre de repas au cours d'exercice contractuel par rapport au précédent ouvrant droit à la demande de réexamen des conditions financières

- Remplacement de la procédure de labélisation ECOCERT par « MA Cantine » (service numérique opéré par le Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire (MASSA))

  Le dernier alinéa de l'article I.4 du contrat initial : [conduite de toute procédure de certification type ECOCERT susceptible de qualifier qualitativement le service et participation à toute procédure réglementaire et/ ou financière pouvant être mise en place] est remplacé par : [le délégataire s'engage à conduire toute procédure de certification susceptible de qualifier qualitativement le service de restauration. Il participera également à toute démarche réglementaire et/ou financière pouvant être mise en place dans le cadre du programme 'Ma Cantine. Son objectif est d'accompagner la transition alimentaire des services de restaurations collectives vers une alimentation plus durable].

- Modification de l'annexe 6.1(suite) sur la répartition des missions d'entretiens entre la ville et le délégataire :
  Modification de la répartition de la charge de l'entretien courant du jardin privatif de la cuisine centrale : le I a de l'annexe 6.1 du contrat initial : [Jardin privatif : entretien courant, notamment des allées, pelouses, massifs, taille, élagage, échenillage des arbres et arbustes] est remplacé par : [l'entretien courant du jardin privatif, y compris l'entretien des allées, pelouses, massifs, taille, élagage, et échenillage des arbres et arbustes, sera entièrement pris en charge par la ville d'Auxerre].

- Article VII.3 I.4 : Compte rendu annuel d'activité. Un compte-rendu annuel sera également présenté pour l'activité liée aux repas servis à des tiers. Le délégataire présentera les comptes complets de cette activité (compte de résultat, balance détaillée des comptes), tant en dépenses qu'en recettes.

2.2- Motivation de l'avenant

Le présent avenant vise à apporter une réponse équilibrée à la demande d'indemnisation formulée par la société Elior au titre de l'imprévision, tout en garantissant la bonne exécution du service public de restauration collective dans des conditions soutenables pour la collectivité.

2.3- Fondement juridique

Il convient donc de conclure cet avenant avec la société Elior sur la base de l'article R.3135-8 du code de la commande publique, aux termes duquel, « le contrat de concession peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur au seul européen qui figure dans l'avis annexé au présent code et à 10% du montant du contrat de concession initial, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions énoncées à l'article R.3135-7 sont remplis ».».

ARTICLE 3 – INCIDENCE FINANCIERE

- Montant HT initial du marché : 8 890 582 € HT
- Montant HT CEP actualisé : 10 752 482 € HT
- Montant de l'avenant 3 : - 11 500 € HT
- Montant total actualisé après avenant 1, 2 et 3 :10 740 982 € HT
- Taux d'augmentation : - 0.11 %

ARTICLE 4 – DATE D'EFFET DE L'AVENANT

Le présent avenant prendra effet à compter du 01 janvier 2025.

ARTICLE 4 – CLAUSES ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Toutes les clauses et conditions générales du contrat demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Le contractant,

(Cachet et signature)

Le Maire,
Crescent MARAULT

AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-042
OBJET : Don de matériels informatiques

Rapporteur : Patricia VOYE

La Ville d'Auxerre est tenue de procéder périodiquement au remplacement de son matériel informatique.

Dans une démarche de préservation de l'environnement et de soutien aux associations du territoire.

La Ville d'Auxerre souhaite procéder au don du matériel informatique renouvelé, pouvant encore être utilisé à des fins non-professionnelles par des associations.

Il est ainsi proposé au Conseil Municipal d'autoriser le don du matériel informatique présenté en annexe de la présente délibération et ce conformément aux dispositions ouvertes par le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment en son article L.3212-3.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'autoriser le don par la commune du matériel informatique listé en annexe de la présente délibération ;

- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer les conventions avec les associations souhaitant bénéficier de ce don, selon le modèle type présenté en annexe de la présente délibération.

DON MATÉRIEL INFORMATIQUE VILLE D'AUXERRE ANNÉE 2025							
Matériel	**N° Interne**	**N° de Série**	**Quantité**	**Commande**	**Date d'Attribution**	**Entitée**	**Commentaire**
DELL OPTIFLEX 5260 AIO I5-8500 CPU 3GHZ PC TOUT-EN-UN	VA2018-PC7384	GKCS3T2	1	Commande Quadria VA n°IN180010 du 28/11/2018		Association Franco-Turque d'Auxerre	Légère rayure sur l'écran en bas à droite
Clavier numérique DELL		Sans n°	1			Association Franco-Turque d'Auxerre	
Souris Filaire DELL		Sans n°	1			Association Franco-Turque d'Auxerre	
DELL OPTIFLEX 5260 AIO I5-8500 CPU 3GHZ PC TOUT-EN-UN	VA2018-PC7340	J8CS3T2	1	Commande Quadria VA n°IN180010 du 28/11/2018		Auxerre Aquatic Club	En remplacement du PC VA2018-PC7351 qui ne fonctionnait pas (n° de série 5JHS3T2) et en remplacement du PC VA2018-PC1115 (n° de série C6D7CS2) qui ne fonctionnait pas non plus.
Claviers numériques LENOVO		Sans n°	1			Auxerre Aquatic Club	
Souris Filaire LENOVO		Sans n°	1			Auxerre Aquatic Club	

AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-043
OBJET : Elus municipaux - Modification du nombre d'adjoints

Rapporteur : Crescent MARAULT

Le conseil municipal détermine au titre de l'article L.2122-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le nombre des adjoints au maire sans que ce nombre ne puisse toutefois excéder 30% de l'effectif légal du conseil municipal.

Le conseil a ainsi par une délibération n°2024-128 en date du 3 octobre 2024 fixé ce nombre a onze adjoints dont un chargé des quartiers.

Toutefois, Monsieur Bruno MARMAGNE a souhaité se démettre de ses fonctions d'adjoint en charge des formalités liées aux familles, du temps de l'enfant et de l'état civil et des formalités administratives.

Monsieur le Préfet de l'Yonne a après avoir été destinataire de la démission de Monsieur Bruno MARMAGNE accepté celle-ci, conformément à l'article L. 2122-15 du CGCT.

En application de l'article L.2122-14 du Code général des collectivités territoriales lorsqu'un adjoint a cessé ses fonctions, le conseil doit être convoqué afin de procéder au remplacement dudit adjoint.

Le remplacement d'un adjoint n'est pas obligatoire, sauf dans l'hypothèse où il est l'unique adjoint du conseil. Dans l'hypothèse où le conseil municipal ne souhaite pas remplacer l'adjoint, il doit acter cette proposition par délibération.

C'est ainsi, qu'il est proposé au conseil municipal de réduire le nombre d'adjoints à 10. De sorte que, chacun des adjoints d'un rang inférieur à celui du huitième adjoint qui a cessé ses fonctions se trouve promu d'un rang au tableau des adjoints.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De réduire le nombre d'adjoints et de le fixer à 10.

AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-044
OBJET : Association Patronage Laïque Paul Bert – Désignation des représentants du conseil municipal

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

L'association Patronage Laïque Paul Bert (PLPB) est une association qui propose aux auxerrois un choix multiple et varié d'activités sportives, culturelles ainsi que d'un centre de loisirs.

Selon les statuts de l'association, le conseil municipal est appelé à désigner trois représentants pour siéger au sein du conseil d'administration du PLPB.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De désigner Monsieur Mathieu DEBAIN, Monsieur Vincent VALLÉ et Madame Emmanuelle MIREDIN au sein du conseil d'administration de l'association Patronage Laïque Paul Bert,

- D'abroger la délibération n° 2020-043 du conseil communautaire en date du 28 juillet 2020.

AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-045
OBJET : Caisse des Ecoles - Désignation des représentants du Conseil municipal

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

La Caisse des Ecoles de la Ville d'Auxerre a été instituée en 1921 et ce conformément à l'article L.212-10 du Code de l'éducation qui dispose qu'une délibération du conseil municipal créée dans chaque commune, une caisse des écoles, destinée à faciliter la fréquentation de l'école par des aides aux élèves en fonctions des ressources de leur famille.

La Caisse des Ecoles est un établissement public administré par un comité, présidé par le Maire et dont la composition est arrêtée par le Code de l'éducation de la façon suivante :

- Le maire, président ;
- L'inspecteur de l'éducation nationale chargé de la circonscription ou son représentant ;
- Un membre désigné par le préfet ;
- Deux conseillers municipaux désignés par le conseil municipal ;
- Trois membres élus par les sociétaires réunis en assemblée générale ou par correspondance s'ils sont empêchés.

Le conseil municipal peut toutefois par délibération porter le nombre de ses représentants à un chiffre plus élevé, sans toutefois excéder le tiers des membres de l'assemblée municipale (*Article R.212-26 du Code de l'éducation*).

Considérant que la dernière modification des statuts de la Caisse des Ecoles a été réalisée en 1984,

Considérant, la nécessité de modifier les statuts de la Caisse des Ecoles, afin d'intégrer les nouvelles dispositions législatives et réglementaires en vigueur,

Considérant, la nécessité d'assurer la continuité du service public,

Il est proposé au conseil municipal de porter le nombre de représentants à trois conseillers municipaux.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De désigner Madame Dominique JUVIGNY, Madame Sophie FEVRE et Madame Marie-Ange BAULU pour siéger au sein du comité de gestion de la Caisse des Ecoles ;

- D'abroger la délibération n° 2024-064 en date du 30 mai 2024 portant désignation des représentants du conseil municipal au sein de la Caisse des Ecoles.

AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-046
OBJET : Conseil des Ecoles - Désignation des représentants du Conseil Municipal

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

Le Conseil d'Ecole établit et vote le règlement intérieur de l'école à partir du règlement type départemental. Il participe à l'élaboration, adopte le projet d'école et donne son avis sur les questions intéressant la vie de l'école.

Au titre de l'article D. 411-1 du Code de l'éducation, le conseil d'école est composé notamment du directeur de l'école, des maîtres d'écoles, des représentants des parents d'élèves, de délégué départemental de l'éducation national et deux élus : le maire ou son représentant et un conseiller municipal désigné par le Conseil municipal.

Considérant qu'il y a lieu de remplacer Monsieur Hicham EL MEHDI au sein du conseil d'école de Renoir, Monsieur Mostafa OUZMERKOU au sein de l'école Courbet et Monsieur Nordine BOUCHROU au sein de l'école des Clairions .

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De désigner les représentants du Conseil Municipal ci-dessous pour siéger au sein des Conseils d'Ecoles mentionnés :

École	**Représentant**
École de Paris	Dominique MARY
École Jean-Zay	Dominique JUVIGNY
École de Brazza	Dominique JUVIGNY
École Rive Droite	Auria BOUROUBA
École des Mignottes	Auria BOUROUBA
École des Boussicats	Emmanuelle MIREDIN
École Renoir	Vincent VALLE
École des Brichères	Carole CRESSON GIRAUD
École Courbet	Abdeslam OUCHERIF
École des Rosoirs	Margaux GRANDRUE
École des Piedalloues	Patricia VOYE
École des Clairions	Hicham EL MEDHI
Groupe scolaire Saint Siméon	Véronique BESNARD
École Henri Matisse	Dominique AVRILLAULT
École de Laborde-Jonches	Marie-Ange BAULU

AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-047
OBJET : Délégation de service public de la restauration collective - Désignation membres de la commission

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

Dans le cadre de la restauration collective, la ville d'Auxerre dispose d'un contrat de délégation du service public avec la société Elres (ELIOR pour son appellation commerciale) pour une durée allant du 26 avril 2021 au 31 août 2026.

Conformément à l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales, la commission de délégation de service public est chargée d'analyser les dossiers de candidature et de dresser la liste des candidats admis à présenter une offre.

Cette commission est composée de 5 membres titulaires et de 5 membres suppléants élus au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste.
Elle est présidée par le maire ou son représentant désigné par arrêté.
Le comptable de la collectivité et le représentant des services de la concurrence y siègent avec voix consultative.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De désigner pour siéger au sein de la commission DSP restauration collective an tant que titulaires :
  • Maud NAVARRE
  • Marie-Ange BAULU
  • Auria BOUROUBA
  • Denis ROYCOURT
  • Dominique MARY

- De désigner pour siéger au sein de la commission de délégation de service public restauration collective en tant que suppléants :
  • Nordine BOUCHROU
  • Philippe RADET
  • Dominique AVRILLAULT
  • Farah ZIANI
  • Sophie FEVRE

- D'abroger la délibération n° 2020-027 du conseil communautaire du 28 juillet 2020 portant constitution de la commission de délégation de service public.

AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-048
OBJET : Adhésion à l'association Réseaux Électriques Intelligents Smartgrids France

Rapporteur : Crescent MARAULT

La projet AUXERRE A.M.B.I.T.I.E.U.S.E porte sur la réalisation d'un modèle innovant de quartier autonome en énergie sur le site des Montardoins et du Batardeau.

Ce projet représente 16 ha au cœur de la couronne urbaine du XIXème, aux portes du centre historique d'Auxerre, c'est 16 ha pour concevoir, construire et gérer une ville différemment et durablement.

Pour répondre à ces enjeux, l'objectif est de mettre en place un réseau d'énergie intelligent ou un smart grid, c'est-à-dire un réseau d'énergie qui intègre des technologies de l'information et de la communication. En collectant des informations sur l'état du réseau, les smart grids contribuent à une adéquation entre production, distribution et consommation et améliorent ainsi son exploitation. Ils permettent aussi le développement d'usages nouveaux, tels que l'autoconsommation, la recharge de véhicules électriques et le stockage d'électricité.

Afin d'accompagner la mise en place de ce smart grid, la Ville d'Auxerre propose d'adhérer à l'association Think Smartgrids créée en avril 2015 dont l'objectif de développer la filière smart grids en France et de la promouvoir en Europe comme à l'international. L'association fait travailler ensemble tous les acteurs de la filière et les tient informés des enjeux clés du secteur. Elle favorise les rapprochements pour co-construire des solutions et projets innovants, valorise le savoir-faire français à l'international et représente la filière auprès des institutionnels et des territoires.

Le bureau de l'association Think Smartgrids est composé de :

- **Marianne Laigneau**, présidente de l'association, présidente du directoire d'Enedis.
- **Olivier Grabette**, 1er Vice-Président de l'association, directeur R&D et Innovation de RTE, Réseau de Transport d'électricité
- **Hugues de Bantel**, 2e Vice-Président, président et co-fondateur de Cosmo Tech.
- **Régis Le Drézen**, délégué général de Think Smartgrids.
- **Rodolphe de Beaufort**, trésorier, délégué général adjoint du Gimélec.
-

La Commission de Régulation de l'énergie (CRE) et l'Etat français, via la Direction Générale des Entreprises (DGE) et la Direction Générale de l'Energie et du Climat (DGEC), sont membres observateurs de l'association Think Smartgrids.

Le montant de la cotisation est de 2000 € par an.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'adhérer à l'association RESEAUX ELECTRIQUES INTELLIGENTS Smartgrids France,

- D'indiquer que les crédits sont prévus au budget.

AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-049
OBJET : Personnel municipal - Actualisation du dispositif d'astreintes pour le service des centres de loisirs et accueil périscolaire

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

Les astreintes ont été mises en place par la délibération n°2005-374 du 15 décembre 2005, modifiée par délibérations n° 2006-74 du 13 avril 2006, n° 2006-178 du 14 septembre 2006, n° 2007-76 du 31 mai 2007 et n°2007-208 du 20 décembre 2007, n°2013-156 du 5 décembre 2013, n°2021-028 du 25 mars 2021 et n°2023-147 du 16 novembre 2023.

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration, la durée de cette intervention étant considérée comme un temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le déplacement aller et retour sur le lieu de travail.

Il convient d'actualiser le dispositif d'astreinte concernant le service des centres de loisirs et accueils périscolaires.

Le dispositif d'astreinte permet, à tout moment, de pouvoir répondre à des sollicitations de nature à justifier une intervention de l'administration de la ville d'Auxerre en dehors des horaires habituels de travail.

L'astreinte est mise en place suite à la déclaration des directeurs/trices et directrices adjointes comme référents pour assurer la coordination des accueils déclarés en multi-sites.

Pour être en conformité avec la réglementation, les agents doivent être joignables sur l'ensemble des accueils périscolaires, pendant la durée de l'accueil des enfants, soit de 11h30 à 14h00 les lundis, mardis, jeudis et vendredis pendant les périodes scolaires. Les agents sont équipés de téléphones mobiles pour être joignables.

Cette astreinte permet de répondre à l'obligation légale.

Les agents qui exercent l'astreinte décisionnelle bénéficient d'une indemnité d'un montant brut fixé par le décret n°2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale. Les montants sont fixés par les arrêtés ministériels du 14 avril 2015 et du 3 novembre 2015.

En cas d'évolution réglementaire de ces montants, la collectivité appliquera les nouveaux montants définis.

Le comité social territorial a été consulté le 27 mars 2025 et a émis un avis favorable :
- Collège des représentant du personnel : Favorable à l'unanimité,
- Collège des représentants de la collectivité : Favorable à l'unanimité.

AUXERRE

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'adopter les modalités d'organisation de l'astreinte comme indiquées ci-dessus,
- D'autoriser le maire à signer les actes à venir, en application de la présente délibération,
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget, chapitre 012.

AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-050
OBJET : Personnel municipal - Actualisation du dispositif d'astreintes

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

Les astreintes ont été mises en place par la délibération n°2005-374 du 15 décembre 2005, modifiée par délibérations n° 2006-74 du 13 avril 2006, n° 2006-178 du 14 septembre 2006, n° 2007-76 du 31 mai 2007 et n°2007-208 du 20 décembre 2007, n°2013-156 du 5 décembre 2013, n°2021-028 du 25 mars 2021 et n°2023-147 du 16 novembre 2023.

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration, la durée de cette intervention étant considérée comme un temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le déplacement aller et retour sur le lieu de travail.

Il convient d'étendre le dispositif d'astreinte aux agents de la direction de la tranquillité et de la sécurité publique.

Le dispositif d'astreinte permet, à tout moment, de pouvoir répondre à des sollicitations de nature à justifier une intervention de l'administration de ville d'Auxerre en dehors des horaires habituels de travail.

L'astreinte des agents affectés à la direction de la tranquillité et de la sécurité publique est une astreinte organisée par semaine entière.

Les missions réalisées dans le cadre de l'astreinte sont les suivantes :

- réparations et interventions urgentes (pannes, fuites…) et problèmes relationnels sur l'aire d'accueil
- répondre aux appels urgents des différents partenaires afin de réaliser une médiation et inciter les gens du voyage à se rendre sur l'aire d'accueil dédiée

En cas de danger, la médiation ne doit pas avoir lieu et l'agent de permanence doit contacter les forces de l'ordre.

Les moyens matériels nécessaires à la réalisation de l'astreinte (téléphone et véhicule de service) sont mis à disposition des agents.

Deux agents sont concernés par l'astreinte : le responsable de l'aire d'accueil des gens du voyage et le directeur de la sécurité et de la tranquillité publique. Chaque personne est d'astreinte une semaine sur deux.

Le roulement est organisé par l'encadrant, le planning est diffusé à l'agent concerné. Des modifications de roulements peuvent intervenir afin de permettre à chaque agent de bénéficier de ses congés annuels et jours d'ARTT. Le planning prévisionnel est réalisé annuellement.

AUXERRE

L'encadrant transmet mensuellement l'état des astreintes au service RH.

Les agents qui exercent l'astreinte décisionnelle bénéficient d'une indemnité d'un montant brut fixé par le décret n°2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale. Les montants sont fixés par les arrêtés ministériels du 14 avril 2015 et du 3 novembre 2015.

En cas d'évolution réglementaire de ces montants, la collectivité appliquera les nouveaux montant définis.

Le comité social territorial a été consulté le 27 mars 2025 et a émis un avis favorable :
- Collège des représentants du personnel : Favorable à l'unanimité,
- Collège des représentants de la collectivité : Favorable à l'unanimité.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'adopter les modalités d'organisation de l'astreinte comme indiquées ci-dessus,

- D'autoriser le maire à signer les actes à venir, en application de la présente délibération,

- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget, chapitre 012.

AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-051
OBJET : Personnel municipal : effectif réglementaire

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

Conformément aux dispositions de l'article L 313-1 du Code Général de la Fonction Publique, « les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement »

L'effectif réglementaire du personnel de la Ville d'Auxerre doit être modifié pour tenir compte des mouvements de personnels ainsi que de l'évolution des fonctions et des besoins de la collectivité.

La modification porte en particulier sur les postes suivants :

Postes	Grade	Catégorie	Suppression TC	Suppression TNC	Création TC	Création TNC
Agent accueil cimetière	Adjoint Technique	C			1	
Coordo cimetières	Technicien	B	1			

Les postes pourront être pourvus par voie statutaire ou à défaut par voie contractuelle sur le fondement de l'article L 332-8 du Code Général de la Fonction Publique.

Le tableau annexé détaille la liste de l'ensemble des postes de la collectivité dont les recrutements par voie contractuelle sur le fondement de l'article L 332-8 du Code Général de la Fonction Publique sont possibles car répondant à la notion des besoins du service afin d'assurer la continuité du service public. Comme précisé dans le tableau, la rémunération sur ces postes sera établie en référence au grade défini au tableau, à l'échelon relatif à l'ancienneté de l'agent et au régime indemnitaire en vigueur au sein de l'institution.

Le comité social territorial a été consulté le 27 mars 2025 et a émis un avis favorable :

- Collège des représentants du personnel : Abstention à l'unanimité.
- Collège des représentants de la collectivité : Favorable à l'unanimité.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver l'effectif réglementaire et les postes tels qu'ils apparaissent dans la délibération et les tableaux annexés,

- D'autoriser le Maire à signer tous les actes à intervenir, en application de la présente délibération,

- De dire que les crédits nécessaires au financement des dépenses de personnel correspondant aux effectifs autorisés sont inscrits au budget, au chapitre 012.

Poste	Cadre d'emploi	Motif de recrutement contrat	Délibération créant le poste	Traitement mini /maxi (IM)	Régime idemnitaire
Animateur-trice dr CL	Animateur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-164 DU 18/12/2018	373/592	Selon délibération en vigueur
Animateur-trice Relais petite enfance	Adjoint d'animation	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2023-187 du 21/12/2023	366/478	Selon délibération en vigueur
Assistant-e	Rédacteur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-067 du 30/05/2024	373/592	Selon délibération en vigueur
Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-067 du 30/05/2024	373/560	Selon délibération en vigueur
Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-164 DU 18/12/2018	373/560	Selon délibération en vigueur
Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-067 du 30/05/2024	373/560	Selon délibération en vigueur
Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-164 DU 18/12/2018	373/560	Selon délibération en vigueur
Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-164 DU 18/12/2018	373/560	Selon délibération en vigueur
Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2023-055 du 25/05/2023	373/560	Selon délibération en vigueur
Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-164 DU 18/12/2018	373/560	Selon délibération en vigueur
Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-164 DU 18/12/2018	373/560	Selon délibération en vigueur
Chargé-e de collection	Assistant de conservation	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2021-029 du 25/03/2021	373/592	Selon délibération en vigueur
Chargé-e de collection	Assistant de conservation	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-164 DU 18/12/2018	373/592	Selon délibération en vigueur
Chargé-e de médiation collections	Assistant de conservation	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-094 du 17/06/2024	373/592	Selon délibération en vigueur
Chargé-e de médiation collections	Assistant de conservation	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-094 du 17/06/2024	373/592	Selon délibération en vigueur

Chargé-e de projet vie asso	Rédacteur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-164 DU 18/12/2018	373/592	Selon délibération en vigueur
Coordonnateur-trice petite enfance	Infirmier en soins généraux	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-189 DU 19/12/2024	444/727	Selon délibération en vigueur
Coordonnateur-trice petite enfance	Puéricultrice	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-189 DU 19/12/2024	489/769	Selon délibération en vigueur
Coordonnateur-trice petite enfance	Cadre de santé	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-189 DU 19/12/2024	465/769	Selon délibération en vigueur
Responsable stucture PE	Puéricultrice	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2025-016 DU 17/02/2025	489/769	Selon délibération en vigueur
Responsable stucture PE	Infirmier en soins généraux	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2025-016 DU 17/02/2025	444/727	Selon délibération en vigueur
Educateur-trice jeunes enfants	Educateur territorial de jeunes enfants	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-164 DU 18/12/2018	395/632	Selon délibération en vigueur
Educateur-trice jeunes enfants	Educateur territorial de jeunes enfants	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-164 DU 18/12/2018	395/632	Selon délibération en vigueur
Educateur-trice jeunes enfants	Educateur territorial de jeunes enfants	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-048 du 04/04/2024	395/632	Selon délibération en vigueur
Educateur-trice jeunes enfants	Educateur territorial de jeunes enfants	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-164 DU 18/12/2018	395/632	Selon délibération en vigueur
Educateur-trice Sportif-ive	Educateur des APS	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-164 DU 18/12/2018	373/592	Selon délibération en vigueur
Educateur-trice Sportif-ive	Educateur des APS	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-164 DU 18/12/2018	373/592	Selon délibération en vigueur
Educateur-trice Sportif-ive	Educateur des APS	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-164 DU 18/12/2018	373/592	Selon délibération en vigueur
Educateur-trice sportif-ive	Educateur des APS	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-164 DU 18/12/2018	373/592	Selon délibération en vigueur
Educateur-trice Sportif-ive	Conseiller des APS	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-164 DU 18/12/2018	395/826	Selon délibération en vigueur
Educateur-trice Sportif-ive	Educateur des APS	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-164 DU 18/12/2018	373/592	Selon délibération en vigueur

Enseignant-e bx arts	d'enseignement artistique	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-164 DU 18/12/2018	373/592	Selon délibération en vigueur
Enseignant-e bx arts	d'enseignement artistique	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-164 DU 18/12/2018	373/592	Selon délibération en vigueur
Enseignant-e bx arts	d'enseignement artistique	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-094 du 17/06/2024	373/592	Selon délibération en vigueur
Enseignant-e bx arts	d'enseignement artistique	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-164 DU 18/12/2018	373/592	Selon délibération en vigueur
Gardien-ne de salles	Adjoint technique	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-164 DU 18/12/2018	366/478	Selon délibération en vigueur
Gestionnaire administratif CLS AP	Rédacteur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-164 DU 18/12/2018	373/592	Selon délibération en vigueur
Médiateur-trice	Animateur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-164 DU 18/12/2018	373/592	Selon délibération en vigueur
Référent-e familles	Assistant socio-éducatif	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-164 DU 18/12/2018	395/632	Selon délibération en vigueur
Référent-e familles	Assistant socio-éducatif	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-164 DU 18/12/2018	395/632	Selon délibération en vigueur
Référent-e familles	Assistant socio-éducatif	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-164 DU 18/12/2018	395/632	Selon délibération en vigueur
Référent-e numérique et informatique bibliothèque	Technicien	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-148 du 21/11/2024	373/592	Selon délibération en vigueur
Référent-e numérique et informatique bibliothèque	Assistant de conservation	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-148 du 21/11/2024	373/592	Selon délibération en vigueur
Régisseur-se technique	Agent de maîtrise	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2023-119 du 28/09/2023	369/508	Selon délibération en vigueur
Responsable abbaye	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-164 DU 18/12/2018	395/826	Selon délibération en vigueur
Responsable EAA	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2024-094 du 17/06/2024	395/826	Selon délibération en vigueur
Responsable EAA	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-164 DU 18/12/2018	395/826	Selon délibération en vigueur

Responsable EAA	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-164 DU 18/12/2018	395/826	Selon délibération en vigueur
Responsable Education	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2018-164 DU 18/12/2018	395/826	Selon délibération en vigueur
Responsable relais petite enfance	Rédacteur	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2022-148 du 24/11/2022	373/592	Selon délibération en vigueur
Responsable sécurité publique	Attaché	Art 332-8, disposition 2 du CGFP	2021-141 du 07/10/2021	395/826	Selon délibération en vigueur

Ville d'Auxerre
TABLEAU D' EFFECTIF au 17/04/2025

Secteur / Catégorie / Cadre Emploi	Modifications	Budgétés au17/04/2025	dont TNC
Secteur administratif			
Adjoint administratif territorial	0	19	1
Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	0	23	
Adjoint administratif territorial principal de 1ère classe	0	20	
Attaché	0	9	
Attaché principal	0	1	
Rédacteur	0	8	
Rédacteur principal de 2ème classe	0	1	
Rédacteur principal de 1ère classe	0	0	
Secteur animation	0	0	
Adjoint territorial d'animation	0	19	4
Adjoint territorial d'animation principal de 2ème classe	0	19	4
Adjoint territorial d'animation principal de 1ère classe	0	6	
Animateur	0	5	
Animateur principal de 2ème classe	0	0	
Animateur principal de 1ère classe	0	2	
Enseignement artistique	0	0	
Professeur de dessin	0	1	
Assistant d'enseignement artistique	0	1	1
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe	0	0	0
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe	0	3	3
Secteur médico-social	0	0	
Puéricultrice hors classe	0	2	
Puéricultrice	0	2	
Infirmier en soins généraux	0	3	
Infirmier en soins généraux HC	0	2	

Cadre de santé	0	2	
Auxiliaire de puériculture de classe normale	0	10	
Auxiliaire de puériculture de classe supérieure	0	8	2
Patrimoine et bibliothèques	0	0	
Attaché territorial de conservation (patrimoine)	0	1	
Bibliothécaire territorial	0	1	
Adjoint territorial du patrimoine	0	9	1
Adjoint territorial du patrimoine principal de 2ème classe	0	5	2
Adjoint territorial du patrimoine principal de 1ère classe	0	8	2
Conservateur (patrimoine)	0	2	
Conservateur (bibliothèque)	0	1	
Assistant de conservation	0	6	
Assistant de conservation principal de 2ème classe	0	3	
Assistant de conservation principal de 1ère classe	0	4	
Attaché territorial principal de conservation (patrimoine)	0	0	
Bibliothécaire territorial principal	0	1	
Secteur police municipale	0	0	
Brigadier-chef principal	0	8	
Gardien-brigadier	0	3	
Brigadier (appellation)	0	1	
Chef de service de police municipale	0	1	
Chef de service de police municipale ppal 1è cl	0	1	
AUTRES EMPLOIS	0	0	
Apprenti	0	2	
Collaborateur de cabinet	0	2	
Secteur social	0	0	
Agent spécialisé principal de 2ème classe des écoles maternelles	0	9	
Agent spécialisé principal de 1ère classe des écoles maternelles	0	21	
Assistant socio-éducatif	0	5	
Conseiller socio éducatif	0	0	
Educateur territorial de jeunes enfants	0	8	
Secteur sportif	0	0	
Educateur territorial des A.P.S	0	5	

Educateur territorial des A.P.S principal de 2ème classe	0	1	
Educateur territorial des A.P.S principal de 1ère classe	0	2	
Conseiller territorial A.P.S. principal	0	1	
Secteur technique	0	0	
Adjoint technique territorial	1	41	15
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe	0	38	11
Adjoint technique territorial principal de 1ère classe	0	21	2
Agent de maîtrise	0	3	
Agent de maîtrise principal	0	4	
Ingénieur	0	1	
Ingénieur principal	0	0	
Technicien	-1	3	
Technicien principal de 2ème classe	0	2	
Technicien principal de 1ère classe	0	2	
Total général	0	392	48

AUXERRE

PROJET DE DELIBERATION

N°2025-052
OBJET : Acte de gestion courante - Compte-Rendu

Rapporteur : Crescent MARAULT

Par délibération n° 2022-095 en date du 30 juin 2022, le conseil municipal a donné délégation au Maire, pour la durée de son mandat, pour assurer diverses tâches de gestion courante, telles qu'énumérées à l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du même Code, le Maire rend compte au conseil municipal des décisions prises telles qu'énumérées ci-après.

Le conseil municipal prend acte des décisions prises ci-dessous.

Décisions du Maire :

Date	N°	Objet
2025-DIEPP-003	12/03/25	Portant demande de financement pour l'aménagement d'un terrain Playground de basketball 3x3 et d'une plateforme d'entrainement au Stade Auxerrois - Etat – DSIL à hauteur de 37 621 € - Agence Nationale du sport à hauteur de 37 621 € - Conseil Régionale Bourgogne Franche Comté 20 000 € Sur un montant total de 119 053 € HT
2025-DIEPP-004	25/03/25	Portant demande de subvention pour le financement de l'exposition Pompidou - DRAC Bourgogne Franche Comté à hauteur de 10 000€ Sur un montant total de 50 000 €
2025-DIEPP-005	25/03/25	Portant subvention pour le financement de l'exposition « le Japon et les voyages - DRAC Bourgogne Franche Comté à hauteur de 5000 € Sur un montant de 30 000 € TTC
2025-DIEPP-006	25/03/25	Portant subvention pour le financement de 4 Minis Expositions - DRAC Bourgogne Franche Comté à hauteur de 500 € Sur un montant de 2000 € TTC
2025-DIEPP-007	27/03/25	Portant demande de subvention pour le financement d'une étude de préfiguration de bibliothèque - DRAC Bourgogne Franche Comté à hauteur de 5725 € Sur un montant de 11 450 € HT

AUXERRE

2025-DIEPP-008	25/03/25	Portant demande de subvention pour le financement d'ateliers EAC - DRAC Bourgogne Franche Comté à hauteur de 816 € Sur un montant de 1020 € TTC
2025-DIEPP-009	25/03/25	Portant demande de subvention pour financement de la restauration de la table d'Accouchée - DRAC Bourgogne Franche Comté à hauteur de 2300 € Sur un montant de 11 500 € HT
2025-DIEPP-010	26/03/25	Portant demande de subvention pour la restauration de deux tableaux Salle d'Eckmulh - DRAC Bourgogne Franche Comté à hauteur de 1600 € Sur un montant de 7290 € HT
2025-DIEPP-011	25/03/25	Portant demande de subvention auprès de la direction régionale des affaires culturelles de Bourgogne Franche Comté pour le recollement 2025 du muséum d'Auxerre - DRAC Bourgogne Franche Comté à hauteur de 26 773,60 € Sur un total de 33 467 € TTC
2025-DIEPP-012	26/03/25	Portant demande de subvention pour financement d'une exposition 1 675 oiseaux - DRAC Bourgogne Franche Comté à hauteur de 7360 € Sur un total de 9200 € TTC
2025-DIEPP-013	25/03/25	Portant demande de subvention pour le financement d'une exposition Drôles de Têtes - DRAC Bourgogne Franche Comté à hauteur de 6320 € Sur un total de 7900 € TTC
2025-DIEPP-014	25/03/25	Portant subvention pour le financement d'un catalogue de collection Villemorin – Andrieux - DRAC- Bourgogne Franche-Comté à hauteur de 3911 € Sur un montant de 4889 € HT
2025-DIEPP-015	25/03/25	Portant demande de subvention pour le financement de la conservation/Restauration de 4 objets - DRAC Bourgogne Franche Comté à hauteur de 2784 € Sur un montant de 5568 € HT
2025-DF-002	19/02/25	Portant modification des tarifs Municipaux 2025 - Petite Enfance

AUXERRE

2025-DF-003	17/02/25	Portant vente de caveau avec monument au cimetière Saint Amâtre
2025-DF-004	17/02/25	Portant vente de caveau avec monument au cimetière des Conches
2025-DF-005	10/03/25	Fixation des tarifs des inscriptions au Trail de la Coulée Verte d'Auxerre 2025
2025-DF-006	28/02/2025	Portant vente de caveau au cimetière des conches à Auxerre
2025-DF-008	06/03/25	Portant fixation de tarifs municipaux complémentaires 2025
2025-DRJH-002	24/02/25	Portant mandat spécial à Monsieur Hicham EL MEHDI
2025-DRJH-003	24/02/25	Portant acceptation d'un don manuel de Guy QUILLET
2025-DRJH-004	24/02/25	Portant acceptation d'un don manuel de Philippe JACQUEMARD
2025-DRJH-005	24/02/25	Portant acceptation d'un don manuel de Daniel BOUCHERON
2025-DRJH-006	24/02/25	Portant acceptation d'un don manuel de Lucien DEBARNOT
2025-DRJH-007	24/02/25	Portant acceptation d'un don manuel de Michel RUFF
2025-DRJH-008	06/03/25	Portant acceptation d'un don manuel du comité des fêtes de Jonches
2025-DRJH-009	06/03/25	Portant acceptation d'un don manuel de l'association Bien Vivre à Laborde et à la Tour Coulon
2025-DRJH-010	14/03/25	Portant acceptation d'un don manuel de l'association service compris
2025-DRJH-011	03/04/25	Portant acceptation d'un don manuel de Michel BARBERIS

Conventions :

Numéro	Date	Objet
2025-057	13/02/2025	Convention de mise à disposition de locaux avec la maison des jumelages à la salle Anna de la maison Paul Bert pour une réunion le 21 février 2025 de 17h à 20h à titre gracieux
2025-058	14/02/2025	Convention de prestations de services avec Véronique Poisson pour une prestation dans la salle du Silex au tarif de 2000 euros le spectacle
2025-059	14/02/2025	Convention de mise à dispostion de locaux avec LLL Yonne à la maison

		des 1000 jours pour une réunion de soutien à l'allaitement sur 5 dates selon planning de 14h à 16h30
2025-060	14/02/2025	Convention de prestations de services avec la Zebulozerie sur 4 dates selon planning de 14h à 16h pour des ateliers créatifs à l'EAA la Confluence pour un cout total de 800 euros
2025-061	20/02/2025	Convention de prestations de services avec la Tournar Cie à l'EAA la confluence pour des ateliers théatre pour un total de 86 heures selon planning au tarif de 65 euros/heure soit 5590 euros
2025-062	20/02/2025	Convention de partenariat avec l'association Embellir le Monde By SC à l'EAA les Hauts d'Auxerre pour des ateliers bonne humeur, silent laugh tour, bals humains pour une durée d'un an
2025-063	20/02/2025	Contrat de cession avec l'association alternance Théatre pour spectacle Spectacle one-Man Show Famille le 12 décembre 2025 à 19h pour la somme de 1290 euos TTC
2025-064	25/02/2025	Contrat de cession de droits de representation avec "les Arts du spectacle vivant le 7 mars 2025 à 17h pour le carnaval au tarif de 1000 € HT
2025-065	26/02/2025	Convention de partenariat avec l'association Cadance à l'EAA la Confluence pour des cours de Danse dans la grande salle du Pôle Rive Droite les jeudis de 19h à 22h à titre gracieux
2025-066	26/02/2025	Convention de partenariat avec l'association l'Auxlatinos à l'EAA la Confluence pour des cours de danses Latines dans la grande salle Pole Rive droite les mercredis de 18h30 à 21h30 à titre gracieux
2025-067	26/02/2025	Convention de partenariat avec l'association les Prétendants à l'EAA la Confluence pour produire et diffuser des œuvres théatrales dans la grande salle Pole Rive droite les mardis de 19h30 à 23h30 à titre gracieux
2025-068	26/02/2025	Convention de prestations de services avec Mon Petit Bases-Arts pour la mise en œuvre d'un projet artistique sur 3 jours à la maison des enfants au tarif de 743 euros
2025-069	28/02/2025	Convention de prestations de services avec l'association Formation information enfants adolescents FIREA pour 2 conférences les 21 et 22 mai 2025 pour un montant de 2346,60€
2025-070	28/02/2025	Convention de prestations de services avec Nathalia Guimarães Photographe dans le cadre de la journée "AuxR_M la famille" place de l'arquebuse à Auxerre pour un montant total de 300€
2025-071	28/02/2025	Convention de partenariat avec l'association l'antre-sort à titre gracieux afin de participer à au moins une des 3 actions collectives organisées par l'EAA Charivari, fête de quartier et fête de noël, proposer la découverte de son activité, participer aux instances de coordination
2025-072	28/02/2025	Convention de prestations de services avec Croq'Frimousse et Maquillage pour la manifestation AuxR_M la famille, qui aura lieu le samedi 17 mai 2025 pour un montant total de 950 €
2025-073	10/03/2025	Convention de partenariat avec l'association Réseau Soutien Migrants de l'Yonne avec l'EAA la Confluence pour des cours de Français Langue Etrangère les mardis et jeudis de 14h30 à 16h30 hors période de vacances scolaire dans la grande salle du pôle Rive Droite à titre gracieux
2025-074	13/03/2025	Convention de prestations de services avec l'Art d'Etre Adrey Cagnat pour trois sessions de Yoga parents-enfants place de l'arquebuse le 17 mai 2025 dans le cadre de la journée Festi'Familles au tarif de 45

AUXERRE

		eurosla session soit 135 euros,
2025-075	13/03/2025	Convention de spectacle avec l'Association Premier Baiser pour une représentation à la bibliothéque Jacques Carrière le samdi 4 octobre 2025 au tarif de 750 euros
2025-076	13/03/2025	Contrat de cession avec la SAS Productions Freddy Hanouna pour un spectacle le 17 mai 2025 d'une durée de 2 fois 2h au tarif de 1500 euros
2025-077	20/03/2025	Convention de partenariat avec le Centre Hospitalier Spécialisé de l'Yonne pour des interventions avec la Maison des 1000 premiers jours selon planning à titre gratuit
2025-078	24/03/2025	Convention de prestations de services avec Nathalia Guimaraes Photographe à l'EAA la Confluence le jeudi 27 mars 2025 de 14h à 18h30 dans le cadre d'un projet artistique "les grands récits 2025" à l'abbaye Saint Germain au tarif de 440 euros la prestation
2025-079	24/03/2025	Convention de prestations de services avec la Société Vera Nexus à l'EAA la Confluence le vendredi 29 mars de 19h à 22h pour une soirée Musicale au tarif de 600 euros
2025-080	24/03/2025	Convention de prestations de serbices avec La Tournar Cie lors du festival "les Grands Récits 2025" à l'Abbaye le 27 mars 2025 de 14h à 18h30 au tarif de 572 euros
2025-081	24/03/2025	Contrat de vente avec le Cirque Star pour des atelierS et spectacle pour la fête de la parentalité le 17 mai 2025 au tarif de 1800 euros TTC
2025-082	26/03/2025	Convention mise à disposition installations sportives avec l'association Marocainne d'Auxerre au gymnase des Boussicats le dimanche 30 mars 2025 de 6h à 14h pour la Fête de l'Aid à titre gracieux
2025-083	26/03/2025	Convention mise à disposition installations sportives avec l'association Avicenne au complexe sportif René-Yves Aubin le dimanche 30 mars ou le lundi 31 mars de 6h à 14h pour la Fête de l'Aid à titre gracieux
2025-084	26/03/2025	Convention de partenariat avec "l'Entente interdépartementale Rhone-Alpes pour la démoustication" pour la mise en place d'un programme d'actions contre le moustique tigre/année 2025 pour un coût total de 3280 € pris en charge de moitié par l'ARS Bourgogne-Franche-Comté
2025-085	02/04/2025	Convention mise à disposition installations sportives avec l'association AJA Triathlon pour la mise à disposition de la salle du vélo Club Auxerrois de 18h à 20h le vendredi 4 avril 2025 à titre gracieux
2025-086	07/04/2025	Convention de prestations de service avec "Première compagnie d'Arc d'Auxerre" pour des intervention Tir à l'Arc pour 6 séances selon planning dans le cadre des"Vacances sportives" du 22 au 30 avril au gymnase Théodore de Bèze au tarif de 40 euros la séance
2025-087	07/04/2025	Avenant à la Convention 2025-060 avec la Fabuloserie pour modification du planning d'intervention
2025-088	07/04/2025	Convention de prestations de services avec Jean Charles Meslaine pour la création d'une fresque Collective lors de la journée Festi'Familles le 17 mai 2025 au tarif de 600 euros
2025-089	08/04/2025	Convention de mise à disposition de locaux à la Cité de la Voix au 4 rue de l'Hopital à Vezelay le 13 avril et le 10 mai 2025 de 9h à 19h pour une journée de répétition et un concert de restitution à titre gratuit

AUXERRE

Date	Libellé
01/02/2025	Convention de mise à disposition de locaux de la Tour de l'Horloge à l'Office de Tourisme de l'Auxerrois pour la gestion des visites du site
28/03/2025	Convention de mise à disposition temporaire d'une base vie de chantier équipée sise 2 place Saint-Germain à Auxerre – Entreprise Léon Noël

Locations salle

Février 2025

NUMERO	DATES	UTILISATEUR	TARIF €	OBJET	LIEU
2025-3086	1,2	Madame Branche	248	Evènement familial	Salle de Laborde
2025-3087	1,2	Monsieur GOUMY Claude	134	Evènement familial	Salle des Chesnez
2025	1,2	Madame Darhou Amel	Annulé	Evènement familial	Salle de Ste Geneviève
2025	1,2	Association IKONA association conventionné	Conventionné	Evènement	Salle de Vaux
2025-3088	1,2	Madame Meunier	134	Évenement familiale	Salle des Rosoirs
2025	1,2	Libre pensée de l'Yonne	Accord de gratuité	Évenement	Salle Rive droite
2025-3123	3,5,17,19,24,26	Madame Mathé	247,5	Yoga	Soufflot et PB
2025-3118	3,10,17,24	AVF	76,5	Cours de danse	Salle Surugue
2025-3100	4	LAMY	30,38	Réunion	Salle Soufflot
2025	5,19,26	ASSOCIATION TALENTIDES	45	Yoga	Salle Surugue
2025-3097	5	association UNAFAM 89	13,75	Manifestation	Salle Carré
2025-3105	6	GERMINAL	62	Réunion	Salle des Piedalloues
2025-3098	6	Association la Roue Libre	23,75	Manifestation	Salle Anna
2025-26,25	7	Association Ateliers alternatifs Psyrates	26,25	Manifestation	Salle carré
2025-3101	8	Amicale des donneurs pour le don	27	Manifestation	Salle Surugue
2025	8,9	Comité des fêtes des Chesnez	Conventionné	Conventionné	Salle des Chesnez
2025	8,9	Association Passerelle	Conventionné	repas	Salle de Ste Geneviève
2025-3089	8,9	Madame MAJDANAC Enisa	186	Évenement familiale	Salle les Rosoirs

AUXERRE

2025	8,9	Association Hora	Conventionné	Évenement	Salle des Piedalloues
2025-3090	8,9	Association Mouv'Art	144	Évenement familiale	Maison de Vaux
2025-3104	11	Accueil des villes françaises (AVF)	27	Réunion	Passage Souffllot
2025	12,13	JDC	Gratuité	Manifestation	Salle Surugue
2025-3111	14,2 0	Madame Stéphanie Boidé	63	Réunion	Passage Soufflot
2025-3110	15	Groupe BAOBAB 89	38	Manifestation	Salle Anna
2025-3109	15	LAMY	47,25	Manifestation	Salle Surugue
2025-3108	15,16	Madame Munoz Nathalie	234	Évenement familiale	St Siméon
2025-3107	15,16	Association ICAH	88	Évenement familiale	Salle La confluence
2025	15,16	Association des Rosoirs	Conventionné	Évenement	Salle des Rosoirs
2025-3106	15,16	Association des jeunes Ivoiriens d'Auxerre	222	Évenement familiale	Salle de Laborde
2025-3117	17	Syndic de copropriété 37 Bd Vaulabelle	24,75	Réunion	Passage Soufflot
2025	18	FAFPT	Gratuité	Réunion	Salle Vaulabelle
2025-3112	19	Monsieur Henriat	17,25	Réunion	Maison Paul Bert
2025-3113	19	Parti des travailleurs de l'Yonne	9	Réunion	Passage Souffllot
2025	21	Maison des Jumelages de la Francophonie	Conventionné	Réunion	Maison Paul Bert
2025	22	Comité France Parkinson Yonne conventionnée	Gratuité	Réunion	Salle Anna
2025-3114	22,23	Association Université Libre des Valeurs	90	Évenement familiale	Salle les Chesnez
2025-3115	22,23	Madame Mujinga Tshiamala	234	Évenement familiale	Salle Rive droite
2025-3116	22,23	Madame Loury	157	Évenement familiale	Maison de Vaux
2025-3119	24	Monsieur Fauchier	23	Réunion	Salle carré
2025	26,27	JDC	Gratuité	Réunion	Salle Surugue
2025-3121	27	Yonne - Compos-	12	Réunion	Maison

AUXERRE

		telle			Paul Bert
2025-3125	27,28	EPNAK	1027,5	Manifestation	Salle Vaula-belle

Mars 2025

NUMERO	DATES	UTILISATEUR	TARIF €	OBJET	LIEU
2025-3126	1	Union des pêcheurs de l'auxerrois	15,75	Réunion	Salle Surugue
2025	1,2	Association Antre Sort	Conventionné	Manifestation	Salle Rive droite
2025-3120	1,2	Monsieur Petit Romain	134	Evènement familial	Salle des Rosoirs
2025-3136	3	Association syndicale libre du Clos	21	Réunion	Salle Seguin
2025-3154	3,10,17,24,31	Accueil des villes françaises (AVF)	92,25	Cours de danse	Salle Surugue
2025-3157	5,12,19,26	ASSOCIATION TALENTIDES	60	Yoga	Salle Surugue
2025	5	ADAMAEL 89	gratuité accordée	Réunion	Salle Vaula-belle (conférence)
2025-3131	2	association UNAFAM 89	13,75	Réunion	Salle carré
2025-3130	5	Boidé Stéphanie	24	Réunion	Salle Seguin
2025-3127	7	Association Ateliers alternatifs Psyrates	21	Réunion	Salle carré
2025-3134	8	Don du sang	38	Réunion	Salle Anna
2025-3133	8	Association Vivre l'Auxerrois	15	Réunion	Salle Pauline
2025	8,9	Association Twirling Auxerrois	Conventionné	Manifestation	Salle Rive droite
2025	8,9	Wood coxerre conventionnée	conventionnée	Réunion	Salle des Piedalloues
2025-3128	8,9	Madame Francisco Silva Chloé	134	Évenement familiale	Salle des Chesnez
2025	8,9	Association les amis du tarot	Conventionné	Évenement	Salle de Saint Siméon
2025-3129	8,9	Monsieur Essie Nordel	134	Évenement familiale	Salle des Rosoirs
2025-3132	8,9	Association Jeunesse sportive des Africains	41	Évenement familiale	Salle de Ste Geneviève
2025-3139	10	Club Alpin Français d'Auxerre	12	Réunion	Salle Seguin
2025-3135	11	Lamy	30,38	Réunion	Salle Surugue
2025	10,11	Maison de l'Europe Bourgogne Franche	gratuité accordée	Réunion	Salle Vaula-belle
2025-3156	10,12,17,19,24,26,31	Madame Mathé	263,5	Yoga	Salle S

AUXERRE

					rugue + PB
2025-3137	15	Société des fouilles archéologiques	35	Réunion	Salle Anna
2025-3138	15	Monsieur Thomas Chatenet	30	Yoga	Salle Anna
2025	15,16	Réseau de soutien aux migrants	Conventionné	Réunion	Salle Rive droite
2025	15,16	Association des Parents d'elèves	Gratuité	Évenement	Saint Siméon
2025	15,16	Comité des fêtes des Chesnez	Conventionné	Évenement	Salle des Chesnez
2025	15,16	Association des Rosoirs	Conventionné	Évenement	Salles des Rosoirs
2025	15,16	Association Passerelle	Conventionné	Évenement	Salle de Ste Geneviève
2025-3141	18	Century 21 - Martinot Immobilier	35	AG	Salle Anna
2025	18	Association départementale des MOF89	gratuité accordée	Réunion	Salle Vaulabelle
2025-3144	18	LAMY	33,75	Réunion- AG Hoche	Salle Surugue
2025-3145	19	Monsieur Henriat	25,88	Réunion	Salle Pauline
2025-3146	20	ADMD	12	Réunion	Salle Seguin
2025-3143	20	LAMY	30,38	Réunion- AG Foch	Salle Surugue
2025-3142	22	Société généalogique de l'Yonne	54,63	Réunion	Salle Anna
2025-3165	22	Association Vivre l'Auxerrois	7,5	Réunion	Salle Pauline
2025	22,23	Association PLPB	Conventionné	Évenement	Salle Laborde
2025	22,23	Association ENVOL	Conventionné	Évenement	Salle Rive Droite
2025-3147	22,23	Association Franco - Turque d'Auxerre AFTA	88	Évenement	Salle des Rosoirs
2025	22,23	Association des Piedalloues la Noue	Conventionné	Évenement	Salle Piedalloues
2025-3140	22,23	Madame Fertin	157	Évenement	Maison de Vaux
2025	24,25,26	C.I.F.A	Gratuité	Manfestation	Vaulabelle
2025	25,26	JDC	Gratuité	Réunion	Salle Surugue
2025-3155	27	Association BE HAPPY	10,5	Réunion	Salle Anna
2025-3153	28	Association des Entretiens d'Auxerre	31,5	Réunion	Salle Anna
2025	29	Comité France Parkinson Yonne	Gratuité	Réunion	Salle Anna
2025-3149	29,3 0	Monsieur MARIA Francis	134	Évenement familiale	Salle d... Chesn

AUXERRE

2025-3150	29,3 0	Madame Petiot	234	Évenement familiale	St Siméon
2025-3148	29,3 0	Monsieur Dos Santos	248	Évenement familiale	Salle La-borde
2025-3151	29,3 0	Madame Pinhas Nelly	134	Évenement familiale	Salles des Rosoirs
2025	29,3 0	Association Hora	Conventionné	Évenement	Salle des Piedalloues
2025-3152	29,3 0	Madame Augeat-Mal-ter Cyrielle	157	Évenement	Maison de Vaux
2025-3164	31	Lamy	62	Réunion	Saint Si-méon

Marchés :

N°	Date de notification	Objet	Montant
24VA21	20 mars 2025	Construction d'un restaurant scolaire – Groupe scolaire rive droite	**Lot 1** Terrassement-VRD-Espace vert (attribué à ROUGEOT) : 194 000 € HT **Lot 2** Gros œuvre (Attribué SEBILLAUT) : 295 000 € **Lot 3** : Charpente Métallique et bois (Attribué à ROBIN DUCROT) : 114 639 .85 € **Lot 4** : Etanchéité (attribué SOPREMA) : 64 943.79€ HT **Lot 5** : Revêtement de façade (attribué à GEBAT) : 205 167.36 € HT **Lot 6** : Menuiserie extérieure – serrurerie (attribué à ROBIN DUCROT) : 120 386 €HT **Lot 7** : Menuiserie intérieur (attribué à ASSELINEAU) : 34 691.75 € HT **Lot 8** : Plâtrerie -Faux Plafond (attribué à WE SOLD) : 39 500 € HT

AUXERRE

			Lot 9 : Carrelage -Faïence (attribué à ART et TECH) : 46 623.39 € HT **Lot 10 :** Peinture-Sols collé (attribué à CHIAVAZZA) : 19 083.65 **Lot 11 :** Electricité (attribué à LAURIN) : 89 639.16 € HT **Lot 12 :** CVC (Attribué à BC ENTREPRISE) : 276 154.17 € HT **Lot 13 :** Equipement de cuisine (attribué à HENRIOT) 67 885 € HT
24VA32	03 avril 2025	Accord-cadre à bon de commande relatif à l'acquisition de fournitures administratives	**Lot 1** Fourniture de bureau pour les services administratifs (attribué à PAPETRIE DES 2 PONTS) : 50 000 € HT Maximum par an **Lot 2** Fourniture pour les écoles et les structures accueillant des activités destinées aux enfants (attribué à LACOSTE) : 100 000 € Maximum par an **Lot 3** Fournitures de bureau – lot réservé aux entreprises adaptées et aux ESAT (Attribué à l'EA et VERT BOCAGE) : 5 000 € Maximum par AN **Lot 4** Papiers (attribué à INAPA) : 30 000 € HT maximum par an **Lot 5** Petit matériel de bureau (attribué à PAPETRIE DES 2 PONTS) : 20 000 € Maximum par An

Avenants :

AUXERRE

N°	Date de notification	Objet	Montant
24VA04 LOT 3	03 mars 2025	Plus-value pour la réalisation d'une SKYLINE en tôle perforée en remplacement du SKYLINE à découpe laser prévu initialement au marché	23 765.31 € HT
24VA04 LT 4	06 mars 2025	Prestation supplémentaire de remplacement des bancs et alimentation électrique du sanitaire public non prévue au marché, dépose des supports de jardinières et de réseau d'arrosage. Aussi modification en moins values	36 421.55 HT dont :
24VA16 Lot 11	18 mars 2025	Equipement des locaux d'un précablage VDI	5 688 € HT
24VA16 LOT 8 revêtement de sol souple	24 mars 2025	Prestation supplémentaire concernant la fourniture et la pose de siphons de sol	2 992 € HT
24VA16 LoT10 CVC plomberie	18 mars 2025	Modification du réseau de chauffage existant	9 565.97 € HT

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De prendre acte des décisions prises par délégation.